

Tadjikistan-Afghanistan

Une frontière aux confins du Pamir

Mélanie SADOZAÏ

مصاعم
Asia Masa Kini
সমসাময়িক এশিয়া
当代 洲
Asya sa makabagong panahon
हज़िरकी आज़िया
Asia Masa Kini
진뎡포리리
当代 洲
zamonaviy Osiyo
現代アジア
Châu Á hiện đại
ອາຊີປັດຈຸບັນ
осиѐи муосир
ऐशियसमसमय
সমসাময়িক এশিয়া
Asya sa makabagong panahon



Presses universitaires de la Méditerranée

Tadjikistan-Afghanistan

Une frontière aux confins du Pamir

© PULM

Collection « Asies contemporaines »

La collection *Asies contemporaines* vise à mieux faire comprendre et connaître l'extraordinaire diversité des mondes asiatiques, leur rapport à eux-mêmes et au reste du monde, leurs dynamiques internes marquées autant par des divergences, des chocs et des affrontements, que par des compromis, des affinités et des rapprochements.

Ses directeurs, Pierre Journoud et Benoît de Tréglodé, souhaitent promouvoir des publications reflétant la richesse des passés et de leurs représentations, des populations, des systèmes politiques et militaires, des langues, des cultures et des religions, des territoires et des environnements, des niveaux de développement économique, social et éducatif, etc.

Ouverte à toutes les sciences humaines et sociales aussi bien qu'à l'interdisciplinarité, la collection *Asies contemporaines* veut offrir une lecture contemporaine des principaux sous-espaces asiatiques : Asie centrale, Asie méridionale, Asie orientale et du Sud-Est, mais aussi territoires et mers du Pacifique, des côtes nippones à la Papouasie Nouvelle-Guinée.

Elle valorise les travaux issus de recherches de terrain et nourries de sources de première main, qui permettent de replacer les ponctualités trop courtes du présent dans leur contexte historique, pour mieux cerner les enjeux fondamentaux de cet espace riche et fragmenté. Elle propose des analyses inédites et rigoureuses, ouvertes aux chercheurs d'ici et d'Asie, écrites dans une langue claire, et soucieuses d'offrir une lecture décentrée sur les Asies contemporaines.

Direction

Pierre JOURNOUD

Professeur d'histoire contemporaine, chercheur à CRISES et directeur du D.U.
« Tremplin pour le Vietnam » à l'université Paul-Valéry Montpellier 3.

Benoît DE TRÉGLODÉ

Directeur de recherche et responsable du domaine Afrique-Asie-
Moyen-Orient à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire,
chercheur titulaire au Centre Asie du Sud-Est de l'EHESS.

Comité scientifique

Bayram BALCI, CERI-Sciences Po, F75006, Paris, France ; Benoît DE TRÉGLODÉ, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, F75700 Paris, France / Centre Asie du Sud-Est (CASE — EHESS-CNRS UMR 8170), EHESS, Campus Condorcet ; Guibourg DELAMOTTE, Inalco, F75007 Paris, France ; Jérôme DOYON, CERI-Sciences Po, F75006 Paris, France ; Justine GUICHARD, Univ Paris Cité, EHESS-CNRS-UPCité UMR 8173, F75006, Paris, France ; Jeremy JAMMES, Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine CNRS-MEAE UAR 3142 Umifre 22, 10330 Bangkok, Thaïlande ; Pierre JOURNOUD, Univ Montpellier Paul Valéry, CRISES EA 4424, F34000, Montpellier, France ; Isabelle SAINT-MÉZARD, Univ de Paris 8, F93200, Saint-Denis, France.

Collection « Asies contemporaines »

Tadjikistan-Afghanistan

Une frontière aux confins du Pamir

Mélanie SADOZAI

2026

PRESSES UNIVERSITAIRES DE LA MÉDITERRANÉE

© PULM

Avec le soutien financier du laboratoire CREE de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

Most-clés : contact, espace transfrontalier, frontière,
ressource, transnationalisme, Pamir.

Illustration de couverture : © Marie-Pierre BOYER, PULM, 2025.

Tous droits réservés PULM, 2026.

ISBN 978-2-36781-578-7

*À la mémoire de mon père.
À ma mère.*

Аз авал бо ҳам қарину ошно будем мо,
Машғалафрӯзи раҳи сидқу вафо будем мо,
Ҳар ду наздикем бо ҳам, чун ду тори як дутор,
Дар мароми рӯзгорон ҳамнаво будем мо.

Dès les premiers instants, nous étions de proches amis,
Nous étions les flambeaux sur le chemin de la sincérité et de
la loyauté,
Nous étions tous deux aussi proches que les deux cordes d'un
dutor,
À travers les âges, nous chantions toujours la même mélodie.

*Ali BOBOJON, Ba d̄ystoni hamzabon
[Aux amis de langue commune].*

Note sur la translittération et la traduction

Le matériau utilisé pour cet ouvrage est en dari, en tadjik, en russe et en shoughni. La translittération reprend les conventions et équivalences proposées par le Center for Languages of the Central Asian Region (CeLCAR) de l'Université d'Indiana pour le dari, le tadjik et le russe (tableau 1). Il n'existe pas de norme pour la translittération du shoughni, aussi elle a été adaptée à la prononciation en français sur la base de la translittération proposée par Mukbilsho Alamshoev et Shervonsho Alamshoev¹.

Certains endroits ont plusieurs noms, qui varient selon les époques, les lieux et les personnes. Ils sont retranscrits dans le livre tel qu'admis communément et compris aujourd'hui sur place. Afin de distinguer les entités homonymiques, « Badakhchân », « Darwâz », « Sheghnân » et « Wâkhân » renvoient aux toponymes en Afghanistan ; « Haut-Badakhchan », « Darwoz », « Shoughnon » et « Wakhon » à ceux au Tadjikistan, le son « â » étant représenté en dari et non en tadjik. « Darwaz », « Shoughnan » et « Wakhan » correspondent aux territoires qui ont précédé le marquage de la frontière en 1895. « Ichkachim » renvoie à la ville au Tadjikistan et « Echkâchem » sa voisine en Afghanistan. « Badakhchan » se rapporte à la région historique qui embrasse les provinces actuelles dans les deux pays.

Translittération du russe et du tadjik

Par souci de fluidité de lecture et de correspondance entre les deux langues, la norme KNAB 1981 a été choisie.

1. Mukbilsho ALAMSHOEV et Shervonsho ALAMSHOEV, *Farhangi shughnoni-tojiki-rusi-anglisi* [Dictionnaire shoughni-tadjik-russe-anglais], vol. 1, Douchanbé, Irfon, 2020, p. 38.

Translittération du dari

Chaque lettre en alphabet arabo-persan ayant une équivalence en tadjik, la translittération du dari reprend la norme KNAB 1981 appliquée au tadjik. Pour les termes utilisés uniquement en Afghanistan, certains ajustements ont été adoptés selon la prononciation courante en dari (ex. : *Jaihoun* plutôt que *Jihoun*).

Traduction

Toutes les traductions depuis l'anglais, le dari, le tadjik, le russe et le shoughni sont celles de l'auteure, sauf indication contraire en note de bas de page.

Tableau 1 — Correspondances des translittérations en russe, en tadjik et en dari

Russe	Tadjik	Dari	API	Français
А а	А а	آ	[a]	A a <i>a comme dans arbre</i>
Б б	Б б	ب	[b]	B b <i>b comme dans bébé</i>
В в	В в	و	[v]	V v (W w pour la prononciation en dari) <i>v comme dans voiture</i>
Г г	Г г	گ	[g]	G g <i>g comme dans gai</i>
--	Ғ ғ	غ	[ɣ]	GH gh <i>r doux non roulé comme dans Paris</i>
Д д	Д д	د	[d]	D d <i>d comme dans dormir</i>
Е е	Е е	ى	[e]	E e <i>é comme dans été</i>
Ё ё	Ё ё	يا	[jo]	YO yo (Yâ yâ pour la prononciation en dari) <i>yo comme dans yoyo</i>
Ж ж	Ж ж	ز	[ʒ]	ZH zh <i>j comme dans jardin</i>
З з	З з	ض ظ ذ	[z]	Z <i>z comme dans zoo</i>

Russe	Tadjik	Dari	API	Français
И и	И и	اِ	[i]	I i <i>i comme dans iris</i>
--	ӣ	ى	[i]	ī ī <i>i long comme dans feet en anglais</i>
Й й	Й й	ى ى	[j]	Y y <i>y comme dans yoyo</i>
К к	К к	ک	[k]	K k <i>k comme dans koala</i>
--	Қ қ	ق	[q]	Q q <i>q gutural comme qibla en arabe</i>
Л л	Л л	ل	[l]	L l <i>l comme dans lapin</i>
М м	М м	م	[m]	M m <i>m comme dans manger</i>
Н н	Н н	ن	[n]	N n <i>n comme dans nager</i>
О о	О о	آ ا	[ɔ]	O o (Â â pour la prononciation en dari) <i>o comme dans horreur / a long comme dans ordre</i>
П п	П п	پ	[p]	P p <i>p comme dans port</i>
Р р	Р р	ر	[r]	R r <i>r roulé prononcé comme perro en espagnol</i>
С с	С с	ث ص س	[s]	S s <i>s comme dans sel</i>
Т т	Т т	ت ط	[t]	T t <i>t comme dans tortue</i>
У у	У у	أ	[u]	U u <i>ou comme dans courir</i>
--	ӯ ӯ	او و	[ə]	Ū ū <i>eu comme dans pleuvoir</i>
Ф ф	Ф ф	ف	[f]	F f <i>f comme dans faire</i>

Russe	Tadjik	Dari	API	Français
X x	X x	خ	[x]	KH kh <i>ch comme dans Bach en allemand</i>
--	Х х	ح	[h]	H h <i>h aspiré comme dans hot en anglais</i>
Ц ц	--	--	[ʈʂ]	TS ts <i>ts comme dans tzigane</i>
Ч ч	Ч ч	چ	[tʃ]	CH ch <i>ch comme dans children en anglais</i>
--	Ч ч	چ	[dʒ]	J j <i>dj comme dans just en anglais</i>
Ш ш	Ш ш	ش	[ʃ]	SH sh <i>ch comme dans chanter</i>
Щ	--	--	[ʃʃ]	SHCH shch <i>ch plus doux que le ch en français</i>
Ъ	Ъ	ع	[ʔ]	” <i>arrêt glottal comme dans eh-oh</i>
Ы	--	--	[ɨ]	Ȳ ȳ <i>son situé entre le ou et le i</i>
ь	--	--	[-]	, <i>signe mou, adoucit la consonne qui précède</i>
Э э	Э э*	ای	[e]	È, è <i>ai comme dans faire, chèvre, bête</i>
Ю ю	Ю ю	یو	[ju]	YU yu <i>you comme dans use en anglais</i>
Я я	Я я	یہ	[ja]	YA ya <i>ya comme dans Himalaya</i>

* Au début d'une syllabe, après une voyelle, ъ ou ь.

Note sur la méthodologie

Les sources primaires comprennent les entretiens, les conversations non structurées, l'observation directe, les collections personnelles des répondants, ainsi que les discours et documents officiels. Alors que les observations ont été conduites entre 2014 et 2021 pendant dix mois, cinquante entretiens semi-directifs ont été réalisés lors d'un total de dix semaines réparties entre 2019 et 2021¹. Il s'agit exclusivement d'entretiens qualitatifs, qui ne sont pas représentatifs de l'ensemble des groupes de personnes interrogées mais qui peuvent confirmer des tendances et produire des résultats proches de ce qui a été démontré ailleurs dans la littérature. Seul les discours du président tadjikistanais ont été scrutés à l'appui d'un outil d'analyse lexicométrique, permettant de traiter un corpus important de soixante discours et faire apparaître des tendances discursives.

À l'exception des responsables de projets transfrontaliers au sein d'organisations internationales, je ne cherchais pas à rencontrer des individus selon des critères sociaux, générationnels ou de genre, mais plutôt quiconque entretenant un lien avec la frontière — fil conducteur de tous les entretiens —, originaire du Tadjikistan ou de l'Afghanistan. Ce choix permettait de recevoir des informations non pas d'une seule catégorie d'individus, mais d'une variété de personnes, d'âges, d'activités et d'origines géographiques différents.

Les entretiens étaient menés dans quatre langues de travail : anglais, russe, tadjik/dari, shoughni, avec dans certains cas, le recours à une interprète pour le russe et le shoughni. L'intégralité des répondants sont cités sous un pseudonyme, à l'exception de l'ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan à Douchanbé².

Ce terrain a été réalisé dans six districts du Haut-Badakhchan, dans quatorze villes et villages frontaliers de l'Afghanistan, ainsi que dans l'intérieur de la province (districts de Vanj, Rouchan, Roshtqala et Mourghab), dans le village de Sohon de la province de Khatlon et sur diverses infrastructures transfrontalières, dont certaines sur

1. Voir annexe 1, p. 283.

2. *Ibid.*

le territoire afghan dans la province du Badakhchân (figure 1). Pour chacune des missions de terrain, j'ai choisi une posture itinérante favorisant le trajet en voiture depuis Douchanbé. Le choix d'entrer dans le Haut-Badakhchan en voiture depuis Douchanbé était justifié par le fait que la M41, la route principale, suit la frontière afghane et couvre environ les trois quarts du trajet. Il était ainsi possible de mener une observation directe de l'évolution des infrastructures transfrontalières dans tous les districts du Haut-Badakhchan bordant l'Afghanistan, depuis Darwoz, jusqu'à Ratm, l'ultime village de la vallée du Wakhon, situé sur une route secondaire.

Les entretiens menés auprès du Réseau Aga Khan de Développement (AKDN) se sont déroulés sans entrave bien que l'organisation ait la réputation d'être difficile à approcher et de maintenir un important degré de secret, tout comme les Ismaéliens du Pamir, qui considèrent que leur croyance doit éviter d'être partagée hors de la communauté. À Douchanbé et à Khorog, j'ai eu l'opportunité d'être invitée par des responsables religieux à la *jamatkhana*, le centre de rassemblement des Ismaéliens où se déroulent la prière et d'autres activités communautaires. J'ai également mené des entretiens avec d'autres figures religieuses ismaéliennes ailleurs en Asie centrale. L'accès à tous ces interlocuteurs n'était pas aisé, exigeait d'établir une confiance mutuelle et d'être recommandée par des membres de la communauté ismaélienne locale. À la demande de ces personnes, les informations relevant de pratiques ou de la doctrine religieuses ismaéliennes — interprétation du Coran, différenciations avec les autres communautés musulmanes, adaptation des croyances à l'environnement du Pamir, programmes d'enseignement religieux préparés par les institutions — ne sont pas mentionnées ici et participaient uniquement de ma compréhension personnelle.

La langue de référence pour toutes les missions de terrain a été le persan tadjik et dari, les variantes parlées respectivement au Tadjikistan et en Afghanistan. Ma connaissance superficielle du shoughni et du russe étaient des outils indispensables à la bonne compréhension des échanges et du vocabulaire propre aux régions frontalières. Les sources textuelles en tadjik étaient disponibles dans les fonds de la Bibliothèque nationale de Douchanbé, de la Bibliothèque nationale de Khorog, de la bibliothèque du centre ismaélien à Douchanbé et de celle l'Université d'Asie centrale (UCA) à Khorog. À ces institutions officielles s'ajoutent les collections personnelles de certains de mes hôtes dans le Badakhchan, dont plusieurs ouvrages sur l'histoire de la région. Les discours officiels sont accessibles sur le site du *think tank*



Fig. 1 — Terrain de recherche.

Center for Strategic Studies under the President of Tajikistan et celui de la Présidence du Tadjikistan. En revanche, les sources afghanes sont plus éparses, voire inexistantes. De nombreuses archives ont disparu dans les années 1990 en raison de la guerre civile. Celles qui restent aux Archives nationales de Kaboul ne sont pas toutes numérisées ou sont censurées.

Trois documents importants ont pu toutefois être consultés permettant de comprendre la situation politique précédant la période coloniale européenne : le *Tarikh-i-Badakhshan*, une chronique couvrant les périodes du XVII^e et du XVIII^e siècles, écrite en 1808 ; le *Saraj-ul-Tawarikh* rédigé sous la plume de Faiz Mohammad « Kâteb » Hazâra, scribe de l'émir Abdur Rahmân Khân (reg. 1880-1901), publié en quatre volumes et dont la collection complète n'a été mise à disposition du public qu'en 2013 ; et le *Râhnamâ-i Qataghan wa Badakhchân* publié en 1923 par Mawlawi Borhân al-din Khân Koshkaki, historiographe du

roi Amânullâh (reg. 1919-1929). D'autres textes plus courts ont été obtenus sur le site *Afghanistan Digital Library*, géré par le consortium des bibliothèques de l'université de New-York (NYU Libraries).

Concernant l'étude de l'action des organismes internationaux au Tadjikistan, j'ai consulté les rapports publics souvent mis en ligne sur les sites officiels. Lors des missions de terrain, j'ai également collecté les publications internes et disponibles uniquement sur place, ce qui fut le cas pour l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM), différents organes de l'AKDN et les programmes de l'Union européenne. À plusieurs reprises, j'ai été accueillie au siège de la Fondation Aga Khan (AKF) Afghanistan à Khorog, ce qui me donna un accès privilégié à leur documentation interne, qui n'est pas diffusée publiquement. Par l'intermédiaire de ces réseaux, j'ai aussi pu obtenir des références sur les rencontres officielles entre des représentants des gouvernements tadjikistanais et afghan.

© PULM

Glossaire et acronymes

Glossaire

<i>Didor</i>	Allocution de l'Aga Khan en présence des fidèles.
<i>Farman</i>	Directive de l'Aga Khan envoyée aux fidèles.
<i>Jamat</i>	Communauté ismaélienne mondiale (avec une majuscule) ; communauté ismaélienne locale et identifiée géographiquement (sans majuscule).
<i>Jamatkhana</i>	Centre de rassemblement pour les Ismaéliens, souvent assimilé à une mosquée ; plusieurs autres activités éducatives et culturelles y sont organisées en plus des prières collectives.
<i>Khalifa</i>	Autorité religieuse locale dans le clergé de l'ismaélisme du Pamir pratiquant les rituels et les services religieux auprès des fidèles ; au Tadjikistan, formé par un <i>pir</i> avant l'époque soviétique, à l'instar d'un disciple.
<i>Kolkhoz</i>	En Union soviétique, coopérative agricole où les terres et moyens de production étaient mis en commun et gérés par des paysans.
<i>Mahalla</i>	Quartier au sein d'une ville ou d'un village renvoyant aussi à une organisation sociale fondée sur ce référentiel spatial.
<i>Mir</i>	Autorité politique dans le Badakhchan, jusqu'à l'annexion des territoires dans l'Empire russe.
<i>Mumu</i>	Lait concentré vendu sur les marchés transfrontaliers du Badakhchan.
<i>Murid</i>	Croyant, fidèle (substantif) dans l'ismaélisme.
<i>Pir</i>	Autorité ismaélienne traditionnelle dans le Pamir, ayant disparu aujourd'hui. Disposait du rang le plus élevé dans le clergé ismaélien du Pamir après l'Imam.
<i>Qishloq</i>	Village.
<i>Rais</i>	Terme générique pour désigner un chef ou un responsable (dari et tadjik).
<i>Talika</i>	Message personnel de l'Aga Khan envoyé aux fidèles.
<i>Zakat</i>	En islam, impôt, aumône.

Acronymes

AKF	Fondation Aga Khan
AKDN	Réseau Aga Khan de développement

AKHS	<i>Aga Khan Health Services</i>
AKMC	<i>Aga Khan Medical Center</i>
BRI	<i>Belt and Road Initiative</i>
CEI	<i>Communauté des États indépendants</i>
DABS	<i>Da Afghānistān Breshna Sherkat</i>
DSR	<i>District de subordination républicaine</i>
FRN	<i>Front de Résistance nationale</i>
GBAO	<i>Province autonome du Haut-Badakhchan (en russe : Gorno-Badakhshanskaya avtonomnaya oblast')</i>
HCR	<i>Agence des Nations unies pour les réfugiés (aussi UNHCR)</i>
IPS	<i>Industrial Promotion Services</i>
ITREB	<i>Ismaili Tariqa and Religious Education Board</i>
ITREC	<i>Ismaili Tariqa and Religious Education Committee (devenu ITREB en 2012)</i>
JBBC	<i>Joint Badakhshan Badakhshan Commission</i>
JICA	<i>Agence japonaise de coopération internationale</i>
KGB	<i>Comité pour la sécurité de l'État (en russe : Komitet gosudarstvennoy bezopasnosti)</i>
MSDSP	<i>Mountain Societies Development Support Programme</i>
OCS	<i>Organisation de Coopération de Shanghai</i>
OIM	<i>Organisation internationale pour les migrations</i>
ONU	<i>Organisation des Nations unies</i>
OTAN	<i>Organisation du traité de l'Atlantique nord</i>
OTSC	<i>Organisation du traité de sécurité collective</i>
OTU	<i>Opposition tadjike unie</i>
OVIR	<i>Département des visas et de l'enregistrement (en russe : Otdel viz i registratsiy)</i>
PECTA	<i>Pamir Eco-Cultural Tourism Association</i>
PRI	<i>Parti de la Renaissance islamique</i>
RSS	<i>République socialiste soviétique</i>
RT	<i>République du Tadjikistan</i>
UCA	<i>Université d'Asie centrale</i>
UNODC	<i>Office des Nations unies contre les drogues et le crime</i>
VMKB	<i>Province autonome du Haut-Badakhchan (en tadjik : Viloyati Mukhtori Kūhistoni Badakhshon)</i>

Avant-propos

Ce livre est issu d'un travail de thèse de doctorat soutenue le 6 octobre 2022 à l'Institut national des Langues et civilisations orientales (INALCO) à Paris, intitulée « La frontière comme ressource : contacts, ruptures et pouvoirs à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan dans le Haut-Badakhchan ». La première partie de la thèse, exposant les approches méthodologiques et théoriques choisies ainsi qu'un état de l'art des études sur la frontière tadjikistano-afghane, n'a pas été incluse ici mais condensée et disséminée tout au long de l'ouvrage.

Certains extraits apparaissent dans les publications suivantes : « The Tajikistani-Afghan Border in Gorno-Badakhshan : Resources of a War-Torn Neighborhood », 2021, *Journal of Borderlands Studies*, vol. 38, n° 3 ; « Taliban at the Border : A New Regime Neighboring Tajikistan », 2021, *CAP Papers*, n° 267, George Washington University Central Asia Program ; « More Remote Yet More Connected ? Physical Accessibility and New International Contacts in Tajikistan's Pamirs Since 1991 », 2022, *Problems of Post Communism*, vol. 70, n° 3 (avec Suzy Blondin) ; « La frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan depuis l'été 2021 (2) : Le quotidien à la frontière et la situation des réfugiés au Tadjikistan », 2023, *Nouvelles d'Afghanistan*, n° 182 ; « Opportunities and Frustrations of a Closed Border Regime between Tajikistan and Afghanistan in Badakhshan : Back to Remoteness ? », 2023, *BorderObs*.

Les frontières de la connaissance

Les métaphores spatiales sont constitutives de la manière dont les humains perçoivent le monde. Elles définissent les espaces dans lesquels ils interagissent et en fixent les limites. La façon dont nous appréhendons le monde en termes spatiaux structure notre capacité à y agir. Ainsi, il n'y a pas si longtemps, l'Arctique était un espace d'intérêt marginal dont la profondeur historique et la connectivité mondiale restaient mal comprises en dehors des cercles de recherche très spécialisés¹. Aujourd'hui, les effets et les projections du changement climatique étant largement connus, l'Arctique est entré dans le domaine de la géopolitique compétitive et des fantasmes populistes. Les échanges vitaux qui s'y déroulent, à travers les frontières et les lignes de faille politiques tendues de la région, sont devenus largement visibles. Cette transition d'un territoire négligé, et à première vue fragmenté, à un espace d'interaction central et hyper-visible est un processus que le géographe Willem Van Schendel a décrit comme un passage des géographies de l'ignorance aux géographies de la connaissance². Travaillant principalement sur les zones frontalières de l'Asie du Sud-Est, Van Schendel a montré que ce processus n'est ni téléologique ni irréversible. La connaissance n'est pas permanente et l'ignorance peut revenir à tout moment. Les géographies de la connaissance nécessitent donc un travail mental actif et la nécessité

1. Ce n'est pas une constellation nouvelle. Elle a des antécédents, par exemple, dans les recherches fondamentales de Fernand Braudel sur la mer Méditerranée (Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 3 volumes, Paris, Armand Colin, [1949] 2017) ou dans l'exploration par Bronislaw Malinowski de l'économie, de la société et des échanges à travers l'archipel des îles Trobriand dans le sud-ouest du Pacifique (Bronislaw MALINOWSKI, *Argonauts of the Western Pacific : An Account of Native Enterprise and Adventure into the Archipelagos of Melanesian New Guinea*, Londres/New-York, Routledge, [1922] 2002, 527 p.).

2. Willem VAN SCHENDEL, « Geographies of Knowing, Geographies of Ignorance : Jumping Scale in Southeast Asia », *Environment and Planning D : Society and Space*, n° 20, 2002, p. 647-668.

de penser au-delà des catégories établies. Par ailleurs, les représentations des espaces géographiques par les étrangers diffèrent souvent fondamentalement de la manière dont les personnes vivant dans ces espaces perçoivent et décrivent leur réalité sociale. Cela s'applique aux zones frontalières de l'Asie du Sud-Est et bien au-delà, des espaces frontaliers de l'Europe orientale à l'Asie de l'Est, des Amériques à l'Afrique subsaharienne.

Aux marges de l'État

Le livre de Mélanie Sadozaï, *Tadjikistan-Afghanistan*, contribue à ce débat mondial sur les zones frontalières, tout en donnant de la visibilité à une région qui a été soumise à différentes formes d'ignorance au moins depuis le XIX^e siècle. Mélanie Sadozaï montre que la région transfrontalière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan est un espace d'interaction persistante qui a défié les héritages de la délimitation coloniale, la militarisation des frontières pendant la guerre froide, ainsi que les nouveaux régimes de sécurisation qui ont émergé de la guerre en Afghanistan et de la montée en puissance de la Chine. La région couverte par cet ouvrage a reçu de nombreux et différents noms au fil du temps, en fonction de la perspective géopolitique à partir de laquelle les observateurs ont abordé leur sujet. Dans *Fragments of the Afghan Frontier*, Magnus Marsden et Benjamin D. Hopkins explorent la région du point de vue des anciens territoires coloniaux britanniques, conceptualisant la frontière comme un espace dynamique d'interaction¹. Cette « zone de contact » (*contact zone*), pour reprendre la terminologie de Mary Louise Pratt², a été constamment rendue exotique et marginale, ignorée et déformée, dans le contexte des incursions impériales et de l'émergence d'États-nations. D'autres chercheurs, comme l'historien Daniel Beben et le géographe Hermann Kreutzmann, ont utilisé des termes comme « le Grand Badakhchan » (*greater Badakhshan*) ou « les carrefours pamiriens » (*Pamirian crossroads*) pour renvoyer à un espace transfrontalier interconnecté, couvrant les territoires et les populations d'Afghanistan, de Chine, du Pakistan et du Tadjikistan³. Dans cet espace, des liens historiques de longue date

1. Magnus MARSDEN et Benjamin D. HOPKINS, *Fragments of the Afghan Frontier*, Londres, Hurst, 2011, 256 p.

2. Mary Louise PRATT, *Imperial Eyes : Travel Writing and Transculturation*, Londres/New-York, Routledge, 2008 [1992], 296 p.

3. Daniel BEBEN, « The Ismaili of Central Asia » dans *Oxford Research Encyclopedia of Asian History*, 2018, DOI : 10.1093/acrefore/g780190277727.013.316 ; Hermann KREUTZMANN, *Pamirian Crossroads*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2015, 559 p.

fondés sur la langue, la religion, mais aussi l'ethnicité, ont survécu aux interventions tendues et souvent violentes des gouvernements coloniaux puis de ceux des États-nations.

En outre, le travail de Mélanie Sadozaï éclaire un processus caractéristique dans de nombreuses régions du monde, en particulier à notre époque de résurgence des nationalismes et d'obsessions autour des frontières : les zones frontalières, ainsi que d'autres espaces marginalisés au sein des États-nations, sont des lieux d'anxiété profonde pour l'État. Ce processus de marginalisation fait partie intégrante des dynamiques de formation étatique. Dans ce contexte, les zones frontalières ne sont pas simplement des régions périphériques éloignées des centres de pouvoir politique. Elles constituent, au contraire, des espaces où la cohérence d'un État est à la fois produite et défaite, où des sujets apparemment « indisciplinés » doivent être apprivoisés et rendus lisibles pour lui¹. Les chercheurs étudient souvent ces processus du point de vue des centres de pouvoir politique, mais il est rare de trouver des analyses détaillées de la manière dont les personnes reléguées aux marges de l'État organisent leur vie dans des conditions d'oppression. Nous savons encore moins comment les gens interagissent à travers les frontières avec des voisins partageant des expériences de marginalisation mais vivant sous des régimes différents. À cet égard, *Tadjikistan-Afghanistan* bat en brèches les cadres d'analyse focalisés sur l'État et met en lumière les dynamiques transnationales qui ont persisté à travers des périodes de changement radical, y compris la guerre, les crises humanitaires, la colonisation et la construction nationale.

Écrire de nouvelles géographies de la connaissance

Un apport crucial qui émerge de *Tadjikistan-Afghanistan* est que même après avoir laissé derrière soi une géographie de l'ignorance, il n'existe pas de manières figées de réellement connaître cette géographie. En d'autres termes, « l'espace transfrontalier en mouvement » que Mélanie Sadozaï décrit si soigneusement peut être analysé sous de nombreux angles différents. L'idée que l'espace entre le Tadjikistan et l'Afghanistan est principalement constitué de zones frontalières voisines sous l'influence de différents États-nations n'est qu'un

1. Ce processus est particulièrement bien décrit dans l'article de Veena DAS et Deborah POOLE, « State and Its Margins : Comparative Ethnographies », dans Veena DAS et Deborah POOLE, *Anthropology in the Margins of the State*, Santa Fe, School of American Research Press, 2004, p. 3-34.

point de vue particulier. Une imagination spatiale bien différente se déploie à travers l'étude d'acteurs non étatiques puissants, organisés de manière transnationale, et qui facilitent activement l'interaction transfrontalière. Ici, le Réseau Aga Khan de Développement (AKDN) en est un exemple probant. Constitué d'une toile d'institutions humanitaires et de développement, ce réseau semble être actuellement un exemple typique d'organisation non gouvernementale. Cependant, l'AKDN est en fait l'une des dernières évolutions des institutions communautaires que les Ismaéliens nizarites — dénomination d'une branche chiite musulmane présente à l'échelle mondiale — ont développées au cours du siècle dernier. Tandis que les Ismaéliens constituent la majorité de la population dans la zone transfrontalière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, l'AKDN les rattache à des cadres d'interaction transrégionaux. Depuis la fin de la guerre froide, des liens importants ont été établis avec l'Europe et l'Amérique du Nord, mais aussi avec l'Asie du Sud et l'Afrique de l'Est. Pourtant, comme le montre avec brio Mélanie Sadozaï, ce n'est pas seulement l'histoire récente qui compte ici. La présence institutionnelle transnationale ismaélienne a précédé de loin la formation des États-nations modernes du Tadjikistan et de l'Afghanistan. Opérant depuis le siège du pouvoir ismaélien à Bombay sous le Raj britannique, ces institutions ont tenté de maintenir un degré d'influence et de taxation religieuse parmi les communautés ismaéliennes d'Asie centrale, même après l'installation du pouvoir soviétique et ce, jusqu'aux années 1920. Cela nous rappelle à juste titre que les géographies de la connaissance ne sont pas seulement structurées par le choix du contenant spatial appliqué à un cas empirique — l'État-nation, l'empire, la microrégion, le réseau transnational. Elles sont aussi définies par les cadres temporels spécifiques que les chercheurs utilisent pour observer les évolutions de longue durée des espaces frontaliers. *Tadjikistan-Afghanistan* s'inscrit pleinement dans cette lignée cruciale de la recherche académique, remettant en question à la fois l'omniprésence des frontières dans le présent, ainsi que les prémisses sur lesquelles elles ont d'abord été établies par le passé.

Till MOSTOWLANSKY

Geneva Graduate Institute & Kyiv School of Economics
Vienne, avril 2024.

Introduction

Suivant le cours de l'Amou Darya, fleuve qui naît dans les montagnes du Pamir pour se jeter dans la mer d'Aral, l'ancienne frontière méridionale de la Russie tsariste marque depuis la chute de l'Union soviétique en 1991 la séparation de trois pays d'Asie centrale avec l'Afghanistan : le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Longue de 1 374 km, la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan est aujourd'hui principalement matérialisée par le Pyanj, l'une des branches supérieures de l'Amou Darya, toponyme qui serait apparu au XIV^e siècle¹, que les Grecs de l'Antiquité appelaient Oxus et que les géographes arabes médiévaux désignaient par le nom biblique de Jaïhoun. Le Pyanj serpente sur 1 125 km, formant ainsi la portion majoritaire de cette frontière, surgissant dans le massif du Pamir, où culmine des sommets de plus de 7 000 m qui lui confèrent le célèbre surnom de « Toit du Monde ». Sur son chemin, le Pyanj traverse la mythique région du Badakhchan, glorifiée pour son précieux lapis lazuli et son fameux rubis, désormais séparée par le tournant de l'histoire en deux provinces distinctes : l'une afghane, l'autre tadjikistanaise.

Aussi loin que le x^e siècle avant Jésus-Christ, le Pamir a été un objet de fascination pour les voyageurs et les explorateurs venus d'Europe mais aussi de Chine, fascination qui acquit une dimension géopolitique majeure en Occident seulement dans la seconde moitié du XIX^e siècle, durant la période du « Grand Jeu ». Cet épisode, dépeint dans de nombreux récits, vit les Empires russe et britannique se débattre dans des conflits diplomatiques en vue de définir leurs sphères d'influence, précisément dans les impasses de l'Asie centrale. En 1895, les deux cabinets impériaux finirent par dessiner leur frontière fluviale commune, signant la fin de partie d'une lutte de près

1. Camille RHONÉ-QUER, « Notes pour une histoire des fleuves en Orient médiéval : l'Amou Darya, une frontière du monde islamique (VII^e-XI^e siècles) ? », dans Valentina LAVIOLA et Viola ALLEGIANZI, *Texts and Contexts. Ongoing Researches on the Eastern Iranian World (Ninth-fifteenth c.)*, Rome, Roma Istituto per l'Oriente C. A. Nallino, 2020, p. 56.

d'un demi-siècle. Loin des fantasmes de voyageurs européens qui se sont succédé dans ces hautes altitudes, couchés par écrit dans de foisonnantes publications des sociétés de géographie, les rives de l'Amou Darya font aujourd'hui l'objet d'un imaginaire bien moins séduisant. Plus de cent ans après le Grand Jeu, le Pamir continue d'alimenter intérêts et spéculations par sa caractéristique de nœud de frontières où se rencontrent la Chine, le Pakistan, l'Afghanistan et le Tadjikistan, identifiées comme points de bascule menaçant la sécurité régionale.

Déconstruire un imaginaire de la frontière

Nourri par les conflits successifs qui ont frappé l'Afghanistan depuis l'intervention soviétique en 1979, le discours relayé par les médias et par une grande partie de la littérature académique a établi un lien étroit entre l'instabilité provoquée par la guerre et les frontières méridionales de l'Asie centrale. Les attentats du 11 septembre 2001 exacerbèrent ce narratif, alors même que le président étatsunien George W. Bush annonçait une rupture historique, celle de la « guerre contre le terrorisme » (*war on terror*), et identifiait l'Afghanistan comme cible principale, incarnant ce nouvel ennemi. Considéré comme un foyer de développement du terrorisme capable de menacer le monde entier, l'Afghanistan a vu l'arrivée de la plus importante intervention d'une coalition internationale, dirigée par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à partir de 2003, avec un effectif maximal de plus de 130 000 soldats. L'opération afghane de l'OTAN « rehauss[a] le rang de l'Asie centrale dans l'agenda de la sécurité internationale¹ ». Indéniablement, ayant une frontière avec l'Afghanistan, le Tadjikistan fut affecté par les synergies de l'instabilité, sinon entraîné dans cette « guerre contre le terrorisme », en servant de passage logistique pour les troupes otaniennes.

L'orientation sécuritaire a nécessairement associé la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan à une représentation dans les médias constituée d'« innombrables images macabres et d'exposés de violence et de souffrance² ». Exemple parlant, un article du *New York Times* qualifiait

1. Médéric MARTIN-MAZÉ, « L'extension transnationale du domaine de la lutte symbolique : comment les savoirs d'État sur les frontières passent-ils les frontières de l'État ? », *Cultures & conflits*, n° 98, 2015, p. 54.

2. Richard FOLTZ, *A History of the Tajiks : Iranians of the East*, Londres/New-York, IB Tauris, 2019, p. 191.

en 2011 cette frontière de « poreuse et violente¹ ». Racontant l'histoire de deux jeunes Tadjikistanais enlevés puis emmenés en Afghanistan par des ravisseurs en échange du remboursement d'une dette, l'auteur insistait sur l'absence de sécurité qui semble caractériser la frontière. Il souligne le « chaos » régnant en Afghanistan et l'inquiétude des autorités du Tadjikistan et des États-Unis, impliquées dans la sécurisation de la bande frontalière. Dix ans plus tard, *The Diplomat*, média d'autorité spécialisée sur l'Asie, publiait un article commençant par un constat sans équivoque : « Le Tadjikistan est situé dans un voisinage dangereux, partageant une longue frontière avec l'Afghanistan, ce qui constitue une préoccupation croissante dans le contexte du retrait imminent des États-Unis². » À la veille de ce retrait, un journaliste du *Monde* définissait encore la frontière tadjikistano-afghane de non moins « notoirement poreuse³ ».

La recherche universitaire n'a fait que souscrire à ce récit de la menace. L'intérêt académique pour les dynamiques frontalières a souvent coïncidé avec le contexte géopolitique dans lequel elles s'inscrivaient. Dans une vision du monde post-11 septembre, il est peu surprenant que la frontière tadjikistano-afghane ait été perçue comme une porte ouverte aux dangers multiples, déstabilisant le territoire national. Elle est alors devenue un lieu à sécuriser, protéger et glorifier comme symbole de l'altérité⁴. Dans l'une des rares publications académiques consacrées aux relations entre l'Afghanistan et le Tadjikistan, on peut ainsi lire que la frontière entre les deux pays, malgré les efforts des organisations internationales, demeure « violente, faible et vulnérable⁵ ». Ailleurs, le Pyanj est décrit comme

1. Michael SCHWIRTZ, « Porous and Violent, Afghan-Tajik Border Is a Worry for the U.S. », *The New York Times*, 9 juillet 2011 : www.nytimes.com/2011/07/10/world/asia/10tajik.html (consulté le 8 juillet 2025).

2. Tony PERKINS et Nury TURKEL, « To Prevent Violent Extremism in Tajikistan, Promote Religious Freedom », *The Diplomat*, 11 juin 2021 : <https://thediplomat.com/2021/06/to-prevent-violent-extremism-in-tajikistan-promote-religious-freedom/> (consulté le 8 juillet 2025).

3. Emmanuel GRYNZSPAN, « Le Tadjikistan redoute l'«infiltration» de talibans sur son territoire », *lemonde.fr*, 6 août 2021 : www.lemonde.fr/international/article/2021/08/06/le-tadjikistan-redoute-l-infiltration-de-talibans-sur-son-territoire_6090724_3210.html (consulté le 8 juillet 2025).

4. Krishna SANKARAN, « Boundaries in question », dans John AGNEW, Katharyne MITCHELL et Gearóid Ó TUATHAIL, *A Companion to Political Geography*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, 2003, p. 302-314 ; Faiz Muhammad ZALAND, « The Political, Security, and Economic Implications of Contemporary Afghanistan for Central Asia », *Journal of Central Asian Studies*, vol. 23, n° 2, 2025, p. 4-15.

5. Zubaidullo UBAIDULLOEV, « Afghanistan-Tajikistan Relations : Past and Present », *Asia-Pacific Review*, vol. 21, n° 1, 2014, p. 126.

un « site de conflit permanent¹ » et affublée de maux en tous genres, à travers un prisme foncièrement sécuritaire².

L'imaginaire de la frontière dangereuse se fonde indéniablement sur des réalités bien connues, en particulier concernant le trafic de stupéfiants qui traverse le Tadjikistan. Celui-ci se trouve ainsi sur la « route du nord », dénomination utilisée par l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (UNODC) en référence aux chemins empruntés par les trafiquants pour exporter la drogue à travers l'Asie centrale vers la Russie et l'Europe occidentale. La donnée la plus répandue concernant le Tadjikistan renvoie à la part de la drogue dans son produit intérieur brut, qui se situerait autour de 30 %³. Pourtant, on lit plus rarement que les quantités d'héroïne qui passent par la route du nord ne représentent pas la plus grande partie du trafic sortant d'Afghanistan mais seulement 25 %⁴. Par ailleurs, ce commerce suit une logique spatiale particulière. Selon les témoignages recueillis pour une étude de l'UNODC, les trafiquants déclaraient que les marchés les plus lucratifs parmi tous les pays mitoyens de l'Afghanistan étaient l'Iran et le Pakistan : sur cinquante-six répondants, seulement trois citèrent le Tadjikistan, contre vingt-deux pour le Pakistan et vingt-cinq pour l'Iran⁵.

Il n'en demeure pas moins que ces activités ont forgé l'image d'une frontière comme un lieu où règnent l'illégalité, la violence et le chaos. Les frontières, souvent perçues comme des espaces d'inquiétude, marquent les limites d'une souveraineté sans cesse réaffirmée. De l'obsession du président Trump pour ériger un mur entre les États-Unis et le Mexique, aux discours populistes européens contre l'afflux de réfugiés, jusqu'à l'invasion tous azimuts de l'Ukraine par Vladimir Poutine le 24 février 2022, les frontières sont devenues les théâtres de tragédies humaines et d'instrumentalisation politique. Plus que jamais, elles sont inscrites dans un registre militaire, décrites comme des fronts ou des outils de défense. Elles constituent également des points névralgiques de tensions régionales. Les zones entourant

1. Jonathan GOODHAND et Adam PAIN, « Entangled Lives : Drug Assemblages in Afghanistan's Badakhshan », *Third World Quarterly*, 2021, p. 2.

2. Voir Suzanne LEVI-SANCHEZ, *The Afghan-Central Asia Borderland. The State and Local Leaders*, Londres/New-York, Routledge, 2016, 182 p.

3. George GAVRILIS, « Afghan Narcotrafficking. The State of Afghanistan's Borders », *East West Institute*, avril 2015, p. 21.

4. Kirill NOURZHANOV et Amin SAIKAL, *The Spectre of Afghanistan. Security in Central Asia*, Londres, IB Tauris, 2021, p. 63-64.

5. UNODC, « *Voices of the Quchabar* » — *Understanding opiate trafficking in Afghanistan from the perspective of drug traffickers*, s. l., 2020, p. 22.

la « ligne Durand » entre l'Afghanistan et le Pakistan sont perçues comme le berceau du terrorisme international depuis les attaques du 11 septembre 2001, tandis que la frontière entre la Turquie et la Syrie est décrite comme un passage pour les combattants de l'État islamique depuis sa proclamation en juin 2014.

Le discours dépréciatif sur la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan n'est pourtant pas sans écueils, tant il entraîne des pratiques dommageables. La répercussion d'un tel narratif atteint l'appareil du pouvoir, qui s'en saisit pour endiguer les menaces identifiées à la frontière. Alors, l'imaginaire de la frontière dangereuse « représente » tout autant qu'il « promulgue » des orientations politiques¹. Les critiques des approches sécuritaires de l'Asie centrale dénoncent une doxa s'alignant sur les discours des dirigeants centrasiatiques et sur le manque de connaissance de la complexité des domaines assignés comme des dangers pour la stabilité régionale². Au Tadjikistan, le pouvoir central construit une peur fondée sur les activités dans le pays limitrophe constamment qualifiées de « terroristes », qui n'est pas nécessairement ressentie par les citoyens mais qui permet à ce pouvoir d'entretenir une domination structurelle sur eux. L'État a déployé une approche de ces espaces périphériques caractérisée par une double tendance à la méfiance et à la négligence, laissant l'opportunité aux acteurs internationaux de pallier les lacunes de l'administration centrale. Elle permet aussi de justifier des mesures de contrôle, comme l'usage de la force militaire contre sa propre population lorsqu'elle se masse, désarmée, pour dénoncer cette même violence d'État, ou encore l'autorisation de présence d'armées étrangères sur le territoire national³.

Instrumentalisé par le pouvoir centrifuge, cet imaginaire de la frontière dangereuse alimente une tension avec les zones méridionales

1. Jonathan GOODHAND, « Beyond the Narco Frontier : Rethinking an Imaginary of the Margins », *International Journal of Drug Policy*, vol. 89, 2021, p. 2.

2. Voir Christian BLEUER, « The Exaggerated Threat of Islamist Militancy in Central Asia », *World Politics Review*, 25 février 2020 : www.worldpoliticsreview.com/articles/28559/the-exaggerated-threat-of-islamist-militancy-in-central-asia (consulté le 8 juillet 2025) ; John HEATHERSHAW et Nick MEGORAN, « Contesting Danger : A New Agenda for Policy and Scholarship on Central Asia », *International Affairs*, vol. 87, n° 3, 2011, p. 589-612 ; John HEATHERSHAW et Chad D. THOMPSON, « Introduction », *Central Asia Survey*, vol. 24, n° 1, 2005, p. 1-4 ; Edward LEMON, « Critical Approaches to Security in Central Asia : an Introduction », *Central Asian Survey*, vol. 37, n° 1, 2018a, p. 1-12.

3. Patrick BOUCHERON et Corey ROBIN, *L'exercice de la peur, usages politiques d'une émotion*, traduction de Mariane Guillot, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2015, 82 p.

tadjikistanaises. Il contribue à isoler davantage une région où la frontière avec l'Afghanistan court sur la moitié de sa longueur : la province du Haut-Badakhchan. Seule entité administrative disposant d'un statut autonome au Tadjikistan, elle se distingue par un ensemble d'aspects topographiques, linguistiques, religieux et historiques qui l'écartent non seulement du centre géographique et politique mais aussi des autres provinces du pays. Le Haut-Badakhchan est en effet habité principalement par des groupes qui ne parlent pas le tadjik comme langue maternelle et ne se réclament pas du sunnisme majoritaire dans le pays. Il s'agit de populations dites « pamiries », en référence aux montagnes qui couvrent 93 % de la province, adeptes de l'ismaélisme nizarite, une branche de l'islam chiite. La rive voisine, rattachée sur le plan administratif à la province afghane du Badakhchân, se caractérise par des contours similaires et accueille les seuls Ismaéliens pamirophones natifs du pays. Les régions frontalières sont ainsi peuplées, des deux côtés du Pyanj, par des minorités nationales.

Celles-ci partagent bien plus que des caractéristiques identitaires. Les régions frontalières dans le Badakhchan ont été, certes à des moments différents, délaissées par leur État référent. Au Tadjikistan, les résidents du Haut-Badakhchan ont été abandonnés par la puissance publique dans les premières heures de l'indépendance du pays et au sortir de la guerre civile qui frappa le pays de 1992 à 1997, après avoir connu une période de modernisation des infrastructures et un accès aux services essentiels durant l'ère soviétique. Du côté afghan, la topographie et les mouvements de résistance ont partiellement protégé les populations frontalières des violences politiques qui se sont enchaînées depuis le début du régime communiste en 1973, poursuivies par les guerres en série qu'a connu le pays. La désintégration des instances étatiques a néanmoins particulièrement affecté ces régions. Depuis les missions d'exploration mandatées par le roi Amânullâh dans les années 1920¹, les zones frontalières du Badakhchân ont progressivement sombré dans l'oubli de Kaboul. Perçues comme lointaines et inaccessibles, elles ont souffert d'un manque de soutien dans leur développement². Le seul fait de l'isolement géographique, combiné à un abandon des administrations centrales

1. Voir Mawlawi Borhân al-din Khân KOSHKAKI, *Qataghan et Badakhshân : description du pays d'après l'inspection d'un ministre afghan en 1922*. Trad. par Marguerite Reut, tome 1, Paris, Éditions du CNRS, 1979, 342 p.

2. Voir l'étude d'Hermann Kreutzmann sur l'histoire des conditions de développement dans les régions du Badakhchân afghan habités par des paysans wakhis : Hermann KREUTZMANN, *Ethnizität im Entwicklungsprozeß. Die Wakhi in Hochasien*, Berlin, Dietrich Reimer Verlag, 1996, 488 p.

de Douchanbé et de Kaboul, a rendu des formes de coopération transfrontalière cruciales.

La frontière comme ressource

Le privilège accordé au paradigme sécuritaire a ceci de biaisé qu'il donne la part belle à la manière dont les frontières sont gérées, contrôlées, surveillées. À cause du biais imposé par l'imaginaire du danger, la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan invite encore à aborder son aspect sécuritaire, étudié avant tout par une perspective classique des frontières comme outils de protection du territoire national. Depuis près de trente ans, dirigeants et analystes régionaux et occidentaux annoncent ainsi « l'effet de débordement » du terrorisme qui se diffuserait depuis l'Afghanistan pour remonter vers le nord de l'Asie centrale. Ce fameux *spillover effect* qui reste encore à démontrer à ce jour. Mais quid de ce que la frontière peut apporter ?

À l'opposé de l'imaginaire de la frontière dangereuse qui limite le débat public à des situations de conflits, il existe un discours qui cherche à contraster la dystopie des frontières « sensibles », une impulsion dans laquelle s'inscrit cet ouvrage. Il vise à remettre en question cette approche dominante d'une Asie centrale homologuée comme « locus du danger et de la menace particulièrement obscur¹ ». L'expérience empirique et la recherche ethnographique dans les villages frontaliers de l'Afghanistan que je mène depuis 2014 illustrent une réalité moins nébuleuse que les préconceptions répandues sur cette frontière. Les pratiques, les expériences et l'histoire que racontent les gens de la frontière offrent la vision d'un espace de contact et de rencontres, mais aussi de captation du pouvoir et de ressources par et pour une diversité d'acteurs qui favorise l'entretien des liens.

Ces formes de coopération, que cet ouvrage révélera, font de cette frontière la plus connectée de toutes les frontières d'Afghanistan. En effet, celles que le pays partage avec l'Iran et le Pakistan sont l'objet de violences à l'encontre des Afghans qui tentent de les traverser ou d'escarmouches entre gardes-frontières. En octobre 2024, les responsables iraniens annonçaient en sus la construction d'un mur de 300 km avec l'Afghanistan. La frontière avec le Turkménistan est quant à elle franchie par les infrastructures et non les hommes. Seule la frontière entre l'Afghanistan et l'Ouzbékistan témoigne d'interactions

1. John HEATHERSHAW et Nick MEGORAN, *op. cit.*, 2011, p. 595.

favorables aux deux pays mais se limite aux relations commerciales et humanitaires. Quant à la frontière chinoise, elle se situe à plus de 4 000 m d'altitude, et demeure encore inhospitalière. Dans ce contexte régional empêchant l'écllosion de la connectivité localisée, la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan s'impose comme un remarquable laboratoire d'échanges.

Ainsi, « tout un monde » vit de la frontière, pour reprendre les mots de Michel Foucher à l'égard des frontières africaines¹. La comparaison avec un contexte *a priori* bien éloigné des hautes montagnes du Pamir est ici particulièrement inspirante. Dereje Feyissa et Markus Virgil Hoehne ont montré que les frontières « sensibles » d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique ne font pas des communautés frontalières des « victimes » du centre décisionnel mais favorisent, au contraire, les relations transfrontalières. Ces auteurs remarquent que ces frontières sont souvent associées à des contraintes, des barrières, voire des zones de conflit violent ou de catastrophes. En s'intéressant aux agissements des communautés frontalières qui se saisissent des opportunités offertes par la frontière, ils démontrent que la contrainte émane non pas de celle-ci mais des pouvoirs nationaux qui l'ont rendue marginale².

L'étude de Karine Bennafla sur le commerce frontalier de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne résonne aussi en application au Tadjikistan et à l'Afghanistan, lorsqu'elle décrit le contexte dans lequel il évolue : « [...] impasse socio-économique, dysfonctionnement des appareils politico-administratifs, précarité matérielle extrême et incertitude quant aux lendemains³ ». Les centres politique et économique sont ainsi gangrenés par des pratiques les rendant défaillants et incapables d'assurer pleinement leurs fonctions régaliennes auprès de la société, encore moins à la périphérie territoriale. Ces travaux révèlent pourtant des échanges transfrontaliers foisonnants et les stratégies des populations mises à l'écart pour surpasser les contraintes imposées par les centres décisionnels, transformant les frontières en ressource. Ils nous permettent de considérer que les régions frontalières sont des lieux uniques au sein d'un pays grâce à l'existence d'opportu-

1. Michel FOUCHER, *Frontières d'Afrique : pour en finir avec un mythe*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 36.

2. Dereje FEYISSA et Markus Virgil HOEHNE, « State Borders & Borderlands as Resources : An Analytical Framework », dans Dereje FEYISSA et Markus Virgil HOEHNE, *Borders and Borderlands as Resources in the Horn of Africa*, Woodbridge/Rochester, James Currey, 2010, p. 1-26.

3. Karine BENNAFLA, *Le commerce frontalier en Afrique centrale*, Paris, Karthala, 2002, p. 12.

nités indisponibles dans l'intérieur des terres. En prenant le parti de regarder le quotidien du Badakhchan, il est possible de montrer, d'une manière similaire, l'envers des marges territoriales que sont les régions frontalières du Tadjikistan et de l'Afghanistan.

Cette frontière catalyse une variété d'acteurs locaux, nationaux et transnationaux dès lors que l'on choisit de s'intéresser non pas à la frontière dans son acception classique de limite de la souveraineté étatique mais comme un espace de contact au-delà de cette limite. Dans le cas de frontières isolées, la réification du monde westphalien a fait l'objet de déconstructions qui appellent à s'intéresser non plus à un point de vue depuis le centre vers la périphérie mais à une perspective à la périphérie elle-même¹. Dans cette perspective, l'État-nation n'est plus l'acteur primordial à la frontière, bien qu'il ne s'efface pas totalement. S'il demeure présent dans les territoires éloignés, à travers ses institutions, son pouvoir est disputé par d'autres autorités. Mais alors, sinon l'État central, qui crée la frontière-ressource ?

Pour le comprendre, il faut se rendre dans le Badakhchan, sur les rives du Pyanj, et observer les ponts et les lignes à hautes tensions qui relient le Tadjikistan et l'Afghanistan par-delà le fleuve. Il faut apercevoir les hangars commerciaux au bord de l'eau, les bâtiments fraîchement construits du côté afghan, dont la peinture blanche dénote des murs d'habitations en torchis. Il faut pénétrer dans les demeures et y découvrir une architecture singulière, où se mêlent les symboles islamiques et les évocations aux quatre éléments, traduisant ainsi la fusion des croyances religieuses et l'attachement profond à l'environnement des montagnes. Une fois à l'intérieur, il faut savoir qu'aux yeux des habitants, une personne importe plus que tout autre dans leur existence. Cet homme porte le titre de Prince Rahim al-Husayn, connu du grand public comme l'Aga Khan V.

Imam vivant de l'ismaélisme, l'Aga Khan se trouve à la tête d'un puissant clergé qui guide le quotidien de près de quinze millions de fidèles à travers le monde, dont une majorité de la population du Pamir et, de fait, des régions frontalières du Badakhchan. Il régit également les institutions de développement issus du réseau éponyme, l'AKDN, visant à réunir les Ismaéliens dans un complexe transnational, bafouant les frontières politiques et reléguant l'État central au second plan. Fondé en 1967 par le Prince Karim al-Husayn, le père de l'Aga Khan actuel et

1. Voir notamment James C. SCOTT, *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, Paris, Éditions du Seuil, 2013, 529 p. ; Willem VAN SCHENDEL, « Making the Most of "Sensitive" Borders », dans David N. GELLNER, *Borderland Lives in Northern South Asia : Non State Perspectives*, Durham, Duke University Press, 2013, p. 266-272.

décédé en février 2025, l'AKDN est à l'origine du financement et de la construction des infrastructures transfrontalières du Badakhchan sitôt décrites. L'empreinte de l'Aga Khan illustre un courant encore trop peu mobilisé dans les études internationales, celui des transnationalistes, qui, à rebours des auteurs classiques, pense l'ordre mondial à travers les interdépendances des acteurs, particulièrement non étatiques, transcendant les frontières nationales¹. L'Aga Khan se trouve ainsi être l'incarnation d'une « autorité sans territoire² ».

La frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan dans le Badakhchan représente un modèle édifiant des initiatives de l'Imam et de ses organes de développement pour faire de la frontière une zone d'échanges. Dans sa quête d'union entre les Ismaéliens dispersés, l'Aga Khan promeut les frontières comme des ponts et des espaces d'interaction, tout en reconnaissant l'appartenance nationale de ses fidèles. Il modèle ainsi la formation d'une communauté transnationale.

C'est en particulier à travers les discours des habitants et la manière dont ils perçoivent à la fois leur centre politique et la frontière que se révèlent des relations économiques, commerciales, politiques et identitaires. En effet, dans le Badakhchan, les communautés frontalières partagent des valeurs communes avec leurs voisins, en opposition avec leurs concitoyens. Ils saisissent la proximité avec l'autre côté, qui accueille aussi des Ismaéliens du Pamir. Celle-ci ravive une appartenance à un même groupe, malmenée par la formalisation de la frontière coloniale en 1895 puis par sa fermeture en 1936 par les Soviétiques. Au Tadjikistan en particulier, une identité pamir se construit en opposition au groupe majoritaire tadjik, voire tend à marquer une rupture claire au sein du pays. La frontière afghane est alors une ressource identitaire, largement promue par l'Aga Khan, qui conçoit ses initiatives de développement sur une renaissance des liens transnationaux.

D'une frontière politique à un espace transfrontalier en mouvement

L'aire qui nous intéresse, définie en termes linguistiques, religieux et territoriaux autour des communautés principalement ismaéliennes,

1. Voir Robert O. KEOHANE et Joseph S. NYE, *Power and Interdependence*, New-York, Longman, 2012, 330 p. ; James N. ROSENAU, *Turbulence in World Politics : A Theory of Change and Continuity*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1990, 480 p.

2. Daryoush Mohammad POOR, *Authority without Territory. The Aga Khan Development Network and the Ismaili Imamate*, New-York, Palgrave Macmillan, 2014, 258 p.

constituait un ensemble spatial et social avant que les Empires coloniaux européens n'actent la démarcation entre leurs territoires en 1895. Les sources médiévales arabes et persanes révèlent que l'Amou Darya était intégré dans les réseaux d'échanges et de circulation au ^x^e siècle déjà, que ce soit pour les activités pastorales des nomades ou pour le commerce¹. Les chroniques afghanes, écrites en persan, traitant des périodes allant du ^{xvi}^e au ^{xix}^e siècle notamment, font aussi état d'une région où le Pyanj n'était pas un marqueur de séparation. Plusieurs érudits afghans ont publié des histoires « du Badakhchan », qui apparaît comme tel dans les titres, considérant cet espace dans son intégralité². Quant aux historiens du Pamir ayant surtout écrit en russe et en tadjik, ils décrivent une certaine mobilité par-delà le fleuve, ne serait-ce qu'à travers l'exemple des réseaux ismaéliens. Enfin, deux ouvrages majeurs publiés en allemand et en anglais nous peignent l'histoire politique de la région du ^{xv}^e au ^{xix}^e siècles et font état des maillages d'autorité selon des répartitions territoriales bien loin de faire du Pyanj une limite, même s'il pouvait ponctuellement faire frontière à certaines périodes³. C'est avec l'arrivée de pouvoirs européens qu'une nouvelle configuration s'est dessinée dans le quotidien des riverains du Pyanj, les frontières ayant alors été « importées », en évoluant dans l'« espace-temps au rythme de la pénétration étrangère⁴ ».

Dans les faits, jusque dans les années 1930, la frontière du Badakhchan n'était une limite administrative encore que sur les cartes et aux yeux des centres de pouvoir, tandis que les populations riveraines du Pyanj en faisaient fi. Dans un contexte de sécurisation

1. Camille RHONÉ-QUER, « Faire ou défaire la frontière fluviale : penser et vivre l'Amou-Daria au ^x^e siècle », *Frontière-s*, n° 7, 2022, DOI : 10.35562/frontieres.1464.

2. Voir Sang Muhammad BADAQSHI, compilé par Anatolyi N. BOLDYREV, *Târikh-i Badakhshan [Histoire du Badakhchan]*, Léningrad, Presses universitaires de l'Université d'État de Léningrad, 1959, 253 p. (en persan). Pour une étude des sources publiées en persan sur l'histoire du Badakhchan depuis le ^{xvii}^e siècle, voir Faridullah BEZHAN, « The History of Badakhshan (*Tarikhi Badakhshan*) : The Significance of the Book and its Authorship », dans Muhammad RIZA, *History of Badakhshan (edited and annotated by Faridullah Bezhani)*, Kaboul, Enteshârâti Amiri, 2021/1399, p. 2-11.

3. Jan-Heeren GREVEMEYER, *Herrschaft, Raub und Gegenseitigkeit : Die politische Geschichte Badakhshans 1500-1883*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1982, 254 p. ; Andreas WILDE, *What is Beyond the River ? Power, Authority, and Social Order in Transoxiana 18th-19th Centuries*, vol. 1, Vienne, Académie des sciences d'Autriche, 2016, 450 p.

4. Svetlana GORSHENINA, *Asie centrale. L'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris, CNRS Éditions, 2012, p. 165.

de l'intégralité des frontières externes de l'URSS¹, elles se retrouvent bloquées de leur côté du fleuve à partir de 1936, si bien que la tradition orale du Badakhchan révèle aujourd'hui la brutalité de la décision sur des familles désormais séparées². Durant toute cette période de « verrouillage³ » qui durera jusqu'en 1991, la frontière devint le symbole d'une dislocation entre deux sociétés divergentes. La chute de l'URSS a ensuite réactivé les liens avec les voisins directs des anciennes républiques soviétiques. Au Tadjikistan, les communautés frontalières redécouvrirent l'autre côté du fleuve, tandis que les connexions territoriales avec Douchanbé se remodelaient. S'est alors opéré un processus plutôt contradictoire mais simultané de renforcement de la marginalisation du Haut-Badakhchan vis-à-vis du reste du Tadjikistan et d'internationalisation de sa frontière avec l'Afghanistan⁴.

Avec l'indépendance des républiques d'Asie centrale, le Pyanj a conservé sa fonction de frontière politique. La définition des frontières est ancrée dans la loi « sur la frontière étatique de la République du Tadjikistan » (*dar borai sarhadi davlatii Jumhurii Tojikiston*) de 1997. L'article 1 précise même qu'il s'agit de :

[...] la ligne et le niveau perpendiculaire passant par cette ligne qui définit la limite du territoire étatique (terrestre, maritime, sous-terrain et aérien) de la République du Tadjikistan, c'est-à-dire l'extrémité spatiale de la souveraineté étatique de la République du Tadjikistan⁵.

1. Voir Sabine DULLIN, *La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2014, 355 p.

2. Le concept de tradition orale est entendu dans le sens de Jan Vansina. Il renvoie à toute source orale rapportée à l'exclusion des témoignages oculaires et des souvenirs personnels et vécus. Voir Jan VANSINA, *De la tradition orale : essai de méthode historique*, Tervuren, musée royal de l'Afrique centrale, 1961, 179 p.

3. L'expression « frontière sous clé » (*granitsa na zamok*) apparaît dès 1923 dans un slogan de la police politique, la Direction politique unifiée de l'État (*Ob"edinyonnoe gosudarstvennoe politicheskoe upravlenie*, OGPU), l'organe qui a précédé la création du ministère (MGB) puis du comité pour la sécurité de l'État (KGB), de 1923 à 1934. Le slogan est ensuite popularisé dans la presse et la culture, renvoyant à l'idée selon laquelle les frontières soviétiques doivent être infranchissables car entourées d'ennemis. Voir Charles SHAW, « Friendship under Lock and Key : the Soviet Central Asian Border, 1918-34 », *Central Asian Survey*, vol. 30, n^{os} 3-4, 2011, p. 331-348.

4. Voir Mélanie SADOZAI et Suzy BLONDIN, « More Remote Yet More Connected ? Physical Accessibility and New International Contacts in Tajikistan's Pamirs Since 1991 », *Problems of Post-Communism*, vol. 70, n^o 3, 2023, p. 290-304.

5. CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN, « Qonuni Jumhurii Tojikiston dar borai Sarhadi davlatii Jumhurii Tojikiston [Loi de la République du Tadjikistan relative aux Frontières étatiques de la République du Tadjikistan] », 1997, p. 1 (en tadjik).

La République islamique d'Afghanistan (2004-2021) puis le régime de facto des Taliban (depuis 2021) n'ont jamais contesté cette frontière, contrairement à la fameuse « ligne Durand » partagée avec l'actuel Pakistan. Le Pyanj est bien une frontière internationale définie, non disputée et acceptée comme telle par les acteurs principaux¹, ce qui lui confère pleinement sa fonction politique.

Après près de soixante-dix ans d'aliénation qui ont caractérisé les espaces adjacents du fleuve à l'époque soviétique, des contacts transnationaux se sont développés par-delà le cours d'eau. Cette dynamique d'ouverture dans laquelle s'est engagé le Tadjikistan s'inscrivait dans une logique régionale plus large. Pour s'ancrer dans les flux de la mondialisation, les cinq États d'Asie centrale ex-soviétique ont en effet favorisé l'ouverture de leurs frontières avec la Chine, l'Afghanistan et l'Iran. Les nouvelles dynamiques spatiales et politiques qui ont suivi la chute de l'URSS ont permis à ces anciennes républiques de pénétrer progressivement le corpus des études sur les frontières ou *border studies*, qui avaient été dominées par des exemples issus d'Amérique du Nord et d'Europe dans les années 1990². Il ne fait aucun doute que l'Asie centrale, dont les trois-quarts de la population vivaient en 2016 dans les régions frontalières³, a gagné toute sa place dans ces débats. Dans la littérature en français, c'est toutefois la vallée du Ferghana qui a le plus attiré la recherche académique⁴. L'intérêt pour cette zone, à cheval entre le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, s'explique non seulement par son importante densité de population, par le caractère incongru des délimitations territoriales, mais aussi par les conflits frontaliers récurrents qu'elle a observés depuis la fin de la période soviétique, aussi bien entre les États titulaires qu'entre les populations qui y vivent. Il n'en reste pas moins que, même marginalisée dans les études scientifiques, la frontière tadjikistano-afghane a tout autant suivi les efforts de désenclavement que l'Asie centrale a connus au tournant du XXI^e siècle.

1. Voir Leo DILLON, « International Boundary Classification : A Simplified Cartographic Approach », dans Martin PRATT et Janet ALLISON-BROWN, *Borderlands under Stress*, La Hague/Londres/Boston, Kluwer Law International, 2000, p. 191-198.

2. Pour une discussion de l'état de la littérature en *border studies*, voir Thomas M. WILSON et Donnan HASTINGS, « Borders and Border Studies », dans Thomas M. WILSON et Donnan HASTINGS, *A Companion to Border Studies*, Malden (Mass.)/Oxford, Wiley Blackwell, 2012, p. 1-25.

3. Julien THOREZ, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, nations et régions en recomposition », *Outre-Terre*, vol. 48, n° 3, 2016, p. 30.

4. Voir en particulier les travaux d'Isabella Damiani, d'Olivier Ferrando et de Julien Thorez. Les publications sur les frontières d'Asie centrale en anglais sont aussi dominées par des études de la vallée de Ferghana.

Elle s'est alors transformée en réceptacle d'une multitude d'actions internationales et surtout du transnationalisme appuyé par l'AKDN. Depuis le début des années 2000, les initiatives de l'organisation, visant à développer les échanges et la multiplication des infrastructures matérielles et à faciliter les rencontres entre les communautés des deux côtés du Pyanj, ont progressivement modifié le statut de la frontière. La volonté des acteurs concernés de créer une zone d'interaction a entraîné un changement de perspective, parallèlement à la marginalisation des habitants de la frontière dans leur propre pays. L'exclusion géographique et politique dans lequel se sont retrouvées les populations frontalières au Tadjikistan a ainsi produit des stratégies d'adaptation avant tout fondées sur cette proximité territoriale avec l'Afghanistan.

En dépit du fait que la frontière politique soit le résultat d'un travail déterminé selon des conventions géographiques européennes, le présent ouvrage montrera que le Badakhchan, aux confins du Pamir, a été scindé pendant près d'un siècle par des dynamiques politiques centrifuges mais est devenu aujourd'hui un espace transfrontalier véhiculant une myriade de ressources. La distinction entre un espace « frontalier » et un autre « transfrontalier » est ici cruciale, aussi bien sur le plan géographique que conceptuel. Géographiquement, l'espace « transfrontalier » comprend les zones situées de part et d'autre d'une frontière d'État, contrairement à la zone « frontalière » qui se concentre sur un seul côté¹. Conceptuellement, le préfixe *trans* permet de dépasser la notion de frontière comme limite et met l'accent sur les influences entre les groupes de populations de part et d'autre de celle-ci. Cette vision de la frontière s'enracine dans le mouvement des trente dernières années de la recherche en *border studies*, qui ne considère plus les frontières comme de simples « produits² » mais en tant que « forces et processus actifs ayant un impact sur un large éventail de préoccupations nationales et internationales³ ».

En observant des flux transnationaux, des connexions sociales et des pratiques quotidiennes propres à cet environnement, les régions frontalières se distinguent au sein du territoire national, devenant des interfaces nourries par des échanges de diverses natures. Le politiste William Zartman rappelle ainsi que si les frontières ressemblent

1. Karine BENNAFLA, *op. cit.*, 2002, p. 11.

2. Thomas M. WILSON et Hastings DONNAN, *op. cit.*, 2012, p. 13.

3. Alexander C. DIENER et Joshua HAGEN, « Theorizing Borders in a "Borderless World" : Globalization, Territory and Identity », *Geography Compass*, vol. 3, n° 3, 2009, p. 1199.

sur une carte à des lignes continues, sur place, elles sont multidimensionnelles. Plus encore, la compréhension du quotidien dans l'espace transfrontalier se trouve dans la reconnaissance d'identités et de dynamiques distinctes de cet environnement¹. Parmi elles, les traversées caractéristiques de l'espace transfrontalier dans le Badakhchan insistent sur le mouvement plutôt que l'immobilité d'un côté ou de l'autre du fleuve, qui ne caractérisa qu'une partie de son histoire, les déplacements des hommes ayant existé bien avant le dessin des frontières.

Envisager cette frontière avant tout comme un lieu permet de souligner le fait qu'elle ne délimite pas seulement un territoire, mais qu'elle se situe au sein d'aires sociales et de zones d'interaction². Dans l'espace transfrontalier, des relations intenses se développent, marquées par ces liens historiques antérieurs à la formalisation de la frontière : commerce, connexions familiales, stratégies d'entraide en temps de crise, réseaux religieux, entre autres. La traversée ne vise pas seulement des objectifs économiques ou professionnels que la géographie nomme « coopération transfrontalière » et définit comme « un partenariat entre des acteurs locaux et régionaux séparés par une frontière nationale, dont les actions ont des répercussions au niveau local et régional de part et d'autre de cette frontière³. » Elle a aussi pour ambition de réactiver les pratiques passées. Il y a une définition personnelle et subjective de cet espace propre aux communautés locales, qui se fonde sur un sentiment d'appartenance et une relation particulière au pays voisin⁴.

À cet égard, l'autre rive est vu comme un « outre-frontière », cet espace liminal ayant suivi une trajectoire historico-sociale radicalement différente mais où des liens avec l'autre côté persistent. Du latin *ultra*, « outre » a ce pouvoir polysémique de capturer toute une réalité des espaces transfrontaliers. Il peut ainsi signifier « au-delà »,

1. William ZARTMAN (éd.), *Understanding Life in the Borderlands. Boundaries in Depth and in Motion*, Athens (Ga.), University of Georgia Press, 2010, p. 1.

2. Voir Tone BRINGA et Hege TOJE, « Introduction », dans Tone BRINGA et Hege TOJE, *Eurasian Borderlands : Spatializing Borders in the Aftermath of State Collapse*, New-York, Palgrave Macmillan, 2016, p. 1-25.

3. Jean RUBIÓ, « Wassenberg, Birte; Reitel, Bernard ; Peyrony, Jean and Rubió, Jean (2015). Territorial Cooperation in Europe — A Historical Perspective », *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, vol. 64, n° 3, 2015, p. 607.

4. Des géographes ont intégré le sentiment de proximité à la définition des espaces qui bordent les frontières, voir Mathias BOQUET et Nicolas DORKEL, « La redéfinition spatiale de l'espace frontalier lorrain à partir du sentiment de proximité à la frontière de ses habitants », *GéoProximitéS*, 2024 : <https://geoproximites.fr/ark:/84480/2024/12/23/rp-al1/> (consulté le 8 juillet 2025).

« en plus », « plus loin » de la frontière, mais aussi « s'en affranchir », « en faire fi ». Toutes ces acceptions invitent encore et toujours à dépasser la vision de la frontière en tant que seule rupture, sans pour autant l'effacer. L'outre-frontière se caractérise donc par cette oscillation permanente entre les différents antagonismes qu'invoquent la frontière et les espaces qui l'entourent.

Le présent livre raconte une frontière qui unit les personnes de ces territoires limitrophes, malgré les discontinuités qu'elle souligne. Il se décline en deux grandes parties. La première s'intéresse à la multiplicité des frontières qui existent dans le Haut-Badakhchan dans leur relation avec l'Afghanistan. Elle dresse les composantes géographiques et la trajectoire historique (chapitre I), politique (chapitre II) et sociale (chapitre III) de l'espace transfrontalier qui décrit une évolution en lien permanent avec l'« outre-frontière ». La deuxième partie est consacrée à la variété des acteurs intervenant à la frontière, en particulier les institutions ismaéliennes (chapitre IV) et des ressources issues du contact entre les deux rives (chapitre V), mais aussi aux éléments qui peuvent perturber les équilibres transfrontaliers, dont le retour des Taliban à la tête de l'Afghanistan à l'été 2021 (chapitre VI).

En effet, l'épanouissement des relations transfrontalières n'a pas échappé aux divers basculements qui se sont opérés à toutes les échelles depuis 2020 : de la pandémie de Covid-19 au contrôle taliban, sans parler du renforcement violent du pouvoir tadjikistanais à partir de 2021. Cet ouvrage s'achèvera ainsi sur des remarques traitant particulièrement du renversement de la donne politique au Tadjikistan et en Afghanistan depuis cette année-là, qui touche les Ismaéliens pamirophones au premier chef et continue d'alimenter l'imaginaire de la « frontière dangereuse ». Ce travail s'appuie sur une base documentaire constituée de sources avant tout locales et élève la voix des « praticiens¹ » de la frontière, de ceux qui vivent la frontière et à *la frontière*.

1. Karine BENNAFLA, *op. cit.*, 2002, p. 17.

Première partie

Le Haut-Badakhchan dans ses frontières

***Façonner la frontière, affecter les pratiques
sociales, dessiner les représentations***

© PULM

Situer l'espace transfrontalier du Badakhchan

Les montagnes s'appellent Pamir, mais ici, ce n'est pas le Pamir¹.

Le(s) Badakhchan(s), le(s) Pamir(s) et les Pamiris : une terminologie instable

L'usage répandu du toponyme « Pamir » résulte d'une conception exogène du territoire, façonnée notamment à partir du XIX^e siècle par les explorateurs européens, qui cartographiaient et racontaient cet espace. La prolifique production de récits de voyages à l'époque du Grand Jeu a soutenu les cabinets impériaux russe et britannique dans leur entreprise commune consistant à « se chercher une frontière² ». Dans ce flot de récits perdurent des usages différents d'une région mal définie où se déroule la négociation de la frontière, et qui demeurent encore volatiles aujourd'hui : tantôt s'agit-il du Pamir, tantôt du Badakhchan.

Pour ajouter à cette complexité, les recherches les plus avancées sur la zone ne sont pas disponibles en français, mais sont publiées davantage en anglais³, en allemand — en particulier l'œuvre du géographe Hermann Kreutzmann⁴ —, en russe et en tadjik, et encore trop rarement sous la plume d'auteurs natifs de la région⁵. Paradoxalement,

1. Sediq, conversation avec l'auteure, Poyi Mazor (district de Vanj), juin 2021.

2. Gabriel BONVALOT, *Du Caucase aux Indes à travers le Pamir*, Paris, Plon, 1889, p. 232.

3. Parmi les travaux de référence, voir Frank BLISS, *Social and Economic Change in the Pamirs (Gorno-Badakhshan, Tajikistan)*, New-York, Routledge, 2006, 378 p. ; Till MOSTOWLANSKY, *Azan on the Moon : Entangling Modernity along Tajikistan's Pamir Highway*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2017, 216 p.

4. Voir Hermann KREUTZMANN, *op. cit.*, 2015.

5. Voir Sultonbek AKSAKOLOV, *Islam in Soviet Tajikistan : State Policy, Religious Figures and the Practice of Religion (1950-1985)*, thèse de doctorat, University of London, Londres, 2014, 211 p. ; Dagikhudo DAGIEV et Carole FAUCHER, *Identity*,

malgré des descriptions foncièrement alarmistes décrites dès l'ouverture de cet ouvrage, la question des frontières du Pamir ne ressurgit qu'en tant qu'élément subsidiaire dans les publications en études stratégiques consacrées à l'Asie centrale¹. Aussi, même l'imaginaire de la frontière instable ne parvient pas à susciter une appétence académique pour une zone pourtant perçue comme problématique.

Un nœud de frontières en haute altitude

Le « Pamir » correspond avant tout à une région de haute montagne, dont les sommets de glaciers dépassent 7 000 m d'altitude, et marquée par une chaîne éponyme où convergent plusieurs massifs : l'Hindou Kouch, le Karakoram et le Tien Shan. Il s'étend aujourd'hui sur les marges territoriales de quatre pays et couvre notamment la moitié orientale de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Si la majeure partie du massif du Pamir se situe dans ces deux pays, ses franges atteignent le nord-ouest du Pakistan dans les districts de Chitral et du territoire semi-autonome de Gilgit-Baltistan, ainsi que l'extrême ouest de Tachkurgan, dans la région autonome du Xinjiang en Chine (figure 2). À l'instar d'autres imposantes chaînes montagneuses, le Pamir se caractérise par une géographie abrupte et escarpée, dont les premières descriptions manuscrites remontent au récit d'un moine bouddhiste, il y a quatorze siècles.

Le premier usage du nom semblerait en effet attesté chez Xuanzang au VII^e siècle après Jésus-Christ, sous le toponyme *Po-mi-lo*, qu'il décrit comme des montagnes particulièrement élevées aux conditions climatiques rigoureuses². La consonnance avec « Pamir » incita certains Occidentaux à identifier un enracinement historique partagé entre les deux termes, tandis que d'autres auteurs tadjikistanais réfutent cette étymologie³. « Badakhchan » en tant qu'espace territorial remonte

History and Trans-Nationality in Central Asia. The Mountain Communities of Pamir, Londres/New-York, Routledge, 2018, 299 p. ; Abdulmamad ILOLIEV, *The Ismā'īli-Sufi Sage of Pamir : Mubārak-i Wakhānī and the Esoteric Tradition of the Pamiri Muslims*, Amherst (N.Y.), Cambria Press, 2008, 238 p.

1. Voir notamment Kristian Berg HARPVIKEN et Shahrbanou TADJBAKSH, *A Rock between Hard Places : Afghanistan as an Arena of Regional Insecurity*, New-York, Oxford University Press, 2016, 208 p. ; Kirill NOURZHANOV et Amin SAIKAL, *op. cit.*, 2021.

2. Pour une liste des théories sur l'étymologie de « Pamir » et « Badakhchan » voir Robert MIDDLETON, *The Pamirs. History, Archeology and Culture*, Khorog, University of Central Asia, 2008, p. 10-15.

3. *Ėnsiklopediyai Badakhshon [Encyclopédie du Badakhchan]*, Douchanbé, Andaleb R, 2016, p. 311 (en tadjik) ; Abusaïd SHOHUMOROV, *Pamir — Strana ariev [Pamir, pays des Aryens]*, Douchanbé, Académie des sciences de la République du Tadjikistan, 1997, p. 31 (en russe).

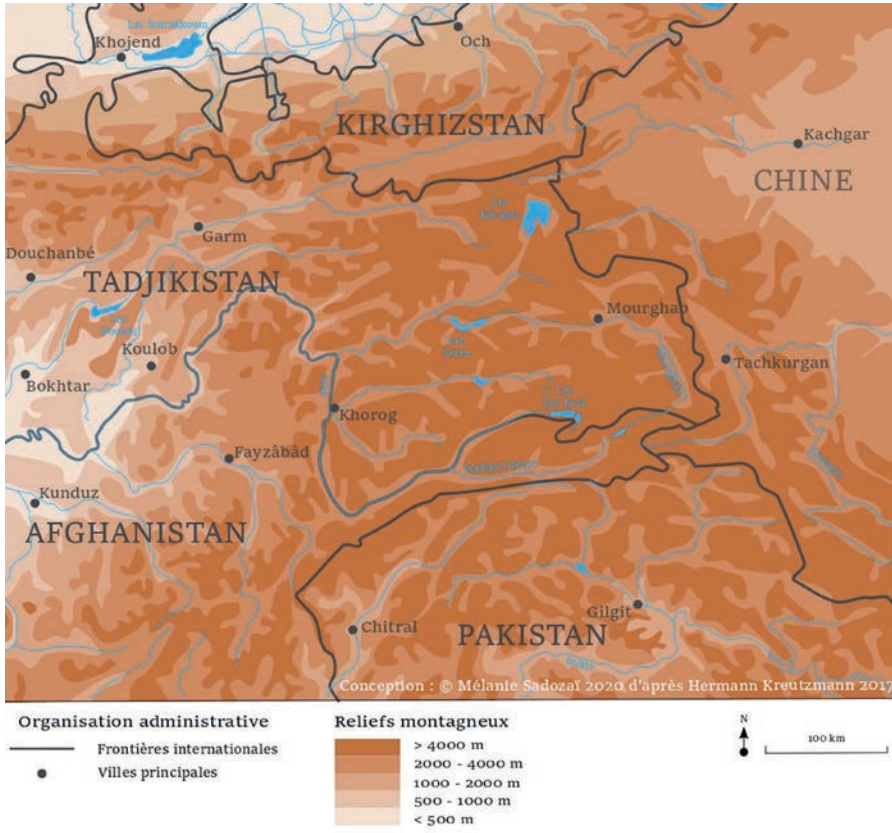


Fig. 2 — L'interface territoriale du Pamir.

quant à lui aussi aux écrits de Xuanzang sous le terme *Po-to-chang-na*, qui aurait vraisemblablement migré phonétiquement¹. Le toponyme pourrait également dériver du mot *balakhsh*², une sorte de spinelle célèbre dans la région qui aurait donné son nom au rubis *balais* en français³. Ailleurs, on peut lire qu'il est issu de *badakhshwargar*, nom

1. Daniel BEBEN, « The History of Badakhshan from the 7th to the 19th Century », *Oxford Research Encyclopedia of Asian History*, 2023, DOI : 10.1093/acrefore/g780190277 727.013.406 ; Dagikhudo DAGIEV, « Pamiri Ethnic Identity and its Evolution in Post-Soviet Tajikistan », dans Dagikhudo DAGIEV et Carole FAUCHER, *Identity, History and Trans-Nationality in Central Asia. The Mountain Communities of Pamir*, Londres/New-York, Routledge, 2018, p. 23-44.

2. W. BARTHOLD, « Badakhshan », dans Hamilton Alexander R. GIBB *et al.*, *Encyclopaedia of Islam*, 2^e éd., Leiden, Brill, 1960, p. 851.

3. Voir Wilhelm EILERS, « BADAĶŠĀN III. The Name », *Encyclopaedia Iranica*, 1988 [mis à jour en 2011] : <https://iranicaonline.org/articles/badaksan#pt3> (consulté le 8 juillet 2025).



Fig. 3 — La province autonome du Haut-Badakhchan (Tadjikistan) et la province du Badakhchân (Afghanistan).

commun qui viendrait d'une ancienne langue aryenne pour signifier un terrain de montagne accidenté¹. Quelle que soit son origine, le Badakhchan de nos jours constitue une province consacrée aussi bien au Tadjikistan qu'en Afghanistan, située au cœur des montagnes du Pamir (figure 3).

Ainsi, l'Amou Darya sillonne ces *confins* territoriaux de haute altitude. Les *confins* du Pamir, choisis pour le titre de l'ouvrage, désignent « les extrémités communes de deux territoires, et donc un voisinage² ». L'idée d'extrémités et de voisinage invite à penser la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan comme un point de contact qui ne marque pas la rupture. Au contraire, des recherches

1. Hafizullah EMADI, « Nahzat-e-Nawin : modernization of the Badakhshani Isma'ili communities of Afghanistan », *Central Asian Survey*, vol. 24, n° 2, 2005, p. 166.

2. « Confins, les mots et les lieux », *Confins*, n° 24, 2015 : DOI : 10.4000/confins.10330.

sur l'époque médiévale ayant succédé aux récits de Xuanzang ont montré que l'Amou Darya dans son ensemble constituait aussi bien des confins qu'un *seuil*, au sens d'une zone de transition aux autres espaces adjacents¹. Cette signification est atemporelle tant elle décrit bien l'ambivalence actuelle de cette frontière, particulièrement dans les hauteurs du Pamir. Elle a servi depuis des siècles de limite territoriale et politique, tout autant que de lieu de rencontre et de circulation entre les hommes.

Des toponymes aux perceptions multiples

En 1960, on pouvait lire dans l'entrée « Badakhshan » de l'*Encyclopaedia Iranica*, que la manière dont les gens de la province du Haut-Badakhchan s'identifiaient et leur catégorisation par les autorités soviétiques « entraînaient de la confusion² ». Pour cause, la définition du Badakhchan, du Pamir et des ethnonymes qui en dérivent fluctue selon les personnes. L'historiographie russe impériale semblait distinguer un Pamir occidental, correspondant à la province actuelle du Haut-Badakhchan habitée par des iranophones sédentaires, et un Pamir oriental, correspondant aux hauts plateaux à l'est de la province et peuplés par des Kirghizes nomades³. À la même époque, les caractéristiques purement géographiques des lieux ont même conduit le capitaine Younghusband, explorateur britannique du Grand Jeu, à désigner le Tibet d'« ensemble de Pamirs » (*a collection of Pamirs*⁴). On retrouve ensuite la distinction entre Pamir oriental et Pamir occidental dans les ouvrages publiés en tadjik depuis l'époque soviétique⁵. Plus tard, les anthropologues étrangers ont contesté l'usage du toponyme dans la littérature produite en URSS, qui désigne tous les territoires du cours supérieur de l'Amou Darya

1. Voir Camille RHONÉ-QUER, « Ériger les cours d'eau en frontières. Ṭabarī (839-923) et les confins iraniens, entre héritages mythiques et écriture de l'histoire impériale islamique », *Frontières spatiales, frontières sociales au Moyen Âge*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021, p. 59-76.

2. Voir Alexandre BENNIGSEN et Hélène CARRÈRE-D'ENCAUSSE, « Badakhshan. Autonomous Region of Soviet Gorno-Badakhshan », dans Hamilton Alexander R. GIBB et al., *Encyclopaedia of Islam*, 2^e éd., Leiden, Brill, 1960, p. 853.

3. Voir Dagikhudo DAGIEV, *op. cit.*, 2018, p. 29.

4. Francis E. YOUNGHUSBAND, *The Heart of a Continent : A Narrative of Travels in Manchuria, across the Gobi Desert, through the Himalayas, the Pamirs, and Chitral, 1884-1894*, Londres, John Murray, 1896, p. 296.

5. Voir Ayder NABIEV, *Pomiri soveti (ocherki ta"rikhi) [Le Pamir soviétique (essai d'histoire)]*, Douchanbé, Irfon, 1967, 93 p. (en tadjik) ; Haydarsho PIRUMSHOEV, *Ta"rikhi Darvoz (az qadim to zamoni muosir) [Histoire de Darvoz (des temps anciens aux temps modernes)]*, Douchanbé, Irfon, 2008, 703 p. (en tadjik).

comme « Pamir ». Ils insistent plutôt sur le critère crucial des écosystèmes et des pratiques pastorales¹. Dans les sources afghanes contemporaines, les auteurs distinguent un Grand Pamir (*Pâmiri kalân*) d'un Petit Pamir (*Pâmiri khord*²), qui forment ensemble le « Pamir afghan ». Le Badakhchan y est considéré comme un espace administratif au sein du Pamir, traversé par le Pyanj et qui représentait un ensemble de petits États princiers avant l'arrivée des impérialismes européens.

Interrogés sur leur interprétation des deux termes, les principaux concernés ont quant à eux des explications différentes. Les communautés wakhies et kirghizes, qui cohabitent aujourd'hui au centre du massif, au Tadjikistan comme en Afghanistan, considèrent que le Pamir se caractérise par le critère singulier des pratiques pastorales. En langue wakhi, *pamér* ou *pomir* désigne une région de pâturages de haute montagne de grande étendue³. En kirghiz, *pamir* renvoie au terme *onder* qui désigne des hauts plateaux entourés de montagnes qui se font face⁴. Selon ces perceptions exclusivement reliées aux caractéristiques environnementales de l'espace, il existe sept Pamirs répartis dans les quatre pays que couvre le massif⁵. Le Grand Pamir et le Petit Pamir des sources afghanes correspondent bien à deux de ces hauts plateaux en Afghanistan. Les frontières mentales du Pamir et du Badakhchan sont donc extrêmement mouvantes.

Pour les Tadjikistansais qui ne sont pas originaires du Haut-Badakhchan, le Pamir renvoie à un lointain territoire montagneux, à la province et aux Ismaéliens. En Afghanistan, il est généralement associé à un espace de haute montagne particulièrement reculé dans l'extrême nord du pays et à des montagnards, tandis que le Badakhchân est une entité administrative. Pour les Pakistanais de Gilgit, le Pamir est la région habitée par les locuteurs de la langue wakhie. La variété des réponses montre que les communautés locales ne rencontrent aucune difficulté à se représenter leur lieu d'habitation

1. Voir Rémy DOR, *Contribution à l'étude des Kirghiz du Pamir afghan*, Paris, Publications orientalistes de France, 1975, p. 18-26 ; Nazif Mohib SHAHRANI, *The Kirghiz and Wakhi of Afghanistan : Adaptation to Closed Frontiers*, Seattle, University of Washington Press, 1979, p. 4-5.

2. Voir notamment Mawlawi Borhân al-din Khân KOSHKAKI, *Râhnâma-i Qataghan o Badakhshân [Guide du Qataghan et du Badakhchan]*, Kaboul, Vizârat-i Harbiyah, 1988, 356 p. (en persan).

3. Hermann KREUTZMANN, « Pamir or Pamirs : Perceptions and Interpretations », dans Hermann KREUTZMANN et Teiji WATANABE, *Mapping Transition in the Pamirs : Changing Human-Environmental Landscapes*, New-York/Dordrecht/Londres, Springer, 2016, p. 18.

4. Nazif Mohib SHAHRANI, *op. cit.*, 1979, p. 10-11.

5. Rémy DOR, *op. cit.*, 1975, p. 22.

mais que proposer une définition rigoureuse et consensuelle de ce que sont exactement le Pamir et le Badakhchan n'embrasserait pas toutes les perceptions¹.

On se référera dans cet ouvrage à une compréhension géographique du Pamir, en tant que massif montagneux qui s'étend sur les marges territoriales du Tadjikistan, de l'Afghanistan, de la Chine et du Pakistan et qui concentre sa plus vaste étendue au Tadjikistan. Bien que les sources historiques, que ce soient les chroniques afghanes ou les écrits de chercheurs tadjikistanais et étrangers, divergent quant à la surface précise de cet espace, elles s'accordent sur le fait que l'Amou Darya traverse le Badakhchan. Celui-ci renverra à cette aire administrative qui a été coupée par la frontière entre l'Empire russe et l'Afghanistan, formalisée à la fin du XIX^e siècle, et qui se distingue aujourd'hui en deux provinces homonymes.

Au Tadjikistan, il s'agit de la « province du Haut-Badakhchan » ou « Haut-Badakhchan », en référence à son appellation officielle en tadjik, *Viloyati Mukhtori Kūhisoni Badakhshon* (VMKB), et à sa dénomination russe plus communément utilisée aujourd'hui au Tadjikistan, *Gorno-Badakhshanskaya avtonomnaya oblast'* (GBO). Les deux noms se traduisent littéralement par « province montagneuse autonome du Badakhchan ». Cette entité administrative comprend sept districts et sa capitale est Khorog. Le Haut-Badakhchan compose près de la moitié de la superficie du Tadjikistan (45 %²), mais seulement 2,33 % de la population nationale, avec 230 100 habitants sur les 9 886 800 que compte le pays³. Ce chiffre très bas s'explique par la superficie de terres cultivables et habitables, soit 7 % de l'intégralité de la province, les 93 % restant étant montagneux. Les premières données disponibles indiquent, pour 1885, une population de 35 000 personnes sur le territoire équivalent à la province du Haut-Badakhchan aujourd'hui⁴. Les zones peuplées se situent le long

1. La pluralité des représentations explique l'usage en français, en anglais ou en allemand du pluriel « les Pamirs », voire de l'utilisation des articles « un » ou « des » Pamirs, préférés à l'article défini « le » Pamir.

2. La superficie du Tadjikistan est de 143 100 km² et celle de la province du Haut-Badakhchan est de 64 200 km².

3. AGENCE STATISTIQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN, *Shumorai Aholii Jumhurii Tojikiston to 1 yanvari soli 2022/Chislennost' Naseleniya Respubliki Tadjikistan na 1 Yanvarya 2022 goda* [Population de la République du Tadjikistan au 1^{er} janvier 2022], Douchanbé, 2022, p. 11 (en tadjik et en russe).

4. Valentin BUSHKOV et Lydia MONOGAROVA, « Ethnic Processes in Gorny [sic] Badakhshan », *Central Asia and the Caucasus*, vol. 1, n° 5, 2000.

du Pyanj, épousant la frontière afghane, et de ses tributaires dans les vallées qui s'enfoncent vers l'intérieur de la province. En raison de la contrainte topographique caractéristique de la haute montagne, les populations frontalières sont essentiellement rurales. Il s'agit, de plus, de la région la plus précaire du Tadjikistan : en 2016, la Banque mondiale estimait le taux de pauvreté de la province à 62 % contre 47 % à l'échelle nationale¹. Le Haut-Badakhchan partage 470 km de frontière avec la Chine à l'est, 115 km avec le Kirghizstan au nord et environ 910 km avec l'Afghanistan au sud ; le corridor du Wâkhân à l'extrémité orientale de cette frontière sépare le Tadjikistan du Pakistan par une bande territoriale de 15 à 65 km (figure 4).

En Afghanistan, la « province du Badakhchân » (*velâyati Badakhshân*), selon son nom officiel, sera désignée ici « Badakhchân ». Elle a pour capitale Fayzâbâd et comptait environ un million d'habitants en 2018, soit 2,69 % de la population nationale, qui s'élevait la même année à environ trente-sept millions d'individus². Le territoire de la province représente 6,8 % de la superficie totale de l'Afghanistan³.

Les Pamiris : une minorité aux contours religieux et linguistiques singuliers

Si nous explorerons plus loin dans l'ouvrage les tensions entre les identités tadjikes et pamiries depuis l'époque soviétique, il convient de revenir ici sur ce qui compose le terme « pamiri » en tant que tel. La définition des mots associés aux populations frontalières résulte d'un calcul complexe entre la langue, la localité et la religion. Les classifications « ismaélien », « pamiri », « badakhchani », qui sont utilisées à la fois dans la production académique et par les communautés locales elles-mêmes, sont fortement contextuelles dans leur formulation et sont souvent corrélées⁴. Originaires des périphéries territoriales de chacun des quatre pays couverts par le Pamir, ces

1. BANQUE MONDIALE, *Poverty Mapping in Tajikistan : Method and Key Findings*, s. l., 2016, p. 25.

2. Christopher WILTON-STEER, « Reconnecting Afghan & Tajik Badakhshan : Economic Development in the Cross-border Region », Fondation Aga Khan, *akf.org*, 19 décembre 2018 : www.akf.org.uk/case-study-reconnecting-afghan-tajik-badakhshan/ (consulté le 8 juillet 2025).

3. La superficie de l'Afghanistan est de 647 500 km² et celle de la province du Badakhchân de 44 059 km².

4. Jonah STEINBERG, *Isma'ili Modern : Globalization and Identity in a Muslim Community*, Chapell Hill, University of North Carolina Press, 2011, p. 142.



Fig. 4 — Le Haut-Badakhchan dans son environnement régional.

populations constituent des minorités situées aux marges¹. Parler des habitants du Pamir revient donc nécessairement à aborder la question des frontières, qu'elles soient politiques — objet d'une instrumentalisation du pouvoir central sur ces communautés périphériques — ou mentales. Les populations du Pamir sont donc aujourd'hui avant tout transnationales ; elles sont à la fois sujets ou objets des dynamiques transfrontalières, mais aussi unies dans leur appartenance identitaire minoritaire.

L'usage du terme « pamiri » demeure délicat dans la mesure où il ne fait pas l'unanimité. Depuis la première trace détaillée de leurs mentions dans les textes, à partir du XVI^e siècle², les populations du Pamir et du Badakhchan furent confrontées à de nombreuses appellations³. Avant la création de la République socialiste soviétique (RSS)

1. Au Tadjikistan, les populations du Pamir vivent aussi dans d'autres provinces et à Douchanbé. Une importante diaspora se trouve également en Russie. En Afghanistan, ceux qui ont pu recevoir une éducation supérieure ou qui sont investis dans des activités commerciales vivent à Fayzâbâd et à Kaboul.

2. Xuanzang au VII^e siècle mentionnait l'espace plutôt que les populations.

3. Pour une recension de ces termes, voir Hermann KREUTZMANN, *op. cit.*, 2015, p. 141-146.

du Tadjikistan, les gens qui habitaient le massif du Pamir hors de Chine, d'Afghanistan et des Indes britanniques s'identifiaient comme des Tadjiks, mais cette question fut l'objet de débats houleux entre les anthropologues soviétiques. Aujourd'hui encore peut-on lire que les populations non turciques du Badakhchan au Tadjikistan et en Afghanistan sont considérées comme tadjikes. Pourtant, la dénomination « pamiri » était utilisée dès le XIX^e siècle par les explorateurs européens, l'introduisant dans les écrits occidentaux. À la faveur de la création de la région autonome du Haut-Badakhchan en 1925, incorporée au sein de la RSS autonome du Tadjikistan, une identité pamirie prit forme et demeure revendiquée encore aujourd'hui.

À partir des années 1920, en effet, un sentiment d'identification à une communauté pamirie s'est progressivement développé dans le cadre des politiques de gestion des nationalités en URSS. Les sciences sociales soviétiques participèrent fortement de l'élaboration d'une identité pamirie au Tadjikistan, par le biais d'études anthropologiques, linguistiques, historiques et archéologiques, qui font écho aux publications en tadjik qui parurent après 1991¹. L'institutionnalisation des identités ethniques joua un rôle important dans cette nouvelle identification au Tadjikistan, cristallisée ensuite pendant la guerre civile (1992-1997) à l'issue de l'indépendance du pays. Durant le conflit, les populations du Haut-Badakhchan et de la région de Gharm étaient l'objet de répressions et de massacres en raison de leur appartenance politique à laquelle se greffait leur origine régionale. Depuis cette époque, les tensions entre les autorités centrales et les populations de la périphérie dans le Haut-Badakhchan se sont solidifiées, renforçant nettement la dimension politique de l'identité pamirie.

Aujourd'hui, au Tadjikistan, les Pamiris sont communément associés à leur appartenance religieuse, leurs langues maternelles et leur lieu d'origine qui les distinguent des Tadjiks du reste du pays. Ils renvoient à ces populations locutrices de langues indo-iraniennes orientales, d'obédience ismaélienne et habitant le massif du Pamir dans le Haut-Badakhchan, tandis que la majorité des Tadjikistanais sont des tadjikophones sunnites. Les Pamiris représentent des minorités confessionnelles, dans le sens où elles ne relèvent pas de l'orthodoxie

1. En particulier Said Haidarsho MUBORAKZODA, *Ta"rikhi mulki Shyghnon [Histoire du peuple du Shoughnan]*, Khorog, Pamir, 1992, 35 p. (en tadjik) ; Haydarsho PIRUMSHOEV, *op. cit.*, 2008 ; Haydarsho PIRUMSHOEV, *Vanj (ocherki ilmi-ommavi) [Vanj (essai de vulgarisation scientifique)]*, Douchanbé, Faras, 2004, 610 p. (en tadjik).

sunnite au sein de l'islam, et des minorités linguistiques puisque les individus en question ne maîtrisent pas tous la langue d'État¹. S'ils comprennent moins de 2 % de l'ensemble de la population nationale, les Ismaéliens composent près de 80 % de la population du Haut-Badakhchan. Leur caractéristique de minorité marque une frontière mentale forte aujourd'hui au Tadjikistan et fonde des discriminations entre eux et les Tadjiks. En Afghanistan, il n'existe pas de statistiques fiables concernant le pourcentage exact d'Ismaéliens pamirophones, mais ceux qui vivent dans la province du Badakhchân, regroupés dans les zones frontalières du Tadjikistan², représenteraient probablement environ 200 000 individus³, soit moins de 10 % de la population chiite afghane et environ 0,5 % de la population nationale. Tout comme au Tadjikistan, la majorité de la population afghane est sunnite.

La particularité des Ismaéliens au sein de l'Islam est leur vénération d'un imam vivant, qu'ils estiment être le descendant du prophète Mohammed par le biais de son cousin et gendre Ali ainsi que de sa fille Fatima. L'origine des Ismaéliens remonte au califat fatimide, qui régna sur la péninsule arabique et l'Afrique du Nord entre 909 et 1171. L'ismaélisme a été introduit au XI^e siècle dans le Badakhchan et dans le Pamir, jusqu'en Chine et au Pakistan d'aujourd'hui, par le biais de Nasir Khosraw, poète devenu missionnaire, originaire de Balkh, située dans le nord de l'actuel Afghanistan⁴. Balkh dépendait alors de l'Empire seldjoukide, dont le pouvoir était fermement opposé aux Ismaéliens, considérés comme des ennemis à combattre. Dans ce contexte de persécution, Nasir Khosraw prit la fuite vers le Pamir, qui représentait une zone de refuge idéale depuis lequel il propagea l'ismaélisme⁵.

Concernant l'aspect linguistique, la langue maternelle des Pamiris n'est pas le tadjik, langue d'État et langue vernaculaire dans le Haut-Badakhchan. Ils parlent en effet une variété de langues du groupe des langues indo-iraniennes orientales (tableau 2). Seuls les Ismaéliens

1. Olivier FERRANDO, « Du concept de minorité en Asie centrale : l'exemple de la vallée du Ferghana », *Cemoti*, n^o 39-40, 2006, p. 94-96.

2. Des Tadjiks ismaéliens habitent également dans la province mais pas dans les zones frontalières de l'Afghanistan.

3. Hermann KREUTZMANN, *op. cit.*, 2015, p. 355.

4. Voir Alice C. HUNSBERGER, *Nasir Khusraw, the Ruby of Badakhshan : A Portrait of the Persian Poet, Traveller and Philosopher*, Londres/New-York, IB Tauris, 2000, 292 p.

5. Un monument à sa gloire a été érigé dans le village de Porshinev, à la frontière afghane dans le Haut-Badakhchan, et sa tombe se trouve à Yamgan, dans le Badakhchân afghan.

dans certains foyers de population du district d'Ichkachim et du village de Yoged dans le district de Darwoz parlent des dialectes du tadjik et non des langues pamiries. Les districts de Darwoz et de Vanj sont habités majoritairement par des communautés sunnites parlant aussi des dialectes dérivés du tadjik, à l'exception du yazghoulemi, langue pamirie, tandis que la minorité kirghize du Haut-Badakhchan se distingue par l'usage de sa langue turcique.

Il n'existe pas de discours commun entre linguistes locaux et étrangers à propos de la catégorisation des langues parlées dans le Pamir, ni au sein des communautés locutrices elles-mêmes. Ces langues ne sont pas écrites et certaines sont en voie d'extinction. Il est toutefois certain que les populations du Pamir au Tadjikistan n'ont pas pour langue maternelle le tadjik, et qu'elles se distinguent elles-mêmes des Tadjiks. Aussi, il importe d'isoler deux catégories analytiques : « Tadjik », qui renverra à l'ethnonyme, et « Tadjikistanais », qui qualifie la citoyenneté. Cette différenciation lexicale n'est pas employée au Tadjikistan en général et dans le Haut-Badakhchan en particulier. Seul le terme « tadjik » existe dans la langue tadjike et dans les langues pamiries (*tojiki*) mais l'usage des catégories analytiques permet de capter la tension qui existe entre les Tadjiks et les populations du Pamir qui ne se sentent pas et ne se disent pas d'identité tadjike.

Tableau 2 — Sous-groupes des langues indo-iraniennes¹

Famille des langues indo-européennes		
Groupe des langues indo-iraniennes		
Sous-groupe des langues indo-iraniennes occidentales	Sous-groupe des langues indo-iraniennes orientales	
Baloutchi*	<i>Bartangi</i>	<i>Sanglechi</i>
Kurde	<i>Ichkachim</i>	<i>Sarikoli</i>
<i>Madaghlacti</i>	<i>Munji</i>	<i>Shoughni</i>
<i>Persan</i> , dont les variants :	Ormuri	<i>Wakhi</i>
<i>Dari (Afghanistan)</i>	Pachto	Yaghnobi
Farsi (Iran)	Parachi	<i>Yazghoulemi</i>
<i>Tadjik (Tadjikistan)</i>	<i>Reyni</i>	<i>Yidgha</i>
	<i>Rouchani</i>	

*Les langues en gras sont celles parlées par les communautés frontalières au Tadjikistan et en Afghanistan et les langues en italique sont celles parlées dans le Pamir.

1. D'après Hermann KREUTZMANN, *op. cit.*, 2015, p. 485.

Le qualificatif « pamiri », utilisé par les étrangers mais aussi par les populations du Pamir, demeure fluide et labile¹, à l'image de la définition du territoire qu'elles occupent. Par souci de clarification, les Pamiris seront ici considérés comme étant les communautés ismaéliennes vivant dans le Haut-Badakhchan dont la langue maternelle n'est pas le tadjik. Les populations sunnites du Badakhchan ne seront donc pas désignées comme pamiries, que ce soit au Tadjikistan ou en Afghanistan.

Sans prétendre à une définition bien rigoureuse, on peut donc tout de même identifier une certaine unité qui regroupe les populations pamiries. Celle-ci se fonde sur leur appartenance religieuse et leurs langues maternelles, mais aussi sur leur marginalité territoriale et politique et sur leur hostilité à l'égard du pouvoir central au Tadjikistan, qui tente de les englober dans le récit national tadjik. De plus, la perception actuelle par les habitants de leur territoire et leur usage des termes « Pamir » et « Badakhchan » défie la présence des frontières. Nous le verrons dans le troisième chapitre, en Afghanistan et au Tadjikistan, les Pamiris parlent de leurs « frères » par-delà le Pyanj, tandis que certains ont de la famille au nord du Pakistan et en Chine. Ainsi, même si aujourd'hui les communautés pamiries traversent physiquement la frontière, il est tout aussi vrai que la frontière traverse ces communautés.

Aux origines d'une frontière

On pourrait faire remonter la notion de fleuve-frontière attribué à l'Amou Darya à l'Antiquité, « entre les deux régions d'égale puissance géostratégique qu'ont été la Sogdiane et la Bactriane² ». Les premières mentions manuscrites du fleuve comme limite apparaîtraient ensuite dans les chroniques d'historiens arabes et persans du VII^e siècle de notre ère. Dans le contexte de l'expansion de l'empire islamique, le fleuve est érigé en « une barrière géomorphologique,

1. Suhrobsho DAVLATSHOEV, *The Formation and Consolidation of Pamiri Ethnic Identity in Tajikistan*, Middle East Technical University, Ankara, 2006, 121 p.

2. Claude RAPIN, « Les frontières en Asie centrale dans l'Antiquité : géographie historique de la Sogdiane d'Alexandre le Grand à Claude Ptolémée », *Dialogues d'histoire ancienne*, vol. 47, n° 1, 2021, p. 359. Les termes Sogdiane et Bactriane sont géochronologiques et désignent des provinces de l'Empire perse achéménide. Ils ont été hellénisés par les contemporains d'Alexandre le Grand lors de sa conquête orientale.

naturelle, indéniable¹ », si bien qu'il constitue « la frontière de l'Orient islamique médiéval² ».

Les géographes arabes et persans, depuis l'arrivée de l'Islam jusqu'aux chroniques boukhariotes du XVIII^e siècle, nomment le fleuve Jaihoun³, un nom probablement dérivé du terme biblique Guihon, l'un des cours d'eau du paradis⁴. Pour désigner l'espace riverain, ils utilisent également le toponyme arabe *Mā warā' an-nahr*, signifiant littéralement « ce qui est de l'autre côté du fleuve⁵ ». Des siècles plus tard, les explorateurs européens désigneront comme « Transoxiane » l'espace situé entre l'Amou Darya et le Syr Darya⁶, autre fleuve majeur de la région, correspondant sensiblement au *Mā warā' an-nahr*.

Dans la culture poétique persane, le fleuve dispose d'une place importante, soulignant sa dimension mythique. Dans le célèbre *Livre des rois (Shâhnâma)* de Ferdowsi, récit épique et poétique écrit autour de l'an 1000, l'Amou Darya est ainsi le fleuve le plus fréquemment mentionné⁷. Il décrit la séparation des mondes iraniens et touraniens, respectivement sur ses rives droites et gauche. D'autres évocations se retrouvent dans les écrits des auteurs classiques de langue persane : Roudaki (IX^e-X^e siècle) considéré comme le premier poète rédigeant en persan ; Khayyâm (XI^e-XII^e siècle) ; 'Attâr (XII^e-XIII^e siècle) ; Rûmi (XIII^e siècle) et Hâfêz (XIV^e siècle) pour les plus célèbres. Souvent, le fleuve borne le début ou la fin d'un territoire ou d'un périple.

La portée symbolique de l'Amou Darya en tant que limite a poussé l'historien Andreas Wilde à affirmer qu'il était davantage une frontière « de tradition⁸ » qu'une frontière historique, au sens d'une barrière

1. Camille RHONÉ-QUER, *op. cit.*, 2020, p. 60.

2. *Idem*, *op. cit.*, 2022. Italique dans le texte original.

3. À travers les nombreux écrits des explorateurs coloniaux, les termes « Oxus » et « Amou Darya » sont entrés dans le langage courant et ont gagné en notoriété, tandis que Jaihoun tombait en désuétude.

4. Guy LE STRANGE, *The Lands of the Eastern Caliphate. Mesopotamia, Persia, and Central Asia from the Moslem conquest to the time of Timur*, Cambridge, Cambridge University Press, 1905, p. 434.

5. Voir Camille RHONÉ-QUER, *op. cit.*, 2021.

6. Pour un aperçu visuel, voir la carte publiée dans Camille RHONÉ-QUER, *op. cit.*, 2022.

7. Mariam JA'FARI et Rezâ ASHRAFZADA, « Roudhâ dar Shâhnâma [Les fleuves dans le Shâhnâma] », *Faslnâma takhassos-é zabân wa addabiat-é fârsi-é dâneshgâh âzâd islâmi-é Mashhad [Périodique spécialisé sur la langue et la littérature de l'Université libre islamique de Machad]*, vol. 12, n° 6, 1995, p. 10 (en persan).

8. Andreas WILDE, *op. cit.*, 2016, p. 85-86.

clairement marquée. Souvent traversé, dénué d'artefacts matériels affirmant une démarcation claire, « le rôle de ce fleuve a oscillé entre celui d'une frontière politique séparant deux royaumes d'une part, et un élément de liaison traversant le cœur des empires d'autre part¹ ».

L'Empire d'Ahmad Shâh Dourâni et un premier traité frontalier (1747-1772)

Dès la fin du xiv^e siècle, le Badakhchan, où court la branche supérieure de l'Amou Darya, est annexé par divers pouvoirs ouzbeks, bien qu'il apparaisse dans les chroniques comme un territoire de facto indépendant. À partir de 1657 seulement, le Badakhchan obtient son propre chef, Yâri Beg², issu du choix des populations locales. Yâri Beg était loin d'être un personnage secondaire puisqu'il aurait eu en sa possession ledit manteau du prophète Mohammed. Il régnera depuis Fayzâbâd, et ses descendants se succéderont jusqu'en 1747, puis à nouveau brièvement de 1840 à 1873³.

1747 est une date bien connue aujourd'hui en Afghanistan car elle marque l'avènement du premier État afghan. Cette même année, à la mort de l'empereur perse Nâder Shâh, Ahmad Dourâni, l'un des généraux d'origine pachtoune de la puissante tribu des Abdalis, profite de la confusion pour prendre le pouvoir. Régnant alors sur Hérat, il balaye la tribu rivale des Ghilzaï de Kandahâr avec le soutien de la majorité des groupes pachtounes et tadjiks. Devenu empereur, il fonde la dynastie Sadozaï et prend le titre de « Shâh ». Le premier projet du nouveau souverain s'attache à la conquête des territoires limitrophes à son influence, que ce soit vers l'Inde, Balkh ou le Badakhchan. Il assoit alors sa souveraineté sur des espaces allant de l'Amou Darya et de Machad jusqu'au Cachemire, dressant ainsi les contours géographiques et historiques d'un nouvel empire.

Entre 1749 et 1751, la région du Badakhchan au sud de l'Amou Darya, devint donc une partie de l'Empire dourâni⁴. Sur les territoires du Nord du fleuve, l'emprise du souverain afghan, qui régna entre 1747 et 1772, était très relative, voire nulle. En effet, sa souveraineté était en concurrence avec le khanat solidement établi de Boukhara, la semi-autonomie d'une partie du Badakhchan, ainsi que

1. *Ibid.*, p. 9.

2. Sang Muhammad BADAQSHI, *op. cit.*, 1959.

3. Daniel BEBEN, *op. cit.*, 2023.

4. Voir la carte publiée dans Jan-Heeren GREVEMEYER, *op. cit.*, 1982, p. 60.

la Chine des Qing¹. Comme l'indique Fayz Muhammad Hazârah dans son histoire de l'Afghanistan moderne, ce n'est qu'en 1768-1769 que les autorités du khanat de Boukhara et l'empereur d'Afghanistan parvinrent à un consensus pour mettre fin à toute confrontation :

Ahmad Shâh était prêt à négocier plutôt qu'à se battre en raison de son attachement à l'Islam. Les négociations furent menées à bien et aboutirent à l'établissement du fleuve Oxus comme frontière séparant les deux pays².

Il s'agit d'une première trace d'un traité diplomatique faisant du fleuve une frontière politique. C'est aussi à l'occasion de cet événement qu'Ahmad Shâh Dourâni obtient le manteau du Prophète, alors en possession de l'émir de Boukhara, qu'il emporta à Kandahâr³, où il se trouverait encore aujourd'hui.

Malgré l'unification de l'Afghanistan sous le règne d'Ahmad Shâh, les pouvoirs locaux demeuraient forts, notamment dans le Badakhchan. Comment alors comprendre les frontières de ce nouvel État si la souveraineté du Shâh n'atteignait pas les régions qui devaient lui être soumises ? On retrouve une mention de la superficie de l'Empire afghan et de ses possibles frontières dans un rapport de Mont Stuart Elphinstone, alors gouverneur britannique de Bombay et premier Européen reçu à la cour d'un roi afghan en 1808-1809, publié en 1815. Il semble indiquer que le Badakhchan est distinct du territoire afghan et se trouve entre les montagnes du Pamir et l'Hindou Kouch⁴. Dans les faits, l'État afghan d'Ahmad Shâh s'est développé depuis un noyau s'étendant de l'ouest de Kandahâr jusqu'aux territoires dits des « zones tribales », entre le Pakistan et l'Afghanistan actuels, incluant également Ghazni, Kaboul et Peshawar⁵.

1. L'armée chinoise était parvenue à atteindre en 1759 les rives du lac Yashilkul puis celles du lac Zorkul dans les années 1840 avant que les Empires européens n'arrivent dans la région. Les troupes afghanes repoussèrent la présence chinoise en 1883 et en 1884, la Russie signa un accord frontalier avec la dynastie Qing, dont l'autorité dans le Pamir se limitait désormais à la région de Kachgar et de Tachkurgan. Voir John W. GARVER, « The Sino-Soviet Territorial Dispute in the Pamir Mountains Region », *The China Quarterly*, 1981, p. 107-118.

2. Fayz Muhammad « Kâteb » HAZÂRAH, *Sirâj al-Tawarikh*, Kaboul, Maṭba'ah-i Hurûfi Dâr al-Salṭanah, 1912-1914, p. 28 (en persan).

3. *Ibid.*, p. 27.

4. Mount Stuart ELPHINSTONE, *An Account of the Kingdom of Caubul, and Its Dependencies in Persia, Tartary, and India : Comprising a View of the Afghaun Nation, and a History of the Dooraunee Monarchy*, Londres, Longman, 1815, p. 628, 629.

5. Benjamin D. HOPKINS, *The Making of Modern Afghanistan*, New-York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 25.

Il est certain que ces régions du bassin hydrique de l'Amou Darya échappaient au contrôle direct d'Ahmad Shâh, et à plus forte raison les plus hautes vallées du Pamir dont il n'envisageait même pas la conquête. Les unités régionales qu'étaient le Shoughnan, le Darwaz ou le Wakhan, avaient à leur tête des chefs, appelés *mir* ou *shah*, qui conservaient de fait une certaine autonomie¹. Jusqu'à la démarcation finale de la frontière en 1895, les *mir* et les *shah* détenaient le pouvoir le plus puissant dans le Pamir². Il importe de retenir le poids de l'autonomie politique qui a caractérisé les régions du Pamir, tant cet héritage ressurgit aujourd'hui dans la relation entre l'État tadjikistanais et les populations locales.

En dépit des conquêtes qui marquèrent le règne du premier empereur d'Afghanistan, les frontières linéaires n'existaient que comme une représentation symbolique dans les esprits. Ce n'est que sous le règne de Timour Shâh (1772-1793), son fils, que les frontières territoriales se stabilisent et commencent à prendre une forme tangible. En 1790, Timour entre en guerre contre le souverain de Boukhara, qui avait violé l'accord signé par Ahmad Shâh en annexant des territoires peuplés de Turkmènes autour de Merv. Grâce à une politique de conciliation et face à la faiblesse des troupes boukhariotes, Timour Shâh parvient à faire respecter le traité, et « la ligne de frontière déjà admise³ » sur l'Amou Darya est finalement honorée.

L'arrivée d'Ahmad Shâh au pouvoir marque la naissance reconnue de l'Afghanistan en tant qu'État moderne centralisé gouvernant sur un espace donné, délimité par des premières frontières territoriales. À la désintégration de l'Empire dourâni en 1818, les dirigeants de Boukhara saisirent l'occasion d'établir fermement leur pouvoir sur le fleuve. À la fin du XVIII^e siècle, l'Amou Darya prit le statut d'une pseudo-frontière — surtout volatile et inexistante pour les populations locales qui continuaient à suivre les chefs des principautés —, première étape vers sa formalisation administrative avec l'arrivée des impérialismes européens.

1. Muharrir Tullo NEKQADAMOV, *Shughnon*, Douchanbé, Irfon, 2014, 704 p. (en tadjik).

2. Kurbonbek ELCHIBEKOV et Kudratbek ELCHIBEKOV, *Analiz « Istorii Badakhshana » [Analyse d'« Histoire du Badakhchan »]*, *Working Paper*, n° 13, Université d'Asie centrale, 2021, 75 p. (en russe).

3. Sediq FARHANG, *Afghanistan, les cinq derniers siècles. Première partie. Du XVI^e siècle à 1919*, Paris, Centre d'études et de recherches documentaires sur l'Afghanistan (CEREDAF), 2011, p. 125.

Le Grand Jeu : à la recherche d'une frontière coloniale (1872-1895)

Au sud du Tadjikistan actuel, la deuxième moitié du XIX^e siècle fut caractérisée par ce que l'on retient aujourd'hui comme le « Grand Jeu ». Ce terme, attribué à l'espion britannique Arthur Conolly (1807-1842), se distingue par la rivalité entre les empires russe et britannique, chacun cherchant à étendre et à définir sa zone d'influence respective. Espions et explorateurs des deux camps sont alors envoyés notamment pour cartographier la région du Pamir. À cette époque, l'existence d'une frontière pour limiter les extensions territoriales s'imposait comme une problématique au cœur des dynamiques stratégiques. La conquête russe vers les terres méridionales a d'autant plus renforcé l'intérêt stratégique du Pamir, dernière région à être incorporée à l'Empire tsariste.

Les années 1860 furent en effet le théâtre de l'avancée massive des troupes tsaristes dans la région, tandis que l'émir d'Afghanistan Dost Mohammad étendait son pouvoir sur les territoires situés entre le cours supérieur de l'Amou Darya et l'Hindou Kouch. Un historien pamiri rapporte ainsi la vision russe des délimitation territoriales des royaumes féodaux dans la région, semblant nécessiter des frontières :

Ce n'est pas une coïncidence si, en décrivant le Shoughnan et d'autres possessions montagneuses, un officier supérieur de l'état-major russe a indiqué dans une note analytique qu'elles « ne représentaient aucune limite correcte, aucun gouvernement ferme, aucune frontière ni aucun territoire définis. [Ces possessions] s'élargissaient et se rétrécissaient au gré des circonstances en peu de temps et seul leur emplacement dans la cambrousse (*trushchob̄y*), à l'écart des grandes routes internationales, les a sauvées de la destruction¹ ».

Du point de vue de Londres, la frontière qui devait s'établir représentait le symbole de l'endiguement de la poussée russe vers les Indes britanniques. L'Afghanistan comme frontière (*frontier*) était en effet déjà évoqué en 1836 par Henry Ellis, ministre de Perse, dans une lettre au *Foreign Office*². Si les pourparlers bilatéraux débutèrent au milieu des années 1860 avec pour but de se partager les territoires des khanats de Boukhara et de Khiva et une partie de l'Afghanistan, ce sont des échanges épistolaires qui formalisèrent en 1872 et 1873

1. Tohir KALANDAROV, *Shugnans̄y [Les Shoughnanis]*, Moscou, Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des sciences de Russie, 2004, p. 55 (en russe).

2. William HABBERTON, *Anglo-Russian Relations concerning Afghanistan*, Urbana, University of Illinois, 1937, p. 12.

les conclusions des négociations et montrèrent une convergence des positions des deux empires quant à leurs frontières. Le traité Granville-Gortchakov, du nom des correspondants des deux parties, en fut le produit et définit l'Amou Darya et son affluent le Pyanj comme la frontière septentrionale de l'Afghanistan. Afin d'« accélérer l'établissement durable de l'ordre et de la tranquillité en Asie centrale¹ », l'arrangement fut garanti pour dix ans par les deux puissances tutélaires.

Le traité répartissait les territoires entre les pouvoirs locaux sous influence russe et britannique mais en pratique, des « seigneurs féodaux semi-indépendants » (*polunezavisimye feodal'nye vladeteli*) régnaient encore jusque dans les années 1880². Progressivement, le nouvel émir d'Afghanistan, Abdur Rahmân Khân (reg. 1880-1901) parvint à soumettre le Badakhchan de la rive méridionale de l'Amou Darya et à imposer un pouvoir centralisé fort et despotique. Nombreux Ismaéliens furent poussés à l'exil de l'autre côté du fleuve alors que les incursions afghanes se multipliaient sur ordre d'un émir qui avouait, dans son autobiographie, résister aux velléités impériales :

Voyant que chaque gouvernement tentait de s'emparer de tout ce qu'il pouvait, j'essayais également de prendre tout ce que je pouvais dans ces provinces qui appartenaient jadis à l'Afghanistan [...]. Dans le même temps, je prenais des mesures pour définir mes propres frontières avec mes voisins avant qu'ils n'avancent davantage³.

Pourtant, le vide concernant la délimitation stricte du nord-est du territoire afghan, dans les régions de Darwaz, du Shoughnan et du Wakhan révélait à la fois une méconnaissance des lieux et le balbutiement des négociations entre les pouvoirs étrangers. En effet, les déploiements de commissions de démarcation de la frontière ainsi que les protocoles signés entre 1873 et le début du siècle suivant ne concernaient pas le Pamir. Les historiens locaux désignent cette période comme étant celle de la « question du Pamir⁴ » : incapables de s'accorder, les cabinets coloniaux et l'émir d'Afghanistan convoitaient pourtant toujours cette zone stratégique. Après une confrontation armée

1. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE RUSSIE, *Afganskoe razgranuchenie. Peregovorÿ meÿdu Possiyei i Velikobritaniyei, 1872-1885/Délimitation afghane. Négociations entre la Russie et la Grande-Bretagne, 1872-1885*, Saint-Pétersbourg, Éditions du ministère des Affaires étrangères, 1886, p. 7.

2. Bahodur ISKANDAROV, *Vostochnaya Bukhara i Pamir vo vtoroy polovine XIX v. [Le Boukhara oriental et le Pamir dans la seconde moitié du XIX^e siècle]*, Douchanbé, Andalev R, 2015, p. 51 (en russe).

3. Abdur AL RAHMAN KHAN, *The Life of Abdur Rahman, Amir of Afghanistan, volume 2*, Londres, John Murray, 1900, p. 149.

4. Bahodur ISKANDAROV, *op. cit.*, 2015, p. 175.

entre forces russes et afghanes sur l'oasis de Pandjeh en avril 1885, dans l'actuel Turkménistan, à l'avantage des premiers, de nouvelles négociations aboutirent aux protocoles de Londres (1885) et de Saint-Pétersbourg (1887), dans lesquels prévalaient toujours les portions occidentales de la frontière.

En mai 1892, Russes et Afghans s'affrontèrent à nouveau mais cette fois, à proximité du Wakhan et des territoires sous domination chinoise. Sous la pression des Russes, en juin 1894, les Britanniques parvinrent à convaincre l'émir afghan de retirer les troupes qu'il maintenait stationnées sur la rive droite du Pyanj, en échange du Wakhan, d'un soutien en cas de nouvelle attaque russe et d'une généreuse pension annuelle. Les autorités à Londres n'étaient pas convaincues de l'utilité d'une confrontation directe avec la Russie pour sauvegarder le Shoughnan et le Rouchan mais le Pamir demeurait tout de même un important point d'achoppement qui retardait la définition claire de la frontière.

C'est finalement dans un échange de lettres achevé le 11 mars 1895 entre les gouvernements russe et britannique que la « question du Pamir » fut résolue. La délimitation à l'est du lac Sarikol permettait de remplir le vide de l'accord de 1872-1873, et fut formalisée dans « l'accord du Pamir » (*Pamir agreement*), à la faveur des travaux effectués par la Commission de la frontière du Pamir (*Pamir Boundary Commission*¹). Le célèbre corridor du Wâkhân, cette extension territoriale rejoignant la frontière chinoise, revenait donc à l'émir d'Afghanistan, réticent à administrer des populations non pach-tounes qu'il méprisait au plus haut point, mais déchargé du poids de la diplomatie :

Le cours d'eau émergeant du lac Victoria, ou lac Wood, ayant été sous contrôle une seconde fois, la ligne de démarcation de l'Afghanistan a été fixée, et Dieu merci ! Depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, je suis soulagé des perpétuelles querelles et disputes concernant ma frontière du nord-ouest et jusqu'à ce jour règne la paix².

Avec la démarcation de cette frontière dans le Pamir, le Grand Jeu prit fin. Elle constitue l'un des grands événements saisissants de l'histoire des relations internationales en Asie en réglant la question du choc physique entre les deux grands empires européens du XIX^e siècle, mais représente aussi un fait marquant du règne d'Abdur

1. Voir le rapport de cette commission : M. G. GERARD, T. H. HOLDICH, R. A. WAHAB et A. W. ALCOOK, *Report on the Proceedings of the Pamir Boundary Commission (1897)*, Calcutta, Office of the Superintendent of Government Printing, 1897, 99 p.

2. Abdur AL RAHMAN KHAN, *op. cit.*, 1900, p. 154.

Rahmân. Dans son article 3, la « Convention concernant l'Afghanistan » ratifiée conjointement par la Russie et la Grande-Bretagne le 31 août 1907 grava dans le marbre cette entente :

Les autorités russes et afghanes, spécialement désignées à cet effet, sur la frontière ou dans les provinces frontalières, pourront établir des relations directes réciproques pour régler les questions locales d'un caractère non politique¹.

Si les accords de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle furent un succès pour les cabinets impériaux, la réalité fut davantage nuancée à l'échelle des populations locales. Aujourd'hui encore, la date de 1895 appartient à la mémoire collective des communautés frontalières, qui l'évoquent comme la période de la « séparation » des deux rives du Pyanj. Racontant comment sa propre famille avait subi cette décision, Bibijon, habitante de Rouchan, décrit cet épisode comme la « découpe à la hâche (*tavar taqsim*) » du Badakhchan² (figure 5).

De tels récits foisonnent chez les habitants de la frontière aujourd'hui. La tradition orale incarnant la séparation rend compte de l'idée d'une frontière qui traverse les hommes, rompant leurs contacts, leurs liens sociaux. Elle offre un point de vue alternatif et nous informe sur la manière dont les gens ont vécu la Grande Histoire. Dans le contexte du colonialisme européen, les pratiques administratives des zones frontalières transformaient les populations de la périphérie en « objets impériaux³ », les rendant dépendantes du centre. La divergence des réalités entre les échelles des décideurs et des populations locales témoigne du fait que les délimitations de la frontière se faisaient en dépit des considérations quotidiennes et des désirs des riverains de l'Amou Darya, sans compter les erreurs concernant les connaissances de ces populations et de leur culture. En précisant les frontières, les Britanniques cherchaient avant tout à figer les résidents du Badakhchan dans des territoires spécifiques, rendant absolue la connexion entre la terre et les hommes⁴.

Politiquement, les territoires du Pamir abandonnés par les Afghans se trouvaient désormais formellement sous la coupe de la Russie, *via* le pouvoir de Boukhara. Du point de vue russe, l'ismaélisme suscitait la crainte : les Ismaéliens étaient perçus comme des agents

1. William HABBERTON, *op. cit.*, 1937, p. 92.

2. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

3. Benjamin D. HOPKINS, *Ruling the Savage Periphery : Frontier Governance and the Making of Modern State*, Cambridge, Harvard University Press, 2020, 279 p.

4. *Id.*, *The Making of Modern Afghanistan*, New-York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 32.

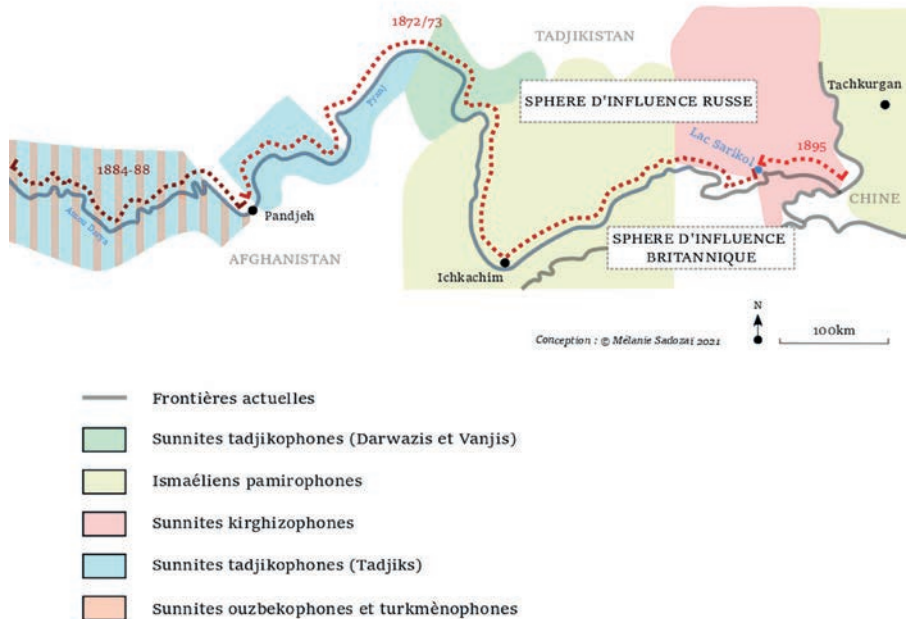


Fig. 5 — « La découpe à la hache » du Badakhchan (1872-1895).

britanniques, au motif que l'Aga Khan résidait alors à Bombay¹. Couper la communauté ismaélienne par une frontière permettait de rompre des liens potentiellement dangereux². Pour les populations ismaéliennes du Pamir, les Russes représentaient pourtant des libérateurs du joug sunnite, qu'il soit afghan ou ouzbèke, de la persécution religieuse et de l'esclavage, voire des traumatismes hérités depuis le XIV^e siècle³. L'historien du Wakhan Abdulmamad Iloliev va jusqu'à écrire que la fin du XIX^e siècle représente « l'une des périodes les plus dramatiques » de l'histoire des principautés du Pamir, prises entre les feux de la rivalité anglo-russe, de la violence des pouvoirs afghans et boukhariotes, des vellétés de la Chine des Qing et des *mir*

1. Leonid Nikolaevich KHARIUKOV, *Anglo-russkoe sopernichestvo v Tsentralnoi Azii i ismailizm [La rivalité anglo-russe en Asie centrale et l'ismaélisme]*, Moscou, Éditions de l'Université de Moscou, 1995, p. 135 (en russe).

2. Sunatullo JONBOBOEV, « Geography, Ethnicity and Cultural Heritage in Interplay in the Context of the Tajik Pamiri Identity », dans Dagikhudo DAGIEV et Carole FAUCHER, *Identity, History and Trans-Nationality in Central Asia. The Mountain Communities of Pamir*, Londres/New-York, Routledge, 2018, p. 16.

3. Voir Abdulmamad ILOLIEV, « The Mirdom of Wakhān in the Nineteenth Century : Downfall and Partition », *Working Paper*, n° 12, University of Central Asia, 2021, 24 p.

locaux¹. L'oppression exercée par l'Émirat de Boukhara était si forte que les populations ismaéliennes se plaignaient auprès des troupes russes stationnées à Khorog et à Ichkachim². Dès avril 1895, soit un mois seulement après la signature de l'accord du Pamir, des lettres témoignent également des pillages par les Afghans et des demandes d'aide à la Russie³. Les Ismaéliens du côté afghan n'échappèrent pas non plus aux persécutions. Avec la pression exercée par l'arrivée massive de Pachtounes dans le Badakhchân sous l'impulsion de Kaboul, des communautés ismaéliennes migrèrent vers le nord du Pyanj⁴. La perception de ces habitants de la périphérie dessinait donc les contours d'un contexte favorable à la mise en place d'un nouveau pouvoir centralisé sur la rive septentrionale du fleuve⁵.

Révolution et révoltes à la frontière (1918-1936)

La nouvelle du renversement du tsar en Russie serait arrivée au Pamir le 21 mars 1917, mais communiquée à la population seulement en avril⁶. L'oppression de Boukhara prit fin lorsque la révolution eut atteint les territoires de l'Émirat au mois d'août 1920⁷. Si la surveillance des frontières se réorganisa en 1918, les gardes-frontières (*pogranichniki*) étaient jusque-là massés au nord-ouest de l'Union vers Petrograd (Leningrad puis Saint-Pétersbourg), et donc absents des zones méridionales. Ce contexte de fragile sécurisation de la frontière fut favorable à l'émancipation d'un mouvement de révolte armée contre le pouvoir bolchévik, pour qui l'introduction d'un nouveau régime

1. Abdulmamad ILOLIEV, *op. cit.*, 2021, p. 5.

2. Ayder NABIEV, *op. cit.*, 1967, p. 3.

3. David STRAUB, *The Ismailis and Kirghiz of the Upper Amu Darya and Pamirs in Afghanistan : A Micro-history of Delineating International Borders*, Indiana University, Bloomington, 2013, p. 60.

4. Pierre CENTLIVRES et Micheline CENTLIVRES-DEMONT, « Frontières et phénomènes migratoires de 1880 à nos jours », dans Pierre CENTLIVRES et Micheline CENTLIVRES-DEMONT, *Et si on parlait de l'Afghanistan ? Terrains et textes 1964-1980*, Neuchâtel/Paris, Éditions de l'Institut d'ethnologie/Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1988, p. 247-274.

5. Une autre conséquence de la délimitation de la frontière en 1895 a été la fin de l'usage du persan comme langue vernaculaire des communautés ismaéliennes du Pamir.

6. Leonid Nikolaevich KHARIUKOV, *op. cit.*, 1995, p. 114.

7. Sur les débats concernant l'arrivée effective du pouvoir soviétique dans le Haut-Badakhchan, voir Rahim Masovich MASOV, « Istorioografiya Sovetskogo Badakhshana » [Historiographie du Badakhchan soviétique], dans *Ocherki po istorii Sovetskogo Badakhshana [Essais sur l'histoire du Badakhchan soviétique]*, Douchanbé, Donesh, 1985, p. 8-31 (en russe).

visant à restructurer la société se heurtait aux figures traditionnelles d'autorité locale, en particulier dans les territoires ruraux. La résistance armée des Basmatchis s'organisa, menée notamment par Enver Pacha, officier ottoman animé par des motivations panturquistes. La frontière avec l'Afghanistan représentait une ressource indispensable à la conservation du mouvement basmatchi qui pouvait se maintenir en sécurité sur le territoire afghan tout en accumulant armes et recrues. Un document du ministère de la Défense de l'URSS publié en 1981 confirme bien que les autorités soviétiques de l'époque avaient conscience de ce type de connexions transfrontalières :

Dans les régions frontalières de l'Afghanistan et du nord-est de l'Iran vivaient beaucoup d'émigrants d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et de Turkménie [sic]. Parmi eux se trouvaient beaucoup de Basmatchis qui s'y étaient réfugiés dans les années vingt [...]. Leurs actions étaient conduites par l'espionnage des pays impérialistes, notamment la Grande-Bretagne et l'Allemagne¹.

Les rives de l'Amou Darya furent durant les vingt premières années du xx^e siècle un territoire de mouvement, alors que la majorité des contacts des habitants de la frontière avec le monde extérieur échappait au contrôle soviétique. Outre les traversées de combattants basmatchis, une révolte eut lieu dans le Sheghnân afghan en 1925 poussant quelques milliers à s'échapper temporairement vers le territoire soviétique. Dans l'autre sens, de 1921 à 1928, on fuyait vers l'Afghanistan pour ne pas se soumettre à la collectivisation et aux migrations forcées des populations des montagnes vers les plaines du sud-ouest pour la production de coton. À titre d'exemple, environ 44 000 foyers, soit 206 000 personnes, émigrèrent en Afghanistan en août 1926². Quant à la rébellion basmatchie, elle fut probablement matée définitivement en 1931, après l'envoi de troupes sur l'espace frontalier septentrional par le roi d'Afghanistan Nâder Shâh (reg. 1929-1933).

Pour Moscou, sécuriser cette frontière participait de la lutte contre les influences étrangères dans les pays mitoyens, tandis qu'en Afghanistan, le roi Amânullâh (reg. 1919-1929) souhaitait garder des relations cordiales avec les Soviétiques tout en satisfaisant les élites

1. Andrey I. CHUGONOV, *Na straje sovetskikh rubejey 1929-1938, pogranichnyje voyska na straje sovetskikh rubejey* [Sur la garde des frontières soviétiques 1929-1938, les troupes frontalières sur la garde des frontières soviétiques], Moscou, ministère de la Défense de l'URSS, 1981, p. 53 (en russe).

2. Botakoz KASSYMBEKOVA, *Despites Cultures : Early Soviet Rules in Tajikistan*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2016, p. 59.

religieuses du pays. Amânullâh parvint à se rapprocher de l'URSS, qui avait été l'un des premiers États à reconnaître l'indépendance de l'Afghanistan en 1919, en allant jusqu'à signer un traité bilatéral en 1921, définissant de nouvelles modalités de démarcation de la frontière. Le texte exhorte notamment l'Union soviétique à transférer à l'Afghanistan les districts frontaliers qui appartenaient précédemment aux Afghans¹.

En février 1924, les autorités moscovites déployèrent un nouveau plan de répartition administrative des territoires de l'Union. La RSS d'Ouzbékistan fut ainsi créée au sein de laquelle se trouvait la République autonome du Tadjikistan, avant que cette dernière ne devienne indépendante en 1929². Cette même année vit la création de la province (en russe : *oblast'*) autonome du Haut-Badakhchan, anciennement région indépendante. Depuis cette date, la province est connue sous ses noms russe et tadjik, ainsi que par leurs acronymes respectifs, GBAO et VMKB. Les Soviétiques appliquèrent la même politique de découpage interne de l'URSS à la région du Pamir. De nouvelles entités furent créées au sein de celles déjà existantes et le Haut-Badakhchan comprenait alors les six districts suivants : Shoughnon, Rouchan, Bartang, Ichkachim, Wakhon et Mourghab. Vanj et Darwoz appartenaient à l'*oblast* de Gharm, jusque dans les années 1930.

Le nouveau pouvoir soviétique tenait à utiliser la frontière avec l'Afghanistan pour asseoir sa souveraineté sur les confins méridionaux de l'Union, en tentant également de répandre le modèle socialiste par-delà l'Amou Darya. Rendre le centre présent à la périphérie passait par une stratégie économique. Les instances soviétiques avaient ainsi créé le système de provision de Moscou (*moskovskoe obespechenie*³), qui assurait l'envoi de denrées dans des zones identifiées comme éloignées physiquement. Les habitants de la frontière virent alors leur quotidien changer : les anciennes pratiques spatiales

1. COMMISSION NATIONALE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'URSS, *Sbornik deystvuyushchikh dogovorov, soglasheniy i konvetsiy, zaklyuchennykh s inostrannymi gosudarstvami* [Compilation des traités, accords et conventions existants conclus avec des pays étrangers], Moscou, 1928, p. 11 (en russe). Le texte ne précise pas les territoires en question.

2. Sur la création de la RSS du Tadjikistan du point de vue tadjik, voir Rahim Masovich MASOV, *Tadjhiki : istoriya natsional'noy tragedii* [Les Tadjiks : histoire d'une tragédie nationale], Douchanbé, Irfon, 2008, 535 p. (en russe).

3. Voir Till MOSTOWLANSKY, « Development Institutions and Religious Networks in the Pamirian Borderlands », dans Alexander HORSTMANN, Martin SAXER et Alessandro RIPPA, *Routledge Handbook of Asian Borderlands*, Londres/New-York, Routledge, 2018, p. 385-395.

« transfleuve » se réorganisèrent à 180°, vers le reste de la RSS du Tadjikistan, voire de l'URSS. Progressivement, par-delà l'Amou Darya se dessinait l'« outre-frontière » qui prit une trajectoire historique, sociale et politique opposée.

Le destin de l'« outre-frontière » se caractérisait aussi par l'intégration des Ismaéliens dans de nouveaux ensembles politiques. Les Ismaéliens du Pamir, répartis entre l'URSS, la Chine, l'Afghanistan et le nord des Indes britanniques perdirent progressivement les contacts qu'ils étaient parvenus à préserver malgré tous les troubles sociopolitiques de la région. Bien avant l'arrivée d'administrations européennes, la vie religieuse dans le Badakhchan historique était dirigée par les réseaux des chefs appelés *pir*, assistés par les *khalifa*. Les *pir* régissaient quasiment tous les aspects de la vie des fidèles et formaient des alliances avec les autorités politiques (*mir*) afin de contrôler eux-mêmes certaines localités, brouillant les codes de gouvernance entre politique et religion¹. Ils faisaient fi des frontières administratives au cours des différentes périodes historiques : un *pir* à Sarikol ou à Chitral aux extrémités orientales du Pamir, pouvait avoir des fidèles dans le Badakhchan. Ils étaient aussi les interlocuteurs entre les fidèles et l'imamat², remettant l'impôt religieux (*zakat*) à ce dernier et rapportant les ordres et règles nouvelles (*farman*) aux fidèles. Conscients initialement du mécontentement des musulmans envers les politiques tsaristes à l'encontre de l'islam, les Soviétiques se montraient moins agressifs avec les autorités religieuses des populations montagnardes³. Mais l'athéisme militant du début de la période stalinienne força la majorité des *pir* à traverser le fleuve. En effet, en Afghanistan, à partir de la fin du règne d'Abdur Rahmân en 1901, les Ismaéliens eurent davantage de latitude dans leurs pratiques religieuses que leurs voisins soviétiques. Le dernier contact entre l'Imam et ses fidèles en Union soviétique daterait de 1923, date de la dernière visite de l'un de ses émissaires dans le Pamir⁴.

Chaque frontière externe de l'URSS possédait ses propres singularités, mais dès les années 1920, elles représentaient toutes une source d'instabilité. La crainte que la frontière avec l'Afghanistan ne

1. Sultonbek AKSAKOLOV, « Responding to Atheist State Policy and Practicing Religion : the Ismailis of Soviet Badakhshan », *Central Asian Survey*, 2024, p. 1-17.

2. Le terme « imamat » renvoie d'une part au bureau de l'Imam, mais aussi à sa fonction et son autorité spirituelles.

3. Frank BLISS, *op. cit.*, 2006, p. 75.

4. Farhad DAFTARY, *The Ismailis : Their History and Doctrines, Second Edition*, Cambridge/New-York/Melbourne [etc.], Cambridge University Press, 2007, p. 495.

devienne totalement hors de contrôle fut à l'origine de décisions qui amenèrent, progressivement, à une gestion renforcée. Dans la perspective bolchévique, les frontières servaient une double fonction. Fermées, elles représentaient le symbole de la résistance au capitalisme et à la bourgeoisie internationale ; ouvertes, elles étaient des instruments au service de l'idéologie. En 1934, l'institutionnalisation du concept soviétique de « zone frontalière » (*pogranichnaya zona*) se matérialisa le long de l'Amou Darya dans sa forme la plus extrême, celle de la « zone interdite » (*zapretnaya zona*). La zone interdite était :

[...] clôturée et équipée de dispositifs techniques et d'ingénierie (bande de surveillance labourée, panneaux d'avertissement et de démarcation, signaux, etc.) dont les autorités interdis[aient] l'accès à tout étranger et dans laquelle il [était] interdit de faire quoi que ce soit (prendre des photos, pêcher, cueillir des baies, etc.¹).

Progressivement, toutes les régions frontalières du Tadjikistan prirent le statut de « zones interdites ». Seule la région de Mourghab avait obtenu celui de « seconde zone ».

La frontière à l'épreuve des guerres (1936-1997)

En plus d'une politique interne visant à sécuriser l'espace frontalier sur la rive septentrionale du fleuve, la diplomatie à l'œuvre en Afghanistan servait à disposer d'une influence, ou d'une « amitié », auprès des dirigeants du pays illustrée par le traité d'amitié de 1921. La précision de la démarcation de la frontière voulue par les Afghans se reflète d'ailleurs bien dans la description d'un ministre afghan, envoyé en mission dans la région en 1922 :

La rivière Pandj [*sic*] forme la frontière entre la Russie et l'Afghanistan dans la vallée du Wâkhân depuis Qal'a-ye Pandja jusqu'à la fin de Darwâz et plus loin jusqu'à la région de Mazâr-e Sharif et au-delà, de sorte que dans les vallées de Ghârân, de Wâkhân, de Sheghnân et du Darwâz les villages de ce côté de la rivière sont rattachés à l'Afghanistan et ceux qui sont situés de l'autre côté à la Russie².

Toutefois, les traversées de la frontière jusqu'au début des années 1930 démontraient que l'idéal de la société des frontières voulue par l'État soviétique se heurtait à la méfiance des communautés locales, éloignées du centre, et encore tournées vers l'outre-frontière.

1. Vasily MITROKHIN (éd.), *KGB Lexicon : The Soviet Intelligence Officers Handbook*, Londres, Frank Cass, 2002, p. 211.

2. Mawlawi Borhân al-din Khân KOSHKAKI, *op. cit.*, 1979, p. 158.

Comment structurer une société des frontières qui servirait de tremplin pour diffuser le message idéologique par-delà l'Amou Darya, dans un contexte où la collectivisation créait des mouvements de populations et où la frontière était sujette à des traversées, dans les deux sens, qui échappaient au contrôle des gardes-frontières ? Dans un pays comme l'Union soviétique, les frontières se trouvaient à une distance particulièrement importante du centre ; ainsi, les communautés frontalières pouvaient être moins à même d'affirmer leur adhésion au système socialiste. La police secrète semblait avoir failli au Tadjikistan, conduisant à la fermeture officielle de la frontière en 1936. La suspicion de l'implication de gouvernements extérieurs et de la contamination idéologique se traduisait par l'interdiction de tout contact transfrontalier entre l'Afghanistan et l'Asie centrale soviétique. Tout passage de frontière externe pouvait désormais engendrer une arrestation au motif d'appartenance à un service de renseignement étranger.

Paradoxalement, malgré la fermeture de la frontière, les relations entre Moscou et Kaboul connurent un renouveau à la faveur de l'arrivée au pouvoir du roi Zâher Shâh (reg. 1933-1973). Accords commerciaux et visites diplomatiques bilatérales se multiplièrent. Les relations avec l'Afghanistan devaient servir de modèle pour la politique étrangère de l'URSS envers d'autres pays en développement¹. Il devenait donc nécessaire de définir un régime frontalier solide qui puisse témoigner de liens sereins avec le gouvernement afghan, tout en assurant une sécurité optimale de la frontière. En 1946, un nouveau traité de délimitation de la frontière compléta l'accord de 1895, avant qu'un texte plus abouti ne soit signé en 1958, détaillant les droits et les devoirs des parties concernant l'Amou Darya. Bien plus qu'un traité de délimitation, le texte de 1958 rendit clandestins les contacts historiques entre les riverains du Pyanj.

Progressivement, les liens balbutiants qui se maintenaient entre les deux rives ne se manifestaient plus. Les plateformes du commerce régional qu'étaient Khorog, Mourghab et Tachkurgan et qui symbolisaient des lieux d'interactions entre les populations du Pamir et les étrangers, subirent la fermeture de la frontière avec l'Afghanistan en 1936 et avec la Chine en 1949. Face à la disparition de ces opportunités économiques, les populations de la frontière développèrent des stratégies de survie. En particulier, l'opium était un produit qui

1. Voir Andrei DÖRRE et Tobias KRAUDZUN, « Persistence and change in Soviet and Russian relations with Afghanistan », *Central Asian Survey*, vol. 31, n° 4, 2012, p. 425-443.

transitait par le fleuve, alors que son usage et son trafic étaient sévèrement réprimés en URSS. Toutefois, les gardes-frontières semblaient plus souples et les réseaux de coopération, quand la frontière était fermée, incluaient les troupes soviétiques, les fonctionnaires du Parti au Tadjikistan, les chefs de clan au Tadjikistan, et différentes figures d'autorité traditionnelle en Afghanistan¹. Aujourd'hui, la mémoire d'une période de séparation demeure bien présente tant elle rompit les liens familiaux transfrontaliers. Vardo et Almira racontent la décision brutale de la fermeture de 1936 :

Ce qui est triste c'est que ça a divisé des proches, ma mère le mentionnait dans son récit, l'une de ses tantes, elle était mariée à quelqu'un du côté afghan mais quand elle est venue rendre visite à ses parents, c'est arrivé, et ils n'ont pas été autorisés à rentrer, donc elle a dû se remarier du côté du Tadjikistan. C'est triste, pas seulement les proches mais la famille séparée. Dans son cas, elle était venue avec sa fille donc le père et la fille ont été séparés [...]. Ils se sont réveillés un jour et c'était fermé. C'est pour ça qu'ils n'ont pas eu l'opportunité de rentrer².

Les bouleversements au Tadjikistan influencèrent tout particulièrement les solidarités religieuses dans le Badakhchan mais eurent aussi raison des pratiques des croyants. La frontière représentait une ressource importante pour les fidèles dans leur relation avec l'imamat. Dans le contexte de suspicion de la période stalinienne, les autorités soviétiques adoptèrent une position répressive à l'encontre des figures et des pratiques religieuses. Les *pir* les plus influents, qu'ils soient loyaux envers le Parti ou non, étaient neutralisés, tandis que les autres fuyaient en Afghanistan. La politique soviétique à l'encontre de la religion ne s'assouplit qu'à la faveur de la seconde guerre mondiale, alors que le besoin de mobilisation au sein de l'Armée rouge se faisait criant.

Au niveau international, les autorités soviétiques échouèrent à faire de l'Afghanistan un pays socialiste, jusqu'à la chute de la monarchie en 1973 provoquée par le coup d'état de Sardâr Mohammed Dâoud, ancien Premier ministre de Zâher Shâh, suivi par l'intervention de l'Armée rouge de 1979 à 1989. Au niveau local, durant les dix années de guerre entre Afghans et Soviétiques, la frontière a été fortement mobilisée et régulièrement traversée, faisant voler en éclat son verrouillage initié en 1936. Ce sont notamment les ponts sur l'Amou Darya qui jouèrent un rôle essentiel. Dans le Badakhchan,

1. Charles SHAW, *op. cit.*, 2011.

2. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

ceux d'Ichkachim et de Langar ont permis aux troupes soviétiques de traverser le fleuve et de pénétrer en Afghanistan, tout en assurant le ravitaillement depuis l'Union soviétique pour le contrôle de la province¹. Ils représentaient une certaine forme de « amitié » entre Moscou et de Kaboul, comme aurait pu le laisser entendre le nom du « pont de l'amitié » donné à celui de Termez/Hairatân — sur la frontière entre l'actuel Ouzbékistan et l'Afghanistan, achevé en 1982 et à travers lequel les troupes soviétiques se retirèrent en 1989.

Les récits *a posteriori* des gardes-frontières soviétiques engagés en Afghanistan démontrent que la frontière marquait la fin d'un univers et le début d'un autre, la séparation de deux cadres spatio-temporels délimités par un fleuve². Alors que les témoignages des soldats de l'Armée rouge foisonnent, on lit encore peu de récits des civils, en particulier de ceux de la frontière. Le quotidien des communautés frontalières sous un régime de frontière scellée était désormais marqué de nouvelles traversées. Quelques réfugiés afghans parvenaient à franchir le fleuve, dont environ six cents au mois de juin 1980. Des formes de solidarité apparaissaient à travers des échanges de biens, comme le raconte Farzona, à Khorog :

Quand [mes parents] échangeaient de la nourriture et des bijoux, il y avait une partie de la rivière Ghunt qui était plus étroite, alors ils mettaient les choses dans un sac plastique et les jetaient depuis ce côté. [...] Ils aidaient les Afghans avec de la nourriture, avec leurs blessures [...] un Afghan s'est retrouvé dans leur jardin, il était blessé, il se cachait là et ils l'ont aidé, c'était un adolescent³.

Par ailleurs, de la même façon que les Soviétiques tentaient d'exporter le socialisme par-delà l'Amou Darya, les mouvements islamistes afghans voyaient une ressource dans cette frontière qui offrait l'opportunité de transmettre l'islam politique au Tadjikistan. Textes, Corans et missionnaires traversaient le fleuve, soutenus par les services de renseignements pakistanais et la CIA⁴. Dans le Pamir, les Ismaéliens n'étaient toutefois pas réceptifs aux messages portés par ces formations politiques islamistes mais se trouvaient confrontés à des luttes de factions entre mouvements locaux.

1. Hermann KREUTZMANN, « The Significance of Geopolitical Issues for Internal Development and Intervention in Mountainous Areas of Crossroads Asia », *CROSSROADS ASIA Working Paper Series*, vol. 7, 2013, p. 15.

2. Mark BUSER et Gail Ann BROADHEAD, *Afghanistan Weighs Heavy on my Heart : The Reminiscences and Diaries of Soviet Soldiers Who Fought in Afghanistan*, New Delhi, Lancer International, 1992, p. 166.

3. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

4. Zahîr TANÎN et Guissou JAHANGIRI, « Vu d'Afghanistan — L'influence des bouleversements afghans sur le devenir du Tadjikistan », *Cemoti*, vol. 18, n° 1, 1994, p. 161.

En 1999, un général soviétique introduisait son ouvrage sur la guerre en Afghanistan en décrivant la frontière comme étant passée d'une relative stabilité à une « ligne brûlante » (« *goryashchaya cherta*¹ »). Cette expression saisit bien l'idée selon laquelle cette frontière a été le premier point de rencontre entre les groupes d'opposition du côté afghan et l'Armée rouge. L'importance de cette guerre dans l'histoire de l'URSS et dans celle de l'Afghanistan doit être rappelée : non seulement elle constitua la première opération militaire soviétique majeure depuis la seconde guerre mondiale, mais elle précipita également la fin de l'Union soviétique et de la guerre froide, transformant l'Afghanistan en un champ de bataille pour les quatre décennies suivantes. Après le retrait des troupes de l'Armée rouge en décembre 1989, le pays sombra dans des luttes intestines, alors que de l'autre côté de l'Amou Darya, on annonçait la chute de l'URSS en 1991.

En 1990, Vladimir Kryuchkov, chef du Comité pour la sécurité de l'État (KGB), déclara la fin du régime de « zone frontalière » sur les frontières internes socialistes et sa réduction sur toutes les autres². Avec cette ouverture progressive, des liens transfrontaliers furent tissés puis utilisés par les Tadjikistanais durant la décennie suivante pour s'échapper en Afghanistan, ou y séjourner temporairement, alors que la guerre civile plongeait le Tadjikistan dans la violence armée et de masse. L'historiographie sur cet épisode crucial est encore maigre, tant le sujet demeure sensible et les témoignages peu nombreux. Il est toutefois certain que la disproportion du développement économique dans le pays et la domination des élites du nord de la RSS du Tadjikistan sur l'appareil du pouvoir avec le soutien de Moscou³, sur fond de luttes politiques internes, alimentèrent tensions et frustrations sociales. Les manifestations pacifiques des citoyens prirent rapidement un ton antigouvernemental, tandis que des groupuscules armés s'organisaient. Après la déclaration d'indépendance du 9 septembre 1991, le pays entra dans une crise politique, voyant se succéder des présidents éphémères et les manifestations gagner en ampleur jusqu'à déboucher sur la violence armée au printemps 1992.

1. Boris I. GRIBANOV (éd.), *Po obe storon̄y granitc̄y (Afganistan, 1979-1989) [Des deux côtés de la frontière (Afghanistan, 1979-1989)]*, Moscou, Granitsa, 1999, p. 5 (en russe).

2. Andrea M. CHANDLER, *Institutions of Isolation : Border Controls in the Soviet Union and its Successor States, 1917-1993*, Montréal/Londres, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 93.

3. Voir Isaac McKean SCARBOROUGH, *Moscow's Heavy Shadow : The Violent Collapse of the USSR*, Ithaca/Londres, Cornell University Press, 2023, 294 p.

Emomali Rahmon(ov)¹, originaire de Koulob, prit la tête du nouveau gouvernement et du pays en novembre 1992. Les principaux postes à responsabilités furent confiés à des Koulobis, issus du sud-ouest du pays, et à des Leninobodis, originaires du nord — ces derniers détenant une grande partie du pouvoir économique. Simultanément, des milices paramilitaires prirent le contrôle de Douchanbé et lancèrent des campagnes de « nettoyage ethnique² » à l'encontre des Pamiris, dont beaucoup s'échappèrent en Afghanistan. En 1996, 18 000 Tadjikistanais avaient fui en Afghanistan³. Par comparaison, entre 70 000 et 100 000 personnes ont été tuées pendant les cinq ans de la guerre⁴.

La guerre civile au Tadjikistan vit s'opposer plusieurs groupes, non pas sur des fondements ethniques ou idéologiques mais pour des raisons bien plus complexes, reposant sur une logique de « territorialisation⁵ » des clivages politiques. L'Opposition tadjike unie (OTU) fut créée officiellement en 1994 sur la base de partis représentant la coalition dite « islamo-démocrate », et regroupait notamment le Lal-i Badakhchan, Rastokhez et le Parti de la Renaissance islamique (PRI), entre autres⁶. Ces mouvements comprenaient des élites de la vallée de Gharm et du Haut-Badakhchan, alliées contre celles du nord et du sud-ouest du pays, fortement représentées au sein des organes du pouvoir.

La lutte pour le pouvoir a d'abord opposé les élites de Douchanbé, avant de se propager vers les citoyens ordinaires à travers le pays. Les premières ont pratiqué une « activation de réseaux⁷ », sollici-

1. En 2007, le président tadjikistanais fit tomber la terminaison de nom classique en russe « -ov ». Pour les mentions antérieures, on écrira ainsi « Rahmon(ov) ».

2. Shirin AKINER, *Tajikistan : Disintegration or Reconciliation ?*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 2001, p. 39.

3. Olivier FERRANDO, *La question minoritaire en Asie centrale. Construction nationale, mobilisations ethniques et stratégies identitaires dans la vallée de Ferghana (1989-2010)*, Paris, Éditions Petra, 2023, p. 93.

4. Idil Tunçer KILAVUZ, « The Role of Networks in Tajikistan's Civil War : Network Activation and Violence Specialists », *Nationalities Papers*, vol. 37, n° 5, 2009, p. 694.

5. Stéphane DUDOIGNON, « Une segmentation peut en cacher une autre : régionalismes et clivages politico-économiques au Tadjikistan », *Cemoti*, n° 18, 1994, p. 80. Voir également l'étude des récits autobiographiques d'acteurs clés de la guerre civile dans Tim EPKENHANS, *The Origins of the Civil War in Tajikistan : Nationalism, Islamism and Violent Conflict in Post-Soviet Space*, Lanham et al., Lexington Books, 2016, 401 p.

6. En revanche, l'ancien appareil sécuritaire était composé d'une forte majorité de Pamiris, dont le ministre de l'Intérieur Muhammad Ayâz Nawdjuvânov, jusqu'à sa démission en septembre 1991.

7. Idil Tunçer KILAVUZ, *op. cit.*, 2009.

tant le soutien d'individus avec lesquels elles étaient connectées, que ce soit par origine géographique ou appartenance professionnelle. Les patrons de kolkhozes et d'usines ont utilisé leur position pour rallier les paysans (*kolkhoznik*) à leur cause. Les connexions religieuses, commerciales ou matrimoniales ont également joué un rôle crucial. Par exemple, la majorité des mollahs koulobis ont soutenu le camp des « communistes¹ ». Dans le cas des Pamiris, les kolkhozes constituèrent des groupes de solidarité à part entière, comme ceux des rassemblements des partis politiques Lal-i Badakhchan et Nasir Khosraw à Kabadyan, au sud-ouest du Tadjikistan, dans un environnement ouzbek², si bien que les fermes collectives étaient des « lignes de front³ ».

Parallèlement à une montée en puissance de la violence politique entre janvier et mai 1992 au Tadjikistan, en Afghanistan, les vainqueurs de la guerre contre les Soviétiques s'affrontaient au sein d'une nouvelle coalition, dans un scénario de violence qui caractérisa aussi les années 1990 de guerre civile. En 1994, un nouvel acteur émergea, les Taliban, prenant le contrôle de Kaboul en 1996 avant de conquérir des régions du nord de l'Afghanistan à l'été 1998, mais n'atteignant jamais la frontière dans le Badakhchan. La prise de Kaboul par ce groupe politique eut pour conséquence directe de simplifier le marché de l'armement à la frontière, désormais parfaitement perméable.

L'opposition au gouvernement tadjikistanais reçut un soutien en Afghanistan, d'où furent lancées des offensives mettant à mal la souveraineté de Douchanbé sur son front méridional. À l'apogée des violences en 1992 et 1993, la zone frontalière servait de foyer pour des incursions violentes, de trafic de matériel militaire et de base arrière pour l'OTU⁴. Face à la défaite au Tadjikistan, les groupes armés d'opposition trouvèrent en Afghanistan un refuge où se réorganiser, en faisant la principale zone d'approvisionnement de l'opposition.

1. Olivier ROY, « Tadjikistan : structures d'un conflit », *Cemoti*, n° 19, 1995, p. 445-452.

2. *Id.*, « Violences ethniques et conflits idéologiques en Asie centrale », dans Baudoin DUPRET, *Le phénomène de la violence politique : perspectives comparatistes et paradigme égyptien*, Le Caire, CEDEJ, 1994, p. 113-120.

3. John HEATHERSHAW, *op. cit.*, 2009, p. 75.

4. La situation s'était déjà tout de même dégradée avant. En 1990, les gardes-frontières à la frontière entre l'URSS et l'Afghanistan auraient empêché 113 « attaques hostiles ». Voir Vladimir V. TERESHCHENKO, « Samaya effektivnaya okrujnaya pograničnaya sistema (1960-1990 gg.) [Le système d'environnement frontalier le plus efficace (années 1960-1990)] », *Vestnik Tomskogo Gosudarstvennogo Universiteta*, vol. 5, n° 121, 2013, p. 226-234 (en russe).

Peu de combats eurent lieu dans le Haut-Badakhchan, mais il fut coupé du reste du pays, donnant lieu à une famine généralisée¹. En effet, en réponse à la déclaration d'indépendance de la province formulée par le Lal-i Badakhchan, le pouvoir central y imposa un blocus entre décembre 1992 et septembre 1993. Après quelques décennies d'ouverture vers l'extérieur permise par l'intégration au sein d'un empire puis de l'Union soviétique, le Pamir tadjikistanais connut un retour à l'isolement et à la paupérisation de sa population. C'est dans ce contexte que l'Aga Khan IV entama des actions humanitaires dès 1993, assurant un approvisionnement en denrées alimentaires, dont on se souvient encore aujourd'hui dans le Haut-Badakhchan : l'Imam a pris un statut de sauveur, mettant un terme à la famine et posant les jalons des activités de ses organes de développement. La guerre civile au Tadjikistan prit fin en 1997 et les premiers projets de coopération transfrontalière avec l'Afghanistan virent le jour au début des années 2000. La frontière s'est ainsi davantage internationalisée, moins de dix ans après sa réouverture, motivée par le soutien d'une figure religieuse à la tête d'une organisation philanthropique prônant les liens transnationaux entre Ismaéliens.

L'épisode de la guerre civile au Tadjikistan représente un tournant dans l'histoire de la frontière avec l'Afghanistan, bien au-delà des activités qui s'y déroulèrent. Les communautés des rives du Pyanj, autrefois soviétiques et séparées de leurs voisins par soixante-dix ans d'isolement, renouaient progressivement avec l'outre-frontière, désormais marqué par un contexte sociopolitique radicalement différent. L'« espace frontalier orienté à 180° » est ainsi devenu « un territoire transfrontalier orienté à 360°² ».

1. Le Haut-Badakhchan avait été brièvement attaqué en 1991, à la suite des bombardements de la vallée de Gharm. Des milliers de Gharmis trouvèrent ensuite refuge dans la province autonome.

2. Olivier DENERT et Harold HUREL, « De l'espace frontalier au territoire transfrontalier », *Labyrinthe*, n° 6, 2000, p. 143.

Chapitre II

Les réseaux d'autorité dans le Badakhchan

Collaborations et collisions à la frontière

Le gouvernement est partout, la corruption est partout. Par exemple, il y a de moins en moins de toxicomanes parce qu'aujourd'hui, c'est très difficile de trouver de la drogue à Khorog.

Pourquoi ? La drogue vient pourtant d'en face [d'Afghanistan].

C'est beaucoup trop risqué. Le gouvernement confisque tout. Si tu te fais attraper, soit tu négocies et tu pars libre mais sans la drogue parce que le gouvernement va la revendre à ta place, soit tu vas en prison. Le plus grand baron de la drogue à Ichkachim avait quatre ou cinq Jeep qui valent chacune cinquante mille dollars et d'autres encore à Douchanbé. Il s'est fait prendre. Ses complices ont eu douze et quinze ans de prison et lui deux ans et demi ! Parce qu'il a négocié et corrompu le gouvernement.

Donc on peut toujours négocier et coopérer avec le gouvernement ?

Oui. C'est la corruption, la corruption est partout¹.

L'État central dans le Haut-Badakhchan. Gouverner loin de Douchanbé

Quand Iskandar et Sohrob, deux jeunes hommes de Khorog, évoquent les pratiques des gardes-frontières dans cet extrait d'entretien, ils reflètent un sentiment largement partagé au sein de la société civile du Haut-Badakhchan : un rejet manifeste des autorités centrales, perçues comme corrompues et embourbées dans l'économie de la drogue. Face à cette situation, la société locale transfère sa loyauté vers d'autres figures d'autorité, s'identifiant de moins en moins aux politiques gouvernementales et se laissant « plutôt guider par de

1. Iskandar et Sohrob, entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

nouvelles formes de solidarité extra-territoriales se substituant à l'allégeance citoyenne¹ ». Par sa position en marge du pouvoir étatique, la région frontalière avec l'Afghanistan dans le Haut-Badakhchan dispose d'une organisation du pouvoir qui diffère de celle de l'espace politique national. Les conditions administratives dans lesquelles la province évolue nous éclairent sur la méfiance qu'ont les habitants envers le pouvoir central, qui trouve son origine dans la spécificité de ce territoire au sein du Tadjikistan : celle d'une autonomie ancrée dans une profondeur historique qui a résisté jusqu'à la fin du XIX^e siècle à la centralisation mais qui est aujourd'hui désavouée.

Au Tadjikistan, une répartition du pouvoir centralisée

Le Tadjikistan est divisé en cinq grands ensembles administratifs (figure 6) : Douchanbé (*Dushanbe*), les districts de subordination républicaine (DSR) (*Nohiyahoi tobei jumhuri*), la province de Sughd (*Viloyati Sughd*), la province de Khatlon (*Viloyati Khatlon*) et la province autonome du Haut-Badakhchan (VMKB) (*Viloyati Mukh-tori Kūhistoni Badakhshon*). Chacune de ces entités est sous-divisée en districts ruraux (*nohiyahoi dehavi*) et urbains (*nohiyahoi shahri*²). Les districts comprennent des groupements de villages (*jamoatho*), dans lesquels se trouvent les villages (*qishloqho*), qui sont eux-mêmes divisés en quartiers ou communautés locales (*mahallaho*) (figure 7).

Les provinces ont toutes une capitale administrative, et les DSR sont gouvernés directement par Douchanbé. Le Haut-Badakhchan jouit du seul statut de province autonome. Celle-ci comprend sept districts : Darwoz, Vanj, Rouchan, Shoughnon, Roshtqala, Ichkachim et Mourghab (figure 8). Conformément à l'article 49 de la Constitution de la République du Tadjikistan, les représentants des provinces siègent à l'Assemblée nationale (*Majlisi Milli*), qui est l'une des deux chambres du Parlement tadjikistanais (*Majlisi Olii*) et la plus haute instance législative du pays, l'autre organe clé étant la Chambre des représentants (*Majlisi Namoyendagon*).

1. Dario BATTISTELLA, Jérémie CORNUT et Élie BARANETS, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, p. 228.

2. En russe, le terme *rayon* est utilisé pour définir les districts, mais dans l'usage commun en tadjik ou dans les langues pamiries, il renvoie souvent au centre administratif d'un district ou d'une vallée.

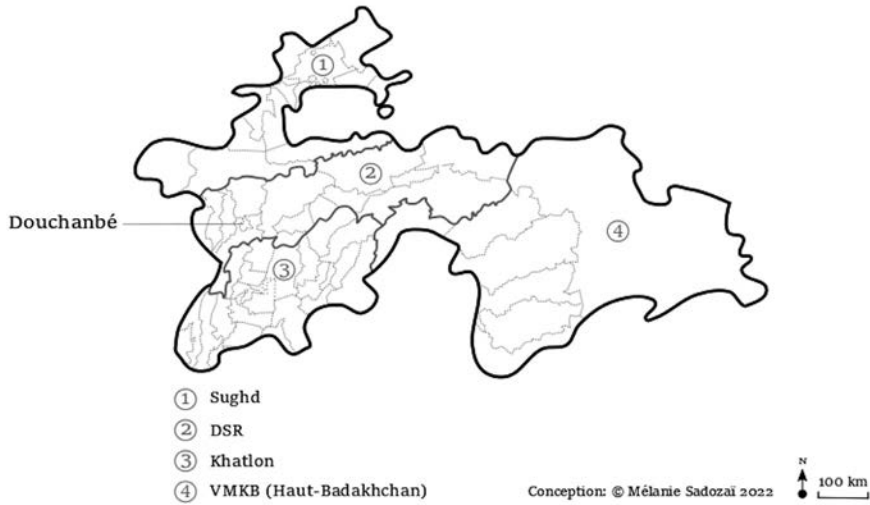


Fig. 6 — Les provinces du Tadjikistan.

Douchanbé | DSR | Province
 Dushanbe | NTJ | Viloyat

District
 Nohiya

District rural
Nohiyai dehavi

District urbain
Nohiyai shahri

Groupement de villages
 Jamoat

Village
 Qishloq

Quartier/Communauté
 Mahalla

Conception : © Mélanie Sadozai 2020

Fig. 7 — Le système administratif territorial au Tadjikistan.

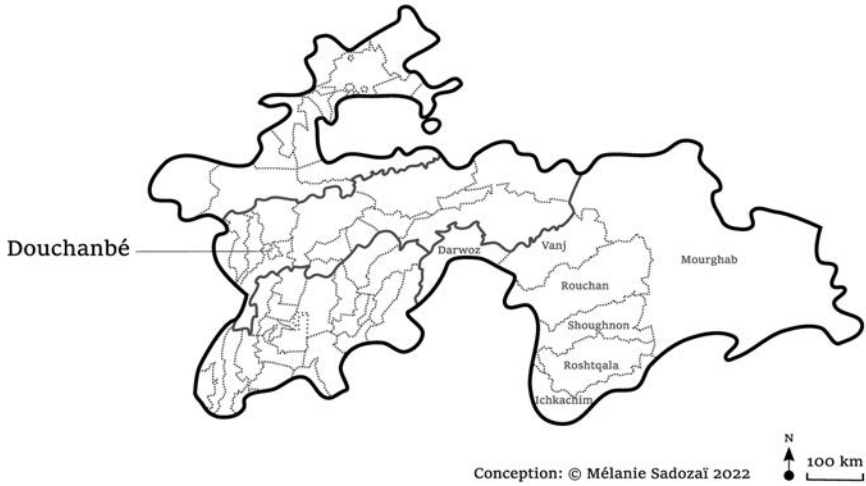


Fig. 8 — Les districts du Haut-Badakhchan.

Au niveau local, l'influence du gouvernement central semble moindre que dans les plus grands ensembles administratifs. Toute activité émanant des citoyens et au-dessous du niveau des *jamoat* n'est pas couverte par la législation¹. Par exemple, les décisions prises au sein d'une *mahalla* ne suivent pas de schéma officiel propre aux niveaux de gouvernance provincial ou national et la législation n'en tient pas compte. Les décisions sont prises selon un vote ouvert lors de comités supervisés par un chef élu, le *rais* (*raisi mahalla*). Bien plus qu'une unité administrative, elle est avant tout une véritable communauté. La *mahalla* correspond ainsi à une structure de réseaux sociaux où s'organisent les cérémonies traditionnelles comme les circoncisions, les mariages et les funérailles, ainsi que la collecte d'impôts au nom du gouvernement et la résolution de conflits domestiques et locaux².

Aujourd'hui dans le Haut-Badakhchan, malgré des semblants d'autonomie locale en termes de gouvernance tels que décrits ici, l'autorité centrale n'y est pas totalement absente. L'autorité d'une *jamoat* est nommée par le représentant du gouvernement central situé au niveau

1. Kamoludin ABDULLAEV, « Current Local Government Policy Situation in Tajikistan », dans Luigi DE MARTINO, *Tajikistan at a Crossroad : the Politics of Decentralization*, Genève, Cibera, 2004, p. 8-16.

2. Richard FOLTZ, *op. cit.*, 2019, p. 125-126. Voir également Saidbek GOZIEV, *Mahalla — Traditional Institution in Tajikistan and Civil Society in the West*, New-York, Peter Lang, 2015, 186 p.

des *nohiya*, et les chefs des *mahalla* peuvent aussi collaborer étroitement avec les représentants officiels de l'État, dont ils reçoivent par ailleurs un salaire. Les chefs de *mahalla* et de *jamoat* sont aussi appelés *rais*. Pendant la guerre civile, par exemple, les *rais* étaient chargés de la distribution de l'aide alimentaire.

Dans les provinces, le pouvoir exécutif est incarné par un gouverneur, nommé par le président de la République, tout comme les représentants des districts et des villes, soulignant l'important degré de pénétration du pouvoir central sur l'intégralité du territoire national. Cette organisation « en étages » montre l'infiltration des élites fidèles au gouvernement central à quasiment tous les échelons administratifs. Dans le Haut-Badakhchan, au niveau des *mahalla*, les chefs locaux pouvaient aussi, jusqu'en 2022, collaborer avec Douchanbé, tolérer les mesures imposées par le gouvernement ou négocier avec lui. Devenant trop puissants aux yeux de l'appareil central, au mois de mai de cette année-là, les derniers de ces chefs ont été neutralisés. Plus d'une décennie d'opposition, sur laquelle nous reviendrons, entre ces représentants de la société civile et l'administration tadjikistanaise ont eu raison d'une poignée de figures d'autorité locale qui parvenaient à maintenir la justice et la cohésion sociale dans la province.

Le système actuel s'est formé à l'issue de la guerre civile et des accords de paix de 1997. Il a vu s'affirmer un certain nombre de décideurs influents dans l'arène décisionnelle. Cette « élite » de l'État central s'est placée au-dessus de la population. Pendant la plus grande partie de la période soviétique, les clans dominants au Tadjikistan provenaient de trois régions : Khodjent (alors nommée Léninobod), Bokhtar (alors Qurgan Teppe) et Kulob, excluant mécaniquement les Pamiris. Néanmoins, vers la fin de l'ère soviétique, ces derniers jouissaient de positions importantes dans les corps d'État, dont l'armée, et ont réintégré des rangs militaires en 1997 sans avoir été considérés véritablement comme une élite¹. Au Tadjikistan, l'élite au pouvoir se définit comme ce groupe de décideurs politiques ayant une prééminence décisive sur les autres élites sociales et spécialisées. Elle détient le pouvoir politique, contrôle les ressources économiques et considère les aspects personnels et familiaux comme ayant une importance politique².

Depuis sa création en tant que République en 1929, le Tadjikistan a toujours connu une société polarisée par une division à deux niveaux :

1. Frank BLISS, *op. cit.*, 2006, p. 581-584.

2. John HEATHERSHAW, 2009, *Post-Conflict Tajikistan. The Politics of Peacebuilding and the Emergence of Legitimate Order*, Londres/New-York, Routledge, p. 61.

celui des élites et celui des non élites, polarisation davantage marquée dans les campagnes. Appartenir à cette couche minoritaire dépend surtout du népotisme et du degré de fidélité au gouvernement central. Arrivés jeunes au pouvoir, autour de 40 ans, les représentants les plus âgés de l'élite d'aujourd'hui sont les anciens de la *nomenklatura* d'hier.

Les « nouvelles élites » de Douchanbé, descendants directs ou indirects des anciens dirigeants, occupent désormais des postes influents au sein de l'administration publique. Ils résident dans les quartiers les plus modernes des grandes villes, à proximité des centres de pouvoir. Ces privilégiés, issus des classes aisées, forment une jeunesse dorée, soutenue par des ressources financières substantielles souvent héritées de leurs parents. Préférant le russe ou l'anglais au tadjik, ils se mêlent aux expatriés et affichent sans complexe leur consommation de drogues et d'alcool, tant dans les lieux publics que privés.

Malgré le maintien d'un régime autoritaire, ces jeunes se dissimulent de moins en moins, allant jusqu'à revendiquer une « contestation passive » dans un pays où l'opposition politique est quasi inexistante. Cette génération, privée des liens étroits avec Moscou, dépend davantage des réseaux internes, rendant incertaine leur pérennité au sein du système. Au Tadjikistan, les institutions sont ainsi dominées par des réseaux familiaux et localistes, tissant une toile complexe de pouvoir et d'influence¹.

Ces élites se trouvent à un haut niveau décisionnel surtout grâce à leurs liens avec le président actuel Emomali Rahmon, qui appartenait lui-même à ce cercle de décideurs favorisés de la RSS du Tadjikistan. La scène politique actuelle du Tadjikistan est en effet dominée par cette figure centrale. Depuis le début de sa présidence en 1994², Emomali Rahmon, accompagné de son parti, le Parti démocratique populaire du Tadjikistan (*Hizbi khalkii demokratii Tojikiston*, PDPT), a orchestré des changements constitutionnels lui permettant de se représenter indéfiniment, jusqu'à ce qu'en 2016, un référendum légitime sa présidence à vie.

En 2015, le Parlement lui a accordé une immunité judiciaire perpétuelle, le pouvoir de veto sur toute loi ou projet de loi, et la liberté d'assister aux réunions gouvernementales à sa guise. En 2016, une

1. Concernant les logiques claniques dans le cercle d'Emomali Rahmon, voir Kathleen COLLINS, *Clan Politics and Regime Transition in Central Asia*, Cambridge/New-York/Melbourne [etc.], Cambridge University Press, 2006, p. 277-297.

2. Il avait commencé à exercer le pouvoir en prenant la tête du Parlement en 1992, après la chute du gouvernement précédent.

loi le consacre comme « fondateur de la paix et de l'unité nationale » (*asosguzori sulhi vahdati milli*), et « chef de la nation » (*peshvoi millat*), deux attributs indissociables dans les textes officiels¹. L'article 2 de cette loi le qualifie de « figure historique exceptionnelle de la nation » (*shakhshiyati barjastai ta'rihii millat*) et de « symbole de la stabilité et de la longévité de l'État indépendant des Tadjiks » (*ramzi poydorivu bardavomii davlatdorii mustaqili tojikon*). Elle lève ainsi les restrictions sur le nombre de mandats présidentiels (point 4). La loi garantit également l'inviolabilité de sa personne, de sa famille, de leurs biens et du secret de leurs comptes bancaires (article 5). En septembre 2020, l'agence nationale d'information Khovar a inauguré une nouvelle section sur son site pour célébrer les trente ans de l'indépendance du pays, intitulée « L'indépendance du Tadjikistan et le chef de la nation ». Selon Saidali Siddiq, directeur de Khovar, cette section vise à présenter des statistiques, des faits intéressants, et des discours de chefs d'État et de personnalités mondiales sur Emomali Rahmon².

Le peuple du Tadjikistan est ainsi placé sous l'autorité presque absolue du président. Tous les médias du pays doivent également, selon un décret de mai 2014, se référer à lui en tant que « fondateur de la paix et de l'unité nationale, chef de la nation, président de la République du Tadjikistan, Son Excellence Emomali Rahmon » (*asosguzori sulhi vahdati milli — peshvoi millat, presidenti Jumhurii Tojikiston Muhtaram Emomali Rahmon*). Cette épithète est d'ailleurs même utilisée par les Tadjikistanais répondant à des interviews diffusées à la télévision.

Le président Rahmon s'est élevé, de concert avec sa famille, comme le noyau du pouvoir politique au Tadjikistan, comme figure essentielle, intouchable et éternelle. Sa famille proche (ses sept filles et deux fils) reste tout aussi puissante. Rustam Emomali, nommé à la tête de l'Assemblée nationale en avril 2020 et maire de Douchanbé

1. PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN, « Qonuni konstitutsioni jumhurii Tojikiston dar borai Asosguzori sulho vahdati milli — Peshvoi millat [Loi constitutionnelle de la République du Tadjikistan concernant le Fondateur de la paix et de l'unité nationale — le chef de la Nation] », *president.tj*, 8 novembre 2016 : www.president.tj/taxonomy/term/5/950 (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

2. Saidali SIDDIQ, « Istiqloliyat-i Tojikiston va peshvoi millat. Muarrifii bakhshi navi AMIT "Khovar" ba iftikhori 30-solagii istiqloiyati davlatii Jumhurii Tojikiston [Indépendance du Tadjikistan et chef de la nation. Présentation d'une nouvelle section de l'agence "Khovar" en l'honneur du 30^e anniversaire de l'indépendance de la République du Tadjikistan] », *gmit.tj*, 11 septembre 2020 : www.gmit.tj/истиқлолияти-тоҷикистон-ва-пешвои-ми/ (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

depuis 2017, est devenu le deuxième homme le plus puissant du pays au regard de la loi. Il pourrait ainsi mécaniquement succéder au président si ce dernier décédait en plein mandat. Sa seconde fille, Ozoda, est directrice du cabinet présidentiel, et tout contact avec son père doit d'abord obtenir son approbation.

Les résultats des votes populaires au Tadjikistan, qui ont toujours porté Emomali Rahmon à la présidence, sont sujets à caution. Cependant, pour de nombreux citoyens, Rahmon incarne la stabilité politique et sociale du pays, ayant assuré la paix grâce aux accords qui mirent fin à la guerre civile et restaurèrent l'autorité de l'État. Beaucoup pensent que, sans le souvenir du conflit, des révoltes éclateraient contre le gouvernement, et que l'incertitude de l'avenir après la disparition de Rahmon serait plus périlleuse que sa présidence actuelle. Yana, une jeune femme d'une vingtaine d'années vivant à Douchanbé et se revendiquant dissidente, confie que bien que le gouvernement soit effectivement « autoritaire », « s'il n'y avait pas Rahmon, ce serait le retour de la guerre civile et du chaos¹ ». Sans compter qu'une partie de la population rurale, détachée de la politique, reconnaît accepter une forme d'autoritarisme par peur d'un retour du conflit. Cela offre une base populaire au président et explique en partie son maintien au pouvoir et la durabilité de l'hégémonie de son parti. Le 12 octobre 2020, au lendemain de l'élection présidentielle, Emomali Rahmon fut déclaré gagnant avec 90,92 % des suffrages.

Après la guerre civile, le Tadjikistan semblait être un pays multipartite, avec un accord de paix garantissant 30 % des postes gouvernementaux à l'opposition. Toutefois, les partis apparus depuis 1994 ont quasiment tous soutenu le régime, et les critères d'enregistrement sont restés extrêmement stricts. Depuis 1997, aucun d'eux n'a eu d'influence réelle sur le président et son pouvoir centralisé. Ils ne produisent pas non plus d'élites aussi puissantes que celles du PDPT, servant davantage de « décor au Parlement² ». Ainsi, depuis la fin de la guerre civile, les formations d'opposition restent faibles, divisées et vulnérables face aux obstacles imposés par le pouvoir central. Depuis les élections parlementaires de 2020, la composition du Parlement a mis en évidence un multipartisme très affaibli, visant à apaiser les critiques internationales sur l'absence de pluralité politique. Le PDPT

1. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

2. Nurali DAVLATOV, « New Elites of Tajikistan — the “Old Guard” in the New Reality », *Cabar Asia*, 28 décembre 2015 : <https://cabar.asia/en/nurali-dawlat-new-elites-of-tajikistan-the-old-guard-in-the-new-reality-2/> (consulté le 8 juillet 2025).

a obtenu quarante-sept sièges, tandis que les autres partis n'en ont eu que sept au maximum. Le multipartisme au Tadjikistan est une réalité de façade : le président est l'État et l'État est le président.

La centralisation extrême du pouvoir participe d'un délitement de sa légitimité aux yeux de la société civile du Haut-Badakhchan. Ses membres n'adhèrent pas aux normes imposées par Douchanbé — il en va de même pour le Badakhchân afghan. À Vanj, Mehmon, qui conduit des passagers régulièrement jusqu'à Khorog, raconte volontiers :

La guerre civile a eu lieu à cause du gouvernement, pas à cause du peuple. Tout est aux mains du gouvernement ici, des Koulobis et de la famille du président. Tout l'argent leur revient à eux et aux *apparatchik*¹. Quelque chose qui coûte 25 somonis n'en vaut que 10, mais le reste va au gouvernement.

Le gouvernement est apprécié à Vanj ?

Non.

Pourtant, on voit des images du président partout.

C'est obligatoire. On n'a pas le choix. C'est soi-disant une démocratie mais c'est faux.

Vous votez ?

Le gouvernement met ses propres candidats pour remplir les conditions d'une démocratie ! Mais il n'y a qu'un seul vrai candidat, le président².

De tels commentaires témoignant d'une défiance à l'égard du président — donc de l'État — sont communs dans la province, en dépit du discours en faveur de l'unité nationale promu par Rahmon. Mehmon illustre les tensions localistes catalysées par la guerre civile. Depuis la fin des années 1990, l'équilibre du pouvoir en faveur du président et de ses soutiens locaux a donné lieu à une « koulobisation³ » de l'administration et des entreprises commerciales du pays, remplissant les postes par des personnes issues de Koulob, la province d'origine du président, renommée Khatlon à la fin des années 1980⁴. À Qala-i Khumb, dans le district de Darwoz, une histoire faisant écho au récit de Mehmon est bien connue. Un homme d'affaires arrêté en 2021 pour avoir détourné des fonds n'a jamais vu l'ombre d'une

1. À l'époque soviétique, les *apparatchik* étaient souvent des fonctionnaires du Parti communiste qui suivaient strictement ses directives et jouaient un rôle essentiel dans le maintien du contrôle et de la gestion des affaires de l'État.

2. Entretien avec l'auteure, Vanj, juin 2021.

3. Shirin AKINER, *op. cit.*, 2001, p. 64.

4. Voir aussi Stéphane DUDOIGNON, « From Ambivalence to Ambiguity? Some Paradigms of Policy Making in Tajikistan », dans Luigi DE MARTINO, *Tajikistan at a Crossroad : the Politics of Decentralization*, Genève, Cimera, 2004, p. 120-151.

cellule ni entendu le verdict d'un juge. On murmure volontiers que ses origines de Khatlon l'ont protégé, le gardant à l'abri des conséquences de ses actes. Ces éléments structurels nourrissent davantage la distance entre le Haut-Badakhchan et la capitale, en plus de conforter les tensions entre Pamiris et Khatlonis.

Le Haut-Badakhchan au Tadjikistan : une autonomie limitée

Dans un tel contexte, que signifie le statut d'autonomie dont doit pouvoir jouir la province du Haut-Badakhchan ? Même avec un gouverneur en place, la marge d'action locale est fortement restreinte par le droit constitutionnel¹. Bien que la Constitution du Tadjikistan le garantisse, les articles 81 à 83 limitent sévèrement les compétences des autorités locales. L'article 7 stipule même que « le territoire du Tadjikistan est indivisible et inviolable », rendant l'autonomie certes formelle mais non fonctionnelle. En réalité, la désignation de « province autonome » n'offre aucun privilège concret.

L'autonomie, tant sur le plan pratique que politique, trouve ses racines dans une profondeur historique de l'espace pamiri, caractérisé par des réseaux de gouvernance hostiles à la centralisation². Les premiers récits sur le Pamir, qui tentent de décrire le système administratif et politique de la région, évoquent tous une gestion locale des affaires. Le rapport du général russe Kaufman de décembre 1873 concluait par exemple que le Wakhan et le Badakhchan étaient indépendants et considérés comme tels par les chefs locaux, bien qu'un tribut soit payé aux dirigeants afghans pour protéger cette indépendance³. Il n'existait réellement aucun signe tangible d'une quelconque souveraineté extérieure. L'ismaélisme s'est d'ailleurs répandu dans la région au XI^e siècle précisément parce qu'elle offrait à son missionnaire, Nasir Khosraw, un abri suffisamment protégé des persécutions subies par les Ismaéliens. Ce contexte historique a permis au Pamir de développer une autonomie singulière, marquée par une gestion locale forte et une indépendance relative vis-à-vis des puissances extérieures.

1. Ce statut est constamment mis à mal, dans tous les domaines de responsabilité étatique, comme en octobre 2020, lorsque le Parlement adopta des amendements retirant le droit aux gouverneurs provinciaux de nommer les directeurs des départements d'éducation pour le confier directement au ministre de l'Éducation.

2. Voir Jan-Heeren GREVEMEYER, *op. cit.*, 1982, p. 74-107. Pour Grevemeyer, l'organisation politique était déterminée notamment par l'environnement naturel du Badakhchan et la haute montagne.

3. Voir Martin EWANS, *Securing the Indian Frontier in Central Asia. Confrontation and Negotiation, 1865-95*, Londres/New-York, Routledge, 2010, p. 37.

Dès l'époque de Nasir Khosraw, les migrations vers le Pamir étaient donc motivées par le désir de trouver refuge, et ce, jusqu'à la guerre civile des années 1990, qui poussa des habitants de la vallée de Gharm à fuir vers les montagnes du Haut-Badakhchan, en plus des Pamiris installés hors de la province. La finalité n'était pas dictée par la recherche d'un mode de vie plus confortable ou de meilleures opportunités économiques, car les montagnes promettaient une existence de privations. Il s'agissait plutôt d'une fuite pour la survie religieuse et identitaire, vers un espace hors de portée des autorités répressives et étrangères aux pratiques ismaéliennes.

Dans son étude sur les Ismaéliens de Bâmiyân en Afghanistan, l'anthropologue Robert Leroy Canfield propose une lecture de la connexion entre la géographie, l'appartenance religieuse et la fuite. Comme ceux du Pamir, les Ismaéliens de Bâmiyân trouvèrent refuge dans les montagnes, ces dernières les protégeant des pouvoirs centraux sunnites auxquels ils étaient théoriquement assujettis. La haute montagne devint ainsi une zone périphérique et isolée, marquée par la défiance et l'hostilité envers le centre¹. En Afghanistan, écrit Canfield, être sunnite renvoie à l'instance gouvernante et aux sources d'autorité dont dépend le système administratif². Au Tadjikistan, dans le Pamir, la frontière entre les Ismaéliens et le pouvoir tadjik sunnite est certes invisible mais tout aussi présente. Cette identité ismaélienne et pamirienne est ainsi le produit de l'histoire, dans une tension permanente avec un pouvoir étranger. Tout comme pour les Ismaéliens de Bâmiyân, la force du Pamir tient à sa géographie : à la fois position stratégique et nœud de commerce séculaire, le massif montagneux représente aussi une forteresse « facilement défendable³ ».

Dans les années 1920, la naissance du Haut-Badakhchan en tant que province ne s'est pas réalisée en opposition à la formation d'une république pour les Tadjiks, mais en lien avec celle-ci. Il est probable que le statut autonome du Haut-Badakhchan ait contribué à l'octroi du statut de république soviétique pour le Tadjikistan, car une province autonome ne pouvait exister au sein d'une république autonome⁴.

1. Robert Leroy CANFIELD, *Faction and Conversion in a Plural Society : Religious Alignments in the Hindu Kush*, Ann Arbor (Mich.), University of Michigan, 1973, 142 p.

2. *Ibid.*, p. 109.

3. *Ibid.*, p. 95.

4. Paul BERGNE, *The Birth of Tajikistan : National Identity and the Origins of the Republic*, Londres, IB Tauris, 2007, p. 57.

De 1924 à 1929, le Tadjikistan était en effet une République socialiste soviétique autonome au sein de la RSS d'Ouzbékistan. L'intégration d'une partie du Pamir au territoire du Tadjikistan était cruciale en raison de sa localisation stratégique, offrant un accès à la Chine, à l'Afghanistan et aux Indes britanniques par le corridor du Wâkhân¹. Notons que le premier accès au Pamir par la route date des années 1930 seulement, alors que les Soviétiques lancèrent d'importants travaux de construction afin de relier les régions frontalières de la Chine et de l'Afghanistan au reste du territoire de l'URSS. Le but n'était toutefois pas tant de désenclaver la région que de supprimer les anciennes liaisons transfrontalières en coupant les liens avec Kachgar et de les remplacer par de nouveaux liens du « bon type² », vers l'ouest soviétique.

Dans les années 1970, les élites pamiries tentèrent ensuite de faire reconnaître le Haut-Badakhchan comme république autonome. En vain. À la fin de la décennie, tous les postes de pouvoir dans la province avaient été confiés à des personnes issues du nord du Tadjikistan, ce qui avait poussé un haut placé venu de Moscou à s'exclamer : « En quoi consiste cette invasion de Léninobodis pendant le dixième plan quinquennal³ ? » Depuis, l'origine géographique des hauts fonctionnaires se limite aux provinces de Sughd, Khatlon et Douchanbé. Ainsi, le Haut-Badakhchan, malgré son statut d'autonomie, reste sous un contrôle centralisé strict, son autonomie étant plus symbolique que réelle.

Manifester le pouvoir central aux frontières d'une province autonome

La raison pour laquelle la province autonome intéresse l'administration centrale tient à sa position géographique au contact de la Chine, allié proche du régime, et de l'Afghanistan, source d'instabilité à ses yeux. À première vue pourtant, le Pyanj n'est pas l'une de ces « frontières dures » (*hard borders*) dont l'architecture est marquée par

1. Davlat KHUDONAZAR, « The Conflict in Tajikistan : Questions of Regionalism », dans Roald Z. SAGDEEV et Susan EISENHOWER, *Central Asia : Conflict, Resolution, and Change*, Chevy Chase (Md.), CPSS Press, 1995, p. 252.

2. Martin SAXER, « Provisions for Remoteness : Cutting Connections and Forging Ties in the Tajik Pamirs », *Social Anthropology*, vol. 27, n° 2, 2019, p. 192.

3. Christian BLEUER et Kirill NOURZHANOV, *Tajikistan : A Political and Social History*, Canberra, Australian National University Press, 2013, p. 103.

des barbelés, des murs, des détecteurs de mouvement et autres drones de surveillance. La fortification de 1 374 km de rive fluviale relèverait presque de l'impossible. Pourtant, pour l'État tadjikistanais, la frontière se doit d'être visible, d'une manière ou d'une autre tant elle remplit une triple fonction : politique (elle marque la souveraineté territoriale), militaire (elle doit être défendue) et légale (elle délimite l'organisation administrative et le lieu d'exercice de la loi¹). La matérialité de la frontière est l'indice qui lui permet d'être reconnue, de correspondre à cette limite qui exprime le territoire de deux communautés nationales. Concrètement, les représentations de la frontière peuvent être saisies à travers toutes les bornes spatiales, que ce soient les tracés, la cartographie, les monuments ou les constructions². En ce cas, la frontière en tant que telle, même quand il s'agit d'un fleuve, sert de lieu de projection de la souveraineté nationale, qui empêche les échanges et sépare les riverains³.

Bien que les infrastructures telles que les postes-frontières, les ponts parfois équipés de barrières, et les baraquements dotés de technologies douanières ne soient pas déployées tout le long du Pyanj, elles permettent de percevoir la démarcation par moments. Les drapeaux de chaque pays sur les deux rives la rendent encore plus évidente. Ces marqueurs soulignent son caractère purement politique, étant donné qu'elle dépend « d'une autorité centrale, d'un État qui la maintient et assure son contrôle et sa surveillance⁴ ».

Et cette surveillance ne se limite pas aux éléments matériels. Aux postes-frontières du Haut-Badakhchan, à l'entrée de Darwoz ou au nord du district de Mourghab, des soldats de l'armée nationale veillent et scrutent chaque voiture qui emprunte la route du Pamir. Le long de celle-ci, les policiers stationnés aux postes de contrôle vérifient l'identité des passagers de manière souvent aléatoire, et

1. Pour une classification exhaustive des fonctions politiques et sociales de la frontière, voir Herbert DITGEN, « The End of the Nation-State ? Borders in the Age of Globalization », dans Martin PRATT et Janet ALLISON-BROWN, *Borderlands under Stress*, La Hague/Londres/Boston, Kluwer Law International, 2000, p. 49-68.

2. Voir Sylvie CONSIDÈRE et Thomas PERRIN, « Introduction générale. La frontière en question, ou comment débusquer les représentations sociales des frontières », dans *Frontières et représentations sociales. Questions et perspectives méthodologiques*, Louvain-la-Neuve, L'Harmattan, 2017, p. 15-24.

3. Voir Muna DAJANI, « Slow violence on the Yarmouk River : Encounters from the river-border environments », *Area*, 2024, p. 1-10.

4. Paul GUICHONNET et Claude RAFFESTIN, *Géographie des frontières*, Paris, Presses universitaires de France, 1974, p. 26-27.

consignent dans un registre noms, prénoms et numéros de passeport des étrangers. Pendant ce temps, circulent de la main à la main quelques billets de somonis, la monnaie du Tadjikistan, en leur faveur, rituel obligé pour les chauffeurs du Pamir. Ces postes de contrôle, symboles de la division au sein du Tadjikistan, rappellent que l'accès à cette province autonome est strictement régulé par l'État central.

Pour sa part, l'armée, omniprésente, patrouille sans relâche. Des conscrits tadjikistanais arpentent la frontière afghane, longeant le Pyanj. Les habitants, avec une résignation teintée de défi, confient qu'ils se tiennent cachés dans les hauteurs, prêts à tirer sur quiconque oserait traverser le fleuve. Des guérites se font en effet visibles à l'œil insistant et observent la route sinueuse qui épouse la frontière. Ainsi, chaque poste de contrôle, chaque patrouille, chaque sentinelle, créé un réseau entier de surveillance. Ils représentent le principe ordonnateur sous-jacent à la fonction sécuritaire de l'État et participent aussi de la définition et de la performance de l'« État visible ».

Au Tadjikistan, cet « État visible » correspond en somme à l'ensemble des manifestations physiques qui véhiculent le pouvoir du président, couplées aux attributs propres à un gouvernement : le contrôle du territoire par le biais de l'armée, de la population par celui de la police mais aussi l'assurance du fonctionnement d'un gouvernement central même dans les zones les plus reculées.

À la frontière, ce sont les « Troupes frontalières » (*Qūshunhoi sarhadii*) qui assurent cette visibilité. Elles ont été désignées comme étant les acteurs clés de la gestion frontalière, sous l'autorité du Comité d'État pour la sécurité nationale de la République du Tadjikistan (*Kumitai davlatii amniyati millii Jumhurii Tojikiston*), ou services secrets. La sécurisation de la frontière est actée dans la loi « sur la frontière étatique de la République du Tadjikistan » (*dar borai sarhadi davlatii Jumhurii Tojikiston*) de 1997¹. La loi du 1^{er} mars 2005 encadre, quant à elle, leurs responsabilités. Conformément à l'article 6, le président décide notamment de la structure et du nombre de troupes ; du montant alloué au financement de cet organe ; des ordonnances et des mesures concernant « la création, la réorganisation, la liquidation, le déploiement, la réinstallation des unités militaires (et donc de celles des troupes frontalières), le concept, le plan d'amélioration et le développement des troupes frontalières » ; de l'octroi des grades

1. CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN, *op. cit.*, 1997.

des officiers et des représentants dans les pays voisins¹. Les Troupes frontalières mènent à la fois des opérations de surveillance et de combat pour protéger la frontière et des activités de « renseignement et de recherche opérationnelle » (*fa"oliyati razvedkavi va operativī-justujūpo*), conformément à l'article 9 de la loi de 2005.

Bien loin de l'idéal voulu par les textes, les Troupes frontalières, comptant 2 500 soldats², sont en pratique assez faibles, ce qui limite leur rôle à une performance en faveur de l'« État visible ». Elles s'appuient sur un format de conscription problématique (article 14 de la loi de 2005), sur la base d'un service militaire obligatoire (*khidmati harbi*) qui crée une distance entre des officiers formés au temps de l'Union soviétique et les conscrits. Ces militaires de carrière commandent une majorité de jeunes issus de toutes les provinces du pays, dont les familles font face à des menaces de saisie de propriété ou d'argent s'ils refusent de rejoindre les rangs³.

Dans un discours de 2018, le président encense à la fois les habitants des villages frontaliers et les gardes-frontières et souligne leur rôle dans la gestion de la frontière :

Les habitants du Badakhchan sont par nature de vrais patriotes et des défenseurs des frontières du pays et ont un respect particulier pour les gardes-frontières considérés comme les enfants honorables de la nation. Les sages [*pironsolon*] disent que « les gardes-frontières sont le berceau du Badakhchan » car 114 villages de la région sont situés dans les zones frontalières. De plus, la tranquillité et la sécurité de la population sont assurées par les gardes-frontières, de jour comme de nuit, et par la coopération permanente des résidents locaux⁴.

Malgré de telles louanges du chef de l'État, les conditions de vie des soldats de l'armée tadjikistanaise restent déplorables, si bien qu'il leur

1. ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN, « Qonuni Jumhuri Tojikiston “dar borai Quchunhoi sarhadii Kumitai davlatii amniati millii Jumhuri Tojikiston” » [« Loi de la République du Tadjikistan “concernant les Troupes frontalières du Comité d'État pour la Sécurité nationale de la République du Tadjikistan” »], *sarhad.tj*, 2005 : <https://sarhad.tj/onunguzor/> (en tadjik, consulté le 1^{er} septembre 2025).

2. Michael HILLIARD, Michael S. COFFEY, Mitchell POLMAN et Juan Carlos PASTOR GÓMEZ, « Chapter IV : Tajikistan » dans *The Armed Forces of Central Asia*, Washington D.C., The Oxus Society for Central Asian Affairs, 2024, p 262.

3. Un homme peut être dispensé de service militaire s'il est malade, étudiant, fils unique, ou père d'au moins deux enfants.

4. Emomali RAHMON, « Sukhanronī dar Markazi ta"limii Qyshunhoi sarhadii K DAM dar shahri Khorogh [Discours au Centre de formation des Troupes frontalières du GNKB à Khorog] », *president.tj*, 14 septembre 2018 : <http://president.tj/node/18414> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

est possible, depuis le 16 août 2021, de payer une taxe pour échapper au service militaire. La conscription exacerbe les tensions entre les soldats, envoyés par obligation, et les civils, qui voient en l'armée le visage coercitif de l'État central. Certains doivent parfois échanger des services aux habitants de la frontière afin de recevoir de la nourriture. D'autres, plus audacieux, choisissent de désertir. Il n'est pas rare de partager un trajet en voiture privée avec des officiers tadjikistans, en quête de ces déserteurs. Pourtant, être stationné le long de la frontière avec l'Afghanistan est un poste prisé, les gardes-frontières ayant l'opportunité d'engranger un revenu supplémentaire en facilitant le trafic d'opiacés entrant au Tadjikistan¹.

Glorifiées par le président qui souligne une « collaboration permanente » entre les gardes-frontières et les populations frontalières, les relations civilo-militaires dans le Haut-Badakhchan sont ainsi marquées par l'hostilité, conséquence des violences exercées par les forces de l'ordre depuis 2012. Les postes clés de la gestion de la frontière restent sous le contrôle des autorités de Douchanbé et reviennent à des non Pamiris, conduisant certains habitants de la frontière à regretter l'époque durant laquelle elle était surveillée par les Russes.

Les gardes-frontières utilisent aussi leur pouvoir pour conclure des arrangements avec certains habitants de la frontière, souvent fondés sur la corruption ou des pratiques illégales. Kraudzun cite notamment le détournement de bétail aux frontières tadjikistano-afghane et tadjikistano-chinoise dans le district peu peuplé de Mourghab, la viande étant ensuite transportée et vendue à Khorog². En détournant la souveraineté à des fins personnelles, ils contribuent à la gestion problématique des frontières du Tadjikistan dans la région du Pamir. La fragilité de ces acteurs leur confère un rôle plus symbolique qu'effectif, les rendant plutôt performatifs que compétents. Face à l'aporie d'un État qui cherche à être visible et omniprésent dans le Haut-Badakhchan et à la frontière, le sentiment de sécurité des habitants provient alors d'autres acteurs que les autorités centrales.

1. Michael HILLIARD, Michael S. COFFEY, Mitchell POLMAN et Juan Carlos PASTOR GÓMEZ, *op. cit.*, 2024, p. 262.

2. Tobias KRAUDZUN, « Sovereignty as a Resource : Performing Securitised Borders in Tajikistan's Pamirs », *Geopolitics*, vol. 22, n° 4, 2017, p. 837-862.

L'autorité non étatique. Les chefs locaux et les institutions ismaéliennes

C'est dans ce contexte d'autonomie administrative limitée et écrasée par le président que l'on peut apprécier le poids des acteurs non étatiques qui exercent également une autorité dans le Badakhchan. L'approche fonctionnaliste de Talcott Parsons nous permet de définir cette autorité comme une forme d'organisation maintenant l'ordre social, et comme un code institutionnel légitimant l'utilisation du pouvoir comme mécanisme de coordination sociale¹. Dans sa forme la plus institutionnalisée, cette autorité est détenue par l'État. Parsons affirme toutefois qu'afin d'être efficace, l'autorité ne doit pas seulement être perçue comme légitime par ceux qui la détiennent mais aussi par ceux qui y sont soumis. Cette légitimité naît de l'adhésion aux normes et valeurs partagées par la communauté. Dans le Badakhchan, ce n'est pourtant pas l'État qui détient l'autorité légitime aux yeux de la société mais les acteurs locaux et transnationaux qui ont précédé la centralisation du pouvoir.

Les structures d'autorité locale traditionnelles

L'importance des autorités locales découle d'une longue histoire dans laquelle les territoires du Pamir étaient morcelés en petits royaumes locaux, qui pouvaient payer un tribut à un prince ou à un émir géographiquement éloigné et qui se rendait rarement, voire jamais, dans ces « unités régionales² ». La démarcation de la frontière à la fin du XIX^e siècle n'a d'ailleurs pas eu raison d'une stratification sociale définie par des autorités locales sur les deux rives du Pyanj³ : ce n'est qu'à la faveur du changement de modèle de société qui accompagna l'arrivée des Soviétiques que ces structures de pouvoir localisé furent perturbées.

Du côté tadjikistanais, face à l'inefficacité des modèles d'autorité centralisés autour de l'État, ce sont les chefs locaux, aussi appelés

1. Talcott PARSONS, « On the Concept of Political Power », *Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 107, n° 3, 1963, p. 232-262.

2. Frank BLISS, *op. cit.*, 2006, p. 143.

3. Dans le Wâkhân des années 1970, il existait encore deux hiérarchies superposées : l'une théocratique et l'autre bureaucratique. Cette dernière conservait des liens au-delà des frontières et, surtout, ses membres les plus importants servaient d'intermédiaires entre les communautés locales et le gouvernement central afghan. Voir Nazif Mohib SHAHRANI, *op. cit.*, 1979, p. 55-62.

« chefs informels » dans la littérature occidentale, qui représentaient des figures respectées jusqu'à leur élimination au printemps 2022. Dans un contexte transfrontalier, le terme « informel » est problématique car souvent associé à des activités illégales, en opposition au monde « formel » défini par les normes étatiques. Ainsi, l'« informel » évoque la contrebande, la clandestinité et l'illicite. Si ces activités étaient pratiquées par les chefs en question, l'État tadjikistanais a lui-même toujours été impliqué dans le narcotrafic et le commerce illégal de pierres précieuses¹. Comment alors opposer des autorités qui relèveraient du monde « formel » et d'autres d'une sphère « informelle », étant donné que les acteurs et les pratiques s'entremêlent ?

Loin d'embrasser toute la complexité des relations entre les différents agents de l'autorité au Badakhchan, il est préférable de qualifier ces chefs de « locaux » ou encore de « fiables », contrairement à un État central perçu par la société civile comme défaillant, voire nuisible. Quant à la question du « chef », le terme le plus couramment utilisé est celui de *rais*, bien qu'il puisse varier selon les communautés et les lieux. Interrogés sur leur compréhension de la terminologie, les enfants de deux *rais* expliquent :

Que voulez-vous dire par « chef » (rais) ?

Il y a les *rais* officiels, le gouvernement, et les *rais* non officiels. Comme nos pères, ils sont non officiels. Le mien est non officiel.

À quelle occasion les gens viennent-ils voir un rais ?

Quand ils ont des problèmes du quotidien. Des disputes, des soucis à résoudre rapidement, ce que ne fait pas le gouvernement².

La guerre civile a donné naissance à certains d'entre eux, appelés « commandants » (*farmondehon*), qui opéraient à la frontière jusqu'en 2022. Le conflit a mis en lumière la complexité des alliances et des loyautés qui transcendent les simples divisions ethniques et géographiques. Même si, dans le Haut-Badakhchan, ces chefs de guerre étaient pamiris, ils portèrent tout de même Emomali Rahmon au pouvoir à l'issue du conflit tissant des liens solides avec le gouvernement malgré leur passé criminel³. Ils ont été ensuite réintégrés dans le cadre des accords de paix ; certains sont devenus des hommes d'affaires liés aux élites actuelles et activèrent alors des réseaux d'alliances exogames.

1. Voir Sébastien PEYROUSE, « Drug Trafficking in Tajikistan : A Very Deep but not Incurable Evil », *Georgetown Journal of International Affairs*, 2018 : <https://gjia.georgetown.edu/2018/03/01/drug-trafficking-in-tajikistan/> (consulté le 8 juillet 2025).

2. Delbar et Dunio, entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

3. Kirill NOURZHANOV, « Saviours of the Nation or Robber Barons ? Warlord Politics in Tajikistan », *Central Asian Survey*, vol. 24, n° 2, 2005, p. 109-130.

Tant qu'ils existaient jusqu'en 2022, au contraire du pouvoir central, les *rais* au Tadjikistan s'appuyaient sur la loyauté des habitants à l'échelle locale, souvent celle des *mahalla* et parfois même des rues et des ruelles (*kÿcha*). La coutume et les codes non écrits régis par ces autorités constituaient la majorité des pratiques institutionnelles non étatiques et des interactions acceptées à la frontière. Ces réseaux étaient ainsi perçus comme plus légitimes que le gouvernement central. Les chefs locaux se définissaient surtout par leur capacité à maintenir l'ordre social en réglant les différends au sein de la communauté, à apporter un soutien matériel aux plus modestes, à assurer leur sécurité, voire à offrir une aide aux foyers touchés par l'addiction aux drogues.

Les chefs locaux ont consolidé leur pouvoir en exploitant le rejet manifeste de l'État par la société civile, qui ne fournissait pas de tels services. Cependant, leur autorité était contestée en raison de leurs liens avec des représentants du gouvernement central pour certains, ou de leur implication dans l'économie de la drogue pour d'autres. La perception des habitants du Haut-Badakhchan à l'égard des *rais* n'était pas uniforme et variaient selon le genre et la génération. Les femmes avaient tendance à les voir comme des criminels, les plus jeunes comme des héros, tandis que d'autres les qualifiaient de « parasites » sous-traitant les politiques de l'État central ou comme n'étant utiles qu'en situation de conflit¹. Leur autorité s'exprimait en effet particulièrement lors des violences qui jaillissaient entre le centre et la périphérie.

Du côté afghan de la frontière, la structure d'autorité localisée a aussi perduré². Elle s'articule autour d'une responsabilité partagée principalement entre les conseils coutumiers (*shura*), les autorités ismaéliennes traditionnelles dont le statut est héréditaire³, et des

1. Cette enquête résulte d'un profond travail de terrain mené par un étudiant de Khorog pour l'OSCE Academy de Bichkek, qui n'a jamais été publié et que l'auteur ne souhaite pas voir cité publiquement pour sa propre sécurité.

2. La gouvernance locale sous la République islamique suivait un schéma complexe, qui variait spatialement. Ce schéma a été l'objet de plusieurs études vers lesquelles on renverra pour obtenir une vision précise du paysage politique à l'échelle des villages et des districts. Voir notamment Hafizullah EMADI, « Politics of Transformation and Ismailis in Gorno-Badakhshan, Tajikistan », *Internationales Asienforum*, vol. 29, n^{os} 1-2, 1998, p. 5-22 ; Antonio GIUSTOZZI et Dominique ORSINI, « Centre-Periphery Relations in Afghanistan : Badakhshan between Patrimonialism and Institution-building », *Central Asian Survey*, vol. 28, n^o 1, 2009, p. 1-16 ; Jennifer Brick MURTAZASHVILI, *Informal Order and the State in Afghanistan*, New-York, Cambridge University Press, 2016, 325 p.

3. Elles ne sont pas issues des institutions ismaéliennes officielles visant à les remplacer depuis le milieu des années 1990.

chefs désignés par les habitants ou dont le pouvoir est aussi héréditaire, souvent appelés *shah*. Cette configuration triangulaire du pouvoir compose une autorité traditionnelle et fiable aux yeux la population. Tous ces acteurs ont été des intermédiaires cruciaux entre la société civile et les représentants officiels de l'État, et aujourd'hui auprès des Taliban.

Aux lendemains de l'intervention de l'OTAN, à partir de 2003, jusqu'à la prise de contrôle effectif des centres administratifs par les Taliban au mois de juillet 2021, deux systèmes de gouvernance officielle coexistaient avec ces autorités coutumières. D'une part, le gouvernement de la République islamique d'Afghanistan avait des représentants au niveau local. D'autre part, à partir de 2003, le ministère de la Réhabilitation rurale et du Développement avait mis en place le Programme de solidarité nationale. Le premier schéma officiel était sensiblement comparable à celui du Tadjikistan, divisé selon les échelles d'administration territoriale. Comme au Tadjikistan, il existe le niveau de la province (*weloyat*) et le niveau du district (*woluswoli*) — toujours en place sous le gouvernement autoproclamé des Taliban. Ces échelons étaient tous deux administrés par des gouverneurs (*wali* et *woluswol*) nommés par le président de la République. Les villages étaient dirigés par des chefs choisis par le gouverneur du district.

Ce modèle vertical disposait d'un pouvoir exécutif, tandis que le Programme de solidarité nationale, fondé sur un prototype de la Banque mondiale et développé notamment en Asie du Sud-Est, suivait une logique du bas vers le haut sur la base d'élections populaires. Il existait deux structures de gouvernance au sein du Programme. L'une au niveau du district, les conseils de développement communautaires que les résidents désignaient simplement comme étant les « conseils de provinces » (*shurai woluswoli*). L'autre à l'échelle des villages, les assemblées de développement de districts, appelées « conseils de villages » (*shurai qaria*). Ces organes, dont le conseil d'administration était élu, avaient en charge de mobiliser les ressources humaines et matérielles et de superviser les projets de développement. Le modèle bicéphale de gouvernance, réparti entre l'autorité centrale désignant les responsables à la périphérie et la gestion locale des affaires fondée sur les élections populaires, prit fin en 2016.

Le système correspondait à une structure parallèle au gouvernement central dans la mesure où le ministère de tutelle sous-traitait à des organisations internationales qui non seulement finançaient les programmes mais présidaient également les élections des conseils. Le Programme de solidarité nationale ne jouissait pas de la confiance de la population, considéré comme un instrument international vers

lequel ils ne se tournaient pas en cas de litige. Ces conseils étant nouveaux et corrompus dans certains cas, leur fiabilité et efficacité étaient largement remise en cause. Dans ce contexte, les seuls acteurs reconnus comme pacifiques et fiables ont été traditionnellement les agents représentant l'Aga Khan :

Les gens, en Afghanistan en général, n'ont pas confiance dans le gouvernement, c'est certain, et ils ne se sentent pas en sécurité avec eux. Mais dans les régions frontalières [du Tadjikistan], il n'y a pas vraiment de structure de pouvoir locale sur laquelle compter. Je pense que la plus grande source de confiance sera toujours les institutions religieuses [...]. Les chefs religieux, c'est plutôt à eux que les gens se fient. Concernant le gouvernement, non, je pense qu'il n'y a pas vraiment de confiance forte. Vous savez, les populations frontalières ont toujours participé activement aux élections, donc les gens s'intéressent à la politique et au choix de leur président, mais malheureusement, à cause de l'instabilité et de la situation politique en général, ils ont perdu progressivement confiance¹.

L'autorité polymorphe et multiscalaire des institutions ismaéliennes

En plus de recourir aux figures locales d'autorité, la société civile dans le Badakhchan accorde une confiance presque aveugle en son Imam. En tant que chef spirituel issu de la lignée héréditaire du prophète Mohammed, l'Aga Khan représente pour les fidèles ismaéliens le centre référent des valeurs et des croyances qui régissent leur vie. Son autorité est inscrite dans la Constitution ismaélienne, le socle structurel de la gouvernance religieuse et des agences de développement, qui n'est cependant pas une constitution d'État. Pour Daryoush Mohammad Poor, le caractère irréfutable de l'autorité de l'Imam repose sur la dimension religieuse issue de la tradition ismaélienne, qui fait de lui l'incarnation du commandement divin (*amr*) et la manifestation de la parole divine (*kalmia*²).

Le souvenir de l'influence historique des autorités ismaéliennes a ressurgi de manière surprenante lors d'un entretien avec deux hommes de Porshinev, Vakhtang et Farrukh, à laquelle assista une jeune femme du Shoughnon, Vardo. Alors que l'un mentionnait la séparation de ses ancêtres en Afghanistan, la discussion dériva sur la terminologie à emprunter pour les désigner de manière appropriée :

1. Amir, entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

2. Voir Daryoush Mohammad POOR, *op. cit.*, 2014, p. 13.

Est-ce que votre propre famille avait été séparée [en 1895] ? Vos ancêtres ?

FARRUKH : Nos grands-parents, nos arrière-grands-parents. Ils sont d'ici. Des Afghans vivent ici [côté tadjikistanais] mais ils sont d'Afghanistan.

VAKHTANG : Des *pir* ?

VARDO : Ancêtres, oui.

VAKHTANG : Non... [Discutent de la traduction vers l'anglais et le russe.]

Vous voulez dire des personnes âgées ?

FARRUKH : Non, c'est-à-dire tous nos grands-pères et toutes nos grands-mères qui contrôlent... [Ils continuent de débattre sur la signification du mot]... Pour moi, « *pir* », ce sont les grands-pères, mais ceux qui avaient le contrôle, les imams.

VARDO : Ceux qui avaient l'autorité ?

VAKHTANG : Oui, on peut dire ça comme ça. Le tout premier dans la famille. À Porshinev, il y avait un *pir*, il contrôlait tout le monde, ton grand-père, ta grand-mère.

VARDO : Il était ici [au Tadjikistan] ?

FARRUKH : Je ne sais pas, peut-être [il doute]. Je pense qu'il était là-bas. En Afghanistan.

VARDO : En fait, il dit que « les principales autorités des villages vivaient sur le côté afghan du fleuve. »

À quelle époque ? Celle de vos grands-parents ?

VAKHTANG : Parce qu'à l'époque soviétique, on ne pouvait pas faire la prière (*namaz*).

Oui, donc les chefs de la communauté étaient du côté afghan parce qu'ils pouvaient diriger la religion, c'est cela ?

VARDO : Parce qu'ils n'étaient pas autorisés à faire leurs affaires religieuses au Tadjikistan.

Donc c'est pour cela qu'ils étaient en Afghanistan ?

VARDO : Oui¹.

Vakhtang et Farrukh ne parvenaient pas à s'accorder sur la traduction exacte du terme « *pir* », dont la polysémie les perturbait, « *pir* » signifiant aussi « âgé » (adj.) ou « personne âgée ». Pour expliquer le sens auquel ils pensaient, ils se sont appuyés sur la caractéristique principale des *pir* selon eux : leur capacité à contrôler les populations. Vardo a confirmé cette idée en parlant des « principales autorités des villages ». Notons que dans cet entretien, l'élément religieux n'était pas la première référence pour décrire le rôle des *pir*. C'est bien leur statut de dirigeants de la communauté qui ressortait avant tout,

1. Farrukh, Vakhtang et Vardo, entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

d'abord en tant que simple groupe, puis en tant que communauté religieuse, et ce, malgré l'existence d'une frontière politique.

En réalité, avant 1917, les dirigeants ismaéliens locaux façonnaient l'ordre social, exerçant un contrôle non seulement spirituel, mais aussi économique et politique, en l'absence de contre-pouvoir fort. Polyvalents, ils assuraient les cérémonies religieuses, conseillaient les fidèles, réglait les différends et maintenaient la justice. Sur le plan purement religieux, ils étaient l'unique et fragile lien avec l'Imam, ce qui leur conférait une autonomie presque totale dans la gestion des affaires locales : questions morales, interprétation des rites, collecte de l'impôt religieux (*zakat*), etc.

Au tout début du xx^e siècle l'autorité religieuse locale était donc détenue par les *pir* et leurs seconds, les *khalifa*. Ils appartenaient à la deuxième caste la plus importante, après les *shah* et les *mir* qui dominaient grâce à leur pouvoir politique¹. L'autorité des *pir* s'appuyait sur la doctrine ismaélienne selon laquelle l'Imam étant physiquement inaccessible, ses volontés devaient être maintenues par les *farman*, les ordonnances, relayées via un réseau hiérarchique. La hiérarchie en six rangs consistait en un ordre d'importance : l'Imam, le missionnaire (*da'i*), le *pir*, le *khalifa*, le novice (*mustajib*) et le fidèle (*murid*). Dans ce contexte, les *pir* étaient perçus par les *murid* comme les représentants de l'Imam.

À cette époque, la puissance des *pir* était telle dans le Pamir que les services secrets britanniques pouvaient s'appuyer sur leurs réseaux et leur influence auprès des populations contre les Soviétiques. Ce fut le cas, par exemple, de Timur Khan, un *pir* de Chitral, alors habitant dans les Indes britanniques, qui fomenta un soulèvement antisoviétique dans le Badakhchan à l'été 1922². Les *pir* jouissaient aussi de privilèges particuliers offerts par les chefs politiques : exemption de taxes, terres allouées gracieusement et immunité face à l'esclavage.

Jusqu'à la propagande antireligieuse des années 1930, qui affaiblit nettement leur pouvoir, les *pir* fonctionnaient comme une institution transnationale. Ils s'appuyaient sur des réseaux entre eux et leurs fidèles, sans suivre la logique territoriale politique en place. La région du Pamir était en effet divisée en « domaines » de *pir*, les *khwajagi*. Ainsi, un village pouvait être composé de plusieurs *khwajagi*, sous l'autorité de nombreux *pir*. Toutefois, la persécution religieuse n'épargna pas les Ismaéliens et dissémina progressivement les *pir*, qui

1. Abdulmamad ILOLIEV, 2008, *op. cit.*

2. Paul BERGNE, *op. cit.*, 2007, p. 93-94.

furent soit poussés à l'exil, soit assassinés. L'Afghanistan joua un rôle de premier plan, les *pir* y trouvant refuge soit par eux-mêmes, soit en y étant transférés par l'imamat. Pour prendre leur place, durant la période stalinienne, les autorités soviétiques brisèrent ces réseaux qui traversaient l'Amou Darya jusque dans les territoires du nord de l'actuel Pakistan.

Durant tout le reste de la période soviétique, en l'absence des lieux de rassemblements traditionnels ismaéliens (les *jamatkhana*), ce sont les *khalifa* qui préservèrent le savoir et les livres de la communauté au péril de leur vie. La majorité d'entre eux opéraient sous le contrôle du KGB. Otambek Mastibekov a ainsi pu numériser une lettre échangée entre un chef religieux de Porshinev, Sayyid Kozim Sayyidfarukhshoev, et Staline, dans le cadre de la collecte de fonds pour soutenir l'effort de guerre dans les années 1940. Celle-ci fut publiée en tadjik dans le journal local *Badakhshoni Surkh* (« Le Badakhchan rouge ») en novembre 1944. On peut y lire que Sayyidfarukhshoev confirme l'envoi d'environ 31 000 roubles pour combattre « les cruels et brutaux fascistes¹ », et que Staline accuse réception du montant. Dans le même temps, une minorité parallèle de *khalifa* continuait à exercer dans la clandestinité. On entend encore aujourd'hui les histoires de ces familles qui menaient des cérémonies funéraires en secret et en cachant le *khalifa* dans divers grands contenants.

Pendant la période de fermeture de la frontière, les réseaux ismaéliens étaient les seuls à pouvoir maintenir un lien, même délicat, avec l'Afghanistan. En 1925, le bureau d'Asie centrale auprès du Comité central du Parti communiste (*Sredazburo*²) considérait déjà qu'empêcher les Ismaéliens du Badakhchan de se rendre à Bombay serait inutile car même s'il leur était interdit d'y aller, ils trouveraient tout de même un moyen de le faire³. Néanmoins, la tradition orale des résidents de la frontière au Tadjikistan révèle peu de récits témoignant d'un contact permanent avec les *pir* en Afghanistan et souligne plutôt les témoignages des fuites de l'autre côté du Pyanj. Il est fort probable que les services secrets soviétiques, percevant cette frontière comme particulièrement menaçante pour l'épanouissement du projet socialiste, surestimaient leur influence sur les communautés frontalières.

1. Otambek MASTIBEKOV, *Leadership and Authority in Central Asia. The Ismaili Community in Tajikistan*, Londres/New-York, Routledge, 2014, p. 105.

2. Ce bureau exista entre 1922 et 1934 et avait pour mission principale de créer et de diriger les partis communistes dans les territoires, puis dans les républiques d'Asie centrale.

3. Paul BERGNE, *op. cit.*, 2007, p. 92.

Au Tadjikistan, les *khalifa* réactivèrent l'enseignement religieux en le plaçant à nouveau dans la vie publique au début de la perestroïka¹. Après la chute de l'Union soviétique, les structures religieuses dans le Pamir tadjikistanais recouvrèrent le pouvoir qu'elles exerçaient depuis l'arrivée de l'ismaélisme au XI^e siècle, à ceci près qu'une nouvelle bureaucratie prit la place de l'ancien système. L'introduction des réformes institutionnelles par l'imamat a notamment affecté la place des *khalifa*. Ceux-ci ont été officiellement intégrés dans la nouvelle organisation religieuse ismaélienne, homogène au niveau mondial, et formés aux nouvelles pratiques universelles.

Aux yeux des fidèles, les *khalifa* demeurent toujours les représentants locaux de l'autorité religieuse traditionnelle et ancestrale. De plus, ils sont les seuls à disposer de pouvoirs « surnaturels » les assimilant à des guérisseurs, à l'instar des *malang* en Afghanistan, souvent désignés comme « chamans² ». Ils sont appelés pour soulager diverses maladies, les maux de tête, ou pour mettre fin aux cauchemars. Cela leur confère une forme d'autorité médicale, dans une province où l'accès aux soins et aux infrastructures sanitaires reste extrêmement précaire. Cependant, ils ne représentent pas complètement une autorité parallèle. Non seulement ils n'exercent plus dans la clandestinité et ne sont pas persécutés par le pouvoir central comme à l'époque stalinienne, mais certains acceptent même d'être payés par celui-ci. Ceux qui choisissent de rester « indépendants » du gouvernement gagnent en crédibilité, en respect et en autorité, et beaucoup de fidèles les considèrent comme les seuls *khalifa* légitimes, au contraire de ceux qui coopèrent avec le centre.

Pour ce qui est des *pir* du Badakhchân afghan, ils ont perdu l'importance dont ils jouissaient au XX^e siècle. Le développement d'institutions d'éducation et de gestion religieuse par l'Aga Khan IV a ralenti le processus local de renaissance religieuse qu'ils portaient. Certains ont admis se sentir marginalisés, voire représentés par les nouvelles élites au pouvoir comme des opposants aux nouvelles instances religieuses en place. Mastibekov ajoute une dimension intrinsèque à l'évolution de la doctrine ismaélienne pour expliquer aussi l'abolition de l'autorité des *pir* dans le Badakhchân. D'après des descendants

1. En Afghanistan, quasiment chaque village dispose d'une *jamatkhana* approuvée par le clergé ismaélien, tandis qu'il n'en existe qu'une dans le Pamir tadjikistanais, à Khorog, et une autre à Douchanbé.

2. Voir Homayun SIDKY, « "Malang", Sufis, and Mystics : An Ethnographic and Historical Study of Shamanism in Afghanistan », *Asian Folklore Studies*, vol. 49, n° 2, 1990, p. 275-301.

avec lesquels l'auteur s'est entretenu, le contact direct avec l'Imam, permis par la réouverture de la frontière, ne donne plus de pertinence à leur rôle d'intermédiaire¹.

Progressivement, les *khalifa* et les derniers *pir* en Afghanistan se sont donc retrouvés en concurrence avec la nouvelle gouvernance religieuse mise en place par l'Imam. Selon l'article 8 de la Constitution ismaélienne, l'organe chargé de l'éducation religieuse, de l'aide aux fidèles dans leur pratique et de la coordination avec les autorités locales est l'*Ismaili Tariqa and Religious Education Board* (ITREB). Ce bureau a été développé à l'échelle internationale à partir des années 1990. Avant 2012, l'ITREB était un comité, l'*Ismaili Tariqa and Religious Education Committee* (ITREC). Au Tadjikistan, le siège local de l'ITREC a été créé à Khorog en 1995. En Afghanistan, le nouveau système s'est déployé dès la chute du premier régime taliban en 2001.

Aujourd'hui, l'ITREB distribue les ordonnances de l'Imam à la communauté, qui indique notamment la conduite à adopter face aux événements de leur pays d'appartenance ou les nouvelles règles religieuses. À Langar, avant-dernier village de la vallée du Wakhon au Tadjikistan, les Ismaéliens, aussi bien que ceux de la diaspora pami-rie de Bichkek, confirment que la voix de l'Imam leur parvient désormais par l'ITREB plutôt que par les *khalifa*². Par ailleurs, désormais, les *moqi* (ou *mukhi*), choisis par l'ITREB, détiennent la responsabilité qui incombait aux *pir* et aux *khalifa* et sont les responsables (ou « gardiens » dans la terminologie ismaélienne) de la *jamatkhana*. Cette réorganisation de la structure d'autorité vise à unifier les pratiques pour ainsi renforcer le transnationalisme des Ismaéliens, mais aussi à diminuer la concentration ultra-localisée des pouvoirs détenue par les *pir* et les *khalifa*. Elle a été critiquée par les fidèles, qui voient dans l'uniformisation de la gouvernance une suppression progressive des pratiques ismaéliennes spécifiques au Pamir et une ingérence des Ismaéliens non pami-riens, les *khoja*³.

En plus de gérer la gouvernance religieuse, l'Imam maintient l'allégeance des communautés frontalières grâce aux initiatives de développement mises en place depuis la fin de la guerre civile par le biais de l'AKDN. Le fait que l'Aga Khan assume ces deux fonctions

1. Otambek MASTIBEKOV, *op. cit.*, 2014.

2. Multiples entretiens avec l'auteure à Bichkek en novembre 2019 et à Langar en juin 2021.

3. Marie-Christine Elisabeth HAKENBERG, *Changes in the Making. The Ismaili Imam in the Post-Soviet Pamirs*, thèse de doctorat (non publiée), Leipzig, Universität Leipzig, 2018, 329 p.



Fig. 9 — Les autorités non étatiques locales à la frontière tadjikistano-afghane de la fin de la guerre civile tadjikistanaise (1997) à l'arrivée des Taliban dans les districts frontaliers afghans du Tadjikistan (2021) et la neutralisation des chefs locaux au Tadjikistan (2022).

distinctes, entre chef religieux ultime et gouvernant d'entreprise, lui confère ce que Poor appelle une « gestion kaléidoscopique » et « hybride » (*kaleidoscopic, hybrid leadership*¹) des affaires, et fait des institutions des outils de transcendance de son autorité. Ce double statut de l'Imam donne aux institutions ismaéliennes ce que l'on pourrait appeler une « autorité polymorphe ». Officiellement, l'organisation n'a pas d'empreinte religieuse mais sa vision du développement est sans aucun doute inspirée de la philosophie ismaélienne, en particulier en ce qui concerne le transnationalisme que nous explorerons dans le chapitre 4.

L'AKDN est composé d'employés locaux qui suit un modèle hiérarchique où les *khoja* tiennent les postes à responsabilités. Le réseau fournit des services sociaux fonctionnels, des infrastructures et un soutien humanitaire, si bien qu'il est devenu un « État dans l'État² », l'Imam étant, lui, « une sorte de président sans pays³ ». En d'autres

1. Daryoush Mohammad POOR, *op. cit.*, 2014, p. 20.

2. Bruno DE CORDIER, « Islamic Faith-based Development Organizations in Former Soviet Muslim Environments : The Mountain Societies Development Support Programme in the Rasht Valley, Tajikistan », *Central Asian Survey*, vol. 27, n° 2, 2008, p. 172.

3. Till MOSTOWLANSKY, *op. cit.*, 2018, p. 391.

termes, ses institutions qui ne constituent ni un gouvernement ni une entreprise, gèrent une population sans frontières et dispersée et répondent à presque tous les besoins de ces individus, un rôle assuré auparavant au Tadjikistan par l'État soviétique. Ces structures fonctionnent pour garantir à l'Imam les moyens nécessaires d'accomplir sa tâche de chef de la communauté transnationale tout en gouvernant la conduite de la population. Ainsi, l'autorité non étatique à la frontière se caractérise par l'existence de plusieurs structures qui demeurent distinctes des deux côtés du Pyanj (figure 9), mais qui se caractérisent aussi par leur interdépendance.

L'enchevêtrement des réseaux d'autorité à la frontière

Les agents qui représentent l'autorité locale à la frontière interfèrent sur le degré d'intégration du centre à la périphérie. Plus particulièrement, les institutions ismaéliennes ont joué un rôle crucial dans la médiation entre les autorités tadjikistanaises et les chefs locaux lors des violences perpétrées par les forces de sécurité contre la société civile en 2012, 2014 et 2022, en plus de combler le vide laissé par l'État central dans la délivrance de services essentiels. Ces institutions démontrent le pouvoir et l'influence que peuvent avoir des acteurs non gouvernementaux et transnationaux dans la gestion de problèmes sociaux localisés. L'équilibre du pouvoir dont certains jouissent dépend d'une logique de coopération et de confrontation. Ainsi, les relations entre les trois groupes détenant l'autorité sont caractérisées par une interdépendance et une circulation des individus appartenant à l'une ou l'autre des entités. Malgré leurs distinctions en termes de légitimité et de recours à la force, ces trois formes d'autorité ont coexisté jusqu'en 2022, se maintenant par la présence des autres.

La coopération entre les détenteurs de l'autorité

Dans un système de répartition du pouvoir central fondamentalement horizontal, les Pamiris n'appartiennent pas à l'élite proche du président. Quant au gouverneur du Haut-Badakhchan, le système politique dominé par la figure de Rahmon ne fait de lui qu'un intermédiaire entre les citoyens de la province et les autorités de Douchanbé. La proximité politique des Pamiris avec le cercle décisionnel demeure faible contrairement aux premières années du régime soviétique au Tadjikistan où les Deuxièmes secrétaires du Comité central du

Parti communiste étaient pamiris, dont le célèbre Shirinsho Shotemur (1930-1932). Ce commissaire originaire de Porshinev, dans le Haut-Badakhchan, appartenait au détachement du Comité exécutif central à l'origine de l'instauration du système socialiste dans le Pamir¹. Remarqué par les autorités soviétiques pour son engagement révolutionnaire, il fut nommé président du Comité central au Congrès des comités révolutionnaires tadjiks du Pamir en février 1922. Bien qu'originaire du Pamir lui-même et de langue maternelle shoughnie, Shotemur participa activement à la séparation du Tadjikistan de la RSS d'Ouzbékistan. Il est ainsi considéré aujourd'hui comme un héros national tadjik ; en témoigne sa présence iconographique dans les écoles publiques, aux côtés d'écrivains nationaux comme Ayni et Tursunzoda, et du président Rahmon.

L'exemple de Shotemur montre bien qu'être pamiri n'empêche pas de coopérer avec le centre. Le phénomène récent de croisement entre les réseaux d'autorité dans le Haut-Badakhchan remonte au moins aux années 1970. Alors qu'ils avaient été chassés des plus hautes instances du pouvoir dans les années 1930, les Pamiris mirent l'accent sur l'éducation selon les préceptes de l'ismaélisme, ce qui leur assura par la suite l'accès à des emplois de fonctionnaires, docteurs, universitaires, etc.² Les grandes familles de lettrés pamiris formaient une élite scientifique siégeant à l'Académie des sciences, dans laquelle Andropov avait puisé pour remplir les postes des institutions de la sécurité³. Ils étaient en effet particulièrement représentés au sein des services secrets et du ministère de l'Intérieur. En mai 1992, ils auraient composé un tiers des membres du KGB dans le pays⁴. Suivant une doctrine religieuse progressiste, les Pamiris servaient aussi de rempart contre le développement de l'islam fondamentaliste en provenance d'Afghanistan, qui inquiétait les autorités soviétiques.

Plus tard, les politiques d'intégration post-guerre civile leur assurèrent certaines hautes fonctions, qui produisit un deuxième effet de croisement entre les réseaux d'autorité. D'abord, les accords de paix prévoyaient une répartition du pouvoir assurant 30 % des postes à responsabilité au sein du gouvernement aux membres de l'opposition. De plus, dès la fin de la guerre, le président Rahmon(ov) entreprit une série de réformes afin de consolider son pouvoir et

1. Leonid Nikolaevich KHARIUKOV, *op. cit.*, 1995, p. 120-121.

2. Jesse DRISCOLL, *Warlords and Coalition Politics in Post-Soviet States*, New-York, Cambridge University Press, 2015, 264 p.

3. Stéphane DUDOIGNON, *op. cit.*, 1994.

4. Olivier ROY, *op. cit.*, 1994.

d'assurer l'adhésion à son régime. Parmi ces décisions, le président accorda l'amnistie aux anciens chefs de guerre et les incorpora dans les organes de sécurité de l'État, transformant des acteurs violents en acteurs gouvernementaux. 6 000 anciens combattants auraient ainsi été intégrés aux forces de sécurité au début de l'année 1998¹. Les nouveaux chefs, déterminés à emmener avec eux leurs soutiens, veillèrent à ne pas briser les liens tissés au sein des milices qui avaient combattu durant la guerre. Cette stratégie leur permettait de garder le contrôle sur les factions armées et paramilitaires nées du conflit, tout en leur offrant des places dans l'armée nationale. Cependant, aujourd'hui, les postes proches du président Rahmon changent régulièrement. Les hommes forts de la guerre civile, amnistiés ou intégrés dans le gouvernement selon les accords de paix, ne sont pas toujours présents au sein du gouvernement. Leurs destins fluctuent, au gré des courants changeants de la politique. Progressivement, les « pardonnés » d'hier sont les « écartés » d'aujourd'hui.

Si les réseaux se croisent depuis la fin de la guerre civile dans une logique verticale, ils se rencontrent également de manière horizontale. En effet, sur le plan territorial, ils entrent en contact avec l'État central. Tous ne le rejettent pas : à Khorog par exemple, d'une *mahalla* à l'autre, on peut soutenir la disparition des *rais* ou bien rejeter strictement le gouvernement central. Les acteurs d'autorité, tels que les *khalifa* ou les gouverneurs du Haut-Badakhchan (traditionnellement des Pamiris) peuvent manifester leur loyauté ou non envers le centre. Alisher Mirzonabot, nommé gouverneur de la province en novembre 2021, est un cas emblématique de ces effets de croisement. Originaire de Rouchan, il fit son service militaire dans une unité basée dans le district de Mourghab et dirigée par un certain Mahmmadboqir Mahmmadboqirov. Ancien commandant de l'OTU, ce dernier avait été intégré aux forces armées au rang de colonel après les accords de pays de 1997, puis devint un chef local et une figure de l'opposition aux violences à Khorog. Les forces de l'ordre l'ont tué en 2022.

Concernant les interactions entre l'AKDN et les chefs locaux, ils peuvent être symbolisés par l'appartenance d'une personne à ces deux groupes. Qu'il soit tadjikistanais ou afghan, un responsable de programme mis en place par l'un des organes de l'AKDN peut également être intégré au sein de l'ITREB. On lui confie alors, par exemple, la responsabilité d'une commission d'arbitrage en charge de la réso-

1. Lawrence P. MARKOWITZ, *State Erosion. Unlootable Resources and Unruly Elites in Central Asia*, Ithaca (N-Y)/Londres, Cornell University Press, 2013, p. 82.

lution des conflits dans la communauté qu'il représente à l'échelle d'un village ou d'un district. Cette personne se doit d'être en contact avec les chefs locaux afin de réconcilier les parties qui s'opposent, tout en gérant les programmes en tant qu'employé de l'AKDN, et donc obtenir l'accord de l'État central pour opérer.

Autre exemple, les chefs locaux activaient leurs relations au sein de l'AKDN afin d'orienter le financement ou la mise en œuvre de projets dont ils pouvaient bénéficier. Le fait qu'un bureau de la Fondation Aga Khan (AKF) pour l'Afghanistan, un organe de l'AKDN gérant les programmes transfrontaliers, soit à Khorog, implique que ces logiques traversent la frontière. En Afghanistan, l'AKDN soutenait également la mise en place du Programme de solidarité nationale, interférant directement dans la gouvernance locale « officielle » des régions frontalières. Un autre cas saisissant est celui de Yodgor Fayzov, ancien directeur de l'AKDN pour le Tadjikistan. Gouverneur du Haut-Badakhchan de 2018 à 2021, sa nomination est souvent interprétée comme une tentative du centre d'apaiser la périphérie. Parfaitement conscient de sa propre impopularité, le président choisit un homme qui avait gagné une forte réputation auprès de la société civile lorsqu'il travaillait pour l'AKDN.

La gouvernance dans l'espace transfrontalier montre ainsi que les individus se caractérisent par leur multi appartenance à des réseaux subétatiques et transnationaux¹. En revanche, quand les tensions entre la société civile et les représentants du gouvernement central dans le Haut-Badakhchan se manifestent par la violence, la couche d'acteurs considérés comme « fiables », les chefs locaux et les institutions ismaéliennes, s'active en rendant la coopération inévitable pour mettre fin aux brutalités.

Les violences entre l'État et les chefs locaux : de la collision à la coopération entre les agents de l'autorité

Puisqu'il ne jouit pas d'une légitimité pleine et entière, l'État central tadjikistanais garantit l'ordre par l'usage de la force, qu'il revendique comme légitime, dès lors que la société civile exprime des désaccords. En juillet 2012, ce fut précisément un acteur de la frontière que le gouvernement pointa du doigt en priorité. Tolib Ayombekov, chef des gardes-frontières d'Ichkachim, était suspecté d'avoir assassiné le général Abdullo Nazarov, à la tête de la branche régionale

1. Voir James N. ROSENAU, *Along the Domestic-Foreign Frontier. Exploring Governance in a Turbulent World*, Cambridge/New-York/Mebourne [etc.], Cambridge University Press, 1997, 467 p.

des services secrets, retrouvé mort dans des circonstances inexplicables le 22 juillet près de Khorog. Du 24 au 29 juillet, des troupes d'élite de ces services, de la garde présidentielle et du ministère de l'Intérieur furent envoyées dans la ville. À leur appui : véhicules blindés, hélicoptères de combat et jusqu'à 3 000 soldats déployés dans la seule ville de Khorog¹. Le 25 juillet, des cadavres jonchaient les rues, parmi lesquels des soldats de l'armée régulière, dont la plupart étaient pamiris. Les informations locales rapportèrent la mort de trente civils. Le 27 juillet, les autorités de Douchanbé déclarèrent la fermeture de tous les points de passages le long de la frontière avec l'Afghanistan.

Il fallut attendre le 12 août pour qu'Ayombekov et ses partisans ne se rendent. Le 22 août, l'assassinat d'un autre chef local, Imomnazar Imomnazarov, dans sa propre maison alimenta l'escalade des tensions. Ce n'est qu'un mois plus tard, les 18 et 19 septembre que le président Rahmon délivra trois discours depuis le Haut-Badakhchan, dans lesquels il rappelait à nouveau l'importance des mantras de son portefeuille rhétorique : « la paix, la stabilité et l'unité nationale ». Le recours du gouvernement central à la coupure d'accès à Internet échoua, face à la pression exercée par les réseaux pamiris de la diaspora, comme cela sera aussi le cas en 2021 et 2022, selon un déroulé d'évènements quasiment similaire.

Les négociations entamées avec la population ont été reprises par l'intermédiaire des employés de l'AKDN, symbolisant ainsi la coopération entre les différents détenteurs de l'autorité. C'est après avoir reçu un *farman* de l'Imam que les armes furent déposées. Le message, vibrant d'autorité, appelait au respect de la loi, à la promotion de la paix et à la réconciliation. Ayombekov avait lui-même déclaré avec ferveur que sa décision avait été motivée par l'appel de l'Imam, et non par les injonctions de Douchanbé. L'Aga Khan, par le biais de ses représentants sur place, joua alors le rôle de médiateur, tissant des liens entre le centre et la périphérie, entre la société civile et l'État².

En 2014, un nouveau conflit violent éclata à Khorog. Le 21 mai, les forces de l'ordre ciblèrent trois chefs locaux : le premier réussit à s'enfuir, le second fut blessé, et le troisième tué, son corps traîné

1. Dmitriy S. POPOV, « Tadjikistan pered litsom ugroz̄y mejdunarodnogo terrorizma [Le Tadjikistan face à la menace du terrorisme international] », *Problemy natsional'noy strategii*, vol. 5, n° 38, 2016, p. 133 (en russe).

2. On retrouve le concept de « médiateur » entre l'État et la société civile assigné à l'Aga Khan dans l'étude de Nejima Susumu sur le rôle de l'AKDN au Pakistan. Voir Nejima SUSUMU, « The Ismaili Imam and NGOs : A case study of Islamic civil society », *Bulletin of Asia-Pacific Studies*, n° 10, 2000, p. 149-163.

hors du commissariat. En réaction, plusieurs bureaux administratifs, dont le commissariat de police, furent incendiés. Des manifestations pacifiques, menées par une douzaine de chefs de *mahalla*, se tinrent pendant douze jours dans le centre de la ville. Les représentants de l'État central et des chefs locaux entamèrent des négociations qui durèrent plusieurs mois, à travers le « Group-20 », réunissant des représentants de la société civile, servant de médiateur.

Les événements de 2012 et 2014 témoignent d'un usage disproportionné de la force par l'État. Le fait que de nombreuses victimes soient pamiries dont des membres des organes de sécurité, a marqué une rupture dans les relations entre la société civile et le pouvoir central, rappelant certains aspects de la guerre civile. Une telle cassure a nourri l'amertume et le mécontentement des habitants à l'égard du pouvoir tadjik et leur manque de confiance envers lui. Illustrations criantes de ce fossé, des vidéos encore disponibles en ligne montrent un assaut sur les lieux où semblaient se cacher les suspects¹. L'une d'elles date du 12 septembre 2012. On peut y voir des tanks dans le centre de Khorog tirer en direction de la foule. La vidéo, intitulée « Vous ne voyez pas cela à la télévision » (« *inro dar televizion namebined* »), se termine par l'invective d'une femme lancée à un représentant du gouvernement central. Ce dernier confirme que les gens du Haut-Badakhchan n'ont jamais été des « traîtres à la patrie » (« *mardumi Badakhshon hech vaqt vatanfurūsh nabudand* ») et que tout sera fait pour revenir au calme. La femme, insistant sur le désarroi des mères de famille regroupées auprès d'elle, regrette que des jeunes soient tués durant « le mois saint du ramadan » (« *mohi sharifi ramazon* »), qui se tenait en juillet et en août 2012.

L'intrusion de forces armées extérieures, et en particulier en substitut des forces de sécurité et en l'absence de coordination avec les autorités locales, était un moyen de « recentraliser » la périphérie par la force². Celle-ci échappait de plus en plus au centre en s'organisant par ses propres réseaux de gouvernance. Le gouvernement central a cherché à affaiblir la base de l'autorité dans la province autonome en affichant sa capacité matérielle à intervenir. Dans le même temps, les deux conflits témoignent de l'obligation pour tous les agents de l'autorité d'entrer en négociation. Symbole d'une coopération forcée, en 2015, la maire de Khorog prononça un discours dans lequel elle

1. Voir sur Youtube : www.youtube.com/watch?v=_pZo8K1D35I ; www.youtube.com/watch?v=LhX7MufzI8 (en shoughni et en tadjik, consultés le 8 juillet 2025).

2. Shahrbanou TADJBAKSH, « Turf on the Roof of the World », NOREF Report, septembre 2012, 9 p.

demanda à la population de pardonner et d'oublier les interventions militaires de 2012 et 2014 au nom de l'Imam, déclaration qui fut par la suite interprétée comme une propagande gouvernementale.

En racontant le conflit qu'il vit de ses propres yeux, Sohrob, l'un de ces jeunes de Khorog, affirme depuis ces violences ne plus croire en la bienfaisance de l'État, au contraire de celle de l'Aga Khan. Il illustre ainsi la tension entre un agent de l'ordre, qui, en réalité, l'anéantit en provoquant la société civile, et une organisation apolitique transnationale qui agit en médiateur et finit par régler les différends :

En 2012, ce qui s'est passé, c'est que le gouvernement voulait prendre le contrôle du Haut-Badakhchan. Ils sont venus avec l'armée et beaucoup de personnes vers 4 h du matin, ils se sont mis à combattre, je ne sais même pas avec qui, mais ils ont tiré. Tout le monde est sorti ensuite pour se battre, les personnes âgées, tous les hommes, même s'ils ne savaient pas contre qui c'était. Ça a duré dix heures, dix heures de tirs. On est sorti avec mon amie et ça tirait encore mais ça ne servait à rien (*befoida*). Je vais te dire pourquoi ils ont fait ça, parce qu'ils veulent contrôler le Pamir. Ils veulent que tout le contrôle soit entre leurs mains.

Le Pamir fait partie du Tadjikistan, donc c'est déjà sous le contrôle du gouvernement.

Il y a quelques personnes qui n'écoutent pas le gouvernement. Pas juste quelques personnes, la moitié du Pamir n'aime pas le système actuel, ils ne sont pas d'accord avec. C'est pour ça qu'il y a tant de mauvaises choses qui se passe dans ce gouvernement. Mais le gouvernement s'en fiche, ils se disent « c'est notre système, on le suit ». Alors nous, on n'est pas d'accord. Ils ne peuvent pas nous contrôler. Ils viennent ici avec leur grande armée et veulent nous contrôler.

Combien de temps cela a duré en 2012 ?

Deux ou trois jours de tirs, ça n'a pas arrêté même une minute. Ça tirait dans tous les sens alors nous sommes partis à Roshtqala, chez la mère de mon voisin. On y est restés sept ou dix jours. Quand on est revenu à Khorog, la situation était terrible et a continué pendant deux mois. Pas de magasins, pas d'écoles, tout était très tendu. La vie s'est vraiment arrêtée pendant un mois, on ne pouvait pas appeler nos familles à Douchanbé, pas d'Internet, rien, pendant un mois. Mais pendant deux mois, c'était extrêmement tendu. Et puis j'ai quitté le Pamir.

En novembre 2021, de nouvelles violences éclatèrent à Khorog. Une fois de plus, le gouvernement tadjikistanais usa de la force et céda finalement avec l'intervention de l'AKDN. À la suite de la mort d'un homme originaire du district de Roshtqala, Gulbidin Ziyobekov, dans le cadre d'une opération des forces spéciales tadjikistanaises,

un rassemblement s'organisa dans le centre-ville de Khorog autour du corps du défunt. Les tirs des forces de sécurité sur la foule firent un mort et des blessés supplémentaires. Quatre jours plus tard, après des négociations entre les protestataires et les autorités, les manifestations cessèrent. Les premiers obtinrent notamment le retrait des points de contrôle policiers et militaires instaurés dans la ville après les premières contestations. Une décision hautement symbolique qui effaçait partiellement la matérialisation de l'« État visible ».

Toutefois, pendant quatre mois, l'intégralité de la province ne recevait plus de connexion Internet, bloquant tout accès à l'extérieur et érigeant une nouvelle barrière virtuelle se superposant à la frontière administrative interne entre le Haut-Badakhchan et le reste du Tadjikistan. Durant cette période, on pouvait, depuis la France, maintenir un contact avec des interlocuteurs à Khorog et Ichkachim, qui utilisaient des cartes SIM reliées au réseau afghan Rochan. Cette stratégie avait également été pratiquée en 2012.

Après des demandes répétées du « Groupe 44 », nouveau collectif de représentants de la société civile, auprès du président Rahmon et une intervention de l'Aga Khan, l'accès à Internet fut restauré progressivement à partir du mois de mars 2021. Mais face à l'inaction de Douchanbé quant à l'enquête sur les meurtres de novembre, les protestations reprirent de plus belle en mai 2022, des personnes tentant même de barrer la route aux véhicules militaires dans le district de Rouchan. Sous couvert d'intervenir dans le cadre d'une « opération contre-terroriste », Douchanbé envoya tanks et hélicoptères de combat pour taire les contestations. Cette fois, une quarantaine de personnes ont été tuées par les forces de l'ordre, un chiffre sans précédent. À Khorog, ce sont les derniers chefs locaux qui furent assassinés sous couvert de cette même « opération », mettant fin à leur autorité dans le Haut-Badakhchan. L'étiquette du « terrorisme » à la frontière afghane a permis de légitimer l'usage de la force, sans qu'aucune preuve n'ait été apportée à ce jour sur une quelconque influence en provenance d'Afghanistan sur la société civile du Haut-Badakhchan.

L'Aga Khan envoya le 18 mai 2022 un communiqué extraordinaire (*talika*), pourtant banal dans son contenu tant il réitère les mêmes tenants de la ligne de conduite que doivent adopter les fidèles :

Je conseille à ma *Jamat* de vivre dans le respect des lois du pays. Ne vous engagez pas dans la violence. Il est de la plus haute importance que mes enfants spirituels respectent toujours la tradition de notre *Jamat* de vivre en paix et en harmonie avec tous ses concitoyens [...] En tant qu'Imam du Temps, je demande à ma *jamat* du Tadjikistan, y

compris ceux de la diaspora, de rester calme, de respecter les lois du pays et de rejeter toute forme de violence, de désordre, d'activité illégale ou d'autres actions susceptibles de mettre en péril son bien-être¹.

Selon Poor, le fait que les fidèles doivent être des citoyens exemplaires est une manière d'assurer la sécurité de la communauté en prônant l'apolitisme². Mais face à cette philosophie, le désir de l'État tadjikistanais de se rendre visible et l'utilisation fréquente de la force ont exacerbé le manque de confiance et de loyauté des citoyens envers le régime. En s'identifiant de moins en moins aux politiques gouvernementales, ces derniers se sont tournés vers des formes de solidarités localisées, *via* les chefs locaux, ou transnationales, par le biais de l'allégeance à la communauté ismaélienne. L'existence des chefs locaux dans le Haut-Badakhchan a démontré qu'il était possible de s'organiser politiquement en dehors des structures traditionnelles de l'État central, jusqu'à ce que celui-ci reprenne le contrôle par la force. Jusqu'en 2022, l'autorité à la frontière se manifestait par un réseau de relations noué entre le centre et la périphérie, impliquant plusieurs niveaux administratifs et oscillant entre collaboration, tension et collision (figure 10).

En définitive, avec la multiplication des collisions depuis 2012³, l'État s'est rendu davantage visible à Khorog. En juin 2021, cinq mois avant la reprise des violences, on pouvait ainsi observer des militaires et des policiers tadjiks contrôler des barrages dans le centre de la ville. Deux à quatre soldats armés protègent en permanence un policier en charge d'arrêter les véhicules. Les démonstrations de force font intrusion dans le quotidien des gens et se font vives dans les discours, dressant des frontières ressenties entre les Pamiris de la frontière et les représentants de l'État tadjik :

1. Ce *talika* peut être consulté publiquement sur le site *Barakah*, voir <https://barakah.com/2022/05/20/unrest-in-gorno-badakhshan-in-his-second-talika-in-4-months-mawlana-hazar-imam-calls-on-youth-in-particular-to-maintain-peace-be-law-abiding-and-contribute-actively-to-the-progress-of-tajikistan-m/> (consulté le 8 juillet 2025).

2. Daryoush Mohammad POOR, *op. cit.*, 2014, p. 169-170. L'apolitisme des Imams est à nuancer : l'Aga Khan III était l'un des membres fondateurs de la Ligue musulmane, un parti politique du Raj britannique qui a contribué à la création du Pakistan.

3. On pourrait aussi mentionner les protestations à Khorog de 2008, mais elles n'atteignirent pas le niveau de violences meurtrières de 2012, 2014 et 2022. Des partis d'opposition au gouvernement avaient alors organisé des manifestations pour dénoncer la décision de Douchanbé de transférer six villages du district de Darwoz vers la communauté de Tavildara, à la lisière de la frontière occidentale du Haut-Badakhchan. En 2013 à Ichkachim et en 2014 à Rouchan, des soulèvements éclatèrent également contre l'État central, qui fit usage de la force, mais ces événements ont été moins documentés.

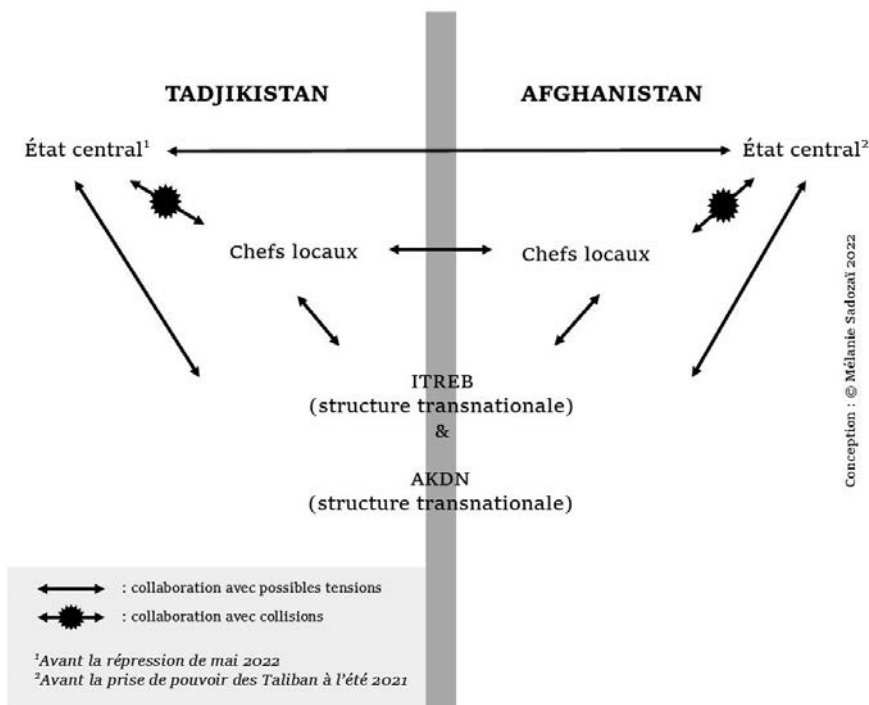


Fig. 10 — Les interactions entre les réseaux de gouvernance dans le Badakhchan.

Avant 2012, les policiers à Khorog étaient tous pamiris, mais ce n'est plus le cas maintenant, le GAI¹ est tadjik, il n'y a plus de policiers pamiris. Les Tadjiks sont ici, habitent ici avec leurs familles et leurs enfants, ils sont là vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Tout ça, c'est à cause de 2012. Cela fait un ou deux ans que leur présence est vraiment massive. Depuis, je me fais arrêter en permanence, ils me demandent mon permis et me le confisquent ; en échange, ils me donnent une permission temporaire de conduire pour trente jours. Ils veulent montrer leur pouvoir, ils veulent montrer qu'ils sont là. Voici comment ça se passe. Les policiers et l'armée sont partout à Khorog, ils arrêtent cent personnes par jour et pour une personne, ils prennent 10 somonis. Ils ne font ça que pour l'argent, aucun Tadjik n'a envie de venir s'installer à Khorog pour le plaisir ! Avant, je ne payais rien pour ma voiture. Maintenant, si je veux avoir mes vitres teintées, je dois payer 500 dollars et tout remonte au gouvernement² !

1. La police routière, référence au terme russe utilisé à l'époque soviétique : *gosudarstvennaya avtomobil'naya inspektsiya*.

2. Iskandar, entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

Les frontières symboliques par-delà la frontière politique

Pour moi, la frontière n'a pas de sens... je pense que pour nous ça n'a pas de sens parce que nous sommes les mêmes et on ne fait pas de différence entre « nous » et « eux », mais pour le gouvernement, ce n'est pas le cas¹.

« Ce n'est qu'une rivière ». L'espace transfrontalier comme ressource identitaire

Contrairement à d'autres frontières ex-soviétiques, comme celle avec la Chine, où des rapprochements avaient déjà été effectués à la fin des années 1980², les contacts entre les frontaliers de la RSS du Tadjikistan et de l'Afghanistan étaient alors quasiment inexistants. Avec la construction d'infrastructures transfrontalières au début des années 2000, l'espace transfrontalier a vu se développer mouvements et mobilités, faisant du Pyanj une frontière « vécue » par les pratiques quotidiennes³.

Renouer les liens familiaux

Dans leur conceptualisation des frontières-ressources, Feyissa et Hoehne définissent les bénéfiques « immatériels » offerts par la frontière comme étant :

les relations sociales (de l'autre côté de la frontière), l'emplacement dans le paysage territorial, politique ou social, ou tout type de revendication qui peut être faite en ce qui concerne les frontières de l'État et/ou les zones frontalières afin d'obtenir des avantages sociaux, économiques ou politiques⁴.

1. Iman, entretien avec l'auteure, Khorog, août 2019.
2. Voir Sören URBANSKY, *Beyond the Steppe Frontier. A History of the Sino-Russian Border*, Princeton, Princeton University Press, 2020, 276 p.
3. Sylvie CONSIDÈRE et Thomas PERRIN, *op. cit.*, 2017.
4. Dereje FEYISSA et Markus Virgil HOEHNE, 2010, p. 1.

Mais ces auteurs ne précisent pas le type de relation qu'impliquent les contacts avec l'outre-frontière. En effet, pour beaucoup de riverains du Pyanj, la traversée leur a offert l'opportunité de retrouver des proches vivant dans le pays voisin. On pourrait ainsi étirer le concept en affirmant que l'utilisation des initiatives transfrontalières qui produit des relations sociales donne une facette intrinsèquement personnelle et familiale aux reconnections des deux côtés du Pyanj. Les récits qui suivent permettent d'apprécier le potentiel intime de la frontière qui tisse des liens familiaux rompus plusieurs générations auparavant.

Ce sont par exemple les infrastructures matérielles qui produisent des ressources immatérielles. Interrogé sur la fréquentation des marchés transfrontaliers, Shahruz, jeune Afghan du Sheghnân habitant à Khorog, illustre leur dimension personnelle :

Un autre avantage que je connais moi-même, c'est que beaucoup de gens ont retrouvé leurs proches qu'ils n'ont pas pu voir pendant un siècle. Ils sont allés là-bas [sur les marchés transfrontaliers] et accidentellement, ils se sont vus, ont parlé et en quelques minutes ont pu faire connaissance, voir qu'ils étaient parents, et c'est vraiment une très bonne chose¹.

Ce sont aussi les activités visant à attirer les communautés frontalières, au premier rang desquelles le festival Roof of the World, qui favorisent les retrouvailles. Celui-ci se tient annuellement à Khorog et fait intervenir des musiciens de tous les pays où se trouvent des Ismaéliens pamirophones. Il s'agit d'un évènement particulièrement apprécié par la société du Haut-Badakhchan, qui met à l'honneur les traits singuliers des populations du Pamir. Siyovosh, originaire de Khorog, explique que son père aimait particulièrement fréquenter le festival, à l'occasion duquel il retrouva, au cours d'une discussion anodine, un parent afghan qui avait traversé la frontière pour participer à l'évènement. Cette rencontre fortuite soulignant la dimension familiale de la frontière poussa Siyovosh à affirmer : « Nous ne sommes pas différents, nous sommes juste dans deux camps². »

Si certaines retrouvailles sont accidentelles, résultant de traversées de la frontière pour des raisons économiques ou par curiosité, d'autres sont délibérées. Afghans et Tadjikistanais, conscients de leur histoire familiale transfrontalière, entreprennent de rechercher leurs racines de l'autre côté du Pyanj. Ainsi, Milâd a grandi au Tadjikistan

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

2. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

mais possède la double nationalité. Il évoque sa première traversée en Afghanistan à l'âge de 18 ans comme lui ayant permis de retrouver sa famille paternelle et de découvrir sa propre culture :

J'ai tout simplement adoré le pays, j'ai adoré le pays, les gens, tellement [...]. Je sais parler aux Afghans car mon père est afghan. Et ces gens, c'était comme mon propre peuple, il n'y avait pas de différence majeure. J'étais impressionné quand j'étais là-bas parce que je dis toujours que l'hospitalité tadjike est géniale mais quand j'étais là-bas, j'étais choqué ! Le niveau d'hospitalité¹...

Le sentiment de proximité avec l'autre rive se dégage aussi du récit d'Orang. Étudiant de l'Université d'Asie centrale (UCA) à Khorog, venu poursuivre son parcours académique au Tadjikistan après avoir grandi du côté afghan de la frontière dans le Sheghnân, il raconte qu'avant la fermeture de 1936, sa famille vivait sur la rive soviétique. Ses ancêtres, des *pir*, faisaient partie de ces migrants qui traversèrent pour trouver refuge en Afghanistan durant la période stalinienne. Orang affirmait ainsi qu'étudier à Khorog était « un peu comme retourner sur [sa] terre natale² ». Le régime de frontière ouverte a également donné l'occasion à ses parents de s'installer au Tadjikistan, où son père trouva un emploi à l'AKDN, incarnant alors la nouvelle ressource économique produite par la frontière au début du XXI^e siècle. Pour lui, les familles séparées se sont rapprochées depuis qu'il leur est possible de traverser :

Nous sommes des familles très proches. Dans mon cas, peut-être 90 % de mes proches vivent de ce côté [au Tadjikistan] et très peu de l'autre côté. Et c'est pareil pour tout le monde [en Afghanistan], et c'est pour cela que l'on est proches³.

Amir emprunta une trajectoire presque similaire. Tout comme Orang, il raconte une mémoire de la séparation et le ressenti qu'évoque le retour sur ce qu'il considère comme étant sa terre natale :

Ça a toujours, toujours été mon rêve de venir voir mes proches. Mon père n'arrêtait pas de parler des proches qui étaient de ce côté [au Tadjikistan]. L'un des oncles de mon père, par exemple. [...] Il était une vraie source d'inspiration pour nous. [...] Et puis en 2009, j'ai eu une bourse d'études et je suis venu à Khorog pour suivre un programme universitaire d'anglais, et j'ai eu l'opportunité de revoir ce grand-père [l'oncle de son père] et d'autres parents⁴.

1. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, août 2019.

2. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

3. *Ibid.*

4. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

De manière plus insolite, au Tadjikistan, Ramina raconte avoir fait la découverte d'un cousin, Guldast, venu d'Afghanistan pour travailler à Khorog. Guldast était à l'origine l'un de ses collègues. En rencontrant l'oncle de Ramina, Guldast et lui remontèrent oralement leurs généalogies respectives pour y trouver des parents communs :

Avec mon oncle, ils ont trouvé un moyen de remonter à leurs ancêtres et ils se sont aperçus qu'on était des parents proches. [...] Mon cousin du côté de ma mère, du côté de mon grand-père maternel, c'est un proche de Guldast et ils s'en sont rendu compte récemment. C'est parce que Guldast a pu venir ici, rencontrer des gens qu'on connaît. [...] Et je suis sûre que c'est beaucoup le cas, mais bon, ce n'est pas comme si tout le monde pouvait venir ici et retrouver ses proches¹.

Comme le souligne Ramina, bien que la frontière serve de ressource et réactive des connexions familiales, les traversants doivent avant tout pouvoir la franchir. Célébrées dans les discours, ces retrouvailles ne représentent pourtant pas l'expérience de toutes les familles affectées par la fermeture de la frontière. Les trajectoires de la séparation remontant parfois à la fin du XIX^e siècle, nombreuses sont celles qui n'ont pu retracer leurs origines faute de moyens ou d'intérêt. Si des gens de la frontière, en particulier à Ichkachim et dans le Shoughnon, disent avoir des parents ou des ancêtres en Afghanistan, tous ne sont pas en contact. Il n'est donc pas encore question d'un phénomène caractéristique de toute la bande frontalière dans le Haut-Badakhchan, qui reste néanmoins le lieu d'une autre forme de ressource « immatérielle », celle de la mémoire d'un territoire autrefois unifié.

La reconnexion identitaire par l'appartenance territoriale au Badakhchan

Le renforcement d'un sentiment identitaire propre à l'espace transfrontalier dans le Badakhchan est un autre élément qui nous permet de compléter la définition d'une frontière-ressource en contexte *a priori* sensible. La réalité des langues partagées et de la foi commune joue un rôle crucial dans la perception mutuelle des communautés frontalières afghanes et tadjikistanaises dans le Pamir. Les interactions transfrontalières renforcent l'identité pamir, qui finit par transcender la frontière administrative, si bien que celle-ci constitue aussi un capital identitaire impliquant une histoire partagée. Dans son étude sur les perceptions des riverains du Pyanj, Emily Manetta va jusqu'à affirmer que les Tadjikistanais ont une puissante nostalgie de

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

ce qu'elle appelle « un passé “pur” », une nostalgie qui « leur permet de comprendre et de gérer les disparités liées à la frontière¹ ». Elle marque bien une discontinuité historique, dans laquelle l'Afghanistan apparaît comme le lieu de préservation d'un passé idéalisé. Selon Orang, qui a grandi en Afghanistan, les reconnections ont permis aux Tadjikistanais de redécouvrir des pratiques et des objets préservés dans un Afghanistan resté à l'écart du système soviétique et de sa modernisation :

Il y a aussi des échanges culturels, parce que du côté tadjik[istanais], beaucoup de choses ont été modifiées pendant l'époque de l'URSS, on peut dire qu'elles se sont améliorées, mais là-bas [en Afghanistan], c'est resté pareil, et maintenant on peut échanger, il y a des choses intactes. [...] Par exemple les vêtements. Surtout pour femme. C'est un peu différent de ce côté [au Tadjikistan] si on compare. Aussi, je pense que les *toqi*² pamisirs, ils sont un peu différents parce que maintenant on voit que ça a changé.

Donc ils reprennent contact et découvrent leur passé ?

Oui, même la langue. Quand ils se parlent, ils ne se comprennent pas toujours.

Parce que la langue est restée la même [en Afghanistan] et ici a été modifiée ?

Exact. [...] La raison c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de changements... au Sheghnân et dans les autres provinces... Dans la province du Badakhchân [afghan], ils sont isolés, ils sont très loin et la route a été construite récemment, la route pour les voitures, c'est pour ça que la plus grande partie de la culture est intacte³.

Par ces rencontres littéralement *sur* la frontière, la reconnection s'effectue alors que les répondants évoquent une continuité territoriale imaginée. Les similitudes identitaires effacent la frontière politique et ravive, dans les esprits, le souvenir d'un Badakhchan historique :

SHAHRUZ : On le voit comme une unité [...] Orang a déjà mentionné que, religieusement, nous avons la même foi, notre religion est l'islam et nous sommes de la secte chiïte, donc oui... si on tient compte de tous ces faits, nous voyons le Badakhchan comme une entité, pas comme deux régions séparées et en même temps, surtout mes proches, je ne pense pas que 90 % mais plutôt 20 % d'entre eux sont de ce côté

1. Emily MANETTA, « Journey into paradise : Tajik representations of Afghan Badakhshan », *Central Asian Survey*, vol. 30, n^{os} 3-4, 2011, p. 372.

2. Chapeau traditionnel du Pamir, porté au Tadjikistan, en Afghanistan, en Chine et au Pakistan, dont les motifs varient selon le pays et la région.

3. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

du fleuve et quand on vient ici, on les rencontre et ils veulent être ensemble, ils veulent voir les autres membres de la famille de ce côté mais ils ne peuvent pas.

ORANG : Oui, je pense que c'est une entité. D'abord, comme nous l'avons dit, c'est parce que nos proches sont très soudés en tant que famille¹.

L'histoire du Badakhchan, comment la connaissez-vous ? Vous l'avez apprise à l'école ?

Honnêtement, je ne me souviens pas tellement de l'école. Mais je la connais de mes parents, de mes grands-parents, nous entendions des histoires comme quoi nous étions un seul peuple, un seul Badakhchan. Même une partie du Pakistan et quelques parties de la Chine, nous étions un peuple²...

La référence au passé commun d'un Badakhchan unifié influence les perceptions des Tadjikistanais qui se trouvent en contact avec ceux qui évoluent dans l'outre-frontière. Amir, Shahrucz et Orang, installés à Khorog depuis qu'ils ont quitté leurs villages respectifs du Sheghnân, racontent l'évolution des perceptions à leur égard :

On nous disait et on nous enseignait que [les Tadjikistanais] étaient comme nous, que nous partagions la même culture, la même religion, le même sang, tout était partagé, les mêmes personnes, mais qui ont été séparées en deux. Donc non seulement nous n'avons pas d'opinions négatives à propos du côté Tadjikistan, mais nous les aimions, et c'était tout le temps un moment de joie de voir et de rencontrer quelqu'un de ce côté. [...] En 2009, je pense que l'atmosphère, l'environnement étaient différents, bien différents. Je pense qu'il y avait beaucoup plus d'hostilité à l'égard des Afghans qu'aujourd'hui. Je n'en vois plus autant, et puis les gens ne voient pas facilement que je ne suis pas d'ici et que je suis d'Afghanistan. Mais quand je me présente comme étant originaire d'Afghanistan... non, je ne vois aucun problème, aucune discrimination, aucune hostilité. Les gens sont réceptifs et accueillants. Et c'est aussi peut-être grâce à mon identité religieuse, ils ressentent que je partage la même croyance religieuse et aussi parce que je suis assidu à la *jamatkhana*, les gens me voient là-bas, ça doit certainement jouer un rôle... Mais non, je n'ai jamais rencontré aucun problème³.

La première perception des gens... je dirais qu'ils ne nous connaissaient pas. Mais à force de discuter avec eux, ils ont fini par nous comprendre et pensent qu'il n'y a que le fleuve qui nous a divisés et

1. Shahrucz et Orang, entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

2. Ramina, entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

3. Amir, entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

il n'y a pas d'attaque de leur part. [...] Avec le temps, on finit par se connaître et devenir amis¹.

Si la frontière politique sépare des districts du même nom dans les deux pays, la représentation d'un Badakhchan uni remonte en fait à la période précoloniale. Les habitants soulignent que « des deux côtés » du Pyanj, les mêmes ethnonymes et toponymes étaient alors utilisés (les Rouchanis à Rouchan, les Vanjis à Vanj, les Shoughnis dans le Shoughnan, etc.). À Vanj, Chamali raconte ainsi :

Avant, c'était un seul lieu (*yak jo*), il n'y avait qu'un Badakhchan et ils l'ont coupé en deux. Des deux côtés, c'était Darwaz, Shoughnan, Vanj, etc. Mais les Anglais l'ont coupé, séparé, divisé le Badakhchan [...] Oui, c'est dommage, car on était un seul peuple².

Dans les discours, un trio formé par l'identité, le territoire et la frontière émerge. Bien qu'elle soit perçue comme une limite administrative séparant deux États, celle-ci ne constitue pas une barrière identitaire pour les répondants. Des grilles multiples révèlent que la connexion et la contiguïté — et plus généralement la représentation du territoire — varient en fonction de divers facteurs sociologiques. Dans le Badakhchan, ces grilles incluent des langues et une foi communes, qui façonnent l'identité pamirienne des habitants de la frontière. Cette identité devient une opportunité « invisible » dans la terminologie de Feyissa et Hoehne, ravivant les connexions perdues d'une communauté autrefois unie au sein d'un même territoire. La référence à un Badakhchan d'antan témoigne aussi de la tension entre un récit national tadjik dominant qui ne fait pas sens dans les régions frontalières où l'on renégocie la mémoire historique locale.

Le ressenti d'une identité partagée représente aussi un gage de confiance dans les interactions professionnelles. Pour le D^r Nizam, qui gérait l'envoi de soignants tadjikistanais dans les centres de santé de l'AKDN en Afghanistan, « ce qui motiv[ait] les docteurs, c'est que ce soit un seul peuple, le même peuple » et de conclure : « Il n'y a pas de différence³. » Selon Vadim, un entrepreneur ichkachimi qui travaillait avec un Afghan dans le cadre du tourisme transfrontalier, les liens communautaires solidifient les échanges et les interactions professionnelles :

1. Shahrutz et Orang, entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

2. Entretien avec l'auteure, Vanj, juin 2021.

3. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

Mieux connaître notre identité, ça apporte plus de confiance pour agir à l'avenir. En cela, je me répète encore, mais les gens qui sont liés... Par exemple, il y avait un guide originaire d'un village, un guide très sympa et honnête. Je cherchais quelqu'un en qui je pouvais avoir confiance et je n'avais pas vu ces gens. Puis un touriste est venu et m'a donné le numéro de ce guide. Et il se trouve que ce guide faisait du bon travail. Après quelque temps, j'ai demandé à mon père si je devais faire confiance au touriste par rapport à ce guide, j'ai oublié son nom. Puis mon père m'a dit que c'était un de nos proches. C'est un proche de... deux générations, de ses parents ou quelqu'un. Mais ce qui m'a aidé, c'est qu'après m'avoir dit ça, je ne me suis pas remis en question sur ma manière d'agir. Je pouvais mieux anticiper et savoir ce qu'il allait faire ou ne pas faire à cause de notre histoire commune. Et jamais rien de mauvais ne s'est passé avec ce type et les touristes à qui j'avais fait confiance. Connaître ces valeurs et partager ces valeurs que nous avons en nous, même si nous avons l'impression que nous les avons oubliées, je ne pense pas que ce soit le cas. Je pense que beaucoup de valeurs dans ces familles sont là, et la communication joue un rôle important si nous sommes proches. Et cela nous donne une puissance intérieure pour donner de la confiance dans la génération suivante, si nous y sommes attentifs¹.

Puisque dans le discours des Tadjikistanais de la frontière, on parle des « mêmes² », les résidents des deux côtés de la frontière ne font pas référence en shoughni dans leurs interactions quotidiennes aux « Afghans » ou aux « Tadjiks/Tadjikistanais », mais préfèrent le terme *weruya*. Bien que difficilement traduisible en français, il signifie « qui se trouve de l'autre côté d'un cours d'eau ». Le mot est donc à la fois neutre mais ancré dans un paysage bien défini. Tadjikistanais et Afghans l'utilisent pour identifier les gens de l'autre côté du Pyanj, et donc de la frontière, mais sans apporter cette précision de la limite administrative, voire d'une simple limite. *Weruya* remplace ainsi la dénomination renvoyant à la citoyenneté et définit les personnes de l'outre-frontière uniquement en fonction du paysage. À travers ce mot, le Pyanj est interprété davantage comme un fleuve autour duquel vivent des personnes partageant une identité, plutôt que comme une véritable frontière politique, tout comme elle l'était jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Les riverains déconstruisent la notion de « frontière naturelle », qui serait incarné par l'eau, et les logiques de fixité territoriale

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

2. Les seules différences majeures citées par les Tadjikistanais étaient la manière de s'habiller et le conservatisme religieux des Ismaéliens afghans.

d'un État¹. Une jeune femme, Vardo, y trouvait même une forme d'absurdité :

Parfois, je ne sais pas, c'est bizarre pour moi, qu'un simple fleuve divise deux pays. D'habitude entre deux pays, il y a une sorte de zone neutre, mais nous n'avons pas cela, c'est juste un fleuve et ensuite l'Afghanistan commence. Même à certains endroits on peut voir le côté afghan, on peut voir les gens marcher. Même si j'ai grandi [à la frontière], quand je vois des Afghans de ce côté jouer le long du fleuve ou être à dos d'âne, faire ce qu'ils ont à faire, c'est toujours intéressant pour moi².

L'identité pamir est ainsi ancrée territorialement, dans une région où la perception de la démarcation administrative est minimale, les résidents des zones frontalières se concevant dans l'appartenance au « même peuple » que leurs voisins de la rive opposée. S'il s'agit d'une identité plurielle, marquée surtout par la langue et la confession, les habitants de la frontière se sont approprié une appartenance territoriale aux montagnes du Pamir. Iman se joue même du fleuve-frontière, affirmant que : « La frontière fermée n'est pas un problème pour les Pamiris. Ils peuvent la traverser. Ce n'est qu'une rivière³ ! »

La continuité spatiale et le partage d'une identité commune avec l'outre-frontière est primordiale puisqu'elle soulève un point essentiel, à savoir, de qui parle-t-on lorsque l'on imagine ceux de l'autre côté ? Lors d'un entretien, Vakhtang, originaire de Porshinev, précisa qu'en mentionnant les « Afghans », il faisait référence non pas à ceux vivant à la frontière, mais aux hommes qu'il rencontrait dans le cadre de son travail dans le secteur du tourisme à Douchanbé. Pour parler d'eux, il utilisa en shoughni le terme *seteur*, signifiant « sauvage » ou « non civilisé ». Il se tourna alors vers son collègue Farrukh, également originaire de Porshinev, et le désigna du doigt :

Depuis mon village, quand je vois les gens qui sont de l'autre côté de la frontière, c'est comme si je le voyais lui. Mais quand ils viennent de Kaboul ou de Koulob, c'est différent. Leur manière de manger, de parler, c'est *seteur* [...]. Leur mentalité. [...] Ceux qui sont de l'autre côté, ils sont comme nous, mais ceux qui viennent à l'hôtel, quand ils voient une femme, ils perdent les pédales⁴.

1. Rebekka KANESU, Vanessa LAMB et Eva MCGRATH, « Rivers as borders ? Navigating in-between the tensions of water-state-society geographies », *Area*, 2025, p. 2-3.

2. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

3. Entretien avec l'auteure, Khorog, août 2019.

4. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

Farrukh, quant à lui, tentait plutôt d'adoucir de tels propos, répliquant : « Mais ils ont connu la guerre, qu'est-ce que tu veux qu'ils pensent ? » Dans la suite de l'entretien, Vakhtang associait les Afghans aux Koulobis, des Tadjikistanais. Il décrivait clairement une frontière ressentie dressée entre Pamiris (lui-même, son collègue, les gens de l'autre rive) et les non Pamiris (Koulobis, Afghans de Kaboul et d'ailleurs loin de la frontière) et illustre par-là même comment se dessine l'outre-frontière, en opposition au reste de l'Afghanistan.

L'appartenance à un territoire identifié et proche de la frontière façonne donc de tels récits à l'égard de l'outre-frontière. Les Pamiris au Tadjikistan n'ont pas tendance à voir les « Afghans » comme un groupe homogène, mais distinguent plutôt les frontaliers, désignés comme « pamiris », du reste de la population. Les perceptions s'articulent non seulement autour de la religion, de la langue et des liens historiques, mais aussi autour du sentiment d'appartenance à un territoire enveloppant le fleuve, faisant écho au Badakhchan historique. Elles évoquent en substance une nostalgie « créatrice » décrite par Svetlana Boym, qui permet aux individus d'explorer le passé et d'en tirer des fils vers le présent sans chercher à le recréer¹. En remontant au Badakhchan historique, les communautés frontalières entrent dans une introspection de la politique, de son pouvoir sur les trajectoires personnelles et ses effets sur les gens de la frontière. Le « passé pur » décrit par Manetta depuis son propre terrain dans le Badakhchan n'implique pas que les Tadjikistanais veuillent à tout prix revenir à une vie passée, certes préservée en Afghanistan, mais non pas fondamentalement enviable.

C'est pourquoi il convient de ne pas réifier les Afghans au Tadjikistan, car les perceptions des Tadjikistanais à l'égard d'Afghans n'étant pas originaires des régions frontalières témoignent parfois d'un certain mépris. Vakhtang l'exprime clairement en se référant aux Afghans qu'il rencontre dans le cadre de son travail. Milâd, ce jeune afghano-tadjikistanais ayant grandi à Douchanbé, résuma l'hostilité qu'il ressentait de la part de la police et des « gens » : « Les gens aussi, les Tadjiks, peut-être que ça va quand ils sont avec des Afghans mais ils ne peuvent pas leur dire en face, alors derrière leur dos ils disent qu'ils ne les aiment pas² ». Comme le disait Vadim, l'entrepreneur d'Ichkachim, « ceux qui ne sont pas là, les médias et autres » nour-

1. Voir Svetlana BOYM, *The Future of Nostalgia*, New-York, Basic Books, 2001, 404 p.

2. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, août 2019.

rissent des fantasmes sur la frontière, tandis que ceux qui s’y rendent « voient ce qu’il s’y passe. »

Une banalisation de la frontière ?

En 2017, Till Mostowlansky écrivait que, pour les habitants de la frontière au Tadjikistan, les similitudes qu’ils partageaient avec les Afghans importaient peu dans leur vie quotidienne¹. Dans certains discours au Tadjikistan, des témoignages reflètent effectivement un détachement de la frontière, parfois même sa banalisation. Trois dialogues avec des résidents de districts frontaliers différents abordent cette autre facette de l’outre-frontière, révélant un environnement qui ne fluctue pas, loin de l’inquiétude, mais aussi loin de la fascination :

On n’a pas eu et on n’a pas de problème avec la frontière avec l’Afghanistan, vraiment, parce que peut-être que des gens qui visitent Khorog se disent que c’est dangereux parce que nous sommes vraiment proches d’eux. [...] Mais je pense que nous n’avons jamais eu de problèmes, de sérieux problèmes. [...] La relation avec les Afghans, les Pamiris, on n’a pas de problème, même s’il n’y avait pas de frontière il n’y aurait pas de problème².

Quand nous avons commencé à vivre le long de la frontière [à Rouchan], c’était comme intéressant pour moi que des gens vivent là [de l’autre côté] et que des enfants jouent au football et on s’est habitués. C’était normal pour nous³.

Je ne vois pas de problème avec la frontière ou les Afghans. J’y suis allé, nous avons travaillé avec eux, nous leur avons parlé, on a acheté et vendu des choses, on a partagé des histoires. Ils sont absolument comme nous⁴.

Le paysage banalisé du Pyanj, ancré dans le quotidien et l’habitude, est perçu comme étant dépourvu de danger. Dans ces discours, la frontière n’est ni dangereuse (*khatarnok nest*), ni un problème (*mushkel nest*) dans la mesure où la situation demeure calme (*tinj*) et sous contrôle. À Ichkachim, Rustam, encore au lycée, décrit la tension entre un paysage frontalier militarisé et l’absence de danger ressenti par les résidents, alors que la frontière était fermée depuis un an et demi en réponse à la pandémie de Covid-19 :

1. Till MOSTOWLANSKY, « Building Bridges across the Oxus : Language, Development, and Globalization at the Tajik-Afghan Frontier », *International Journal of the Sociology of Language*, n° 247, 2017, p. 15.

2. Iman, entretien avec l’auteure, Khorog, août 2019.

3. Bibijon, entretien avec l’auteure, Douchanbé, juillet 2019.

4. Vadim, entretien avec l’auteure, Khorog, juin 2021.

Ce n'est pas dangereux, je pense parce qu'il n'y a rien de dangereux le long de la frontière. Il y a beaucoup de militaires, beaucoup de sécurité, c'est très bien des deux côtés. Mais il y a beaucoup de propos sur les Taliban, la guerre, blabla, beaucoup de problèmes avec la frontière ouverte. Maintenant la frontière est fermée, ça fait deux ans, ça a rouvert pour un mois mais ça a été refermé après. Je ne pense pas que ce soit très dangereux pour nous. On ne s'en inquiète jamais [...]. Personne ne dit que c'est quelque chose de dangereux¹.

Même à Qala-i-Khumb, la principale agglomération de Darwoz, située en face des districts afghans où des échauffourées ont éclaté entre les Taliban et les forces gouvernementales afghanes à partir de 2018, Daria, une adolescente de 14 ans, déclare presque avec insouciance :

Nous entendons les tirs parfois depuis ici, mais nous n'avons pas peur. Les Taliban ne viendront pas au Tadjikistan. S'ils tirent vers ici, l'armée nous protégera².

Pour d'autres, le sentiment de sécurité provient des liens identitaires entretenus avec l'outre-frontière. À Khorog, ville située au cœur du Shoughnon, territoire lui-même séparé par la frontière internationale, Sohrob confie :

Tu sais, je pense que de ce côté, ils sont shoughnis, pamiris, et de ce côté, ils sont aussi shoughnis. C'est pour ça... c'est pour ça que c'est calme. Aussi, le gouvernement contrôle. Pas à 100 %. Mais je pense que c'est parce que ce sont les mêmes gens de ce côté et de ce côté. Tout est une question de gens de ce côté-ci et de ce côté-là. [...] Ce sont des gens simples comme nous, ils n'ont pas de pensées dangereuses, ils ne font rien de dangereux contre nous, je ne pense pas³.

Associant les personnes de l'autre côté du Pyanj à une identité commune, les Tadjikistanais qui vivent près de la frontière ne redoutent pas une telle proximité. Un couple de Vanjis, qui avait pour habitude d'aller au marché transfrontalier toutes les semaines avant sa fermeture parlaient ainsi de leurs « frères » (*barodarho*) pour désigner les Afghans qu'ils rencontraient à cette occasion⁴. La fraternité transparaît lorsque les Tadjikistanais sont interrogés sur l'outre-frontière :

Ce sont les mêmes, il n'y a rien d'anormal. J'avais une amie à Bichkek quand j'étais étudiante, elle venait d'Afghanistan, du Badakhchân.

-
1. Entretien avec l'auteure, Ichkachim, juin 2021.
 2. Entretien avec l'auteure, Qala-i Khumb, juin 2021.
 3. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.
 4. Kayan, entretien avec l'auteure, Vanj, juin 2021.

Elle était très gentille, souriante, elle était allée là-bas avec la Fondation Aga Khan et a étudié là-bas. J'ai une très bonne opinion des Afghans et je les respecte, donc rien d'anormal¹.

Des deux côtés, ils sont tous Pamiris. Je me souviens quand la route, quand le pont a ouvert, on les appelait « Afghans » mais ils... ils étaient tristes, tellement tristes, ils disaient : « Nous ne sommes pas afghans, nous sommes pamiris, pourquoi vous nous appelez Afghans ? » Parce que les Afghans, là-bas, c'est une nation totalement différente. Voilà ce dont je me souviens. Donc, de ce côté de la frontière, ce sont majoritairement des Pamiris qui sont là².

À Khorog, Iskandar et Sohrob témoignent eux de la normalité qu'il y a à fréquenter les Afghans :

SOHROB : Ce n'est pas très important pour moi. Je n'y pense même pas. Tu sais pourquoi ? C'est très sûr, c'est pour ça que je n'y pense pas. [...] J'ai grandi à Khorog et je ne sens pas que c'est dangereux. Je vais tout le temps à cette frontière et je ne sens pas que c'est dangereux, c'est sûr. Je n'y pense même pas vraiment. [...]

Tu n'entends pas des choses négatives à propos des Afghans ?

SOHROB : Des Afghans, ici ?

Oui, quand tu parles avec tes amis, tu entends des choses négatives ?

SOHROB : Non, je n'ai jamais entendu des choses comme quoi les Afghans viennent ici et font des mauvaises choses. [...]

Ils ne sont pas considérés comme des gens dangereux ?

Bien sûr que non. Pourquoi ? Ils ne sont pas dangereux, bien sûr qu'ils ne sont pas dangereux [...]

ISKANDAR : Les Afghans, on ne les reconnaît pas, ils sont complètement mêlés. Ils parlent pamiri³. Je te montre un Afghan dans la rue, tu ne feras pas la différence avec quelqu'un d'ici.

SOHROB : On n'a aucun problème avec les Afghans, rien du tout.

Pourtant [ton amie] me racontait les avertissements aux enfants qu'on faisait quand elle était petite [à la fin des années 1990], comme quoi il fallait se méfier des Afghans.

ISKANDAR et SOHROB : C'était il y a longtemps !

SOHROB : On ne dit pas ça aujourd'hui ! L'histoire d'une personne ne veut pas dire que tout un peuple est comme cela ! Personne ne dit ça aujourd'hui ! Les Afghans sont comme nous, ils parlent tous pamiri, qu'ils viennent de Fayzâbâd, de Kaboul ou du Sheghnân⁴.

1. Sitora, entretien avec l'auteure, Douchanbé, août 2019.

2. Bibijon, entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

3. « Parler pamiri » revient ici à parler shoughni, les répondants ne faisant parfois pas la distinction entre les deux.

4. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.



Fig. 11 — Vue de la frontière, au troisième plan, depuis Bibi Fotema, district d'Ichkachim, Tadjikistan.

Photographie : Mélanie SADOZAI (2018).



Fig. 12 — Frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan depuis le village de Reyn, district d'Ichkachim, Tadjikistan.

Photographie : Mélanie SADOZAI (2021).

Dans la vallée du du Wakhon, l'indifférence à l'égard de l'Afghanistan émanait de l'absence de contact avec l'outre-frontière, que l'on observe visuellement : les villages sont plus éloignés du Pyanj, plus hauts en altitude (figure 11) ou alors ne font pas face directement à des zones d'habitations (figure 12). Les routes sont en piteux état et non réhabilitées, contrairement aux portions dans les autres districts frontaliers du Haut-Badakhchan. De plus, le marché transfrontalier d'Ichkachim, le plus proche de tous, ne se tient que le samedi, tandis que les voitures allant du fond de la vallée (village de Langar) vers Ichkachim ne partent que le vendredi. Ces contraintes impliquent une logistique et des dépenses financières conséquentes qui ne conduisent pas les habitants des hauteurs du district d'Ichkachim à se rendre sur les infrastructures transfrontalières. À Langar, on est donc bien conscient de l'existence de Wakhis en Afghanistan et au Pakistan, mais on affirme aussi ne pas « se poser la question » de savoir ce qui s'y passait.

L'indifférence s'accompagne d'une banalisation du paysage de la frontière. Si dans le district d'Ichkachim, d'où ont été prises les images précédentes, les rives du Pyanj peuvent être dépourvues d'activité humaine, ailleurs, des foyers de population sont organisés autour de la frontière, Khorog au premier chef. Parfois même, on observe la culture de terres agricoles, des maisons à un jet de pierre de la frontière afghane, ou des aires de jeux pour enfants (figures 13 à 15). La frontière n'échappe donc pas aux habitants qui l'intègrent dans leur quotidien, sans pourtant avoir à la traverser. Elle est omniprésente avant tout en tant que fleuve et non pas comme une limite politique précisée sur les cartes. C'est bien là toute la portée du terme *weruya*, présenté plus haut : « qui se trouve de l'autre côté d'un cours d'eau ». Elle ne peut disparaître du regard de celui qui vit autour d'elle, voire suscite l'admiration des visiteurs qui en font l'éloge dans leurs récits de voyage. À titre d'exemple, trois femmes, dont deux étrangères, publiaient ainsi une note sur leur compte X en septembre 2024 faisant état d'un paysage époustouflant à rebours de l'imaginaire du danger :

La nature inspire l'émerveillement par son ampleur, sa puissance et sa beauté. Cette vue est l'une des raisons pour lesquelles la route du Pamir est souvent considérée comme l'un des plus grands voyages en voiture au monde¹.

1. Oxus Expedition (@oxus_expedition), « Nature inspires awe with its scale, power, and beauty. This view is just one of the reasons that the Pamir Highway is frequently rated as one of the world's greatest road trips », X, 18 septembre 2024 (consulté le 4 mars 2025).



Fig. 13 — Terres agricoles au bord du Pyanj, district de Rouchan.
Photographie : Mélanie SADOZAI (2023).



Fig. 14 — Maisons faisant face à l'Afghanistan (à gauche),
sur la route entre Vanj et Khorog.
Photographie : Mélanie SADOZAI (2019).



Fig. 15 — Aire de jeux au bord du Pyanj, les montagnes d’Afghanistan en arrière-plan, près du village de Derzud, district de Rouchan.

Photographie : Mélanie SADOZAI (2021).

Alors que les miradors, les barbelés et les murs symbolisent le danger, le Pyanj circule dans un panorama idyllique du Pamir. Il ne représente pas ces frontières fermées marquées par les infrastructures de contrôle et qui donnent l’impression que « les murs de béton dominant aux frontières contemporaines ¹ ». Visuellement, le paysage de la frontière défie les attentes qui émanent de l’imaginaire du danger ², malgré les tentatives de l’État tadjik de s’y rendre présent et visible.

Le discours ambivalent du pouvoir tadjik à l’égard du Badakhchan

Bien loin de la réalité quotidienne des riverains du Pyanj, la frontière dangereuse ne disparaît pas des discours officiels. Après les

1. Anne-Laure AMILHAT SZARY, « Les frontières, lieu/locus d’une post-politique des images ? », *Les Carnets du BAL*, 2016, p. 73.

2. Voir Mélanie SADOZAI, « L’image pour déconstruire l’imaginaire à la frontière entre le Tadjikistan et l’Afghanistan », *EchoGéo*, n° 64, 2023, DOI : 10.4000/echo-geo.25308.

attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, elle a d'abord été présentée comme une « ligne de front¹ » (*frontline*) où se jouait l'avenir de la sécurité internationale. Au début des années 2000, dans les textes d'analystes de *think tank* ou de chercheurs basés aux États-Unis, l'Asie centrale était représentée comme une région « poreuse », « périlleuse », et devenant « stratégique » face à l'Afghanistan en guerre². La construction d'un Tadjikistan fragile et vulnérable dérivait automatiquement de cette perception territoriale. Un tel simulacre du danger mit la frontière au premier plan des inquiétudes des États-Unis et de l'OTAN. L'administration Rahmon put de la sorte se présenter comme « victime de la guerre contre le terrorisme³ » et intégrer d'emblée la communauté internationale au sortir de la guerre civile, tout en s'affichant comme un protecteur des populations tadjikes opprimées en Afghanistan.

L'image de l'insécurité à la frontière, une ressource pour le pouvoir tadjikistanais

Au début des années 2000, le régime tadjikistanais saisit l'occasion d'attirer les projecteurs sur le pays en « sécuritisant⁴ » la frontière. Illustrant une vision des relations internationales faisant de la proximité territoriale un facteur d'aggravation des interactions entre États⁵, le président Rahmon la construit comme un danger nécessitant la mise en place de mesures exceptionnelles pour assurer la survie du pays, à savoir l'externalisation de sa gestion à des acteurs étrangers. Lorsqu'il s'agit d'identifier le terrorisme comme un produit de l'Afghanistan, cette stratégie justifie également un contrôle renforcé des pratiques religieuses et des mesures répressives contre la société civile. Avec la rupture de 2014 qui marqua le début du retrait des forces de l'OTAN d'Afghanistan, cette rhétorique de sécuritisation continua, voire s'intensifia dans un contexte de politique intérieure muselant davantage encore les activités religieuses et les oppositions au régime. Le PRI, ralliant les adversaires de Rahmon, fut ainsi interdit en 2015. Quant au Haut-Badakhchan, nous avons vu que la répression des manifestations pacifiques ne fit que s'intensifier.

1. John HEATHERSHAW, *op. cit.*, 2009, p. 127.

2. *Ibid.*, p. 128.

3. Kirill NOURZHANOV et Amin SAIKAL, *op. cit.*, 2021, p. 62.

4. Voir Barry BUZAN et Ole WAEVER, *Regions and Powers. The Structure of International Security*, Cambridge/New-York, Cambridge University Press, 2003, 564 p.

5. Harvey STARR et Benjamin A. MOST, « The Substance and Study of Borders in International Relations Research », *International Studies Quarterly*, vol. 20, n° 4, 1976, p. 581-620.

En somme, la sécuritisation de l'exécutif est un acte performatif dans lequel la frontière devient une ressource pour légitimer un renforcement sécuritaire. Lors d'une allocution à Khorog en septembre 2018, quelques mois après la prise de contrôle des Taliban de certains villages frontaliers à Darwâz, le président Rahmon déclara :

Compte tenu de la complexité croissante de la situation militaire et politique dans le pays voisin — la République islamique d'Afghanistan —, la protection de la frontière étatique devrait être encore renforcée en utilisant toutes les opportunités et tous les moyens¹.

Notons bien la dernière phrase, qui donne libre cours à l'utilisation de la force armée à la frontière et potentiellement contre la population. Un an plus tard, il réitéra des propos similaires lors d'une rencontre avec Vladimir Poutine : « Les événements en Afghanistan affectent directement le niveau de sécurité de notre pays et de la région dans son ensemble². » Il ne se contentait pourtant pas seulement d'observer, mais il mit aussi en lumière l'importance de la matérialisation de la frontière politique pour contenir l'insécurité en glorifiant la figure du garde-frontière et des infrastructures de contrôle :

Au cours de ces années difficiles, nos gardes-frontières ont apporté une contribution véritablement historique à la protection de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan et à la prévention de l'entrée de groupes criminels organisés et armés, d'armes et de drogues³.

Parmi ces groupes, il renvoyait certes aux contrebandiers mais aussi aux individus « impliqués dans des opérations terroristes en Syrie et en Irak, ayant acquis une expérience du combat » et qui « envisagent de déstabiliser la région » :

Le Tadjikistan — à cet égard, et compte tenu de l'importance d'une paix et d'une stabilité durables en Afghanistan pour la sécurité de toute la région — appuie pleinement les efforts constructifs du gouvernement de ce pays et de la communauté internationale dans cette direction⁴.

1. Emomali RAHMON, *op. cit.*, 2018.

2. *Id.*, « Izhoroti matbuoti az rÿi natijahoi muzokiroti sathi olii Tojikistony Rossiya [Communiqué de presse concernant les résultats des négociations de haut niveau entre le Tadjikistan et la Russie] », *president.tj*, 17 avril 2019 : <http://president.tj/node/19886> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

3. *Id.*, « Sukhanroni dar majlisi tantanavi ba munosibati 25-solagii ta"sisyobii Qÿshunhoi sarhadii [Discours à l'assemblée solennelle à l'occasion des 25 ans de la création des Troupes frontalières] », *president.tj*, 28 mai 2019 : <https://president.tj/node/20254> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

4. *Ibid.*

Il pouvait alors ainsi inviter la « communauté internationale » (*jomehai jahonī*) « à accroître son assistance pratique pour soutenir l’Afghanistan¹ » ou bien interpeller les instances régionales et internationales. À ce titre Rahmon n’a jamais hésité à souligner que la frontière afghane n’était pas seulement en contact avec le Tadjikistan. En bordant trois pays d’Asie centrale, l’Amou Darya est une frontière de la Communauté des États indépendants (CEI), organisation composée d’ex-Républiques de l’URSS fondée dès 1991. Ce ne serait donc pas seul que le Tadjikistan devrait s’armer face aux menaces émanant de l’autre côté du fleuve :

Lors de la discussion des questions internationales, une attention particulière a été accordée à la coopération dans la lutte contre le terrorisme, l’extrémisme, le trafic de drogue et d’autres formes de criminalité transnationale organisée. [...] Il est bien connu que le Tadjikistan représente plus de 60 % de la frontière extérieure de la CEI avec l’Afghanistan. Notre pays est en première ligne à cet égard, et cela nous impose une grande responsabilité pour réagir de manière appropriée et prévenir les menaces et les défis qui pourraient survenir. À cet égard, nous avons prêté attention à la situation en Afghanistan et partagé nos points de vue sur le rétablissement de la paix et de la stabilité dans ce pays voisin².

L’exécutif utilise la frontière pour affirmer sa présence et sa souveraineté en périphérie, tout en sollicitant l’aide des partenaires internationaux. La sécurité à la frontière devient ainsi un *leitmotiv* dans les discours officiels adressés aux organisations internationales. Ce faisant, Rahmon place le Tadjikistan comme un membre de plus en plus important de la communauté internationale pour la première fois dans son histoire d’État indépendant. Dans le même temps, grâce à cette rhétorique officielle alarmiste, le Tadjikistan peut continuer à bénéficier de l’assistance économique et technique de ces acteurs internationaux qui comblent le vide qu’il échoue à remplir.

Rahmon n’en est pas moins pragmatique et peut aisément jouer sur deux tableaux. Il identifie les problèmes de sécurité (trafic de drogue,

1. *Id.*, « Sukhanronī dar marosimi ifitohi Konfronsi baynalmilalī sathi baland dar mavzīi “Muqovimat bo terrorizm va ifrotgaroi khushunatomez” » [« Discours lors de la cérémonie d’ouverture de la Conférence internationale de haut niveau à propos de “la Lutte contre le terrorisme et l’extrémisme violent” »], *president.tj*, 4 mai 2018 : <https://president.tj/node/17564> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

2. *Id.*, « Izhorot baroi matbuot az rīyū natijahoi safari rasmīi Prezidenti Federatsiyai Rossiya Vladimir Putin [Déclaration à la presse concernant les résultats de la visite officielle du Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine] », *president.tj*, 27 février 2017 : <https://president.tj/node/14645> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

terrorisme, extrémisme et criminalité transnationale organisée) spécifiquement à la frontière, sans pour autant blâmer les dirigeants ou la population afghane. Lorsqu'il s'adresse aux Afghans, le discours prend un autre ton. Avant la prise de pouvoir des Taliban, il mettait l'accent sur les initiatives de coopération régionale et bilatérale, comme les chemins de fer et les ponts, plutôt que sur l'insécurité. Le président se félicitait de la réalisation de tels projets, se les appropriant même en utilisant l'expression « à notre initiative » (*az jonibi mo*). La formule est ironique quand l'on sait que la plupart des projets de connectivité sont financés par des bailleurs de fonds internationaux. Il estimait que les ponts étaient devenus un « lien précieux entre nos pays et la grande région historique de l'Asie centrale et d'autres grandes régions du monde — Asie de l'Est, Asie du Nord, Asie de l'Ouest¹ ». Les chemins de fer étaient considérés comme « l'un des domaines de coopération importants » pour la région². La frontière était alors imaginée comme une zone de contact :

Actuellement, nous avons établi quatre marchés transfrontaliers à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, ainsi que quatre zones économiques franches dans les districts proches de la frontière avec l'Afghanistan [...]. Il existe quatre points commerciaux transfrontaliers à la frontière entre les deux pays, notamment dans la province autonome du Haut-Badakhchan ; ainsi les marchés transfrontaliers de « Tem » à Khorog, « Ichkachim » à Ichkachim, « Ruzvai » à Darwoz et « Khumrogi » dans le district de Vanj sont en activité³.

L'Afghanistan apparaissait comme un acteur presque incontournable pour le développement des réseaux de transit régionaux, plutôt que comme un simple partenaire bilatéral. Dès lors qu'il s'agissait de s'adresser à un interlocuteur officiel afghan, le président Rahmon ne dépeignait plus la frontière en termes d'insécurité et n'appelait pas au besoin urgent de stabilisation.

1. *Id.*, « Sukhanronī dar marosimi guzoshtani sangi avval ba poydevori binoi Saforati Jumhurii Islomii Afghoniston [Discours à la cérémonie de pose de la première pierre à l'occasion de la création de l'ambassade de la République islamique d'Afghanistan] », *president.tj*, 29 juillet 2009 : <https://president.tj/node/2659> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

2. *Id.*, « Sukhanronī dar nuhumini Konferonsi vazironi “Qalbi Osiyo-Ravandi Istambul” [Discours à la neuvième conférence ministérielle “Coeur de l'Asie — Procesus d'Istanbul”] », *president.tj*, 30 mars 2021 : <https://president.tj/node/26687> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

3. *Ibid.*

La « fraternité » avec l'Afghanistan

La proximité entre les élites politiques tadjikistanaises et afghanes doit beaucoup à l'histoire récente entre les deux pays. À l'issue de la guerre civile au Tadjikistan, craignant l'assise d'opposants islamistes dans son pays, Rahmon se rapprocha d'un certain Ahmad Shâh Massoud. Figure de la résistance afghane contre l'invasion soviétique dans les années 1980, Massoud a ensuite combattu les Taliban à la fin des années 1990. Mais le chef de guerre et le président partageaient bien plus qu'un but politique qui visait à contenir la prise de pouvoir par des islamistes radicaux. Massoud était en effet encensé pour ses origines tadjikes, un élément identitaire essentiel qui compose la rhétorique de Rahmon à l'égard de la population afghane.

Lorsqu'il interpelle des Afghans le président Rahmon avance des traits culturels partagés et défend le concept de « fraternité », utilisant les expressions communes dans sa rhétorique, « nos frères » (*barodaroni mo*), « chers frères » (*barodaroni geromi*), « chers amis » (*dustoni aziz*). Alors que la réalité d'un retour au pouvoir des Taliban se faisait de plus en plus évidente, deux moments historiques, capturés dans des vidéos en source ouverte, ont illustré cette approche « fraternelle ». Ces déclarations sont marquantes dans la relation tadjikistano-afghane dans la mesure où Rahmon dut improviser ses discours, et ne s'adressa pas à des représentants du gouvernement.

En août 2020, lors d'une visite officielle dans le Haut-Badakhchan, il écoutait une délégation d'Afghans, qui se tenait debout, de l'autre côté de la frontière, et brandissait des drapeaux des deux pays tout en récitant des vers de poésie persane. Il prit ensuite la parole pour répondre : « Chers amis, chers frères, nous vous aimons. Tout le travail que nous accomplissons dans cette région est aussi pour vous¹. » Il les remercia, se félicita de la construction d'infrastructures de développement dans le Haut-Badakhchan (« routes », « électricité », « eau »), puis déclara que tous ces projets mis en œuvre pour les « gens du Haut-Badakhchan » « vous bénéficieront à vous aussi à l'avenir [...] et nous ferons tout notre possible pour vous aider [...] évidemment ». Il souhaita à l'Afghanistan la stabilité afin de pouvoir développer les traversées (*raftomad*) et la coopération commerciale, culturelle et scientifique. Il conclut en espérant le retour de la tranquillité (*oromi*), le bonheur (*khoshbakhti*) et une longue vie (*'omri daroz*) au peuple afghan. Pour le désigner, il utilisa les expressions « chers amis »

1. *Id.*, « Suhbati È. Rahmon bo Afgonon az du tarafi daryoi panj [Conversation entre E. Rahmon et des Afghans des deux côtés du Pyanj] », *Youtube*, 29 août 2020 : www.youtube.com/watch?v=-TbQQ7EyyYs (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

(*dustoni aziz*), « chers frères » (*barodaroni geromi*), « dans notre cher et aimé pays frère et ami, la République islamique d’Afghanistan », leur déclarant enfin, à nouveau : « Nous vous aimons ! » (*shymo ro dust medorem*¹).

Le second évènement s’est tenu lors d’une fête donnée à l’occasion des trente ans de l’indépendance du Tadjikistan en 2021, à l’issue d’une performance du célèbre chanteur afghan Fahim Fanâ. Rahmon se leva, entouré de ses fidèles collaborateurs, prit le micro et se lança dans un monologue :

Ne déprime pas (*pÿÿaftoda nabosh*), ne déprimez pas, jamais. Si Dieu le veut, ces jours sombres passeront. Vous connaissez notre politique à l’égard de l’Afghanistan. Nous essayons. Nous n’abandonnons pas les Afghans. Nous avons promis d’aider et nous aidons. Ne déprimez pas. L’essence de la vie est un combat. Maintenant on parle de notre pays. Les anciens s’adressaient ainsi au peuple du Tadjikistan. Soyez satisfaits de votre pays. Soyez satisfaits de votre pays, sans attachement au pays, c’est comme aller directement dans sa tombe ! C’est très important ! Nous aussi nous avons passé des heures sombres ! Des millions ont fui, des millions ! 158 000 tués ! Tout ce que vous voyez autour de vous maintenant, c’est la stabilité. La population s’est rassemblée et, ensemble, nous avons reconstruit la nation. Ne perdez pas espoir en la vie. C’est cela, la vie. Dans la vie d’un être humain, il y a des milliers de hauts et de bas, mais tout cela finit par se résoudre. Nous vous souhaitons de retrouver le bonheur et des jours heureux, et que le peuple afghan se sorte de ce malheur. Nous vous souhaitons le meilleur. Nous sommes fiers. Merci infiniment. Le fait que nous vous ayons invités à la célébration de l’indépendance de notre pays, devant tous les responsables du gouvernement du Tadjikistan, ça, c’est le respect que nous montrons au peuple ami et frère de l’Afghanistan (*mardomi dusto barodari Afghoniston*²) !

Dans ces deux discours improvisés, le président tadjikistanais se présente d’abord comme un acteur clé de la reconstruction de l’Afghanistan, puis comme un soutien presque paternel pour les Afghans, allant jusqu’à les reconforter. Il se positionne également comme un artisan de la pacification du conflit, en établissant un parallèle sensible avec la guerre civile. Ces discours transcendent les frontières

1. Cet évènement fit l’objet d’un court reportage diffusé sur la chaîne de télévision afghane *Tolo News* lors du journal de 18 h du 21 août 2020. Un habitant du Badakhchân interrogé pour l’occasion déclara qu’il était contraint de dépenser 200 à 300 dollars afin de rendre visite à son père au Tadjikistan, montrant ainsi que la traversée reste difficile malgré les propos du président tadjikistanais.

2. Fahim FANÂ, « Sohbat-i târikhi Fahim Fanâ dar Tâjikistân [Conversation historique de Fahim Fanâ au Tadjikistan] », *Youtube*, 12 septembre 2021 : www.youtube.com/watch?v=4HiUKhpKuwY&t=2435 (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

et renforcent la notion de fraternité entre les voisins, un concept souvent utilisé par les dirigeants d'Asie centrale pour promouvoir le régionalisme centrasiatique¹. Rahmon a toujours voulu apparaître comme un président pacificateur, image construite au terme de la guerre civile, mais aussi comme chef d'État, et en dignitaire centrasiatique soucieux du sort des populations victimes de conflits.

Tout autant que l'affinité identitaire tadjike, l'expérience commune de la guerre est un aspect qu'utilise Rahmon pour se présenter comme « prestataire de la paix », puisqu'il est lui-même sorti vainqueur du conflit. Cette stratégie fonctionne auprès de figures politiques tadjikes d'Afghanistan. En 2019, le Premier secrétaire de l'ambassade d'Afghanistan à Douchanbé affirmait que l'Afghanistan pouvait bénéficier de l'expérience de pacification du Tadjikistan, discours similaire à celui recueilli deux ans plus tard par l'ambassadeur Zahir Aghbar². En 2002, Rahmon prononçait un discours lors d'une conférence marquant le cinquième anniversaire de la signature de l'Accord général sur la paix et l'entente nationale au Tadjikistan, soulignant son exemple pour l'Afghanistan :

Compte tenu non seulement des facteurs linguistiques, historiques et culturels, mais aussi de la proximité et de la similitude de nombreux aspects de la situation actuelle en Afghanistan, comme au Tadjikistan il y a quelques années, la possibilité d'utiliser cette expérience par notre voisin méridional se développe [...] Nous sommes un exemple pour le peuple frère d'Afghanistan. De nombreux politiciens afghans et même des citoyens ordinaires de ce pays considèrent « l'expérience d'établir la paix et de construire une vie meilleure au Tadjikistan » comme un exemple positif et espèrent que, comme nous, ils rétabliront la paix et une tranquillité de vie dans leur pays³.

Ces prises de parole ne font que révéler un opportunisme rhétorique. Jusqu'au retour des Taliban, la sécuritisation de l'objet « frontière » permettait de susciter l'intérêt de ses partenaires internationaux *via* la rhétorique de l'insécurité et de la coopération régionale. Abolir

1. Voir Timur DADABAEV, « Nationhood through Neighborhood ? From State Sovereignty to Regional Belonging in Central Asia », *Journal of Borderlands Studies*, 2021, p. 825-843.

2. Entretiens avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019 et juillet 2021.

3. Emomali RAHMON, « Sukhanroni dar Konfronsi baynalkhalqi bakhshida ba panjumin solgardi imzoi Sozishnomai umumii istiqrori sulh va rizoiyati milli dar Tojikiston va namunai ibrati on baroi Afghoniston [Discours à la Conférence internationale consacrée au cinquième anniversaire de la signature de l'Accord général sur l'instauration de la paix et de l'entente nationale au Tadjikistan et son exemple pour l'Afghanistan] », *president.tj*, 17 juin 2002 : <https://president.tj/node/6673> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

la frontière dans les discours visait aussi à maintenir des relations « fraternelles » avec l'Afghanistan. Dans le contexte du nouveau régime taliban en Afghanistan, ce double discours alimente en plus l'ethnonationalisme tadjik prôné par le pouvoir central. Cette forme de nationalisme permet d'englober toutes les populations tadjikes se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national. Les Pamiris du Haut-Badakhchan n'y échappent pas, malgré les tensions historiques et des sentiments identitaires distincts.

Des identités tadjikes et pamiries en opposition ?

La catégorie « pamirie » est sujette à diverses interprétations, que ce soit par les auteurs ou par les gens du Pamir eux-mêmes, qui ne s'accordent pas autour d'une seule et même définition. Si l'on s'identifie comme tel en raison de son affiliation à l'ismaélisme et de l'utilisation d'une langue pamirie, d'autres facteurs sont mentionnés de manière plus marginale dans la littérature, comme le niveau d'éducation¹ ou le caractère des cérémonies religieuses et des festivals². Tenter de définir l'identité pamirie relève donc d'une ambition délicate mais on peut tout de même dégager deux tendances déjà décrites dans les travaux d'Olivier Ferrando traitant des minorités de la vallée de Ferghana³ : une identité construite par le haut, formalisée à l'époque soviétique à partir de réalités locales ; et une identité appropriée par le bas en réaction aux décisions imposées par le pouvoir tadjik. Aslisho Qurboniev va jusqu'à affirmer que « l'identité ethnoculturelle pamirie » a été en partie construite en réaction à « la méfiance, la discrimination et l'hostilité de l'extérieur » et parle d'une « identité de résistance⁴ ». Celle-ci contribue à accentuer une distance, sinon une frontière ressentie au sein du Tadjikistan entre Tadjiks et Pamiris⁵. Dans la perspective de l'identité selon Fredrik

1. Valentin BUSHKOV et Lydia MONOGAROVA, « Ethnic Processes in Gorny Badakhshan », *Central Asia and the Caucasus*, vol. 1, n° 5, 2000.

2. Aslisho QURBONIEV, « Project Identity. The Discursive Formation of Pamiri Identity in the Age of the Internet », dans Dagikhudo DAGIEV et Carole FAUCHER, *Identity, History and Trans-Nationality in Central Asia. The Mountain Communities of Pamir*, Londres/New-York, Routledge, 2018, p. 227-248.

3. Olivier FERRANDO, *op. cit.*, 2023.

4. Aslisho QURBONIEV, *op. cit.*, 2018, p. 227.

5. Pour une discussion du terme « Tadjik », voir Richard FOLTZ, *op. cit.*, 2019, p. 1-12. Pour une synthèse des débats dans l'ethnographie soviétique autour de la terminologie concernant les populations du Pamir au Tadjikistan (« Tadjiks pamiris » ; « Pamiris » ; « Tadjiks »), voir Aslisho QURBONIEV, *op. cit.*, 2018, p. 229-231.

Barth, qui l'envisage comme le résultat d'interactions sociales¹, la frontière ressentie entre Pamiris et Tadjiks se maintient par leur fréquentation qui découle de leur appartenance à un même pays mais aussi avec les Afghans de l'outre-frontière.

Une construction par le haut à l'époque soviétique

Loin d'être séculaire, l'identité pamirienne est une « construction² » récente dont l'histoire suit la trajectoire de la création de frontières nationales dans la région. Au Tadjikistan, l'identité est territorialisée à travers le récit national martelé par les autorités et l'historiographie tadjike. Elle s'inscrit dans un continuum de l'époque soviétique, où l'absorption des « petits peuples » au sein de plus grands participait de la politique de gestion des nationalités. Le terme « Pamiri » (*Pomiri*) fut façonné dans le cadre de cette politique et plus précisément à la faveur de la création de l'entité autonome du Haut-Badakhchan le 2 janvier 1925. L'autonomie accordée au territoire contribua indéniablement à la formation d'une identité locale se démarquant du reste de la RSS du Tadjikistan. Progressivement pourtant, les Pamiris disparaissaient dans les recensements soviétiques. Ceux d'avant 1937 mentionnaient les Rouchanis, les Shoughnonis et les Wakhanis, du nom des districts du Haut-Badakhchan, comme étant des « groupes ethniques » (*natsional'nosti*) distincts³. Le nombre d'habitants et de langues de la province étaient ensuite réduits, et tous les « groupes ethniques pamiris » étaient tout bonnement effacés des recensements entre 1959 et 1989, enregistrés plutôt en tant que « Tadjiks⁴ ». Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les Russes n'utilisaient pas d'ethnonyme permettant de différencier les Pamiris des autres populations de la région et préféraient les désigner comme « Tadjiks du Pamir⁵ », selon la manière dont eux-mêmes se définissaient.

Cet argument sur l'auto-attribution de l'identité est celui d'Amnun Davydov, ethnologue de l'Académie des sciences de la RSS du Tadjikistan. Pour lui, les différences linguistiques et religieuses n'importent pas : puisque les gens du Pamir se disent « Tadjiks », ils sont « ethni-

1. Fredrik BARTH, *Théories de l'ethnicité*, suivi de Philippe POUTIGNAT et Jocelyne STREIFF-FENART, *Les groupes ethniques et leurs frontières*, traduit par Jacqueline Bardolph, Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, Paris, Presses universitaires de France, 1995, 270 p.

2. Dagikhudo DAGIEV, *op. cit.*, 2018.

3. *Ibid.*, p. 24.

4. Valentin BUSHKOV et Lydia MONOGAROVA, *op. cit.*, 2000.

5. Suhrobsho DAVLATSHOEV, *op. cit.*, 2006.

quement » tadjiks¹. Le terme est devenu un ethnonyme alors qu'il servait auparavant à ne dénoter rien de plus qu'un lieu d'habitation. L'ouvrage dans lequel Davydov avance sa théorie suscite encore la polémique aujourd'hui dans les cercles russophones. Il a notamment été l'objet d'une critique cinglante de l'ethnographe Lydia Monogarova. Celle-ci parle de l'assimilation (*assimilyatsiya*) lente des populations pamiries, notamment les plus minoritaires, par les Tadjiks en tant que groupe dominant. Elle note que certains Pamiris peuvent se définir comme des Tadjiks, sont souvent bi- ou trilingues et brandissent des registres identitaires multiples : identification locale (« shoughnie »), identification régionale (« pamirie »), identification nationale (« tadjike »). L'auteure insiste sur une assimilation de longue haleine, qui a connu une accélération à la période soviétique. En somme, l'approche primordialiste de Monogarova soutient que le paradigme identitaire pamiri est ancré dans les caractéristiques profondes et immuables d'une collectivité historique qui sont transmises et héritées par chaque nouvelle génération mais qui subit une forte influence par le groupe majoritaire².

À l'appui des données recueillies par les linguistes et les ethnographes dans la continuité des matériaux fournis à l'époque tsariste, dans les années 1920 et 1930, les autorités soviétiques ont participé d'une formalisation de l'identité pamirie en l'associant à une unité administrative. La gestion des nationalités se greffait sur des pratiques linguistiques et religieuses observées et rapportées : le modelage d'une identité pamirie n'a pas été façonné *ex nihilo* mais reposait sur des réalités vécues.

Une appropriation par le bas en réaction à l'identité tadjike

Aujourd'hui, les auteurs distinguent les Pamiris du Tadjikistan des Tadjiks d'Asie centrale avant tout par leur héritage linguistique est-iranien et leur appartenance à l'ismaélisme. Concernant cet aspect linguistique, la frontière symbolique dressée par et entre Tadjiks et

1. Amnun DAVYDOV, *Ètnicheskaya prinallezhnost' korennoogo naseleniya Gornogo Badakhshana (Pamira) [Affiliation ethnique de la population indigène du Haut-Badakhchan (Pamir)]*, Douchanbé, Donish, 2005, 152 p. (en russe).

2. Lydia MONOGAROVA, « Pamirtsy — narodnosti ili subètnosy tadjhikov ? (otvet A. S. Davydovu) » [Les Pamiris, peuple à part ou sous-ethnie des Tadjiks ? (Droit de réponse à A. S. Davudov)] », *Sovetskaia etnografiia*, n° 5, 1989, p. 28-34 (en russe) ; Lydia MONOGAROVA, 1975, « Ètnicheskiy sostav i ètnicheskie protsessy v Gorno-Badakhshanskoy avtonomnoy oblasti Tadjhiskoy SSR [Composition ethnique et processus ethniques dans la province autonome du Haut-Badakhchan de la RSS du Tadjikistan] », *Strany i narody Vostoka*, n° 16, p. 174-191 (en russe).

Pamiris se construit d'abord par le biais d'une langue maternelle qu'ils ne partagent pas¹. Le centre administratif du Haut-Badakhchan se trouve aujourd'hui à Khorog, où l'on parle le shoughni, langue la plus utilisée dans la province. Dans les années 1930, le shoughni obtint le statut de langue vernaculaire dans le Haut-Badakhchan et la Constitution de la RSS du Tadjikistan fut même traduite dans cette langue. Elle fut remplacée par le tadjik en 1939, dans un effort d'uniformiser la culture de la République, s'inscrivant dans le cadre plus large de la gestion des nationalités en URSS. La langue étant devenue « le principal instrument de promotion des nations² », elle permettait « de diffuser, auprès de différents groupes linguistiques, un même type de contenu : la propagande communiste hier, l'idéologie stato-nationale aujourd'hui³ ».

Les personnes originaires des districts de Vanj et Darwoz, dont les langues maternelles sont des dialectes du tadjik et non des langues pamiries, se doivent d'apprendre le shoughni dès lors qu'elles partent à l'université à Khorog ou établissent des relations commerciales avec des locuteurs de langues pamiries. Les personnes ayant fait leurs études à l'époque soviétique disent comprendre encore un peu le shoughni pour cette raison. Dans le district d'Ichkachim, où les habitants parlent wakhi, reyni ou divers dialectes tadjiks, les mariages avec des shoughnophones ainsi que les opportunités d'emploi et d'études à Khorog expliquent le plurilinguisme de ces communautés dont le shoughni n'est pas la langue maternelle.

Une langue distincte est ainsi une « importante barrière culturelle⁴ » et représente une entrave à la connaissance de l'État, au contrôle, à la manipulation ou à la propagande. Dans l'espace transfrontalier du Badakhchan, l'usage de langues distinctes de la langue nationale est un obstacle à la lisibilité mise en œuvre par le pouvoir central, qui consacre l'imposition de la langue d'État dans la loi du 5 octobre 2009. Depuis 2021, l'usage du shoughni est officieusement interdit dans les administrations à Khorog. Fonctionnaires et citoyens du Haut-Badakhchan, shoughnophones de naissance, doivent désormais interagir en tadjik, ce qu'ils choisissent ou non de faire. De surcroît, en novembre 2023, une délégation envoyée par le gouvernement fit le tour de Khorog pour identifier les devantures de commerces qui

1. Pour un balayage historique de l'usage et de l'imposition des langues dans le Haut-Badakhchan au XX^e siècle, voir Valentin BUSHKOV et Lydia MONOGAROVA, 2000, *op. cit.*

2. Olivier FERRANDO, 2006, *op. cit.*, p. 84.

3. *Id.*, 2023, *op. cit.*, p. 174.

4. James C. SCOTT, 1998, *op. cit.*, p. 72.

ne respectaient pas l'usage du tadjik. Cette progressive imposition du tadjik comme langue vernaculaire traduit la volonté de lisibilité encore plus forte de l'État à la périphérie, alimente l'hostilité des Pamiris et continue de construire la frontière mentale avec les Tadjiks. En 1965, un linguiste suédois publiait un article sur les langues de la RSS du Tadjikistan dans lequel il affirmait : « Aucune des langues du Pamir n'est écrite. Une assimilation des populations du Pamir avec les Tadjiks est en cours (pour former une nation unifiée selon les sources¹) », un constat que dressait Monogarova encore vingt-cinq ans plus tard et qui ne perd pas de son actualité.

Dans ce contexte, décider de ne pas utiliser le tadjik devient pour beaucoup un acte politique valorisant l'affinité pamirienne au-dessus de l'appartenance nationale. Il est alors peu étonnant que des Pamiris refusent de parler tadjik à un étranger, arguant souvent qu'ils ne le maîtrisent pas suffisamment, bien qu'elle soit la langue d'enseignement dans toutes les écoles publiques du Tadjikistan. Ils préfèrent faire usage du russe ou de l'anglais largement parlés dans la province. Mais ces formes de résistance sont interprétées par le pouvoir comme un acte hostile à la fameuse « unité nationale » serinée dans les discours officiels. En janvier 2022, Chorshanbe Chorshanbiev, un athlète originaire du Haut-Badakhchan fut placé en détention provisoire à Douchanbé pour « incitation à la haine ethnique et à l'insurrection », après avoir notamment déclaré dans un vidéo qu'il n'était « pas tadjik mais pamiri. » Il fut ensuite condamné à huit ans et six mois de prison pour « appels au changement violent de l'ordre constitutionnel sur Internet ». En novembre 2024, Chorshanbiev a vu sa peine prolongée de quatre ans pour son implication dans une rixe au sein de la prison. Signe de la tension permanente entre les identités tadjike et pamirienne, des sources au sein des forces de l'ordre, dont les témoignages ont été publiés dans un média local, ont fait part des punitions qu'il se voyait infliger pour avoir utilisé sa langue maternelle lors des visites de sa famille.

La barrière avec les Tadjiks s'érige aussi par l'affiliation à l'ismaélisme dans la logique d'une communauté imaginée, dans le sens de James N. Rosenau. Pour ce transnationaliste de la première heure, les frontières politiques importent peu pour définir son appartenance à un groupe. Ces communautés existent alors que les États-nations continuent de fonctionner et de régir la société, mais « les prédispositions mentales et émotionnelles nécessaires pour établir [ces

1. Bjorn JERNUDD, « The Language Situation in Tadjik SSR », *Anthropological Linguistics*, vol. 7, n° 3, 1965, p. 77.

communautés imaginées] sont suffisamment répandues pour nourrir l'espoir que l'imaginaire puisse être transformé en réalité¹ ». C'est par leur appartenance religieuse gravitant autour de l'allégeance à l'Aga Khan que les Pamiris envisagent, ou imaginent, une communauté plus grande d'Ismaéliens du Pamir en Chine, au Pakistan et en Afghanistan. Le ressenti d'une appartenance à cette communauté transcende les frontières administratives et ravive la conscience d'un territoire pamiri transnational. En témoigne l'expérience que raconte Sohrob, qui vécut neuf ans en Chine, avec un groupe originaire de Tachkurgan. Dans son récit, « pamiri » se confond avec « ismaélien », révélant combien le critère religieux détermine son auto-identification et celle de ses interlocuteurs :

Ils se sentent pamiris. La religion, ils se sentent musulmans, ismaéliens. Ils me demandent toujours de leur raconter le Pamir, comment c'est le Pamir. Avant, c'était tout un ensemble, bon c'est encore ensemble. Ils n'ont pas perdu leur langue, la culture pamirie, ils ne la perdent pas, ils la conservent très bien. [...] Comme nous, ils conservent très bien leur ethnicité, leur langue, leur maison. Les maisons pamiries, nos robes, nous conservons tout très bien. [...] Peut-être que j'irai là-bas [à Tachkurgan]. Mes amis y sont allés. Ils ont dit : « Quand on était à Tachkurgan et qu'ils ont su qu'on était pamiris, tout le monde a dit "venez chez moi", comme chez nous. Venez prendre un thé et restez. Le lendemain avant de partir, ils ne nous ont pas laissé payer : "Pour vous, c'est gratuit." » Bien sûr qu'ils savent qu'ils sont eux-mêmes pamiris².

Les mécanismes de formation de cette communauté imaginée s'appuient sur le partage de valeurs, de langues, d'obédiences similaires mais se voit aussi renforcé par un attachement au territoire du Pamir. Dans la perception de ses habitants, « Pamir » renvoie aujourd'hui à un particularisme territorial, celui de la montagne. Le « romantisme » associé à cet environnement est un discours habituel chez les résidents du Haut-Badakhchan. Ceux qui ont déménagé ailleurs dans le pays aiment s'y rendre en été pour profiter de la douceur du climat ; d'autres expliquaient en juin 2021 que l'absence de Covid-19 était due au « bon air » des montagnes. L'attachement au territoire dans le Pamir repose sur la relation intrinsèque avec l'écologie qui lui confère en tant que lieu une forte signification personnelle³. Alors, la

1. Voir James N. ROSENAU, *op. cit.*, 1997, p. 129.

2. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

3. Voir Suzy BLONDIN, 2021, « Staying Despite Disaster Risks : Place Attachment, Voluntary Immobility and Adaptation in Tajikistan's Pamir Mountains », *Geoforum*, vol. 126, p. 290-301.

frontière politique et la barrière que représenterait la montagne dans les représentations conventionnelles perdent de leur sens. Elles ne suffisent pas à effacer les liens que ressentent les Pamiris à l'égard de leur environnement.

La langue, la religion, l'émotion suscitée par la montagne constituent des traits qui distinguent les Pamiris au sein du Tadjikistan. Le sentiment d'« antipathie¹ » à l'égard des Tadjiks se fonde quant à lui sur la mémoire historique de la guerre civile, la violence étant le corolaire de la formation ou de la transformation d'identités dans des contextes où plusieurs coexistent². Exalté par les massacres du conflit, le terme « pamiri » joua alors un rôle déterminant dans le sentiment d'appartenance à un groupe commun. L'affiliation territoriale prit une importance d'autant plus significative en marquant l'adhésion aux différentes forces qui s'affrontaient. Les Pamiris étaient ainsi automatiquement associés à l'opposition, si bien que des auteurs parlent de « génocide » à l'égard des « Badakhchanis³ », embrassant toute personne originaire de la province, ismaélien ou non. Parler tadjik avec un accent suffisait à être enlevé et exécuté. Aujourd'hui, dans le Haut-Badakhchan, la mémoire de la guerre est encore vive. Une étudiante à l'Université d'Asie centrale à Khorog, ayant grandi dans le Shoughnon et née à l'issue du conflit, parlait de la transmission de cette mémoire au sein de sa famille. À la question de savoir si le sujet importait pour ses parents, elle répondit :

Oui je pense car c'était la partie la plus difficile de leur vie. Il y avait la famine, la pauvreté, nulle part où travailler, il y avait un embargo donc les gens n'avaient rien à manger. C'est encore une partie très délicate dans leurs souvenirs. [...] Ils vivaient avec mes grands-parents, et mes grands-parents disaient : « Nous n'avions qu'un morceau de pain pour une journée. » Ils disaient : « Et encore, notre vie était meilleure comparée à d'autres. » Parce que le frère de ma grand-mère travaillait quelque part dans une usine et il leur apportait des choses⁴.

La langue, la confession, l'attachement au territoire et la mémoire de la guerre civile représentent quatre éléments essentiels à l'identité pamirienne. Nous l'avons vu, au Tadjikistan, « Pamiri » renvoie en premier lieu aux Ismaéliens locuteurs de langues pamiriennes et originaires de la province du Haut-Badakhchan. Dans une perspective

1. Jonah STEINBERG, 2011, *op. cit.*, p. 139.

2. Voir Ger DUIJZINGS, 2000, *Religion and the Politics of Identity in Kosovo*, Londres, Hurst, p. 32-36.

3. Otambek MASTIBEKOV, 2014, *op. cit.*, p. 112.

4. Dilnoza, entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

barthienne, ils s'identifient comme tels en réponse à leurs relations avec les Tadjiks, mais pas uniquement. Interrogés à propos des Afghans de l'autre côté du Pyanj, tous mes interlocuteurs dans les villages frontaliers du Haut-Badakhchan répondaient percevoir « des Pamiris », « des gens qui parlent la même langue », ayant « la même culture, la même religion, la même foi », ajoutant parfois même que tous ces éléments les rapprochaient de l'outre-frontière¹.

Parle-t-on de Pamiris en Afghanistan ?

J'ai plusieurs idées sur ce qu'est être pamiri. Je pense que c'est très implanté au Tadjikistan maintenant et d'une certaine façon, c'est lié à la religion aussi. Si quelqu'un dit qu'il est pamiri, ça veut automatiquement dire qu'il est ismaélien. Du côté de l'Afghanistan, ce n'est pas comme ça. Il y a l'idée de pamiri... Les Pamiris sont en fait dans les hautes montagnes et dans le district du Wâkhân, dans la province en Afghanistan. Il y a des mouvements récents où les gens commencent à s'appeler Pamiris, mais sinon, en Afghanistan, c'est très différent. Donc, pour moi, ça dépend où je suis. Si je suis au Tadjikistan et que quelqu'un utilise "Pamiri", je sais ce que ça veut dire, mais en Afghanistan, ça ne veut pas forcément dire que c'est lié à la religion. Pour moi, ce sont deux choses différentes².

SHAHRUZ : Quand nous voyageons dans d'autres provinces d'Afghanistan, on nous appelle "Shoughnis" et il y a des stéréotypes. [...] À cause de la région, ils nous disent aussi... « ils sont du Pamir ». [...] Je pense que de notre côté, de ce côté du fleuve, en Afghanistan, quand le mot « Pamiri » est utilisé, ça ne renvoie pas exactement à nous, à ceux qui se trouvent spécifiquement de ce côté du fleuve, mais plus aux gens qui sont dans le nord, dans le Wâkhân. Les gens de notre côté parlent d'eux comme étant "pamiris". Des « Pamiris »...

ORANG : Aussi, on se dit que « Pamiris »... ce sont ceux qui vivent dans le nord du Pakistan et de la Chine³.

Amir, Shahruz et Orang, trois Afghans du Sheghnân, témoignent d'une acception du terme bien différente de celle entendue au Tadjikistan. En Afghanistan, « Pamiri » est utilisé par les Ismaéliens pour désigner les populations des hautes montagnes, éloignées, souvent kirghizes ou wakhies ; il était même inscrit dans l'hymne national de la République islamique jusqu'au retour au pouvoir des Taliban en 2021. Contrairement au Tadjikistan, il ne s'agit pas d'une opposition aux populations majoritaires, en l'occurrence les Pachtounes ou les

1. Entretiens avec l'auteure, Douchanbé et Khorog, entre juillet 2019 et juillet 2021.

2. Amir, entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

3. Shahruz et Orang, entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

Tadjiks, mais à une localisation territoriale. Comme l'exprime Orang, il s'agit aussi d'une catégorie reflétant l'appartenance au territoire montagnard qui couvre les périphéries de la Chine et du Pakistan où vivent des Ismaéliens. « Badakhshi » est aussi utilisé dans les régions frontalières pour désigner les sunnites de Fayzâbâd, la capitale provinciale, en opposition aux Ismaéliens. Dans d'autres régions d'Afghanistan, ce même terme englobe tous ceux qui habitent la province, quelle que soit leur appartenance religieuse.

En somme, en Afghanistan aussi, ces catégories sont instables. Pourtant, c'est bien ce terme qui est utilisé par les Pamiris de la frontière au Tadjikistan pour désigner les voisins de l'outre-frontière, renvoyant à trois des quatre éléments qui fondent l'identité pamirie : la langue, la religion et l'attachement à la terre d'origine. En revanche, les Afghans ismaéliens du Badakhchân n'ont pas été cloisonnés dans des recensements ou des catégories bien distinctes qui étaient l'apanage du contrôle des populations à l'époque soviétique. Ils n'ont pas non plus été les cibles de massacres sur fondement d'appartenance localiste qui ont caractérisé la guerre civile au Tadjikistan. Sans avoir eu l'expérience d'une construction identitaire systématisée et de leur tentatives d'éradication, ils ne se sont pas appropriés de terme précis pour s'auto-identifier « pamiris ».

Ces quelques entretiens ne concernent qu'un échantillon de la population frontalière, ne permettant certainement pas d'embrasser une définition exhaustive de l'identité pamirie. Il importe de signaler également qu'une partie de l'intelligentsia pamirie au Tadjikistan soutient les efforts d'unité nationale promue par l'exécutif¹. Les témoignages d'aujourd'hui montrent toutefois que la frontière administrative entre le Tadjikistan et l'Afghanistan a participé de la création d'identités locales construites contre le centre et au sein du territoire tadjikistanais. L'histoire soviétique du Tadjikistan a indéniablement affecté les représentations, entremêlant appartenance identitaire, rattachement territorial et menace politique ; l'autonomie de la province du Haut-Badakhchan a nourri l'affinité pamirie et semé le trouble dans l'unification nationale, faisant planer la peur du séparatisme à Douchanbé. Malgré ces tensions, il n'existe guère d'irrédentisme que dans des groupes isolés et modérés par des Pamiris sur les réseaux sociaux, la majorité des habitants du Haut-Badakhchan souhaitant avant tout conserver l'autonomie plutôt que de lutter pour une indépendance.

1. Voir Aslisho QURBONIEV, *op. cit.*, 2018.

Des anthropologues de l'université d'État de Moscou parlent ainsi d'une identité « à plusieurs niveaux¹ » (*mnogostupenchatoe*) dans le Pamir au Tadjikistan, dans laquelle le premier stade se caractérise par une autoidentification locale, en l'occurrence les unités territoriales que sont le Shoughnan, le Rouchan, etc. Beaucoup se considèrent différents d'un district, d'une vallée, voire d'un village ou d'une communauté ultra-locale à l'autre et font ainsi preuve d'un pragmatisme identitaire en fonction de leurs interlocuteurs, à l'image des Vanjis et des Darwozis.

Les tadjikophones sunnites du Haut-Badakhchan

Les perceptions se complexifient lorsque l'on aborde la place de Vanj et Darwoz, deux localités au sein du Haut-Badakhchan où l'on parle des dialectes du tadjik et pratique l'islam sunnite. Les Ismaéliens pamirophones ne désignent pas les Vanjis et Darwozis comme « pamiris » et pourtant, ne dressent pas non plus de barrière formelle avec eux, ne les considérant pas comme tadjiks. À Khorog, Siyovosh témoigne de ce flottement :

Si vous demandez aux gens ici [dans le Shoughnon] qui parle pamiri, ils diront « nous sommes pamiris ». C'est une question de langue. Mais à Vanj et à Darwoz, ils diront « nous sommes du Badakhchan ». Vous voyez, c'est par rapport à la langue. Vanj, c'est différent de Darwoz. Ils sont mélangés, ils nous ressemblent mais ils ont perdu leur langue d'origine, sauf à Yazghoulem : c'est la seule partie de Vanj où ils ont gardé leur langue d'origine. Ils nous ressemblent, leur culture est la même².

Ce cas de minorités au sein de la minorité au Tadjikistan illustre la volatilité de la frontière identitaire dans le Haut-Badakhchan car, selon les perceptions et selon les individus, Vanjis et Darwozis se disent tantôt « tadjiks », tantôt « pamiris ». Olim, professeur d'histoire du village de Langar, dans la vallée du Wakhon, résume leur sort en ces termes :

La frontière date de 1895. Avant il n'y avait pas de frontière. Avant le Badakhchan était divisé en trois : Shoughnan, Rouchan, Wakhan. Pour Darwoz et Vanj, c'était différent, ils ont accepté la langue tadjike. Certaines personnes disent qu'ils sont devenus sunnites et qu'avant, ils étaient ismaéliens, mais ils ont accepté d'être sunnites³.

1. Artak A. MOVSESYAN et Varvara Y. BAKHOLDINA, *Antropologicheskaya differentsiatsiya korennoogo naseleniya Gornogo Badakhshana [Différenciation anthropologique de la population indigène du Haut-Badakhchan]*, Moscou, 2015, p. 1 (en russe).

2. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

3. Entretien avec l'auteure, Langar, juin 2021.

Ce serait en effet dans la deuxième moitié du XIX^e siècle que Darwaz, principauté qui comprenait la vallée de Vanj, aurait été conquis par l'Émirat de Boukhara¹, et que les langues locales disparurent, à l'exception du yazghoulemi². À ce jour, les données historiques manquent pour approfondir l'héritage linguistique de ces régions et il faut compter uniquement sur les sources locales, principalement en russe et en tadjik³. Parmi les références en tadjik, on dispose de deux ouvrages de l'historien d'origine vanjie Haydarsho Pirumshoev, dans lesquels l'auteur affirme seulement que Vanj et Darwaz appartiennent bien aux « montagnes du Pamir⁴ ».

Dans la littérature occidentale, les populations de Vanj et de Darwoz sont qualifiées de « Tadjiks » du Pamir, certainement parce qu'eux-mêmes se disent parfois « Tadjiks », et bien que hors du Haut-Badakhchan, les Tadjiks ne les définissent pas toujours comme tels⁵. Au XIX^e siècle, les sources russes révélaient que les Ismaéliens appelaient les gens de Darwaz et des autres parties de l'actuel Tadjikistan *farsiwan*, « ceux qui parlent persan⁶ ». Selon les Ismaéliens du Haut-Badakhchan aujourd'hui, Vanjis et Darwozis ne sont pas Pamiris car ils ne partagent pas les mêmes traits linguistiques et religieux. Le terme récurrent qui les définit est bien « Badakhchani », en référence à l'entité administrative actuelle.

Certes, l'appartenance religieuse des Vanjis et Darwozis les relie aux Tadjiks hors du Haut-Badakhchan, mais aussi aux Kirghizes du district de Mourghab, qui habitent dans la partie orientale de la province et avec qui ils n'ont quasiment pas de contact ; leurs langues maternelles sont des dialectes du tadjik, mais les habitants de la vallée de Yazghoulem à Vanj parlent une langue éponyme considérée comme étant pamirie⁷. Les réponses relatives à leur identité diffèrent d'un

1. Le *Tarikhi Badakhshan* de Badakhshi, qui couvre l'histoire régionale de 1657 à 1808, montre que les populations de Darwaz au XVII^e siècle étaient sunnites, il est donc difficile de dater leur possible conversion.

2. Les personnes parlant le yazghoulemi sont une exception au sein des locuteurs de langues pamiries en ce qu'ils ne sont pas ismaéliens mais sunnites.

3. Pour une liste des sources en russe sur l'histoire de Vanj, voir A. Z. ROZENFELD, *Vandzhskie govory Tadzhijskogo yazyka [Dialectes vanjis de la langue tadjike]*, Léninegrad, Université de Léninegrad, 1964, 147 p. (en russe).

4. Voir Haydarsho PIRUMSHOEV, 2008, *op. cit.* ; *id.*, 2004, *op. cit.*

5. Voir Valentin BUSHKOV et Lydia MONOGAROVA, *op. cit.*, 2000.

6. Voir Dagikhudo DAGIEV, *op. cit.*, 2018.

7. Les recherches menées par les linguistes soviétiques dans les années 1950 font état d'un parler vanji tombé en désuétude mais qui se rattacherait au même groupe que le shoughni. On trouve aussi un « dictionnaire vanji » sur le site *vanj.info*, dont certaines entrées sont complètement différentes du tadjik standardisé.

individu à l'autre, certains faisant de la religion leur première source d'identification, d'autres la langue, d'autres encore la culture de la montagne. Ainsi, Mohira, originaire d'un village dans les hauteurs de Vanj affirme : « Vanj, ce n'est pas le Pamir, c'est le Badakhchan, il ne faut pas mélanger le Pamir avec Darwoz et Vanj », et son frère de rétorquer : « Vanj, c'est le Pamir, et c'est le Badakhchan parce que nous sommes dans la province (*oblast'*) du Badakhchan¹. » Autre exemple de cette multiplicité des identités, deux jeunes Vanjis de dix-huit ans, interrogés sur leur sentiment identitaire apportèrent des réponses opposées. La première, ayant grandi à Douchanbé préféra « tadjike », et développa « une identité territoriale vécue, celle de la capitale, où [elle avait] grandi² » ; le second, ayant grandi à Vanj, choisit « vanji ».

Vanjis et Darwozis revêtent un sentiment identitaire délicat, qu'on ne saurait définir ou cloisonner. Ferrando affirme que, dans le Ferghana, la différenciation entre « Tadjiks » et « Ouzbeks » ne parvenait pas à saisir la complexité des dynamiques de distinction sociale des sociétés d'Asie centrale, le clivage infra-ethnique étant plus opérant que le clivage ethnique³. Le cas des Vanjis et des Darwozis au Tadjikistan illustre pleinement cet argument appliqué au terme « tadjik », qui ne suffit pas à définir l'identité. À Vanj et à Darwoz, l'identité s'exprime par la langue, l'obédience religieuse, l'appartenance à la montagne, voire à une entité administrative historique, le Badakhchan. Pour Sohrob, jeune homme originaire de Khorog, Vanjis et Darwozis peuvent ainsi aisément « manipuler » leur identité, étant proches à la fois des Tadjiks et des Pamiris :

Vanj et Darwoz, c'est le Badakhchan. [...] Les Darwozis, ici, ils disent « on est badakhchanis, on est comme vous », mais à Douchanbé, ils disent « on est sunnites, on est comme vous ». Ils s'adaptent⁴.

Les Vanjis et les Darwozis se disent parfois « pamiris » par proximité territoriale avec le Pamir mais aussi « tadjiks » parce qu'ils parlent des dialectes du tadjik et sont sunnites, exemplifiant une identité fluctuante qui se définit comme un concept relationnel et contextuel. Les propos de Sohrob expriment des frontières symbo-

1. Conversations avec l'auteure, Vanj, juin 2021.

2. Olivier FERRANDO, « Déplacements de populations et identités dans la vallée de Ferghana : les limites du paradigme ethnique », *Cahiers d'Asie centrale*, n^{os} 19-20, 2011, p. 200.

3. *Id.*, « Soviet Population Transfers and Interethnic Relations in Tajikistan : Assessing the Concept of Ethnicity », *Central Asian Survey*, vol. 30, n^o 1, 2011, p. 39-52.

4. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

liques mouvantes et fonction souvent du lieu où ils se trouvent, des interlocuteurs avec qui ils échangent et révèlent difficilement leur propre sentiment identitaire.

Il n'en reste pas moins que les interactions entre Vanjis ou Darwozis et les autres groupes pamiris du Haut-Badakhchan sont quotidiennes et que les identités locales importent peu dans les relations sociales. Il est par exemple commun de faire le chemin depuis les hauteurs de Vanj, difficilement accessible par la route, afin de subir des opérations chirurgicales au centre médical de l'AKDN à Khorog. L'AKDN emploie aussi des Vanjis pour diriger des programmes de coopération transfrontalière dans les districts ismaéliens. Des mariages inter-religieux ont lieu mais semblent plutôt impliquer une conversion au sunnisme. Mentionnons aussi le village de Yoged à Darwoz, seul village ismaélien dans un district sunnite. Là-bas, les relations entre les deux communautés se caractérisent par une coexistence, voire par des transferts de pratiques religieuses : le *khalifa* de Yoged peut être appelé par des sunnites pour effectuer des performances rituelles ; et les Ismaéliens de Yoged ne pratiquent pas la cérémonie funéraire caractéristique de l'ismaélisme pamiri (*tcheroghi rowshan*¹), probablement sous l'influence de leurs échanges avec les sunnites de Darwoz. De l'autre côté du Pyanj, en Afghanistan, on retrouve la même configuration : plusieurs villages ismaéliens — Jumarj Bâlâ étant le plus grand — sont entourés de villages sunnites. Il s'agit là d'Ismaéliens non pamirophones de naissance et qui, comme à Yoged, suivent les mêmes traditions que leurs voisins sunnites. Concernant les relations avec l'Afghanistan, on partage à Vanj et Darwoz cette « mémoire de la séparation » du Badakhchan. On raconte, tout comme ailleurs dans le Pamir, que la création de la frontière en 1895 perturba les échanges par-delà les rives et divisa un territoire avant unifié.

Rahmon tire pleinement parti de la présence de tadjikophones sunnites dans le Badakhchan et s'applique à englober les Vanjis et les Darwozis dans le récit national tadjik. Dans ses discours qui leur sont adressés, le président tadjikistanais prend leur loyauté politique pour acquise, fondée sur l'idée qu'ils représentent les citoyens idéaux,

1. Cette cérémonie funéraire est la plus importante tradition pratiquée dans l'ismaélisme du Pamir, au Tadjikistan, en Afghanistan et au Pakistan. Elle implique notamment la récitation de poèmes issus de la littérature mystique persane et de chants à la gloire de l'Imam. Voir Hakim ELNAZAROV, « The Luminous Lamp : The Practice of *Chiragh-i rawshan* among the Ismailis of Central Asia », dans Farhad DAFTARY et Gurdofarid MISKINZODA, *The Study of Shi'i Islam : History, Theology and Law*, Londres/New-York, I. B. Tauris, 2014, p. 529-541.

parlant le tadjik comme langue maternelle et suivant l'islam majoritaire¹. Il n'est alors pas anodin de voir trôner au cœur du chef-lieu de Vanj une statue d'Ismail Somoni, héros glorifié par le pouvoir central comme le fondateur du peuple tadjik, aux côtés du drapeau national.

Instrumentalisé pour le récit national, ces groupes peuvent donc changer leur identité, la faire glisser, démontrant leur capacité à ne pas être passifs face aux catégorisations qui leur sont imposées. Il conviendrait donc de s'interroger sur le rôle des Vanjis et des Darwozis dans les relations entre Tadjiks et Pamiris au Tadjikistan, comme si eux-mêmes, en passant d'une identité à l'autre, représentaient une passerelle entre les deux groupes. Les régions de Vanj et Darwoz seraient alors des zones de contact, confirmant la fluctuation des identités dans de telles espaces qui marquent une frontière. À Khorog, Siyovosh soulève la question de la frontière identitaire au sein même du Haut-Badakhchan dans une profondeur historique :

Avant les années 1930, Vanj et Darwoz appartenaient à l'*oblast* de Garm, mais il n'existe plus aujourd'hui. Ils n'appartenaient pas au Pamir, même pendant l'ère russe. Si tu regardes les cartes d'époque, ils n'appartenaient pas au Haut-Badakhchan².

Vanjis et Darwozis représentent un intermédiaire entre l'identité pamière plurielle et l'identité tadjike, négociant et renégociant systématiquement l'une ou l'autre. Ils remettent en question la frontière identitaire ressentie entre les Tadjiks et les Pamiris, qui suit les clivages linguistiques, confessionnels et territoriaux attisés par la guerre civile et aujourd'hui renforcés par les violences récurrentes entre les forces de l'ordre tadjikes et les Pamiris³. Vanjis et Darwozis sont représentatifs des multiples formes que prend l'identité des habitants du Haut-Badakhchan, qui s'exprime par les interactions mais qui reste néanmoins structurée autour d'une appartenance territoriale commune à la montagne et à la province. Avec les cas de Vanj et Darwoz, les frontières identitaires et symboliques au Tadjikistan sont donc loin d'être figées.

1. Voir Till MOSTOWLANSKY, *op. cit.*, 2017, p. 8-9.

2. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

3. À la suite des violences de novembre 2021 à Roshtqala et Khorog, un représentant du district de Darwoz évoqua la possibilité pour Darwoz de faire sécession si le calme et la sécurité n'étaient pas assurés dans la province.

Seconde partie

Le Haut-Badakhchan en mouvement

***Dynamiques de contact, opportunités
et troubles dans l'espace transfrontalier***

© PULM

Chapitre IV

L'internationalisation de l'espace transfrontalier

Un jeu d'échelles et d'acteurs

Nous avons aperçu, à peu près au milieu du Piandj [sic], un terrain de volleyball rudimentaire mais jouable sur un îlot entre un village tadjik[istanaï] d'un côté et un village afghan de l'autre. Vive la coopération transfrontière¹ !

La puissance du Réseau Aga Khan de développement (AKDN) : transcender la frontière

Un site de référence animé par des fidèles définit les Ismaéliens comme étant une « communauté transnationale » réunissant entre 12 et 15 millions de croyants habitant trente-cinq pays². De langues, d'origines et de nationalités différentes, les Ismaéliens demeurent unis par l'obéissance et l'allégeance à leur Imam. L'importance du transnationalisme dans la doctrine qu'ils suivent est inscrite dans le concept de « fraternité universelle » consigné dans le préambule de la Constitution ismaélienne. En 1905, l'Aga Khan III avait édité des constitutions différentes selon les communautés avant que son successeur ne promulgue un texte unique en 1986³. Le document établit les principes fondamentaux de l'ismaélisme, dont l'autorité indéniable de l'Imam. Il vise aussi à réguler les affaires internes à la *Jamat*, afin notamment d'éviter de saisir une cour extérieure à la communauté

1. Henry BOLTON, « Gestion de frontières poreuses sur le “toit du monde” », *OSCE Magazine*, juin-juillet 2007, p. 13.

2. Voir le site : <https://the.ismaili/global/about-us/the-ismaili-community> (consulté le 8 juillet 2025).

3. La genèse de cette constitution remonte au début du XX^e siècle, dans un document initialement intitulé « Règles et Régulations », visant à guider la conduite des fidèles. Voir Daryoush Mohammad POOR, *op. cit.*, 2014, p. 116-125.

en cas de litige¹. Le préambule lui-même occupe une place essentielle dans la philosophie ismaélienne puisqu'il précise la source et le fondement de la cohésion et de l'identité de la communauté². Le dernier paragraphe en particulier indique que la constitution doit être donnée aux fidèles dans le but d'assurer leur paix, leur unité et le bien-être social ; de stimuler la collaboration entre les peuples ; et de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de la communauté des musulmans (*ummah*) et des sociétés dans lesquelles ils vivent.

Le transnationalisme : instrument d'unification de la communauté ismaélienne

Au-delà de son contenu explicite, la Constitution ismaélienne en tant que document revêt une forte dimension transnationale. En s'appuyant sur un socle normatif unique, l'Imam peut régir tous les Ismaéliens où qu'ils se trouvent, faisant disparaître les frontières interétatiques. Lorsqu'il annonça son intention d'amender le texte en 1996, l'Aga Khan IV justifia cette décision par les récents changements au sein de la communauté, notamment sa facette transnationale grandissante. Dans un entretien accordé en français à la télévision libanaise Lebanese Broadcasting Corporation (LBC) en 2001, il reconnaissait ouvertement que ses origines n'étaient ancrées dans aucun pays :

LBC : Vous n'êtes pas curieux de voir le village de vos ancêtres en Inde, ou au Pakistan...

AGA KHAN : Je dois voir tous les villages où je dois aller voir tout ce qui se passe et les racines que j'ai ne sont pas dans un site spécifique, elles sont dans une fonction³.

Dans ce même entretien, l'Aga Khan faisait part de sa conception de la communauté ismaélienne, la *Jamat* :

LBC : Il y a un rôle religieux, spécifiquement religieux dans le chef suprême...

AGA KHAN : Bien sûr ! Bien sûr ! Il y a énormément de réflexion qui se fait sur l'histoire, sur l'interprétation. Il faut voir aussi que la com-

1. Des disputes liées notamment à la gestion des finances et des propriétés au sein de la communauté avaient été l'objet de procès gérés par le Raj britannique en 1847.

2. Voir Mahomed J. JAFFER, « The Ismaili Constitution. Its importance in Today's World », 2006, 31 p.

3. « Lebanese Broadcasting Corporation International Interview (Aleppo, Syria and Lebanon) », *The Nanowisdoms Archives*, 8 novembre 2001 : www.ismaili.net/Syria/interview/lbcmain.html (consulté le 8 juillet 2025).

munauté ismailie [sic] est très internationale et dans l'histoire, cette communauté elle-même est pluraliste. Dans une certaine mesure, elle reflète presque le pluralisme de l'islam¹.

Le transnationalisme représente donc une valeur essentielle de la philosophie des Ismaéliens, si bien qu'« il n'existe pas une seule nation où est concentré l'imamat ismaélien et il n'a adopté aucune idéologie nationaliste² ». Il surmonte les frontières nationales mais aussi les divisions idéologiques et politiques propres aux États-nations en réunissant la communauté autour de principes partagés et d'une figure unique. Isolés de la *Jamat* pendant plus d'un demi-siècle, les croyants du Haut-Badakhchan ont redécouvert leur Imam à la faveur de la chute de l'URSS et de la réouverture des frontières internationales. À l'été 1990, trois de ses représentants se sont rendus au Tadjikistan et en 1993, ses agences de développement lancèrent leurs premiers programmes dans le pays. Alors en pleine guerre civile, l'intervention humanitaire ordonnée par l'Imam a généré un sentiment de sécurité auprès des Ismaéliens du Tadjikistan et a exacerbé la dévotion portée à son égard. Pour enrayer la famine, l'AKDN avait mis en place le *Pamir Relief and Development Program* (PRDP³), permettant l'acheminement de denrées achetées en Europe ou dans les pays de la CEI via Och, au Kirghizstan, jusqu'aux différents points de distribution dans le Haut-Badakhchan. En 1995, l'Imam visita lui-même le Tadjikistan pour la première fois, alors que le conflit sévissait encore. Cet évènement, appelé le *didor*⁴, marque la première visite officielle d'un Imam dans la province du Tadjikistan indépendant. Sur le plan spirituel, cette date symbolise la reconnexion entre le chef suprême et ses fidèles ; sur le plan politique, elle marque l'appel de l'Aga Khan à agir en faveur de la paix, contribuant aux négociations visant à mettre fin à la guerre civile. Enfin, ce jour scelle aussi la réunion avec la *Jamat* et ancre définitivement les Pamiris dans le transnationalisme⁵, atténuant la subordination nationale et consolidant plutôt les liens communautaires.

1. *Ibid.*

2. Daryoush Mohammad POOR, *op. cit.*, 2014, p. 202.

3. En 1997, le programme fut renommé *Mountain Societies Development Support Programme*.

4. Le 24 mai, jour du premier *didor* au Tadjikistan, est aujourd'hui toujours célébré par les Ismaéliens du pays comme le « jour de la lumière » (*ruz-i nur*).

5. Le discours prononcé par l'Imam auprès de ses fidèles est appelé *mulaqat*, terme persan qui peut être traduit par « rendez-vous » ou « rencontre ».

Cette reconnexion s'est accompagnée de réformes religieuses déjà introduites dans d'autres pays¹. La plus importante d'entre elles a été la mise en place de l'ITREC, l'administration centralisée qui uniformise les pratiques ismaéliennes, au détriment du pouvoir des *khalifa*. La frontière du Badakhchan s'acheminait alors vers sa trajectoire d'espace transfrontalier, en devenant progressivement une ressource pour ancrer le transnationalisme dans la région. La fin des années 1990 a donc marqué pour les Pamiris du Tadjikistan une période de réforme de la direction et de l'autorité religieuses, tout en jetant les bases de nouvelles institutions sociales, économiques et culturelles sous l'égide de l'AKDN².

Le Badakhchan : terrain de développement de et par l'AKDN

Sous la bannière commune de l'AKDN et de l'Imam, ces institutions jouent un rôle crucial dans l'unification et la consolidation d'une communauté dispersée aux quatre coins du monde, tout en permettant à l'Aga Khan d'être facilement connecté à ses fidèles³. Vu du Haut-Badakhchan, le transnationalisme débute avec l'Afghanistan. Dans son discours prononcé à Douchanbé le 27 mai 1995, l'Imam fit part de son intention de participer au désenclavement régional en mentionnant explicitement l'aide qu'il souhaitait apporter au gouvernement du Tadjikistan dans la connexion avec l'Afghanistan et le Pakistan, ces deux voisins hébergeant aussi des populations ismaéliennes. Vingt-six ans après ce discours, Abdalsami, cadre de l'AKDN basé à Khorog soutenait la position de l'Imam :

Il y a plusieurs éléments à cette frontière. La frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan, si vous venez de Darwâz, ce sont les mêmes personnes des deux côtés. Shoughnan de ce côté-ci et de ce côté-là, pareil à Rouchan. Ces gens ont même de la famille [de l'autre côté]. Si vous descendez à Ichkachim, c'est la même configuration, encore plus bas, le Wakhan, pareil. Connecter ces gens qui partagent la même culture, la même langue, les mêmes traditions, connecter ces gens... D'une part, je pense que c'est bien pour les individus et c'est bien, d'une autre manière, pour les deux pays [...]. Il y a une inspiration mutuelle, le développement va dans ce sens. Ce n'est pas un processus très simple, ça prend du temps, mais c'est important à réaliser... Quelqu'un doit être là pour faire le lien, pour les soutenir⁴.

1. Si la nouvelle forme de direction institutionnelle dans le Haut-Badakhchan avait été progressivement mise en place à partir des années 1920, elle fut ensuite interrompue par la fermeture des frontières externes de l'URSS.

2. Voir Otambek MASTIBEKOV, *op. cit.*, 2014, p. 129.

3. Voir Jonah STEINBERG, *op. cit.*, 2011, p. 59.

4. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

Tel que décrit par le point 6.4 de la Constitution ismaélienne, l'AKDN est un ensemble d'institutions et d'agences fondées par l'Imam pour réaliser la « conscience sociale » de l'islam, qui se matérialise par des actions en faveur du développement visant à assurer la justice au sein de la communauté. L'organisation se caractérise comme étant une « infrastructure institutionnelle centralisée¹ », qui reste pour autant transnationale. Créé en 1967 et basé à Genève, l'AKDN était financé à l'origine par les dîmes collectées et envoyées par la diaspora ismaélienne. Les principaux objectifs de ces institutions et programmes visent à améliorer les conditions de vie des différentes communautés ismaéliennes, avec des efforts particuliers portés sur l'éducation, la santé et le développement. L'AKDN intervient dans une trentaine de pays, où sont répartis environ 80 000 employés. Établi depuis 1993 au Tadjikistan, il n'agit pas uniquement dans le Haut-Badakhchan mais dans trente-six districts des quatre provinces. En 2019, l'organisation soutenait environ 1,9 million de personnes, sur les 9 millions de Tadjikistanais². À partir de 2001, l'aide financière de l'AKDN s'est orientée vers l'autre côté de la frontière, auprès de la population ismaélienne afghane. Elle a permis de lancer un nouvel éventail de programmes, tels que le microcrédit, les réseaux de téléphonie mobile et la protection du patrimoine culturel, entre autres.

À l'exclusion de deux entités, Industrial Promotion Services (IPS) et Tourism Promotion Services (TPS), qui ont un statut d'entreprise, toutes les institutions de l'AKDN sont des organisations non gouvernementales : elles ne sont ni gérées, ni influencées par un État ou un parti politique mais uniquement par l'imamat. Même le centre ismaélien de Douchanbé et les *jamatkhana* sont enregistrés ainsi par le Comité d'État pour les Affaires religieuses au Tadjikistan. Mais, en comparaison à la majorité des organisations non gouvernementales, l'originalité de l'AKDN tient à sa quasi-indépendance financière. Abdalsami affirmait que les projets étaient sponsorisés par des gouvernements étrangers comme le Canada, les États-Unis, le Japon ou l'Allemagne et que les ressources reposaient également sur les dons individuels, pour la plupart venant des fidèles. Il insista aussi sur la distinction entre le financement de projets « transfrontaliers » et ceux mis en place dans les « régions frontalières », qui impliquaient des donateurs distincts : « [Le terme] “transfrontalier” [des programmes]

1. Brook BOLANDER, « Scaling Value : Transnationalism and the Aga Khan's English as a “Second Language” Policy », *Language Policy*, vol. 17, 2018, p. 184.

2. Voir AKF, *Aga Khan Foundation, Tajikistan. Annual Report 2019*, Douchanbé, 2019, 16 p.

signifie qu'il est obligatoire pour nous de mener des activités spécifiquement dans les régions transfrontalières, au moins des échanges¹. »

Les activités commerciales engendrent également des bénéfices, qui sont ensuite réinjectés dans les différents projets. La société Pamir Energy, qui gère la production et la distribution d'électricité dans le Haut-Badakhchan, dépend de l'AKDN dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le gouvernement tadjikistanais. L'électricité produite au Tadjikistan est vendue par Pamir Energy à l'entreprise nationale afghane Da Afghanistan Breshna Sherkat (DABS), qui la revend à ses clients particuliers. Les bénéfices de Pamir Energy sont ensuite réinvestis dans le développement des infrastructures énergétiques.

Aujourd'hui, la gestion des besoins de la communauté ismaélienne du Pamir, que ce soit dans le Haut-Badakhchan, le Badakhchan afghan, ou auprès des fidèles au Pakistan², ne suit plus le schéma traditionnel d'avant les années 1930. La structure actuelle de l'AKDN en témoigne (figure 16, les organes opérant dans le Haut-Badakhchan sont en italique gras³). Les programmes transfrontaliers sont gérés par l'AKF Afghanistan, sous l'égide d'un gestionnaire dédié basé à Khorog. Voici un aperçu des programmes les plus actifs dans la coopération transfrontalière avec l'Afghanistan, suivi d'exemples concrets du transnationalisme ismaélien dans le Haut-Badakhchan.

Mountain Societies Development Support Programme (MSDSP). Établi en 1997 en réponse aux conséquences de la guerre civile en matière d'insécurité alimentaire notamment, le MSDSP s'appuie sur des structures communautaires comme les *Tashkiloti Qishloqi*, littéralement les « organisations de village » (VO). Le programme pilote aussi plusieurs projets favorisant les contacts transfrontaliers, de manière indirecte, comme l'office du tourisme de Khorog.

Pamir Eco-Cultural Tourism Association (PECTA). Organisation non commerciale fondée en 2008, elle promeut le tourisme dans le Pamir et soutient les visiteurs étrangers dans leur séjour. La PECTA est hébergée dans un bâtiment du parc central de Khorog. Il y est possible de se renseigner sur les opportunités touristiques ou d'acheter

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

2. L'AKDN n'a pas le soutien du gouvernement chinois pour intervenir auprès des communautés ismaéliennes dans le pays. La dernière visite de l'Aga Khan IV dans la région autonome du Xinjiang date de 2012.

3. La structure de l'AKDN ne doit pas être confondue avec l'organisation institutionnelle religieuse ismaélienne, qui suit un autre schéma. À l'heure de la publication de cet ouvrage, certaines agences ont cessé leurs activités au Tadjikistan : la FMBF-T, l'AKF et le Serena Hotel de Khorog qui a été remplacé par le Siren Hotel.

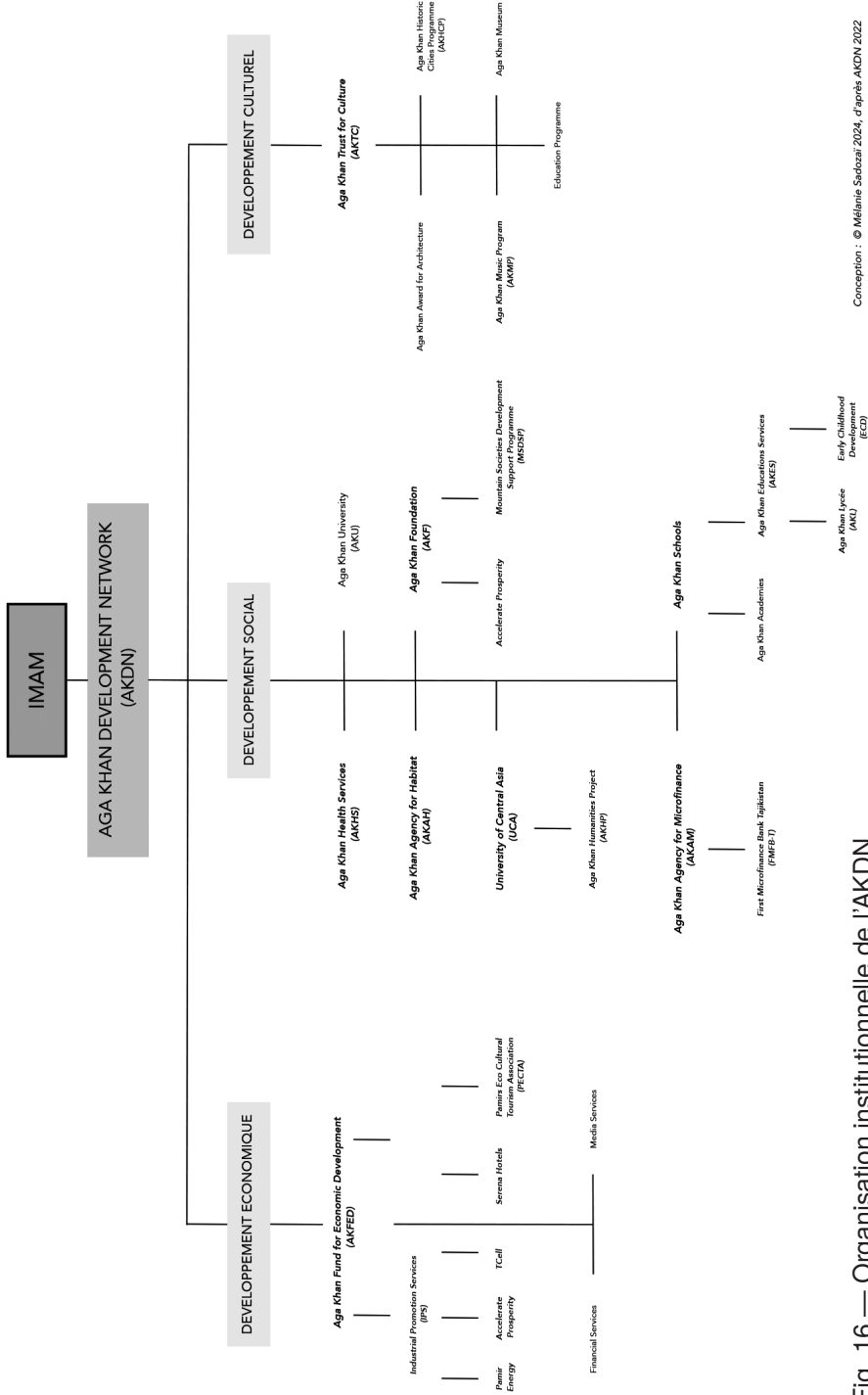


Fig. 16 — Organisation institutionnelle de l'AKDN.

Conception : © Mélanie Sadoczi 2024, d'après AKDN 2022

des produits d'artisanats locaux.

University of Central Asia (UCA). Le projet a été lancé en août 2000 avec l'intention de construire un réseau d'universités à Khorog, Naryn (Kirghizstan) et Tekeli (Kazakhstan), selon un accord entre l'AKDN et les présidents respectifs de ces trois pays. Au Tadjikistan, les relations entre cette université et le gouvernement de Douchanbé sont tendues. Les sujets d'étude ont été pour la plupart imposés par ce dernier, tout comme le recrutement d'employés tadjiks. En février 2024, le terrain de l'université a été nationalisé, l'État tadjikistanais déclarant que l'achat initial par l'AKDN à la fin des années 1990 s'appuyait sur des fondements illégaux.

Aga Khan Health Services (AKHS). Cette agence intervient dans le domaine de la santé. L'AKHS dispose de ses propres hôpitaux et travaille de concert avec les gouvernements des pays dans lesquels elle opère. C'est l'un des organes les plus actifs dans le développement du transnationalisme dans le Badakhchan. En 2021, sur la page d'accueil du site de l'AKHS étaient mentionnés d'emblée les ponts entre le Tadjikistan et l'Afghanistan connectant « les communautés montagnardes et isolées » et « [permettant] à des milliers d'Afghans d'accéder aux services sanitaires transfrontaliers ». L'un des symboles de ces programmes est ce que les habitants de la province appellent « l'hôpital de l'Aga Khan », de son nom officiel l'*Aga Khan Medical Center (AKMC)* à Khorog.

Accelerate Prosperity (AP). Le projet est mis en œuvre depuis 2016 à Douchanbé, Khodjent, dans la province de Khatlon et dans le Haut-Badakhchan et vise à soutenir les entreprises émergentes dans le but de créer des emplois dans les zones rurales. Elle est en partie financée directement par l'AKF et IPS ainsi que par d'autres entités étrangères (l'Union européenne, l'U.S. Agency for International Development, l'agence allemande Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, l'UNICEF, la Banque mondiale, la Confédération suisse). Elle est également active au Pakistan et au Kirghizstan. Le projet *Supporting Cooperation and Opportunities for Regional Economic Development (SCORED)* vise à soutenir les petites et moyennes entreprises dans les districts transfrontaliers entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Il a été lancé en 2017 et est financé à hauteur de 2 millions d'euros¹.

Pamir Energy. L'entreprise a été fondée en 2002 sous la forme d'un partenariat public-privé avec le gouvernement du Tadjikistan et a signé un accord de concession pour vingt-cinq ans. Elle a repris en

1. Voir UNION EUROPÉENNE, *Action Document for Accelerate Prosperity in Central and South Asia*. Annex 6, s. 1., 2018, 19 p.



Fig. 17 — Les activités et les infrastructures transfrontalières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan dans le Badakhchan.

main le secteur de l'énergie hydroélectrique dans la province du Haut-Badakhchan, démolie en grande partie pendant la guerre civile. L'accord prévoit la production, le transport et la distribution d'électricité dans le Haut-Badakhchan, vers le nord de l'Afghanistan et jusque dans la région pakistanaise de Gilgit-Baltistan, d'ici 2026. Selon ses propres données, en 2019 Pamir Energy assurait un accès à l'électricité à 96 % de la population du Haut-Badakhchan, soit 220 000 personnes, et à 40 000 personnes dans le nord de l'Afghanistan¹.

1. INDUSTRIAL PROMOTION SERVICES, *Lightning the Roof of the World*, documentation interne, 2019.

Toutes ces agences assurent le rôle central de l'AKDN dans la revitalisation des liens transfrontaliers et le développement des zones frontalières en Afghanistan et au Tadjikistan. Les programmes transfrontaliers occupent une place essentielle dans ses actions au Pamir. En mai 2021, l'AKDN a réuni tous les partenaires clés pour l'efficacité des programmes transfrontaliers, y compris des ministres et représentants provinciaux du Tadjikistan et de l'Afghanistan, ainsi que des responsables de l'AKF. Cet événement souligne l'importance de la frontière dans les relations bilatérales entre les deux pays et le rôle indispensable de l'AKDN dans leur intensification. La frontière elle-même est en effet un symbole tangible du transnationalisme.

La frontière : catalyseur du transnationalisme ismaélien

Le transnationalisme ismaélien se définit par des éléments mobiles et immobiles¹, particulièrement palpables à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Le contact entre les deux rives du Pyanj, depuis les deux dernières décennies, est marqué physiquement par des artefacts qui ne font pas la frontière, comme des murs ou des barbelés, mais plutôt qui la dépassent. Ce sont ces infrastructures qui créent les interactions permettant de qualifier l'espace transfrontalier dans le Badakhchan de zone de contact (figure 17). Les ponts sont les éléments « les plus visibles, les plus matériels² » de la reconnexion des communautés des deux rives. La figure 18 illustre sans équivoque ce trait d'union par-dessus le large lit du fleuve, au pied des parois montagneuses qui apparaissent comme infranchissables.

Comme pour romancer leurs symboles et leurs usages dans le Badakhchan, une publication de l'AKF titrait l'une de ses sections : « Séparées par une rivière, connectées par l'histoire³ ». Pour répondre à ce que l'AKF considère comme un défi, la solution proposée est formulée ainsi : « Créer des connexions à travers des infrastructures transfrontalières ». Lors d'un discours prononcé à l'occasion de l'inauguration du pont d'Ichkachim, l'Imam propagea cette vision de la réunion des deux rives et la réintégration des Ismaéliens dans la *Jamat*, en évoquant à demi-mots les guerres au Tadjikistan et en Afghanistan :

1. Brook BOLANDER, « English, Motility and Ismaili Transnationalism », *International Journal of the Sociology of Language*, vol. 2017, n° 247, 2017, p. 71-73.

2. Till MOSTOWLANSKY, *op. cit.*, 2017 p. 3.

3. Voir Christopher WILTON-STEER, « Reconnecting Afghan & Tajik Badakhshan : Economic Development in the Cross-border Region », *akf.org*, 19 décembre 2018 : www.akf.org.uk/case-study-reconnecting-afghan-tajik-badakhshan/ (consulté le 8 juillet 2025).



Fig. 18 — Pont transfrontalier de Darwoz (entre Ruzvai au Tadjikistan, côté gauche, et Nisai en Afghanistan, côté droit).

Photographie : Mélanie SADOZAÏ (2021).

Il m'a toujours semblé que les ponts comptent parmi les symboles les plus puissants et les plus importants de la société humaine — symboles de connexion, de coopération et d'harmonie. Lorsque l'harmonie se brise et que des conflits s'ensuivent, la destruction des ponts figure généralement parmi les premières cibles. Mais lorsque la paix et la guérison s'installent, c'est la construction et la réhabilitation des ponts qui marquent notre progrès [...]. Le pont d'Ichkhachim n'est pas seulement un point de transit. C'est aussi un lieu de rencontre [...]. Les liens et les lieux de rencontre créés par les ponts ne se limitent pas à faciliter le commerce. Nous échangeons des questions et des réponses. Nous échangeons des produits, mais aussi des idées. Les communautés de part et d'autre de la frontière se connaîtront mieux et seront plus à même de s'aider mutuellement à grandir, à prospérer et à partager les leçons de la vie¹.

Aujourd'hui, sept ponts relient les deux rives du Pyanj, dont cinq dans le Haut-Badakhchan, dans les districts de Darwoz, Vanj, Shoughnon et Ichkachim, et huit postes-frontières marquent les points de passage officiels (figure 17). Quatre ponts ont été financés partiellement par l'AKDN, les deux autres par les États-Unis pour l'un et par

1. AGA KHAN IV, « Inauguration of the Ishkashim bridge », *akdn.org*, 31 octobre 2006 : www.akdn.org/speech/his-highness-aga-khan/inauguration-ishkashim-bridge (consulté le 8 juillet 2025).

l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), pour l'autre. Le premier pont fut inauguré en 2002 (pont de Tem) et le dernier en 2018 (pont de Langar). Les ponts d'Ichkachim et de Langar existaient déjà mais ont été réhabilités dans le cadre de la création des zones franches dans les années 2000. La construction d'un nouveau pont entre les provinces de Khatlon au Tadjikistan (à Okhun Boboev) et de Takhâr en Afghanistan (à Ai Khanom) était envisagé depuis 2019 mais a été annulé avec le changement de régime en Afghanistan.

Au-delà du discours de l'Aga Khan IV, les ponts ont concrètement participé des reconnexions personnelles mises à mal par la fermeture de la frontière à l'époque soviétique. Ramina en fait part lorsqu'elle évoque ses proches des deux côtés du Pyanj :

Quand ce pont a été construit, ils ont été autorisés à se rendre visite, mais sinon, jusqu'à ce moment, il n'y avait aucune opportunité, surtout après l'indépendance dans les années 1990, la frontière était contrôlée. Si les gens traversaient le fleuve, ils étaient punis, donc ils ne prenaient aucun risque¹.

En tant qu'infrastructures de contact, du point de vue afghan, ils ne sont pas un luxe mais plutôt une nécessité :

Les ponts transfrontaliers ont été le premier investissement qui a mis fin à l'isolement, l'isolement géographique de la région. Et puis, *via* ces ponts, les gens ont commencé à avoir accès aux marchés du Tadjikistan, et, *via* les routes du Tadjikistan, aux plus grands marchés en Afghanistan comme Kunduz et Fayzâbâd et d'autres endroits. Même aujourd'hui, bien que la situation soit complètement différente, que les routes soient bitumées au sein des districts frontaliers en Afghanistan, quand même, en hiver, il y a de très fortes chutes de neige et toutes les routes sont bloquées, par les avalanches, par la neige, alors les gens dépendent des ponts transfrontaliers. Donc oui, je pense que les programmes transfrontaliers ont contribué au développement de la région dans une large mesure. Je dirais quelque chose sans précédent. C'est quelque chose que nous n'avions jamais vu avant².

Interrogé sur la symbolique des ponts, Vadim, l'entrepreneur originaire d'Ichkachim intégré dans les réseaux de commerce régionaux, tenait un discours similaire incarnant le transnationalisme ismaélien. La connectivité tangible et visible de la communauté ismaélienne est une conséquence directe de l'érection de ces ponts. Selon lui, ils contribuent aussi à la formation de relations transnationales et de consolidation de l'identité, y compris aux niveaux régional et local, que ce soit entre les Ismaéliens afghans et tadjikistanais mais aussi chinois :

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

2. Amir, entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.



Fig. 19 — *Jamatkhana* de Khorog.

Photographie : Mélanie SADOZAÏ (2021).

En termes de commerce et d'entrepreneuriat, pas seulement nous, pas seulement moi, mais les gens jusqu'à maintenant partagent des informations commerciales. À la fois avec les Pamiris en Chine et en Afghanistan. [...] Il y a des relations et les gens communiquent. [...] Toutes ces relations avec les bonnes personnes sont conservées, et quand des gens ici ont besoin de quelque chose, besoin de parler de quelque chose, de faire du commerce, des affaires, ou de demander simplement comment les choses vont, ils prennent leur téléphone, demandent « alors quoi de neuf », voilà. En plus, les Pamiris de Chine, je ne pense pas qu'ils aient des relations directes avec les Pamiris d'Afghanistan, mais les Pamiris du Tadjikistan, nous importons beaucoup de biens de Chine... même nos musiciens allaient en Chine donner des concerts¹.

Un regard porté sur les infrastructures permet de révéler des relations « invisibles² » et dans le contexte des zones frontalières, les infrastructures qui relient les deux côtés font émerger de nouvelles relations transfrontalières. Elles incarnent le changement des rapports sociaux, passant de l'aliénation à la volonté de maintenir un contact

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

2. Asel MURZAKULOVA, « Rethinking the Meaning of Neighborhood : The Transformation of the Fergana Valley's Transborder Infrastructure », dans Sabine VON LÖWIS et Beate ESCHMENT, *Post-Soviet Borders : A Kaleidoscope of Shifting Lives and Lands*, Londres/New-York, Routledge, 2023, p. 173.

transnational¹. D'autres lieux produisent le transnationalisme, en particulier à Khorog. Le bureau de l'ITREB, situé dans le parc central de la ville, occupe ainsi la fonction de « pont symbolique » avec l'imamat. Les fidèles s'y retrouvent pour connaître les *farman*, les messages envoyés par l'Imam. Les rituels et pratiques universelles y sont expliqués par des *khoja*, les Ismaéliens originaires du sous-continent indien, mais qui peuvent avoir la nationalité d'autres pays et qui travaillent pour l'ITREB².

À Khorog et à Douchanbé, les *farman* sont également délivrés dans les *jamatkhana*, qui sont des lieux clés du transnationalisme religieux. Elles promeuvent la connaissance du monde et l'accès aux cultures étrangères, en dépassant les frontières conventionnelles. Les fidèles s'y rendent pour prier ou consulter des ouvrages en bibliothèque³. Inaugurée en décembre 2018, la *jamatkhana* de Khorog symbolise le transnationalisme ismaélien par sa construction de bois issu de Russie et incrusté de pierres précieuses du Badakhchan, et par ses symboles architecturaux empruntés aux *jamatkhana* du monde entier, ainsi qu'aux emblèmes du Pamir (figure 19). Des *jamatkhana* officieuses, n'étant pas validées par l'Imam, existent également, mais leur nombre est difficile à estimer en raison du renforcement du contrôle des pratiques religieuses par les autorités des deux côtés de la frontière.

En outre, l'usage de l'anglais est un emblème immatériel du transnationalisme. Il a été vivement encouragé par l'Aga Khan IV et soutenu par les programmes de l'AKDN. Incarnation même de cet effort, la Constitution ismaélienne indique dans l'article 20 que sa langue de publication est l'anglais et que toute publication dans une autre langue devra être considérée comme une traduction. C'est aussi la langue dans laquelle sont écrits les *farman*, consultables par tous les fidèles et qui sont par définition des objets transnationaux puisqu'ils circulent depuis l'Imam, où qu'il se trouve, vers la *Jamat*⁴. La chaîne Ismaili TV diffuse aussi en continu des programmes uniquement en anglais et facilement disponibles sur Internet. L'anglais est ainsi pleinement devenu la langue vernaculaire de la communauté ismaélienne. Dans son discours du 27 mai 1995 à Douchanbé, l'Imam annonça la création de fonds de développement afin de soutenir son apprentissage, soulignant par-là l'importance de la maîtrise d'une

1. Voir Dimitris DALAKOGLU, « The Road : An Ethnography of the Albanian-Greek Cross-Border Motorway », *American Ethnologist*, vol. 37, n° 1, 2010, p. 132-149.

2. Voir Jonah STEINBERG, *op. cit.*, 2011, p. 143-146.

3. Cependant, depuis 2022, le gouvernement tadjikistanais y interdit les cours de religion, qui visaient à introduire les principes de l'ismaélisme aux enfants.

4. Brook BOLANDER, *op. cit.*, 2018, p. 186.

langue internationale pour les fidèles ayant été isolés de la *Jamat*. En tant que langue étrangère, dans le Haut-Badakhchan, l'anglais domine même au dépend du russe dans une dynamique « idéologique¹ », voulue par l'Aga Khan IV, mais dans un contexte toutefois plurilingue. La décision de l'utiliser comme langue d'enseignement à l'UCA est également perçue comme un moyen d'ouvrir les étudiants à un monde plus vaste d'informations et de possibilités, tout en les intégrant dans la communauté inter- et transnationale. Dans les districts frontaliers en Afghanistan, des programmes d'éducation ont aussi été développés par l'AKDN pour enseigner l'anglais, et du matériel informatique donne accès à des méthodes d'apprentissage linguistique.

En sus de tous ces aspects immobiles, la frontière avec l'Afghanistan attire les Ismaéliens venus en particulier du continent nord-américain dans le cadre de stages à l'AKDN. Ils la considèrent comme un lieu de pèlerinage où ces derniers prennent conscience et intérêt dans l'identité ismaélienne qu'ils partagent. Ils incarnent eux-mêmes l'aspect transnational de la communauté dans le Badakhchan. Par exemple, à Porshinev, sur la frontière côté Tadjikistan, la fontaine de Nasir Khosraw, figure de l'ismaélisme, est l'un de ces lieux où les Ismaéliens étrangers viennent se recueillir, tout comme les fidèles pamiris.

Le transnationalisme montre bien que le contact se crée par-delà les espaces géographiques. Depuis le début des années 2000, la frontière et l'espace transfrontalier sont devenus des catalyseurs du transnationalisme ismaélien, facilitant de nouvelles interactions entre les acteurs étrangers. Il transcende les frontières ethniques, linguistiques, politiques et nationales, comme le promulgue la Constitution ismaélienne dans le concept de « fraternité universelle ». Le texte souligne toutefois que cette allégeance se distingue de celle des fidèles à leur pays d'origine, qui leur est individuelle. L'Imam a bel et bien façonné une « communauté imaginée » au sens des transnationalistes : bien que les États-nations où résident les fidèles existent et fonctionnent, les dispositions mentales et émotionnelles nécessaires à la formation de cette communauté sont suffisamment répandues pour en espérer l'existence réelle².

L'AKDN agit donc comme la « colle sociopolitique³ » qui lie des individus dispersés dans le complexe transnational ismaélien et représente l'intermédiaire qui leur permet d'entrer en contact à l'échelle

1. *Id.*, « English Language Policy as Ideology in Multilingual Khorog », dans Elisabeth BARAKOS et Johann W. UNGER, *Discursive Approaches to Language Policy*, Londres, Palgrave Macmillan, 2016, p. 253-274.

2. Voir James N. ROSENAU, *op. cit.*, 1997.

3. Jonah STEINBERG, *op. cit.*, 2011, p. 61.

mondiale. Dans ce cadre, la frontière devient une ressource permettant de rassembler les fidèles à l'échelle du Pamir tout en les intégrant dans la *Jamat*. L'AKDN laisse dans le Badakhchan une empreinte éminemment religieuse, un cas unique parmi la myriade d'intervenants étrangers qui y opèrent.

Une panoplie d'acteurs internationaux pour assurer la connectivité régionale... et la sécurité de la frontière

Certes, l'AKDN demeure la pierre angulaire du développement des régions transfrontalières mais d'autres acteurs interviennent à la demande du Tadjikistan. Derrière la vitrine d'une politique étrangère qualifiée officiellement de politique des « portes ouvertes¹ » (*darhoi kuchoda*), Rahmon peut aisément « faire son marché » auprès d'acteurs variés. Il a en réalité peu à offrir à ses partenaires internationaux, si ce n'est de tirer parti du voisinage avec l'Afghanistan, comme il le martèle dans les discours sur la sécurité régionale. Depuis 2001 et l'intérêt porté à son voisin méridional, l'État tadjikistanais optimise la coopération internationale afin d'obtenir ce qu'il échoue à fournir. Malgré le retrait progressif de l'OTAN d'Afghanistan entamé en 2014, la frontière retient toujours un fort degré d'internationalisation en hébergeant des programmes soutenus par une panoplie d'acteurs internationaux.

Les organisations internationales à l'œuvre à la frontière

L'AKDN travaille notamment avec la fondation PATRIP, financée par la Commission européenne, le Luxembourg, la Norvège et l'Allemagne, et qui agit en tant que gestionnaire de fonds pour des projets de coopération transfrontalière. Le long de la frontière tadjikistano-afghane, quatorze projets étaient en cours d'exécution en 2019 — dont neuf avec l'AKDN — et huit en 2020 — dont cinq avec l'AKDN —, chacun recevant un financement de 1,5 à 2 millions d'euros². Le projet *Rushan I*, par exemple, a permis de rattacher à un nouveau réseau d'électricité vingt-deux villages des districts de Vanj et Rouchan au

1. Sur les tentatives de conceptualisation de la politique des « portes ouvertes », voir Sherali RIZOYON, « Modern Foreign Policy Priorities of Tajikistan », *Central Asia's Affairs*, vol. 1, n° 81, 2021, p. 26-34.

2. PATRIP FOUNDATION, *Annual Report 2019*, Francfort-sur-le-Main, 2019, p. 9-10 ; PATRIP FOUNDATION, *PATRIP Interim Report. January-June 2020*, Francfort-sur-le-Main, 2020, p. 17-18. Voir le détail de ces projets le long de la frontière, disponible sur la carte interactive mise à disposition sur le site de la fondation : <https://patrip.org/locations/> (consulté le 8 juillet 2025).

Tadjikistan et de Moh-i Mai en Afghanistan. Tandis que du côté afghan les communautés n'avaient jamais eu un tel accès, les Tadjikistanais avaient quant à eux été coupés de la ligne de transmission *Vanj-Shipad-Deh*, détruite pendant la guerre civile dans les années 1990. Les idées directrices de PATRIP suivent de près celles de l'AKDN. La région du Pamir est entendue dans les projets comme un seul ensemble réuni dans l'acronyme PAT (Pakistan-Afghanistan-Tadjikistan) et la région bénéficie d'un seul budget séparé de celui des autres zones d'action de la fondation. Tout comme l'AKDN, PATRIP envisage les communautés frontalières comme « appart[enant] aux mêmes groupes ethniques mais [étant] séparées par des frontières politiques¹ ».

Ces programmes ne visent pas tous à développer la coopération transfrontalière. Leur zone d'intervention cible les régions frontalières — soit au Tadjikistan, soit en Afghanistan — dans le but d'assurer leur stabilité et la connectivité régionale, un objectif qui intéresse aussi le Japon. Par le biais de son organe étatique d'aide au développement, la JICA², celui-ci met en place depuis le début des années 2000 des initiatives tangibles de soutien aux relations transfrontalières dans le Badakhchan. Un projet en particulier est dédié à l'exploitation du potentiel de la frontière dans la province, le *Project for Promoting Cross-Border Cooperation through Effective Management of Tajikistan's Border with Afghanistan*. Il vise, depuis 2018, à améliorer les infrastructures de six postes-frontières, dont cinq dans le Haut-Badakhchan, et de deux marchés transfrontaliers — Darwoz et Ichkachim. La JICA propose une aide essentiellement matérielle dans la gestion des activités transfrontalières. À ce jour, l'avancée la plus significative délivrée par l'agence japonaise repose sur la construction d'un poste-frontière à Langar, l'avant-dernier foyer de population de la vallée du Wakhon côté tadjikistanais, situé à 2 909 m d'altitude, dans des conditions climatiques extrêmes en hiver. Les hangars fraîchement construits autour du petit pont pourraient ainsi accueillir un marché transfrontalier certes modeste, mais situé aux portes de la Chine et du Pakistan (figure 20).

Les projets de coopération transfrontalière soutenus par le Japon s'inscrivent en effet dans une vision de développement régional favorisant les échanges entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud. Ainsi, la réhabilitation de routes reliant le Tadjikistan à l'Afghanistan représente aussi une forme de coopération qui doit permettre de faciliter

1. *Id.*, *op. cit.*, 2019, p. 4.

2. La JICA a ouvert un bureau à Douchanbé en 2006, soit quatre ans après l'ouverture de l'ambassade du Japon au Tadjikistan.



Fig. 20 — Poste-frontière de Langar, district d'Ichkachim
(à gauche l'Afghanistan, à droite le Tadjikistan).

Photographie : Mélanie SADOZAI (2021).

le transit de marchandises jusqu'à l'océan Indien. C'est le cas par exemple du soutien à la réfection d'une portion de 190 km de la route A384 reliant Douchanbé à Nijniy Pyanj, à la frontière afghane, dans la province de Khatlon. Le développement des infrastructures de transport va de pair avec celles qui favorisent les relations transfrontalières. La frontière est donc vue comme un moyen de désenclaver le Tadjikistan et de soutenir les échanges intrarégionaux : le Japon produit de ce fait la ressource.

Il existe d'autres acteurs qui ne tiennent pas le rôle d'émetteurs de contact à la frontière mais qui agissent dans les domaines du développement des zones frontalières, notamment l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM), qui y a mis en place un programme visant à éliminer la malaria¹. D'après un document interne du Programme national de contrôle de cette maladie, la malaria « transfrontalière en provenance d'Afghanistan pose un défi de taille pour que le Tadjikistan parvienne à l'éradiquer² ». D'autres rapports et entretiens auprès de responsables de l'OIM au Tadjikistan ont permis de déceler l'existence

1. Les parties qui suivent se fondent sur une documentation collectée directement auprès des bureaux de l'OIM au Tadjikistan.

2. GLOBAL HEALTH GROUP, *Country Briefing. Eliminating Malaria in Tajikistan*, s. 1., 2013, p. 4.

de programmes de coopération dans le domaine de la lutte contre la tuberculose et le trafic d'êtres humains ciblant particulièrement les régions frontalières de l'Afghanistan. Ces programmes, en coordination avec les ministères de la Santé des deux pays, visent en réalité à éradiquer ces maladies auprès des migrants en provenance d'Afghanistan et qui s'installent au Tadjikistan¹. Par ailleurs, le *Tajik Afghan Integration Resilience and Reform Building Program*, lancé en 2013, a pour but de sensibiliser les Tadjikistanais vivant dans les régions frontalières avec l'Afghanistan — neuf districts de Khatlon et huit districts du Haut-Badakhchan — aux pratiques d'une « migration sûre² » en Russie. Notons qu'au début de l'année 2023, selon le ministère de l'Intérieur de la Russie, 1,28 millions de citoyens tadjikistanais y travaillaient³. Le programme comprend des sessions de formation qui montrent aux migrants comment rester « légal » en Russie.

Le fait que les populations ciblées soient frontalières avec l'Afghanistan n'est pas anodin. Lors d'entretiens à l'OIM en 2019, les responsables de ces programmes affirmaient ouvertement que « le but principal [était] de renforcer la sécurité au Tadjikistan ». Toujours selon le narratif de l'OIM, ceux qui se sont vu recevoir une interdiction d'entrer sur le territoire russe le ressentent comme une erreur, alors qu'ils disposaient des bons documents et que leurs ressources étaient très limitées au Tadjikistan. Ne trouvant pas d'emplois, ils deviennent alors « agressifs et stressés⁴ », et les programmes visent à leur apprendre à gérer ces émotions. Il semble clair que ces programmes sont le produit d'une représentation qui identifie les migrants revenant de Russie comme des personnes susceptibles d'être radicalisées par la frustration et la proximité avec l'Afghanistan. La frontière est ainsi perçue par l'OIM comme une potentielle menace pour des individus fragilisés par la migration en Russie et la pauvreté dans leurs villages d'origine, répondant directement à l'imaginaire du danger. Dans cette perspective, l'aide au développement des zones frontalières vise avant tout à assurer la sécurité du territoire national.

Cet objectif a été au centre de l'action de l'Union européenne, agissant davantage comme un soutien au contrôle de la frontière que comme un émetteur de contact, malgré les discours affichés. Le

1. Rayhon, entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

2. Zhavia, entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

3. « Tadjikistan ozvutčil itogı proverki zhizni migrantov v Novosibirsk [Le Tadjikistan a annoncé les résultats de l'enquête sur la vie des migrants à Novosibirsk] », *nsk.rbc.ru*, 24 avril 2023 : <https://nsk.rbc.ru/nsk/24/08/2023/64e6c63a9a79471c6e4adea5> (en russe, consulté le 8 juillet 2025).

4. Zhavia, entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

programme BOMCA (*Border Management in Central Asia*), lancé par la Commission européenne en collaboration avec les Nations unies a été le projet majeur visant à sécuriser la frontière afghane. Ce programme, ainsi que le CADAP (*Central Asian Drug Action Plan*), devait soutenir la gestion des frontières en réponse à l'opération *Liberté immuable* de l'OTAN. Le BOMCA a introduit le concept européen de gestion intégrée des frontières (IBM). En 2010, le Tadjikistan a adopté une stratégie de gestion frontalière inspirée de l'IBM, montrant la diffusion de normes à laquelle travaillent les organes européens. Entre 2003 et 2014, environ 11 millions d'euros ont été alloués au Tadjikistan pour la mise en place des projets du BOMCA¹, comprenant la livraison d'équipements et d'infrastructures ainsi que des formations destinées aux agents des services de renseignement et de contrôle frontaliers. Le dernier programme en date a été annoncé en juillet 2021 : il s'agit de la dixième phase (BOMCA-10), couvrant la période 2021-2025².

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), financée à 70 % par les États membres de l'Union européenne, joue également un rôle clé à la frontière tadjikistano-afghane. Depuis sa première mission en 1993 pour accélérer le processus de paix, l'OSCE a établi un bureau à Douchanbé en 2002. En 2009, l'organisation a lancé le *Border Management Staff College* (BMSC) au Tadjikistan, un « centre d'excellence » pour la gestion des frontières et la sécurité. Le projet du BMSC promet de centraliser au Tadjikistan le soutien aux cinquante-sept membres de l'OSCE. Il assiste les gestionnaires tadjikistanais et afghans dans la détection et l'arrêt des mouvements illégaux, organisant divers événements de formation chaque année. Un plan d'activité interne montre par exemple que treize rencontres ont été planifiées sur une seule année : workshops, tables-rondes ou enseignements pour les « employés » de la frontière concernant la langue ou la technologie³.

1. Vladimir PARAMONOV, « EU's Policy of Democracy Promotion : Strategies and Impact in Central Asia and the South Caucasus », dans Michèle KNODT, *EU's Policy of Democracy Promotion : Strategies and Impact in Central Asia and the South Caucasus*, Baden-Baden, Nomos, 2018, p. 205-319.

2. En 2007, le programme jumeau, BOMBAF (*Border Management Programme in Badakhshan, Afghanistan*), fut lancé sur le territoire afghan avec la participation du Tadjikistan pour une durée de trois ans, avant son remplacement en 2011 par le BOMNAF (*Border Management Northern Afghanistan Project*). Le BOMNAF, financé à 100 % par l'Union européenne, avait vocation à traiter de toute la frontière septentrionale de l'Afghanistan et intervient aussi le long de la portion partagée avec le Turkménistan.

3. OSCE BMSC, *Plân-é fa'âliat barâyé sâl-é 2018 [Plan des activités pour l'année 2018]*, Douchanbé, 2018, 2 p. (en persan).

La communication autour de ces programmes promouvait la coopération avec les pays d'Asie centrale et les bénéfices en découlant, ce que l'on pourrait qualifier de « rhétorique de la frontière ». Considérons deux extraits issus de rapports datant de 2014 :

Étant donné que de nouveaux ponts sur la rivière Pyanj continuent d'être construits et que les infrastructures en Asie centrale continuent de se développer, les liens entre l'Asie centrale et le nord de l'Afghanistan devraient croître dans les années à venir. Cela aura des implications importantes pour les frontières internationales dans la région, tant entre les pays d'Asie centrale qu'entre l'Asie centrale et l'Afghanistan, qui continueront de voir des mouvements croissants de personnes, de marchandises, de stupéfiants et de commerce légal¹. Les populations des zones frontalières bénéficient généralement d'une augmentation des biens disponibles et de prix plus bas résultant d'un environnement plus sécurisé et d'un commerce accru. Les populations de la région de la Grande Asie centrale peuvent profiter d'une gamme plus large de biens et d'opportunités économiques accrues. Du côté afghan, les activités de BOMNAF facilitent les déplacements aux postes-frontières, y compris pour les communautés locales défavorisées, afin de soutenir les marchés transfrontaliers à Ruzvai, Tem et Ichkachim, ainsi que d'avoir un impact sur les zones économiques franches du Tadjikistan à Pyanj et Ichkachim².

Cette « rhétorique de la frontière » ne se traduit pourtant pas par de réelles concrétisations. En témoigne une confession partagée par un diplomate européen lors d'une rencontre informelle à Douchanbé en juillet 2021. À la question de savoir si l'Union européenne était efficace au Tadjikistan, il répondit : « Officiellement, je ne peux pas me prononcer. Officieusement, c'est un échec absolu. » Non seulement les objectifs énoncés dans les rapports étaient vagues, mais les principaux résultats ont été remis en question par des observateurs extérieurs³. La page officielle du site du BOMCA tout comme la documentation interne du BOMNAF valorisaient notamment les constructions achevées des équipements fournis aux personnels de la frontière. Le problème est bien là. Les programmes comme BOMCA et BOMNAF se concentrent sur l'aide matérielle et technique, mais souffrent de problèmes de qualité et de maintenance. L'OSCE au Tadjikistan rencontre également des difficultés liées à la fragmentation des forces

1. UNION EUROPÉENNE et PNUD, *Annex 1 to EU-UNDP Contribution Agreement. Description of the Action (Project Document). EU Border Management in Northern Afghanistan (BOMNAF II)*, Douchanbé, 2014, p. 5.

2. *Ibid.*, p. 9.

3. Voir notamment Anna MATVEEVA, « EU stakes in Central Asia », *Chaillot Paper*, n° 91, 2006, 125 p.

de sécurité, la corruption et la méfiance de la population¹. Ses agents n'étaient d'ailleurs pas convaincus de l'efficacité des concepts de gestion des frontières, dont l'IBM, appliquée à la frontière afghane².

Malgré le revers des missions promises, ces programmes perdurent. La frontière est perçue comme un lieu de démonstration pour les acteurs européens, qui utilisent l'insécurité en Afghanistan comme prétexte pour appliquer des normes développées loin de la frontière, dans une logique de projection d'influence. Leur engagement les rend indispensables pour Douchanbé, qui sous-traite la sécurisation de la frontière, mais il est bien loin d'atteindre le niveau d'implication des puissants voisins régionaux du Tadjikistan.

La Russie : pourvoyeur historique de la sécurité à la frontière

En matière de soutien à la sécurisation de la frontière, les vigiles européens ne font pas le poids face à la Russie, alliée de longue date du Tadjikistan. Lorsque celui-ci déclara son indépendance en 1991, trois corps de forces armées soviétiques étaient encore maintenus sur son territoire : un régiment des Forces aériennes russes, la 201^e Division de fusiliers motorisés et les Troupes frontalières du KGB³, dont 12 000 hommes à la seule frontière afghane⁴. La 201^e Division n'est d'ailleurs pas dépourvue d'aspect symbolique puisqu'elle avait été mobilisée durant l'intervention soviétique en Afghanistan et déployée dans la région de Kunduz, frontalière du Tadjikistan. Le nouvel État tadjikistanais était faiblement pourvu en forces armées et le maintien de ces unités russes se révélait vital. En l'absence d'un ministère de la Défense et d'une armée régulière au moment de l'indépendance, les frontières méridionale et orientale restèrent donc sous le strict contrôle de la Fédération de Russie et le régime de la « zone frontalière interdite » (*zapretnaya pogranichnaya zona*) y était conservé.

Contrairement aux autres nouvelles républiques d'Asie centrale, le Tadjikistan n'a pu intégrer les forces armées présentes sur son terri-

1. Voir Steve SCHLEGEL, *International Organizations and State Failure Prevention : The Dilemma of the OSCE Operations in Kyrgyzstan and Tajikistan 1998-2017*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 2017, 369 p.

2. Médéric MARTIN-MAZÉ, *op. cit.*, 2015.

3. Les Troupes frontalières du KGB avaient été déployées en 1996 le long des frontières afghane et chinoise, comptant 20 000 hommes au total. Voir Michael ORR, « The Russian Army and the War in Tajikistan », dans Mohammad-Reza DJALILI, Frédéric GRARE et Shirin AKINER, *Tajikistan : The Trials of Independence*, New-York, St Martin's Press, 1997, p. 151, 156.

4. Timothy NUNAN, « The Violence Curtain : Occupied Afghan Turkestan and the Making of a Central Asian Borderscape », *The Journal of Transcultural Studies*, vol. 1, 2017, p. 255.

toire sous sa propre juridiction, ouvrant la voie à un contrôle exclusivement russe. À la suite d'un traité d'amitié de 1993, les troupes russes continuaient en effet de patrouiller le long de la plus importante partie de la frontière, tandis que le contingent tadjikistanais ne gérait que quelques 70 km¹. Cette présence extérieure affectait fortement la souveraineté du pays, les troupes russes ne contrôlant pas seulement tous les accès au Pamir depuis le Kirghizstan et l'Afghanistan, mais en obstruant aussi tous les passages privés et commerciaux de manière complètement arbitraire².

En 1991, la 201^e Division restait donc stationnée au Tadjikistan, recrutant des soldats conscrits tadjikistanais sous le commandement d'officiers russes³. En 1994, le contingent atteignit 16 000 hommes, dont la majorité étaient des citoyens du Tadjikistan⁴. Le but du maintien de ces forces demeurait intimement lié à l'Afghanistan : il s'agissait principalement, voire exclusivement, d'empêcher l'entrée de groupes armés dans un ancien territoire soviétique depuis la zone frontalière. Celle-ci était lourde de ressources pour la Russie puisqu'elle lui donnait l'opportunité de conserver un degré de contrôle sur le territoire tadjikistanais, son « étranger proche⁵ », au lendemain de la dissolution de l'Union soviétique. En vertu d'un accord bilatéral d'octobre 2004 et à la demande de la partie tadjikistanaise, les troupes de la 201^e Division motorisée transférèrent la gestion de la frontière et cessèrent d'en être l'autorité suprême⁶. Les services de renseignements tadjikistanais, ainsi que le ministère de l'Intérieur, *via* le Département des visas et de l'enregistrement (OVIR), n'ont donc commencé à exercer un contrôle effectif sur les moyens de déplacement à l'intérieur du pays qu'en 2005⁷.

Pour autant, l'armée russe n'a pas disparu. Trois bases situées sur le territoire du Tadjikistan lui appartiennent, et ce, jusqu'en 2042, selon un accord bilatéral d'octobre 2013. Elles se situent dans trois

1. John HEATHERSHAW, *op. cit.*, 2009, p. 127.

2. Frank BLISS, *op. cit.*, 2006, p. 275-276.

3. La 201^e Division de fusiliers motorisés avait été déployée dans la région de Kunduz, donc dans les zones frontalières, lors de l'intervention soviétique en Afghanistan. Après la défaite de l'Armée rouge en 1989, elle s'est retirée vers la RSS du Tadjikistan, où elle était basée avant la guerre.

4. Parviz MULLOJONOV, *History of the Tajik Civil War (1993-1997)*, thèse de doctorat, Bâle, Universität Basel, 2014, p. 264.

5. La notion d'« étranger proche » (*blizhnee zarubezh'e*) a été formulée par le pouvoir russe après la chute de l'URSS pour désigner les anciennes républiques soviétiques devenues des États indépendants.

6. Voir Lena JONSON, *Tajikistan in the New Central Asia. Geopolitics, Great Power, Rivalry and Radical Islam*, Londres/New-York, IB Tauris, 2006, p. 50, 79.

7. Voir Steven PARHAM, *op. cit.*, 2010.

implantations : près de Douchanbé, de Bokhtar et de Koulob, les deux dernières villes étant à proximité directe de la frontière afghane, dans la province de Khatlon. Depuis la fin des années 2000, les différents textes de défense et de sécurité russes — doctrines militaires, stratégies de sécurité nationale, concepts de politique étrangère — mettent davantage l'accent sur les menaces en provenance du « flanc sud¹ » de la Russie (*yuzhný flang*). Dans ce contexte, l'Asie centrale dans son ensemble a bénéficié d'un regain d'intérêt. Pour Moscou, la frontière afghane est donc un enjeu crucial de sécurité intérieure, principalement en raison du terrorisme et du trafic de drogue venant d'Afghanistan, qui ont des conséquences significatives sur la santé publique en Russie². À ce titre, il importe de rappeler que la 201^e Division au Tadjikistan représente le plus gros contingent hors du territoire russe, avec environ 7 000 soldats présents de façon constante selon un système de rotation³.

La matérialité de l'empreinte militaire russe au Tadjikistan est évidente dès lors que l'on se dirige vers le sud du pays. Sur la M41, le trajet peut se trouver ralenti par des dizaines de tanks se rendant vers la base russe située près de Koulob. À la nuit tombée, le long de la frontière dans le Haut-Badakhchan, on peut aussi voir et entendre les va-et-vient d'hélicoptères brisant le silence de la montagne, tandis que nos hôtes commentent simplement : « La Russie » (*Rossiya*). À la fin de l'année 2021, la réalité d'un basculement politique et sécuritaire en Afghanistan n'a pas échappé qu'à Moscou. Ce type de présence s'est alors fait plus important au Tadjikistan, tout comme la multiplication d'exercices militaires conjoints. Dans la logique des « portes ouvertes » qui caractérise la politique étrangère de Rahmon, l'imaginaire de la frontière dangereuse influence aussi les relations avec un autre voisin d'importance.

1. Voir M. A. KHRUSTALEV, « Etno-natsional'naya i sotsial'no-èkonomicheskaya kartina yujnogo flanga CNG [L'image ethno-nationale et socioéconomique du flanc sud de la CEI] », dans M. NARINKSIY, *Yuzhnýy flang CNG. Tsentral'naya Aziya — Kacpiy – Kavkaz : ènergetika i politika [Le flanc sud de la CEI. Asie centrale — Région caspienne — Caucase : énergie et politique]*, Moscou, Logos, 2003, p. 9-34 (en russe).

2. Voir la déclaration du ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou en 2019, soulignant le rôle de la 201^e Division dans la prévention de la menace terroriste : www.rbc.ru/politics/17/04/2019/5cb7238f9a7947b448d35802 (en russe, consulté le 8 juillet 2025).

3. En plus de la présence effective de troupes russes au Tadjikistan, les deux pays coopèrent dans le domaine du renseignement et des officiers tadjikistanais sont formés en Russie.

Le Haut-Badakhchan, la Belt and Road Initiative et l'armée chinoise

Partageant environ 470 km de frontière avec le Haut-Badakhchan, la Chine accorde une importance primordiale à la stabilité de la région du Pamir. Avant 1991, les relations transfrontalières avec la RSS du Tadjikistan étaient quasiment inexistantes en l'absence d'infrastructures pour relier la façade occidentale chinoise¹. À partir de 1999, Pékin a commencé à s'intéresser sérieusement au commerce avec l'Asie centrale comme moyen de développer la région autonome ouïghoure du Xinjiang, qui borde le Tadjikistan, et d'empêcher la montée de l'extrémisme religieux, selon la rhétorique des autorités chinoises. Dans le même temps, le Tadjikistan indépendant a saisi l'opportunité de désenclavement et d'intégration aux réseaux mondialisés qu'offrait la Chine.

En 2004, l'ouverture du poste-frontière de haute altitude de Karasu a tracé la voie de la connectivité physique entre les deux pays. Seul point de passage conjoint, au pied du col de Kulma à 4 363 m d'altitude, Karasu permet de relier Douchanbé, via Mourghab et Khorog, au centre commercial chinois de Kachgar à 700 km de distance, principalement pour le transport de marchandises. En 2018, un chauffeur tadjikistanais, interrogé dans un restaurant routier du district de Mourghab, affirmait qu'en marquant des étapes d'arrêt, le trajet prenait environ sept jours : « De Kachgar à Kulma [la frontière], une journée. De Kulma à Mourghab, trois ou quatre heures. De Mourghab à Khorog, une journée, et de Khorog à Douchanbé, trois jours². » Depuis l'ouverture de la frontière et de son poste de contrôle, la quantité de marchandises expédiées est passée de 833 tonnes à 389 600 tonnes entre 2004 et 2014³. En décembre 2011, un accord a été signé pour permettre l'ouverture permanente et ce n'est qu'en 2016 que les traversées hebdomadaires ont été autorisées. Malgré ces données, la création du poste-frontière de Karasu n'a en fait que très peu ouvert le Haut-Badakhchan à la Chine, les échanges journaliers étant peu nombreux et les contraintes climatiques de la haute altitude entraînant de longues périodes de fermeture.

1. Voir Steven PARHAM, « The Bridge that Divides : Local Perceptions of the Connected State in the Kyrgyzstan – Tajikistan – China Borderlands », *Central Asian Survey*, vol. 35, n° 3, 2016, p. 354.

2. Anonyme, conversation avec l'auteure, district de Mourghab, août 2018.

3. Khursheda SAFARMAMADOVA, Sarah SIEMERING et Ye YANG, « Manifestations of the Tajik-Chinese Trade : Khorog at the Periphery of a Fast-growing Trade Relationship », dans Andrei DÖRRE et Stefan SCHÜTTE, *Exchange Relations and Regional Development in Gorno-Badakhshan, Tajikistan*, Berlin, Freie Universität Berlin, 2020, p. 8.

L'étape d'ampleur qui a véritablement désenclavé le Tadjikistan a été le lancement officiel de la Belt and Road Initiative (BRI) et de sa composante en Asie centrale, la Silk Road Economic Belt (SREB), en 2013, par le nouveau dirigeant chinois Xi Jinping¹. Cette initiative, aussi bien d'ordre diplomatique qu'économique, contribue à façonner la relation bilatérale par le biais de la construction d'infrastructures physiques. La Chine peut tirer parti de sa frontière avec le Tadjikistan pour s'engager dans des échanges commerciaux terrestres internationaux et combler ainsi les lacunes des voies de transport et d'approvisionnement énergétique déjà existantes.

Notamment grâce à la BRI, la Chine est parvenue à créer une dépendance en s'imposant comme le partenaire économique essentiel du Tadjikistan, sans lequel le développement massif et effectif de couloirs commerciaux serait inenvisageable. Depuis 2007, la société chinoise Export-Import Bank of China (Eximbank) reste le premier créancier du Tadjikistan. En 2020, cette société détenait 35,5 % de sa dette, loin devant la Banque mondiale (11 %), la Banque asiatique de développement (9 %), et le Fonds monétaire international (6 %)². Bien avant déjà, la dépendance envers la Chine était telle qu'en 2011, le Tadjikistan lui céda 1 % (1 158 km²) de son territoire dans le district de Mourghab, en échange de l'annulation d'un montant inconnu d'une partie de sa dette³.

En octobre 2018, l'inauguration du poste-frontière de Langar poursuivait une finalité aussi bien symbolique que pragmatique, celle de fusionner deux voies de transit internationales : la route du Karakoram⁴ — reliant la région du Xinjiang en Chine à la province du Pendjab au Pakistan — et la route du Pamir — point de jonction entre Douchanbé et le grand centre commercial d'Och dans le sud du Kirghizstan. En d'autres termes, la BRI relierait *in fine* le Tadjikistan au Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), l'autre couloir commercial économique régional chinois se dirigeant vers le sud

1. La première réunion d'une commission conjointe tadjikistano-chinoise relative aux affaires économiques et commerciales s'est tenue en 2001 et initia l'aide économique de la Chine au Tadjikistan. Néanmoins, les échanges se développaient très lentement et le commerce bilatéral se maintenait à un niveau bas.

2. Voir CABAR.ASIA, « Zhizn' vzaymŷ. Komu i skol'ko dolzhen Tadjikistan ? [Une vie à crédit. À qui et combien doit le Tadjikistan ?] », *Cabar Asia*, 17 février 2021 : <https://cabar.asia/ru/zhizn-vzajmy-komu-i-skolko-dolzhen-tadjikistan> (en russe, consulté le 8 juillet 2025).

3. En 1999 déjà, la Chine avait acquis des portions du territoire tadjikistanais selon un accord mettant fin à la dispute sur la délimitation de la frontière commune.

4. La route a été ouverte en 1978.

jusqu'au port de Gwadar. Qui plus est, depuis leur retour au pouvoir en Afghanistan, les responsables taliban déclarent fréquemment dans la presse afghane que la construction de la route rattachant la Chine et l'Afghanistan par la vallée du Wâkhân est une priorité pour eux. Les travaux de réhabilitation de cette cinquantaine de kilomètres de piste ont été entièrement financés par la partie chinoise mais son succès laisse à désirer. Situé à 4 840 m d'altitude, près du col de Wakhjir haut de 4 927 m, le point de passage sino-afghan ne promet pas une traversée aisée.

Afin de poursuivre la concrétisation de la connectivité régionale à tout prix, des sociétés chinoises ont aussi remis en état des portions de la route du Pamir, colonne vertébrale de la BRI au Tadjikistan. Au cours de l'été 2021, on pouvait très facilement observer des ouvriers locaux près de la ville de Qala-i Khumb, dans le district de Darwoz, conduisant des véhicules chinois. Ce chantier a été rendu possible par la subvention de plus de 200 millions de dollars allouée par la Chine pour réhabiliter le tronçon Qala-i Khumb-Vanj-Rouchan de la route du Pamir¹. Dans le même temps, des représentants du groupe China State Construction Xinjiang Construction Engineering et du ministère des Transports du Tadjikistan ont signé un accord de réfection d'une autre route dans la province de Khatlon, contribuant à ouvrir le Haut-Badakhchan vers l'ouest tout en l'intégrant physiquement à la BRI. La Chine s'est ensuite engagée à fournir une aide d'environ 125 millions de dollars pour préparer une étude de faisabilité visant à réhabiliter la portion de route entre Vanj et Qala-i Khumb². En septembre 2021, le président Rahmon lança officiellement la réparation de toute la route Douchanbé-Kulma, reliant donc la capitale tadjikistanaise à la frontière chinoise.

Il va de soi que la Chine n'investit pas aveuglément au Tadjikistan. Développer les régions frontalières lui permet de s'assurer un droit de regard sur tout mouvement suspect depuis l'Afghanistan qui atteindrait le sol chinois pour déstabiliser le régime. Dès 2004 l'établissement d'une connexion terrestre directe entre les deux pays *via* le

1. ASIA-PLUS, « China allots US\$204 million in No-strings Aid to Tajikistan for Rehabilitation of Roads in GBAO », *Asia Plus*, 17 juin 2021 : <https://asiaplustj.info/en/news/tajikistan/economic/20210617/china-allots-us204-million-in-no-strings-aid-to-tajikistan-for-rehabilitation-of-roads-in-gbao> (consulté le 8 juillet 2025).

2. *Id.*, « China will give almost \$125 million for the Preparation of a Feasibility Study for the Construction of the Kalai-Khumb-Vanj Highway », *Asia Plus*, 19 octobre 2021 : <https://asiaplustj.info/en/news/tajikistan/economic/20211019/china-will-give-almost-125-million-for-the-preparation-of-a-feasibility-study-for-the-construction-of-the-kalai-khumb-vanj-highway> (consulté le 8 juillet 2025).

poste-frontière de Karasu marqua aussi le début d'une intensification de la coopération bilatérale en matière de défense¹, même si l'attention portée à la frontière tadjikistano-afghane s'est accélérée après le lancement de la BRI. La Russie joue certes un rôle de premier plan dans la sécurisation de la frontière mais la Chine n'est pas en reste et saisit l'opportunité des « portes ouvertes » promues par le président Rahmon. Pour assurer la fluidité du trafic sur les corridors de la BRI, Pékin ne s'est plus limité aux investissements dans les infrastructures du Haut-Badakhchan mais s'est aussi manifesté par des accords de défense. Ainsi, le tout premier exercice antiterroriste conjoint eut lieu dans la province en 2016 et impliqua environ 10 000 hommes². La même année, un décret du gouvernement tadjikistanais indiqua que la Chine assurerait la construction de onze postes-frontières et d'un centre d'entraînement pour les gardes-frontières.

Depuis, des rumeurs circulent quant à l'existence d'une base militaire chinoise dans la zone de Shaimak, dans le district de Mourghab, non loin de la frontière avec la région du Xinjiang, et d'une autre dans le Badakhchân afghan, ce que les autorités afghanes de l'époque n'avaient pas nié, contrairement à Pékin. Au début du mois d'août 2019, avant le retour au pouvoir des Taliban, on pouvait observer des hélicoptères militaires chinois stationnés le long de la frontière à la sortie de Khorog, entendre et voir leurs allers-retours vers et depuis l'Afghanistan, ce dont les résidents de la frontière étaient d'ailleurs parfaitement conscients. En octobre 2021, la création d'une autre base militaire financée par la Chine était confirmée par les autorités tadjikistanaises. Les initiatives chinoises visant à développer le Haut-Badakhchan montrent que les ambitions économiques convergent avec les intérêts sécuritaires de la Chine au Tadjikistan : en y affichant une présence militaire, la Chine protège les infrastructures de la BRI, la connectivité permettant, aux yeux des deux régimes, de tempérer les troubles intérieurs.

En novembre 2024, l'agression d'un camp destiné aux travailleurs d'une entreprise chinoise dans la province de Khatlon, à la frontière afghane, a aussi démontré la vulnérabilité des projets adjacents à la BRI. Impliqués dans l'extraction d'or d'une mine située dans la gorge

1. Un accord bilatéral signé en 2004 prévoyait des enquêtes conjointes et des échanges d'informations entre agences de sécurité respectives dans la lutte contre la criminalité transfrontalière et la contrebande. Il permettait également aux autorités chinoises de poursuivre les terroristes présumés sur le territoire tadjikistanais, d'être présentes lors des procès au Tadjikistan et d'interroger les accusés.

2. Voir Daniel S. MARKEY, *China's Western Horizon. Beijing and the New Geopolitics of Eurasia*, Oxford/New-York, Oxford University Press, 2020, p. 114.



Fig. 21 — Marché transfrontalier d'Ichkachim, vendeur afghan se protégeant du soleil avec un parasol chinois.

Photographie : Mélanie SADOZAÏ (2014).

de Zarbuzi, cinq citoyens chinois et un Tadjikistanais ont été victimes d'assaillants ayant traversé la frontière depuis l'Afghanistan. Criblé de dettes auprès de la Chine, la cession de mines sur son territoire permet au Tadjikistan de rembourser ses créances d'une manière peu transparente mais aux risques et périls des ouvriers envoyés par Pékin.

Les entreprises chinoises sont devenues plus vulnérables car plus visibles aussi dans les régions frontalières. Il n'est désormais plus anodin d'observer, depuis une simple présence le long du Pyanj, que l'action de la Chine se manifeste d'une manière exponentielle d'année en année. En 2014, on ne « voyait la Chine » que par le biais de produits manufacturés sur les marchés locaux vendus par des commerçants afghans (figure 21) et de camions sur la route du Pamir. À partir de 2019, il devenait désormais banal d'observer différents éléments renvoyant à cette présence chinoise dans le Haut-Badakhchan : produits de toutes sortes sur tous les marchés et supermarchés mais aussi camions, ouvriers chinois et préfabriqués pour les héberger le long des routes en réfection, parfois même dans les villages éloignés de plusieurs heures de la M41 (figure 22).

L'ouverture des frontières a mécaniquement désenclavé le Tadjikistan *via* le Haut-Badakhchan, qui partage trois frontières internationales,



Fig. 22 — Travaux de construction assurés par des ouvriers chinois, Poyi Mazor, district de Vanj.

Photographie : Mélanie SADOZAI (2021).

mais tisse des réseaux faussement nouveaux. La propagation en cours de l’empreinte chinoise, en net renforcement depuis le lancement de la BRI, contraste fortement avec la situation prévalant durant la période soviétique tout en « réactivant » une route commerciale à l’existence pluriséculaire. En 1922, un ministre afghan voyageant dans le Badakhchân afghan écrivait en effet des mots qui résonnent aujourd’hui :

Nous voyons aussi que le commerce, autrefois intense avec le royaume de Bokhâra, le Darwâz et le Rowshân [*sic*] au nord de l’Amu Daryâ [*sic*], avait totalement cessé depuis la délimitation de la frontière avec l’Union soviétique, mais qu’il conservait encore à cette époque-là une importance non négligeable avec le Sinkiang [*sic*] chinois et, par le Tchitrâl [*sic*], avec l’Inde. Pour le Badakhshân [*sic*] en tout cas, une bonne partie du commerce avec l’étranger se faisait encore directement avec les pays voisins, sans passer par la capitale¹.

Quelle relation tadjikistano-afghane ?

L’internationalisation de la frontière, où l’on trouve aussi bien des agrégats supranationaux que des organisations internationales, des

1. Mawlawi Borhân al-din Khân KOSHKAKI, *op. cit.*, 1979, p. v.

armées et des entreprises étrangères, jette pourtant l'ombre sur le voisin direct du Tadjikistan. Quid en effet des relations bilatérales, sans l'intervention de tierces parties, avec l'Afghanistan ?

La coopération entre les deux pays s'est en fait réellement développée à partir de 2004 avec la formation d'un nouveau gouvernement en Afghanistan. La première visite officielle du président Rahmon dans le pays mitoyen eut lieu l'année suivante. Certes, des relations étaient déjà établies au milieu des années 1990. Lorsque les factions tadjikes, gérées notamment par Ahmad Shâh Massoud et Barhânuddin Rabbâni, étaient au pouvoir jusqu'en 1996, ces derniers entretenaient des liens étroits avec le gouvernement tadjikistanais. Il fallait toutefois attendre que la guerre civile se termine pour qu'éclosent les relations diplomatiques. À l'automne 2002, un ambassadeur du Tadjikistan fut envoyé à Kaboul, ainsi qu'un consul général à Mazâr-i Sharif. De même, un ambassadeur d'Afghanistan à Douchanbé remettait ses lettres de créance au président tadjikistanais. À cette occasion, ce dernier annonça que la réfection des lignes de transmission d'électricité était en cours dans les provinces du nord de l'Afghanistan — la première à être réparée étant celle de Kolkhozabad/Balkh au Tadjikistan à destination de Kunduz — et que des ponts transfrontaliers seraient construits.

Malgré le changement de régime en Afghanistan en 2021, le commerce bilatéral reste encore dominé par des envois de produits de consommation depuis le Tadjikistan, soit 98,4 % des exportations totales en octobre 2021¹. Selon le ministère des Affaires étrangères du Tadjikistan, en 2019, les échanges commerciaux bilatéraux s'élevaient à 106 millions de dollars et concernaient l'import/export de fruits, de légumes, mais aussi de coton, de ciment et d'électricité², contre 1,3 en 1993 — un an après l'officialisation des relations — et 6,6 en 2002, après la relative stabilisation de l'Afghanistan³. Les échanges commerciaux dont découle le développement des régions frontalières

1. Payrav CHORSHANBIEV, « Tadjhikistan v sentyabre otravil v Afganistan produkt-siyu na 12 millionov dollarov [En septembre le Tadjikistan a envoyé 12 millions de dollars de produits en Afghanistan] », *Asia Plus*, 26 octobre 2021 : <https://asiaplustj.info/ru/news/tajikistan/economic/20211026/tadjhikistan-v-sentyabre-otpravil-v-afganistan-produktsiyu-na-12-millionov-dollarov> (en russe, consulté le 8 juillet 2025).

2. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN, « Relations of Tajikistan with Afghanistan », *mfa.tj*, 23 décembre 2020 : <https://mfa.tj/en/main/view/17/relations-of-tajikistan-with-afghanistan> (consulté le 8 juillet 2025).

3. Khodjamakhmad UMAROV, « Trade and Economic Relations between the Republic of Tajikistan and the Islamic Republic of Afghanistan », *Working Paper*, n° 13, University of Central Asia, 2013, p. 6-7.

se caractérisent surtout par une coopération dans le domaine de l'énergie¹.

D'après un accord de 2006 entre le ministère de l'Énergie de la République du Tadjikistan et le ministère de l'Énergie et des Ressources hydriques de la République islamique d'Afghanistan, cette dernière pouvait recevoir 300 mégawatts d'électricité depuis le Tadjikistan². Par ailleurs, le projet CASA 1 000, assurant la création d'un système de transmission électrique du Kirghizstan vers l'Afghanistan et le Pakistan, prévoit une station de conversion de 1 300 mégawatts dans la province de Khatlon au Tadjikistan³. Du côté du Haut-Badakhchan, le transfert en 2002 de la gestion du réseau électrique vers l'entreprise Pamir Energy changea la donne dans la relation commerciale avec l'Afghanistan, augurant des développements conséquents qui seront abordés dans le chapitre suivant. Étonnamment, les relations transfrontalières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan ne s'accomplissent pas véritablement dans un cadre bilatéral. Les projets à grande échelle, tels que CASA 1 000, qui visent à développer les infrastructures de transport et d'énergie, impliquent également d'autres partenaires. Dans le Haut-Badakhchan, l'écrasante majorité des projets transfrontaliers font intervenir l'AKDN. Traverser la frontière dans cette province revient alors à user des ressources produites par l'organisation de l'Imam.

1. Pour le détail des accords de coopération dans des domaines moins importants de la relation bilatérale, voir Zubaidullo UBaidullov, *op. cit.*, 2014. Les échanges universitaires, bien que le président Rahmon s'en enorgueillisse, restent limités, avec seulement 500 Afghans étudiant dans les universités du Tadjikistan en mars 2021.

2. *Ibid.*, p. 129.

3. Voir le site de CASA 1 000 : www.casa-1000.org/ (consulté le 8 juillet 2025).

Chapitre V

Traverser la frontière

Les ressources de l'espace transfrontalier

Je pouvais voir Khorog de mon village, de ma maison. C'était juste en face de moi, je pouvais la voir tous les jours. C'était l'un de mes plus grands rêves, d'y aller, de voir Khorog, mais surtout Porshinev, un village du Badakhchan au Tadjikistan où mes ancêtres ont vécu et l'endroit auquel j'appartiens¹.

Itinéraire de vie transfrontalière

Pour illustrer la symbolique de la traversée, motivée par les ressources matérielles et immatérielles offertes par la frontière, plongeons-nous dans la trajectoire d'Amir, né dans les années 1980 dans un village du Sheghnân, à 2 km de la frontière avec le Tadjikistan. Il partagea son histoire à l'été 2021, quelques jours seulement après l'arrivée des Taliban dans son village. En plein cœur de ce bouleversement sans précédent, Amir se décrit comme « la preuve vivante des changements qui ont transformé cette région ».

D'une génération à l'autre, les hommes de sa famille étaient des chefs ismaéliens locaux originaires de Porshinev, aujourd'hui au Tadjikistan. Dans les années 1930, alors que la répression stalinienne faisait rage et ciblait les figures religieuses, son arrière-grand-père fut arrêté par les autorités soviétiques pour avoir voulu protéger les secrets des réseaux religieux. Refusant de trahir ses convictions, il se donna la mort. À 22 ans seulement, le grand-père d'Amir hérita alors du statut de *pir*. Mais, sous la menace d'être lui aussi identifié, arrêté, et neutralisé, il traversa pour de bon la frontière vers l'Afghanistan :

Il y a vécu pendant deux ou trois ans, puis mon père est né au Sheghnân, en Afghanistan, mais mon grand-père a été rattrapé par les gens de l'Union soviétique et depuis... nous ne savons pas où il a été emmené,

1. Amir, entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

s'il a été tué, envoyé en exil, ce qui s'est passé, nous ne savons pas. Ce que nous savons, c'est que nous ne l'avons jamais revu, il n'a jamais eu l'opportunité de revoir ses enfants, sa femme, ses proches. Il avait un fils, son premier fils qui était emprisonné à Fayzâbâd et est mort là-bas. Mon père s'est retrouvé seul, il n'avait qu'un ou deux ans.

Son père, premier de la lignée à voir le jour sur le sol afghan, bénéficia de la tolérance accordée par la monarchie envers les Ismaéliens. Grandissant dans le district majoritairement sunnite de Darwâz, dans le village de Bashor, il devint une figure d'autorité ismaélienne, incarnant la coexistence entre ces communautés. À ses 18 ans, il retourna à Weyar, son village d'origine dans le Sheghnân, où Amir est né. Sa mère est également la fille d'un chef religieux, originaire de la région d'Ichkachim. Fort de cet héritage, Amir est lui aussi devenu une autorité religieuse, non plus un *pir*, statut qui a disparu du clergé ismaélien du Pamir, mais il jouit d'un rôle d'importance dans la hiérarchie de la structure en Afghanistan :

Voilà, c'est l'histoire de mes ancêtres et comment ils ont fini en Afghanistan. Mais la plupart de nos proches sont toujours au Tadjikistan et ils sont en contact avec nous, nous avons de bonnes relations, nous nous connaissons. Malgré soixante-dix ans de régime soviétique dans cette région, nous sommes restés connectés.

Fasciné par la séparation, Amir dit avoir, depuis l'enfance, caressé le rêve de traverser :

J'ai toujours voulu voir la partie du Badakhchan côté Tadjikistan et j'ai gardé un lien fort avec ma terre natale, je pouvais voir les deux côtés comme ma terre d'origine. Ça a toujours été mon projet... plus qu'un projet, un rêve de travailler dans cette région [transfrontalière].

Ce dessein était nourri par un certain imaginaire de la frontière et une attraction spirituelle :

J'ai toujours su que j'habitais le long d'une frontière. J'ai même une connexion très forte avec ces montagnes que vous voyez [autour de Khorog]. Quand j'étais très jeune, nous n'avions pas l'électricité, la télévision ou quoi que ce soit, et pendant les longues nuits d'hiver... c'était très commun à l'époque de raconter des mythes (*afsona*) quand il y avait un invité, quelqu'un de la famille, alors on racontait qu'il y avait des petits diables, des esprits (*djin*¹) qui vivaient dans ces montagnes, dans ces grottes. [...] J'ai toujours su que dans les grottes de cette montagne habitaient les esprits... donc j'avais une connexion très forte avec cette montagne... et je savais qu'elle se trouvait du côté du Tadjikistan.

1. Dans la culture musulmane, les *djin* représentent des esprits qui interagissent avec les vivants. Ils sont considérés comme bienveillants ou malveillants.

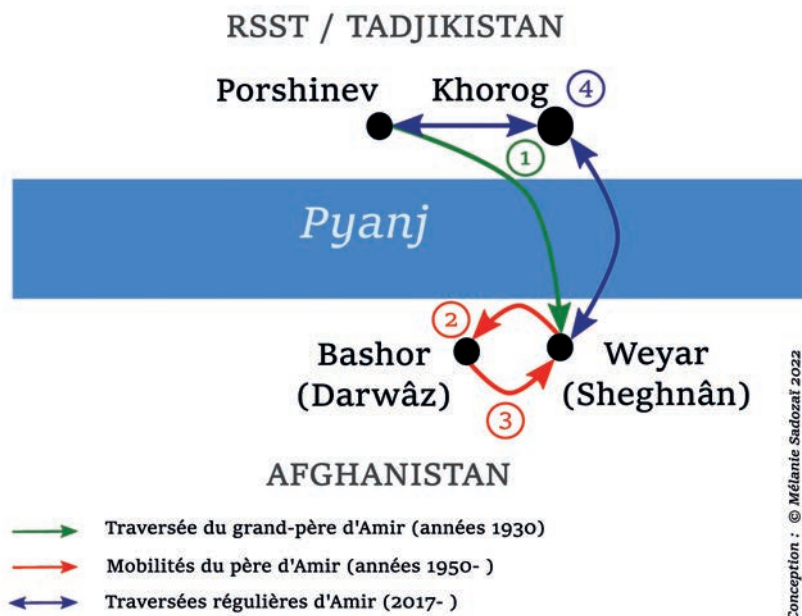


Fig. 23 — Traversées de la frontière de la famille d'Amir des années 1930 à aujourd'hui.

Grâce à une bourse d'étude, Amir franchit la frontière vers le Tadjikistan en 2009, attiré par les opportunités d'éducation et de travail qui lui faisaient défaut en Afghanistan. À Khorog, sa rencontre avec des humanitaires, aussi originaires du Sheghnân, éveilla en lui un nouvel espoir, tout en lui permettant de découvrir sa propre famille à Porshinev :

À la fin des années 1990, quand l'AKDN a commencé à travailler dans la région, ça s'est manifesté par des activités d'assistance humanitaire, principalement de la distribution alimentaire parce que les gens n'avaient pas assez à manger, une énorme famine a frappé la région. À l'époque, les gens du Badakhchan au Tadjikistan venaient de notre côté et distribuaient de la nourriture. Les gens les plus éduqués pouvaient parler anglais, ils ont été embauchés par l'AKDN et ont aidé les populations. À ce moment-là, je crois, j'ai eu l'idée d'obtenir cette opportunité, cette capacité à travailler dans la région et à être comme eux, à aider les autres.

Il retourna ensuite poursuivre ses études à Kaboul, puis à l'étranger. En 2017, alors qu'il travaillait dans le Badakhchân afghan, un poste à

Khorog dans le secteur du développement s'ouvrit et promit de changer le cours de sa vie : « Vous savez, ça a toujours été dans un coin de ma tête, et en 2017, finalement, cette opportunité s'est présentée. J'ai ce poste depuis [...] et j'aime ce que je fais. »

À travers l'histoire familiale et le parcours singulier d'Amir, illustrés sur la figure 23, se dessine la grande fresque de l'histoire récente de la frontière et des opportunités qu'elle a offertes jusqu'à nos jours. L'ouverture de la frontière a indéniablement affecté la trajectoire d'un homme, pour qui « toutes les infrastructures transfrontalières visibles » symbolisent la coopération entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Ainsi, l'immatériel et le matériel se rencontrent dans l'espace transfrontalier et les riverains s'en emparent, comme Amir, à travers le développement d'une kyrielle d'activités de coopération transfrontalière.

Un foisonnement d'activités transfrontalières

Sortir de l'isolement par la frontière

Au Tadjikistan, les principales zones d'habitation dans le Haut-Badakhchan se situent au-delà de 1 000 m d'altitude (figure 2, page 45). Tous les villages ne sont pas accessibles en hiver car la neige empêche la fluidité du trafic sur les routes, voire une suspension saisonnière de la circulation. L'isolement dans le Haut-Badakhchan doit aussi être lu selon la difficulté d'accessibilité. À l'époque soviétique, la construction de la route M41, lancée en 1924 et achevée en 1940, permit de désenclaver la province en la reliant à Douchanbé et au centre de commerce régional d'Och. Un recueil de nouvelles publié à Douchanbé, décrivant le développement du communisme dans le Pamir des années 1930 raconte l'histoire particulièrement saisissante d'un homme, Mayno, se rendant à Khorog depuis Douchanbé — alors appelée Stalinabad :

C'était l'hiver et toutes les voies du Pamir était fermées. Mayno ne pouvait pas rester seul. Il n'écoula personne et partit à pied. Il marcha vingt-sept jours et il faisait si froid qu'il en eut des engelures aux mains, aux pieds et au visage [...] il lui fallut donc presque un mois pour atteindre Khorog¹.

1. Qurbon ALAMSHOEV, *Pomir, 1937 [Pamir, 1937]*, Douchanbé, Irfon, 2012, p. 58 (en tadjik).

Cet extrait nous donne un aperçu des conditions pénibles dans lesquels la mobilité s'opérait alors. Les efforts des autorités soviétiques pour intégrer la province reculée dans le système socialiste a favorisé son accessibilité depuis le reste du territoire de la RSS du Tadjikistan. Toutefois, depuis l'indépendance du pays, l'investissement dans la maintenance des infrastructures de mobilité et de connexion dans le Haut-Badakhchan était loin de figurer en tête des priorités de l'administration centrale. L'arrivée d'acteurs chinois pour y remédier illustre bien la déconnexion entre le Haut-Badakhchan et Douchanbé, forcé d'externaliser la réfection des routes¹. Le Haut-Badakhchan est toujours considéré comme une province géographiquement recluse dans un pays enclavé, même si, paradoxalement, elle possède trois frontières internationales lui permettant d'atteindre les marchés mondiaux.

C'est précisément grâce à ces frontières que des connexions ont pu rompre l'autarcie dans laquelle le Haut-Badakhchan a été plongé en 1991. Pour Martin Saxer, « le retour à l'isolement » que la région a connue avec la fin du système d'approvisionnement soviétique a rendu nécessaire la reprise des anciennes connexions avec un voisinage étranger désormais accessible². Le long de la route du Pamir, il note ainsi que :

[...] les 4x4 privés ont pris la place de l'ancienne flotte de camions soviétiques, leurs toits étant précairement chargés de tout, des vêtements aux chaussures en passant par les carottes et les pommes de terre³.

De l'autre côté, les routes vers les grandes villes dans le Badakhchan sont d'une qualité bien inférieure à celles du Tadjikistan, souvent cahoteuses, et la topographie est tout aussi contraignante pour la mobilité intérieure. À titre d'exemple, le seul district du Wâkhân est couvert de terrains montagneux oscillant entre 2 570 et 7 485 m d'altitude. Dans la province les chemins sont plutôt des *pas*, sortes de passages escarpés de montagne, appelés *âtang* en dari — *owring* en shoughni. Un géographe afghan, qui estime que la région de Darwâz en Afghanistan demeure « protégée » grâce à ses montagnes « infranchissables », décrit ainsi ces effrayantes voies de passage :

Pour faciliter les allers-retours, les autochtones ont créé une autre voie nommée *âtang*. [...] Elle est située à flanc des montagnes aux

1. Voir Mélanie SADOZAI et Suzy BLONDIN, *op. cit.*, 2023.

2. Voir Martin SAXER, *op. cit.*, 2019.

3. *Ibid.*, p. 188.

parois lisses et aussi hautes qu'un mur où on ne peut ni poser sa main ni avoir de prise pour les pieds et l'Amou Darya, par la vitesse et la violence de son courant suit son cours seulement en contrebas. Environ entre mille et mille cinq cents mètres de distance de ce flanc, ont été plantés des clous dans les fissures et les trous naturels de la montagne, [les autochtones] ont installé ces mêmes branches tressées pour former une chaîne jusqu'au bout de la montagne qu'ils ont reliée avec les clous ; cette partie du paysage effrayant est suspendu dans les airs. La démarche d'un tel courage pour passer la distance de mille cinq cents mètres suspendus dans les airs, à notre avis, relève de l'extraordinaire, et est spécifique aux habitants de ce territoire et jusqu'au ici à part eux on n'a pas entendu dire que quelqu'un est parvenu à traverser cette voie suspendue ou en a fait la démarche¹.

En pratique, l'utilisation du temps de trajet à pied s'avère plus pertinente pour le Badakhchân que d'autres critères d'évaluation de la mobilité comme la distance kilométrique qui ne tient pas compte de la qualité des routes. La distance à pied des centres économiques exprime le manque d'opportunités pour ces zones recluses et révèle que la majorité des villages de la province du Badakhchân frontaliers du Tadjikistan sont situés à quatre heures de marche ou plus des centres d'activités économiques plus proches². Notons qu'à certains endroits, le déplacement par véhicule motorisé — remplaçant l'âne notamment — ne date que du début des années 2000. Depuis, l'AKDN a construit environ 2 000 km de route dans la province³, qui ne suffisent pourtant pas à relier correctement la frontière aux centres urbains en Afghanistan.

Pour emprunter à James C. Scott, « on ne saurait donc se fier aux conventions cartographiques modernes, pour lesquelles un kilomètre est un kilomètre⁴ » afin de comprendre la proximité entre les populations dans les zones de haute montagne. Envisager d'autres grilles de lecture permet de mettre en exergue les difficultés de mobilité. Cette situation géographique et politique dans laquelle se sont retrouvées les populations frontalières a produit des stratégies d'adaptation et de solidarité transnationale s'appuyant sur la proximité territoriale avec le pays voisin, donnant lieu à d'intenses échanges qui illustrent pleinement la frontière-ressource.

1. Shâh Abd Allah BADAQSHI, *Armaghân-i Badakhshan [Cadeaux du Badakhchan]*, Téhéran, Buniâd-i Mawqofât-i Duktur Maḥmud Afshâr, 2006, p. 128 (en persan).

2. Voir Nazneen KANJI, Graham SHERBUT, Romin FARARON et Juanita HATCHER, « Improving Quality of Life in Remote Mountain Communities », *Mountain Research and Development*, vol. 32, n° 3, 2012, p. 353-363.

3. Christopher WILTON-STEER, *op. cit.*, 2018.

4. James C. SCOTT, *op. cit.*, 2013, p. 77.

Les marchés transfrontaliers

Dans le Badakhchan, les habitants des zones frontalières font preuve d'un pragmatisme comparable à celui des populations vivant le long de frontières riches en ressources économiques. Ce sont aussi des consommateurs avertis, les frontières offrant « de nombreuses opportunités d'acheter plus pour moins cher¹ » en raison de systèmes économiques asymétriques. Ainsi que le décrivait Amir, les marchés situés sur le Pyanj, appelés officieusement « marchés afghans » (*afghon bozorho*) au Tadjikistan et « marchés communs » (*bâzârâ-yi moshtarak*) en Afghanistan, sont des vitrines du renouveau des contacts dans le Pamir. À l'exception de la longue période de fermeture entre février 2020 et septembre 2023, les marchés ouvrent une fois par semaine, de 8 h à environ 15 h. Ils sont situés sur l'un ou l'autre des territoires du Tadjikistan et de l'Afghanistan, ou sur une île au statut de zone franche dans le cas du marché d'Ichkachim. Nous l'avons vu précédemment, il n'est pas rare que des connaissances, vivant des deux côtés de la frontière, se retrouvent sur les marchés pour prendre des nouvelles. À Tem, une petite cafétéria sert précisément ce dessein.

Pour accéder aux marchés, les Afghans doivent simplement montrer un document d'identité, et qualifient ainsi la procédure de « facile ». Les Tadjikistanais bénéficient d'une entrée libre, même si en théorie les mineurs doivent être accompagnés de leurs parents — ce qui n'est pas toujours le cas dans les faits. Seuls les commerçants afghans et tadjikistanais sont autorisés à exercer leur activité à condition de payer 20 à 200 somonis, soit entre 2 et 20 dollars (en 2019) pour s'assurer un emplacement².

Grâce à l'ouverture de ponts notamment, les marchés transfrontaliers ont créé un environnement dans lequel le commerce entre le Tadjikistan et l'Afghanistan s'est normalisé à l'échelon local, dans des structures modernes (figure 24). En 2019, environ 1 000 commerçants s'y présentaient chaque semaine³, tandis qu'en 2016, entre 60 % et 80 % de la population frontalière les fréquentait⁴. Les données font

1. Oscar MARTINEZ, *Border People : Life and Society in the U.S.-Mexico Borderlands*, Tucson, University of Arizona Press, 1994, p. 52.

2. Si la valeur des marchandises échangées est inférieure à 1 000 dollars, celles-ci peuvent être vendues détaxées. Les marchandises sont également soumises à une limite de poids de 50 kg par vendeur. Voir Gareth PRICE et Hameed HAKIMI, *Reconnecting Afghanistan. Lessons from Cross-border Engagement*, Asia Pacific Programme, Chatham House, 2019, 52 p.

3. Christopher WILTON-STEER, 2018, *op. cit.*

4. Stefanie BARRATT, *Assessment of Economic Opportunities Along the Afghan-Tajik Border*, Kaboul, Organisation internationale pour les migrations, 2016, p. 39.



Fig. 24 — Marché transfrontalier de Khumrogi/Jumarj (côté afghan).
Photographie : Mélanie SADOZAI (2019).



Fig. 25 — Marché transfrontalier d'Ichkachim.
Photographie : Mélanie SADOZAI (2014).

donc état d'un succès pour ce commerce, certes modeste à l'échelle nationale, et les marchés apparaissent visuellement comme des lieux encombrés¹ (figure 25).

Le marché transfrontalier d'Ichkachim, grâce à son statut de zone franche ou zone économique spéciale (ZES²) permettant une plus grande souplesse des régulations légales, offre des avantages économiques aux communautés locales³. Le fait que des marchands afghans viennent d'autres provinces que du Badakhchân, parfois même de districts proches de la frontière pakistanaise à dix jours des marchés transfrontaliers du Tadjikistan, témoigne de leur attractivité économique. Ils déclarent réaliser des profits plus élevés à la frontière qu'au centre du pays, et les consommateurs bénéficient également de cette situation en dépensant leur argent à la frontière, où les prix sont plus bas que dans leur pays d'origine. Ainsi Rustam souligne les prix compétitifs lorsqu'il décrit ses visites sur le marché d'Ichkachim :

C'est très peu cher. C'est moins cher qu'au Tadjikistan. À l'époque, on achetait quelque chose que tout le monde achète, c'est-à-dire l'huile [de cuisson]. Là-bas [sur le marché transfrontalier d'Ichkachim], on achetait une grosse bouteille pour 20 somonis, mais du côté du Tadjikistan, on l'achète 48 somonis, donc c'est vraiment peu cher. [...] Les gens l'achetaient pour une semaine et quand c'était terminé, ils retournaient au marché pour en racheter pour la semaine suivante⁴.

En 2016, pour les consommateurs tadjikistanaïes, le coût des produits achetés sur les marchés transfrontaliers était inférieur de 30 % aux tarifs locaux, et de 10 à 20 % pour les Afghans⁵. À Khorog, plusieurs interlocuteurs, comme Ashur, associent le marché transfrontalier de Tem à un endroit avantageux pour les personnes les plus démunies. Interrogé sur l'intérêt qu'ont les habitants des villages environnants à s'y rendre, il répond :

1. Certains résidents, des deux côtés de la frontière, avouent aussi ne s'être rendus que rarement, sinon une seule fois, sur le marché transfrontalier le plus proche, parfois simplement par curiosité. De même, toutes les personnes vivant à la frontière n'ont pas l'ambition de traverser.

2. Le Tadjikistan compte cinq ZES, dont deux sont situées à la frontière afghane, à Ichkachim et à Pyanj, dans la province de Khatlon. La ZES d'Ichkachim s'étend sur 200 hectares de terrain. Voir Andrei DÖRRE, « Special Economic Zones in Tajikistan : An Economic Policy Instrument for Development ? », *Kulturní Studia*, n° 1/2025 (24), 2025, p. 106-118.

3. Voir le site du ministère du Commerce et de l'Industrie du Tadjikistan : www.fez.tj/taxonomy/term/11 (consulté le 8 juillet 2025).

4. Entretien avec l'auteure, Ichkachim, juin 2021.

5. Stefanie BARRATT, *op. cit.*, 2016, p. 42.

Parce que c'est le seul « marché afghan ». Il y a des gens qui sont très pauvres et qui ont besoin d'économiser, alors ils vont sur ce marché pour simplement... les prix ne sont pas très élevés, c'est pour ça que les gens pauvres y vont. [...] Je sais que sur les marchés à Khorog, pour acheter des vêtements, les prix sont très élevés, c'est très cher¹.

Il s'agit également d'un lieu opportun pour les commerçants qui peuvent offrir une marchandise spécifiquement ciblée pour les consommateurs afghans :

[Le marché d'Ichkachim] a des avantages parce que nous achetons tout là-bas pour un prix très bas et nous pouvons aussi vendre des choses que nous ne pouvons pas vendre au Tadjikistan, alors nous les vendons au « marché afghan ». Comme des tasses anciennes, des choses anciennes, nous pouvons les vendre à la frontière, au marché, et c'est un avantage pour nous².

En effet, tout en faisant des économies, les consommateurs bénéficient aussi d'une offre spécifique aux marchés transfrontaliers. Certains évoquaient notamment le *mumu* ou *mumuchak*, lait concentré en provenance du Pakistan qu'ils déclaraient ne trouver que sur les marchés transfrontaliers, et qu'ils utilisent pour préparer une boisson traditionnelle du Pamir, le *shirchoy*³. La consommation de lait est pour cette raison importante dans le Haut-Badakhchan et la production locale ne suffit pas à assouvir la demande. Les marchés ne bénéficient pas nécessairement à l'artisanat local mais offrent l'opportunité d'accéder à des biens uniques. Les Tadjikistanais citaient ainsi l'intérêt qu'ils avaient à s'y rendre :

Je pense qu'aujourd'hui, [les marchés] sont un atout. Je n'y allais pas personnellement mais les gens y vont fréquemment pour acheter beaucoup de choses, des choses qu'il n'y avait pas ici [au Tadjikistan], comme des choses anciennes, des bijoux, des choses qu'il n'y a pas de ce côté. Bien sûr, c'est bien pour eux, pour les commerçants, ils vendent plus de choses parce que c'est ouvert, les marchés sont ouverts pour eux⁴.

Une autre motivation que rapportent les Tadjikistanais repose sur la recherche d'objets précis, considérés comme « raffinés » et utiles à la fois :

-
1. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, août 2019.
 2. Rustam, entretien avec l'auteure, Ichkachim, juin 2021.
 3. Boisson faite à partir de thé, de lait, de beurre et de sel, dans laquelle on trempe du pain.
 4. Bibijon, entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

J'ai vu beaucoup de choses raffinées, fabriquées à partir de pierres. [...] Ils ont aussi beaucoup de variétés de plantes que je ne connais pas mais vous me disiez qu'on pouvait les utiliser comme des médicaments ou pour s'embellir. [...] Il y avait aussi beaucoup de vieilles choses, très vieilles, et ils les vendent. Par exemple la radio, vous l'avez vue ? C'est tellement vieux¹ !

Je suis allée au marché [de Tem] quand il a ouvert et c'était très utile. Encore aujourd'hui j'utilise ce *deg*² que j'ai acheté là-bas et [les Afghans] vendent des choses uniques, des accessoires, j'en ai acheté pour moi, pour mes amis, pour ma mère, ce ne sont pas des choses basiques, c'est ancien, des choses que je n'ai pas trouvées [à Khorog] ou à d'autres endroits, seulement là-bas. Quand vous y allez, c'est toujours bondé, beaucoup de gens viennent d'autres villages. Par exemple, dans mon village, le week-end, les gens planifient leur visite au marché afghan pour faire leurs achats donc c'est bien, je ne vois pas pourquoi ce serait négatif. C'est positif. [...] Ils vendent aussi des carafes que j'aime bien et que j'ai achetées pour ma maison³.

Les Afghans vendent des produits artisanaux ou naturels d'Afghanistan et des biens en provenance d'Inde, du Pakistan et parfois de Chine, tandis que les Tadjikistanais vendent de la marchandise russe ou chinoise et l'on trouve sur tous les stands des produits alimentaires (tableau 3). À l'échelle nationale, voire régionale, le commerce exercé sur les marchés transfrontaliers participe aussi d'un modeste désenclavement du Haut-Badakhchan en offrant un accès vers le sud, mais qui, couplé à la connexion à la Chine, permet de relier le Tadjikistan aux grands axes commerciaux régionaux (figure 26).

Tableau 3 — Produits vendus sur les marchés transfrontaliers

Produits vendus par les Afghans	Produits vendus par les Tadjikistanais
Produits artisanaux ou locaux <i>Herbes, bijoux, ustensiles de cuisine et vaisselle, instruments de musique, fruits, légumes.</i>	Produits artisanaux ou locaux <i>Tissus, fruits, fruits secs.</i>
Produits en provenance d'Inde ou du Pakistan* <i>Tissus, draps, électronique, cosmétiques, produits d'hygiène, allumettes, alimentation industrielle, farine, huile, lait concentré (mumu), thé.</i>	Produits en provenance de Chine ou de Russie <i>Électronique, vêtements, chaussures, farine, alimentation industrielle.</i>
Produits en provenance de Chine <i>Chaussures en plastique, bottes.</i>	

* Ces produits peuvent être fabriqués dans un autre pays mais ils transitent par l'Inde ou le Pakistan.

1. Iman, entretien avec l'auteure, Khorog, août 2019.
2. Sorte de casserole à vapeur.
3. Sitora, entretien avec l'auteure, Douchanbé, août 2019.



Fig. 26 — Flux régionaux des produits à destination des marchés transfrontaliers du Badakhchan.

Parmi les autres avantages offerts, la création d'emploi demeure cruciale pour les communautés frontalières, et ce sans distinction de genre. Dès 2001 la vente et le commerce au marché de Khorog étaient en grande majorité entre les mains des femmes, qui représentaient alors au moins deux tiers de tous les commerçants sur le marché¹. En 2015, ce sont 30 % des hommes et 19 % des femmes dans le Haut-Badakhchan, et 7 % des hommes et 1 % des femmes dans le Badakhchân afghan qui avaient un emploi déclaré². Les marchés transfrontaliers ont offert une nouvelle source d'emploi ou de revenus, certaines femmes non actives préparant des plats qu'elles

1. Hiltrud HERBERS, « Transformation in the Tajik Pamirs : Gornyi-Badakhshan — An example of Successful Restructuring ? », *Central Asian Survey*, vol. 20, n° 3, 2001, p. 276.

2. Graham SHERBUT, Nazneen KANJI et Juanita HATCHER, « Linking Past and Future : Cross-border Development and Quality of Life in the Badakhshans », *Central Asian Survey*, vol. 34, n° 2, 2015, p. 263.

vendent ensuite à cette occasion. Avant l'arrivée des Taliban, des Afghanes saisissaient également l'opportunité de vendre leurs propres plantes ou récoltes, parfois même des bijoux. L'activité des femmes dans l'espace transfrontalier véhicule les injonctions de l'Imam en faveur de l'égalité des genres auprès de ses fidèles¹. De plus, depuis la construction et l'amélioration du matériel et de la structure des postes-frontières par la JICA à Tem, Ruzvai et Ichkachim, les femmes bénéficient d'une traversée facilitée par la présence de personnel de sécurité féminin qui exécute l'inspection dans des pièces dédiées : le taux de franchissement des femmes est ainsi passé de 1-2 % à 40 % une fois le projet terminé².

L'économie des marchés transfrontaliers ne se limite pas au commerce *stricto sensu*, mais a aussi engendré d'autres affaires, ce que l'on observe ailleurs sur les marchés du Tadjikistan et d'Asie centrale. Des buvettes et des stands de restauration rapide y ont ouvert, des chauffeurs tirent parti de la distance entre les foyers d'habitation et les marchés³, d'autres personnes proposent de charger ou décharger les marchandises. Enfin, l'existence d'une économie de l'ombre, notamment de pierres précieuses et de drogue, s'est aussi développée sans pour autant qu'elle soit quantifiable. Vadim, l'entrepreneur d'Ichkachim, raconte par exemple son expérience dans un domaine qui échappe aux données officielles :

Je voyais que des gens venaient au marché faire leurs achats mais qu'ils devaient d'abord échanger leurs dollars à quelqu'un. Puis je voyais que le matin et le soir, le taux de change était très différent. Donc ce que je faisais, c'est que j'amassais beaucoup de somonis le matin, j'y allais et je cherchais les gens de notre côté [au Tadjikistan] qui venaient avec des dollars, je leur achetais à un bas prix quand le marché ouvrait. Ensuite on faisait des affaires, les gens du côté afghan n'avaient plus besoin de somonis, de notre devise, mais ils demandaient des dollars. [...] Donc, le soir, ils avaient besoin de beaucoup de dollars, le taux augmentait et je leur vendais à un meilleur taux. Ça, je l'ai complètement copié d'un vieil Afghan qui le faisait, je l'observais et je copiaais. À chaque fois, pendant plusieurs semaines, je faisais

1. Voir Adil MAMODALY et Alim FAKIRANI, « Voices from Shia Imami Ismaili Nizari Muslim Women : Reflections from Canada on Past and Present Gendered Roles in Islam », dans Terence LOVAT, *Women in Islam*, Dordrecht, Springer, 2012, p. 213-236.

2. JICA, *Promoting Cross-Border Cooperation through Effective Management of Tajikistan's Border with Afghanistan*, s. l., 2018, p. 12.

3. Hormis à Darwoz où le marché est accessible rapidement à pied, les autres requièrent souvent un trajet en voiture depuis les foyers d'habitation.

ça, et j'étais à l'école donc c'est de l'argent en plus. Je veux dire, je ne demandais pas à mes parents ! C'est une bonne chose à faire¹.

En plus d'apporter des avantages économiques et sociaux, les marchés transfrontaliers représentent aussi un retour aux traditions d'échanges commerciaux et de commerce régionaux qui précéderent la création de la frontière. Signe de la prospérité de ce type de commerce, en 2018, l'AKDN, l'Union européenne et le gouvernement allemand ont lancé le projet conjoint SCORED, visant à développer davantage les relations économiques transfrontalières en soutenant les initiatives locales : à terme, la construction de nouveaux marchés est envisagée, tout comme le soutien à 300 micro-entreprises en Afghanistan et à 900 autres au Tadjikistan². En contournant les formalités habituelles de passage des frontières internationales, les échanges entre commerçants et consommateurs sont grandement simplifiés, transformant parfois les visites aux marchés en véritables attractions. Certains Afghans rencontrés à ces occasions confiaient aller « voir leurs voisins », sans avoir de but de consommation. Ainsi, la frontière elle-même est un facteur d'attractivité et suscite aussi bien la curiosité des résidents frontaliers que des touristes.

Le tourisme en Afghanistan

Fantasmé dans les récits des voyageurs européens lors du Grand Jeu, le Pamir est aujourd'hui encore l'objet de fascination des étrangers qui s'y rendent, comme en témoigne les descriptions idylliques qui parsèment les blogs de voyage³. Lorsque les montagnes attirent les touristes étrangers, ce sont les industries de services qui y génèrent des revenus. Dans le Pamir, la vallée du Wâkhân captive tout particulièrement⁴ et l'accès au flanc afghan est presque exclusivement assuré par la frontière avec le Tadjikistan.

L'intérêt touristique pour le Wâkhân s'est développé dans les années 1960, grâce notamment à la fameuse chasse saisonnière du mouflon de Marco Polo menée par le roi d'Afghanistan Zâher Shâh. Toutefois, les voyages dans le Pamir afghan déclinèrent avec les guerres qui ont suivi la chute de la monarchie en 1973. Ce n'est

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

2. Voir le communiqué de presse de l'Union européenne : www.eeas.europa.eu/node/47191_en (consulté le 8 juillet 2025).

3. Voir Mélanie SADOZAÏ, *op. cit.*, 2023.

4. Voir Sabine FELMY et Hermann KREUTZMANN, « Wakhan Woluswali in Badakhshan. Observations and Reflections from Afghanistan's Periphery », *Erdkunde*, vol. 58, n° 2, 2004, p. 97-117.

qu'en 2003 qu'une nouvelle expédition a eu lieu, et en 2011 que l'accès au mont Noshâq, le plus haut sommet d'Afghanistan (7 492 m) situé dans le Wâkhân, a été rouvert.

La spécificité de la vallée du Wâkhân repose sur sa localisation proche de trois frontières internationales et qui lui donne, sur les cartes, l'aspect d'un couloir « coincé » entre le Tadjikistan, la Chine et le Pakistan. De surcroît, ses caractéristiques, parfois exagérées, contrastant avec le reste de l'Afghanistan sont promues par les voyageurs et autres agences de tourisme : la sécurité, l'absence de combattants taliban (jusqu'à l'été 2021), la plus grande liberté accordée aux femmes wakhies et kirghizes, ou encore l'isolement comme facteur de préservation des traditions et de la nature. Signe d'une telle roman-tisation, le magazine *Géo* titrait en 2019 l'un de ses reportages « Le Wâkhân, cette vallée oubliée de l'Afghanistan où la guerre n'existe pas¹ ». Les attributs uniques du Wâkhân pour le pays et la mobilisation de l'identité de ses populations ont contribué à l'imaginaire de la « marginalité » à tous points de vue : géographique, culturel et sécuritaire, en participant de la mise en tourisme de ce corridor du Pamir.

Grâce aux postes-frontières et aux ponts sur le Pyanj, les touristes peuvent accéder rapidement à l'entrée de la vallée, *via* Ichkachim, depuis Douchanbé. En passant par le Tadjikistan, ils évitent ainsi toutes les déconvenues qu'implique un voyage traversant l'Afghanistan depuis Kaboul, tout en bénéficiant d'une expérience dans le pays. La proximité de la vallée du Wâkhân avec le Tadjikistan offre également le confort de pouvoir sortir d'Afghanistan en cas de troubles intérieurs et de se retrouver rapidement à Ichkachim ou à Khorog, deux principaux centres urbains du Haut-Badakhchan.

Depuis 2006, l'AKDN a misé sur la valeur touristique du Pamir en aidant les foyers à établir des auberges et en faisant la promotion d'activités comme le trekking, la randonnée ou le tourisme culturel². 2006 fut un tournant pour le secteur du tourisme local puisque cette année marque le début de l'accessibilité du Wâkhân afghan depuis le Tadjikistan. Peu de chiffres fiables sont disponibles, mais l'OIM estimait en 2015 qu'environ 3 000 touristes visitaient le Haut-Badakhchan annuellement³. Rustam, bénévole dans un gîte à Ichkachim, rendait compte de manière plus approximative :

1. Anne CHAON, « Le Wakhan, cette vallée oubliée de l'Afghanistan où la guerre n'existe pas », *geo.fr*, 26 février 2019 : www.geo.fr/voyage/le-wakhan-cette-vallee-oubliee-de-lafghanistan-ou-la-guerre-nexiste-pas-194652 (consulté le 8 juillet 2025).

2. Ce n'est qu'à partir de 2018 que la PECTA a commencé à promouvoir le tourisme transfrontalier.

3. Stefanie BARRATT, *op. cit.*, 2016, p. 16.

20 % des gens qui viennent au Tadjikistan, leur projet principal, c'est d'aller en Afghanistan. Beaucoup de touristes vont en Afghanistan, et beaucoup vont voir les Kirghizes qui habitent là-bas. [...] Je le vois sur les photos qu'ils me montrent quand ils rentrent. [...] Quand j'étais petit et que je venais dans cette auberge, je pouvais voir les touristes qui attendaient deux jours, trois jours, juste pour aller au marché afghan et... le samedi, c'était le samedi ? Le samedi en été, peut-être 30 % des gens qui sont là-bas sur le marché sont des touristes¹.

La publicité promouvant l'Afghanistan apparaît déjà dans les bureaux de la PECTA à Khorog, qui propose des informations et des séjours en partenariat avec des guides et des hôtes afghans. On peut y lire que le Wâkhân promet un tourisme « hors des sentiers battus » dans « la région la plus sûre d'Afghanistan » (figure 27).

Le tourisme dans le Wâkhân afghan bénéficie aussi bien au secteur en Afghanistan qu'au Tadjikistan. En 2015, « près de 30 % de la population locale comptait un ou deux membres de leur famille travaillant dans le secteur du tourisme, soit directement soit dans une activité connexe » ; l'accueil chez l'habitant représentait environ 40 % du revenu annuel des familles hôtes ; et « en deuxième position v[enait] l'emploi dans les services touristiques connexes (guides, chauffeurs expérimentés, porteurs, etc.), qui représent[ait] 29 % du revenu annuel total des familles concernées² ».

Comme le mentionne Rustam, les marchés transfrontaliers offrent également une expérience de l'Afghanistan. Celle-ci se traduit par l'affichage de produits afghans — nombre de touristes achètent ainsi le *pakol*, couvre-chef de la région du Nouristan rendu célèbre par Ahmad Shâh Massoud, bien qu'il soit fabriqué au Pakistan — et par l'opportunité d'échanger avec des Afghans sans avoir à traverser. « Aller voir la frontière » participe aussi d'un imaginaire de l'espace, construit par les touristes comme une fascination. Le tourisme dans le Wakhan, que ce soit au Tadjikistan ou en Afghanistan, représente un secteur qui vit de la traversée de la frontière. Il s'agit d'une forme de mobilité offerte par les infrastructures transfrontalières et par la coopération entre acteurs du tourisme tadjikistanais et afghans, que l'on observe également dans le domaine de la santé.

1. Entretien avec l'auteure, Ichkachim, juin 2021.

2. Zamira RAKHMATOVA, « Tourisme et autonomisation des communautés locales. Le cas de la région du Pamir tadjik », *Téoros*, vol. 34, n^{os} 1-2, 2016 : <http://journals.openedition.org/teoros/2792> (consulté le 8 juillet 2025).

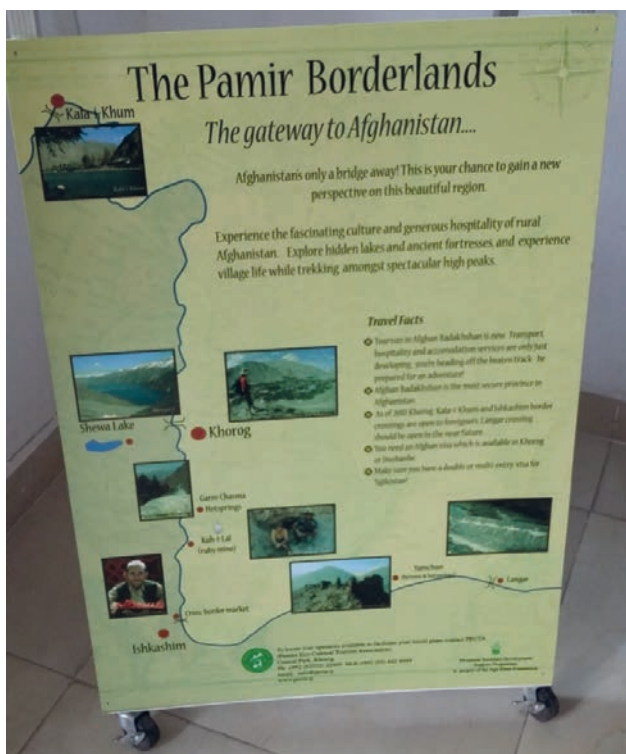


Fig. 27 — Affiche publicitaire à Khorog faisant la promotion du tourisme dans le Badakhchân afghan.

Photographie : Mélanie SADOZAI (2018).

Les mobilités médicales

Il existe aujourd'hui un écart significatif dans la qualité des soins entre les deux pays, largement attribuable à leurs trajectoires historiques divergentes. Le Tadjikistan a bénéficié d'investissements importants dans le secteur médical à l'époque soviétique, qui a vu se mettre en place un système sans précédent dans le Haut-Badakhchan, si bien que chaque village disposait d'un centre de santé dont l'accès était gratuit. En 1987, la province comptait 24 hôpitaux avec 2 070 lits, 124 centres médicaux et chirurgicaux, et 24 cliniques gynécologiques, prénatales et de soins pédiatriques¹. Bien que ces progrès aient été mis en péril par la guerre civile et l'effondrement économique qui s'en est suivi, les efforts des organisations internationales pour réhabiliter le système ont partiellement compensé la situation catastrophique de l'après-1997. Cependant, l'accès aux installations médicales et la

1. Graham SHERBUT, Nazneen KANJI et Juanita HATCHER, *op. cit.*, 2015, p. 259.

pénurie de personnel qualifié restent problématiques dans la plupart des régions du Haut-Badakhchan.

Les infrastructures datant de l'époque soviétique sont toutefois toujours en place, tandis que l'Afghanistan fait face à l'absence d'un tel héritage. Les conflits récurrents ont empêché un développement qui aurait déjà été difficile en raison de la pauvreté inhérente. Les populations de cette région ne peuvent donc pas bénéficier d'un traitement médical décent fourni par le gouvernement afghan ou les quelques organisations non gouvernementales présentes.

En 2009, selon un accord conclu avec les gouvernements du Tadjikistan et de l'Afghanistan, un projet transfrontalier a été lancé par l'AKHS dans le but d'améliorer la qualité et l'accès aux soins pour les communautés le long de la frontière¹. Le programme se divise en deux volets ou deux « services » selon la terminologie de ses responsables. À l'instar des travailleurs frontaliers dans l'espace économique européen, certains médecins passent cinq jours par semaine en Afghanistan et rentrent au Tadjikistan pour le week-end, ou bien passent cinq jours par mois en Afghanistan (service routinier), ou deux ou trois jours à tout moment (service d'urgence). En 2019, dans le cadre du programme, la construction à Khorog de l'AKMC a été achevée pour un total de 24 millions de dollars entièrement donnés par l'Imam.

Profitant du fait que le passage de la frontière ne prenne que quelques heures, voire quelques minutes, le programme a établi plusieurs centres de santé du côté afghan, où des spécialistes tadjikistanais qualifiés peuvent soigner et échanger avec les médecins afghans (tableau 4). Avant, les patients qui vivaient près de la frontière avec le Tadjikistan étaient sommés de se rendre à l'hôpital provincial de Fayzâbâd, à dix-huit heures de route, trajet souvent fatal. Les centres financés par l'AKDN accueillent les populations frontalières afghanes, mais les médecins qui y travaillaient affirment que les patients venaient aussi de villages plus éloignés jusqu'à la frontière pour bénéficier des services de professionnels de santé tadjikistanais.

1. L'annexe 2 (p. 285) répertorie le détail des mobilités médicales dans le Badakhchan de 2015 à 2020.

Tableau 4 — Centres de santé installés dans les districts frontaliers du Badakhchân en Afghanistan *via* le programme transfrontalier de l'AKDN en 2019¹

Type de centre de santé	Nombre	Équipement	Personnel de santé
Comprehensive Health Center (CHC)	4	10 lits Salle de chirurgie	2 internes 1 chirurgien
Basic Health Center (BHC)	14	Pas de lits	1 médecin 1 infirmier
Sub Health Center (SHC)	18	Pharmacie Salle d'accouchement	Sage-femmes

Source : documentation interne de l'AKHS et de l'AKF Afghanistan.

Une autre composante du programme permet aux malades afghans jugés en état critique d'être envoyés dans les hôpitaux du Tadjikistan, que ce soit à l'AKMC à Khorog ou dans les centres de santé gouvernementaux. Dans ce cas, ces patients n'ont pas besoin de visa et ne paient pas non plus pour les soins ou le trajet². Il existe, en plus, des dispensaires de moindre taille qui dépendent de l'AKDN à Rouchan, Darwoz, Roshtqala et Ichkachim. Pour ces communautés isolées des centres économiques en Afghanistan, leur localisation est donc devenue une solution de survie : vivre le long de la frontière avec le Tadjikistan permet d'accéder aux services de santé, un besoin crucial dans le Badakhchân afghan, où la mortalité des enfants de moins de cinq ans est encore très élevée. En 2017, un enfant sur dix-huit mourrait avant d'atteindre cet âge³. À Ichkachim, au Tadjikistan, à partir de 2016, des civils afghans étaient soignés dans les hôpitaux locaux pour des blessures de guerre. Le docteur Nizam, un pharmacien de Khorog, responsable du programme médical transfrontalier de l'AKHS, raconta ainsi l'efficacité du programme, photographies à l'appui :

Les gardes-frontières n'en croyaient pas leurs yeux. Nous sommes allés chercher ce garçon en Afghanistan dans une civière, il ne pouvait même pas marcher. Lorsque nous l'avons fait traverser dans l'autre sens [depuis le Tadjikistan] après les soins, il n'avait plus aucun

1. Le tableau n'indique que les installations dans les districts frontaliers et non dans l'intégrité de la province du Badakhchân. Voir le site d'AKHS Afghanistan : www.agakhanhospitals.org/en/afghanistan (consulté le 8 juillet 2025).

2. Tous les soins dans le cadre du programme transfrontalier ne sont pas gratuits. Il existe des subventions pour les familles les plus pauvres. En revanche, dans le cas des patients afghans en état critique, l'AKHS couvre les dépenses pour la prise en charge.

3. CENTRAL STATISTICS ORGANIZATION, MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE D'AFGHANISTAN et ICF, *2015 AfDHS Key Findings*, Kaboul, 2017, 56 p.

problème, il a traversé tout seul. Un garde-frontière nous a regardé et a dit : « c'est grâce à vous ça¹ ? »

Sans cette proximité avec le Tadjikistan, le jeune Afghan n'aurait probablement pas reçu de soins. Une pédiatre chargée de l'inspection des équipements et du respect des protocoles dans les dispensaires en Afghanistan alla jusqu'à confier que ces traversées vers le Tadjikistan faisaient sens car, sinon, en allant à l'hôpital de Fayzâbâd, « les gens mourraient sur la route ».

Un troisième volet de la coopération médicale comprend l'envoi d'échantillons de patients en Afghanistan pour être analysés à Khorog. Ce sont ainsi 8 176 prélèvements qui ont passé la frontière entre 2015 et 2020. De plus, l'AKHS au Tadjikistan fait des dons matériels pour les centres en Afghanistan, comme des chaises de dentiste. L'AKHS est par ailleurs équipé d'une technologie permettant la télécommunication avec l'hôpital français de la Mère et de l'Enfant à Kaboul. Ce dernier est lui-même connecté à l'hôpital universitaire de l'Aga Khan à Karachi, au Pakistan. Il suffit de visiter les structures pour constater que la modernité du matériel et de l'établissement contraste nettement avec les centres de santé gouvernementaux de Khorog. Enfin, le programme assure également une éducation sanitaire en Afghanistan par l'intermédiaire de *Community Health Workers*, des Afghans bénévoles qui alertent les foyers sur certains risques sanitaires et qui peuvent procurer des médicaments. En 2009, parmi ces volontaires, on comptait environ une femme et un homme pour mille personnes, choisis par la communauté².

Les professionnels de santé tadjikistanaïes voyagent pour les avantages économiques qu'offre la traversée. Les médecins de l'AKHS racontent notamment que des Pamiries qui avaient une formation médicale avaient été contraintes de travailler comme femmes de ménage en Russie mais avaient pu être embauchées par le programme transfrontalier à leur retour dans le Haut-Badakhchan, leur assurant un revenu décent. Travailler de l'autre côté de la frontière permet non seulement d'accéder à des salaires plus élevés qu'au Tadjikistan mais aussi d'acquérir de l'expérience. À Khorog, un jeune médecin travaillant dans les structures publiques confie qu'en raison de la pauvreté qui sévit depuis des décennies en Afghanistan, certaines maladies ne sont pas observées au Tadjikistan. Selon lui, les médecins peuvent

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

2. Gijs WALRAVEN, Semira MANASEKI-HOLLAND, Abid HUSSAIN et John B. TOMARO, « Improving Maternal and Child Health in Difficult Environments : the Case for "Cross-border" Health Care », *PLoS Medicine*, vol. 6, n° 1, 2009, p. 18.

améliorer leurs connaissances et leurs compétences en traitant des patients atteints de maladies spécifiques ou rares :

Si on est bon dans notre métier, il y a parfois la possibilité d'un échange d'expérience. Je ne sais pas exactement comment le dire, mais on peut échanger avec des médecins qui viennent d'Afghanistan et on peut travailler là-bas pendant peut-être trois ou quatre mois, et eux viennent ici. Tout ça c'est par le biais de l'AKDN, je crois. On peut y aller et gagner beaucoup en expérience de ce côté, et eux peuvent gagner de notre expérience. Et vous savez comment c'est pour eux, leurs programmes, parce que chaque pays a, comment dire, ses propres maladies¹.

Ce programme est toutefois sélectif :

C'est très compétitif. Ce que je sais c'est qu'il faut savoir parler anglais, parce que de l'autre côté, il faut pouvoir communiquer avec [les patients], leur poser des questions. Mais ils parlent dari, c'est la même langue [que le tadjik], mais même si on la connaît, on doit être capable de parler anglais. La deuxième chose c'est que vous devez être très bon dans votre métier².

Le programme médical transfrontalier de l'AKHS offre également des formations au Tadjikistan pour les médecins afghans faisant usage de la frontière pour favoriser le partage de compétences. Indépendamment de la pauvreté et de la violence de guerre, l'engagement transfrontalier a des retombées directes sur les communautés locales. Dans le cas des Tadjikistanais, ce programme prouve que ces personnels de santé ne sont pas de simples spécialistes confinés dans leur propre pays, mais qu'ils saisissent l'occasion de travailler en Afghanistan, avec et pour les Afghans. Le docteur Nizam, affirme également que le fait qu'il s'agisse « du même peuple, un seul peuple, sans différence » motivait particulièrement les médecins tadjikistanais. Ces programmes participent d'un rapprochement entre deux communautés ismaéliennes et traduisent concrètement le transnationalisme promu par l'Imam *via* l'AKDN.

Des illustrations tangibles des opportunités offertes dans les zones frontalières du Badakhchan montrent que les populations locales ne considèrent pas la frontière comme une menace ou un facteur d'instabilité, mais comme une ressource qui peut être utilisée pour élever leur capital économique, leurs connaissances et leur prise en charge médicale. Le fonctionnement de ces dispensaires et du matériel médical

1. Iman, entretien avec l'auteure, Khorog, août 2019.

2. *Ibid.*

dépend de l'électricité, dont l'approvisionnement dans le Badakhchan représente une autre activité transfrontalière vitale pour les communautés locales et qui est, elle aussi, soutenue par l'AKDN.

La coopération énergétique

L'électricité a apporté dans le Badakhchan une amélioration visible de la qualité de vie des communautés frontalières, l'eau étant la principale ressource naturelle que le Tadjikistan peut exporter vers ses voisins en déficit. Avant 2008, 1 % du Badakhchân afghan avait accès à l'électricité, puis seulement 5 % en 2019¹. Cette lente augmentation s'explique par le lancement en 2008 du programme transfrontalier d'exportation d'électricité depuis le Haut-Badakhchan vers l'Afghanistan, assuré par Pamir Energy.

Suite à l'endommagement et à la destruction des infrastructures hydroélectriques du Tadjikistan et de l'Afghanistan, respectivement par la chute de l'URSS et des décennies de guerre, Pamir Energy s'est efforcée à partir de 2002 de restaurer les centrales électriques du Haut-Badakhchan et d'améliorer ainsi l'accès à une électricité abordable dans la province. Elle s'est substituée à l'État tadjikistanais, selon un contrat de concession courant sur 25 ans, jusqu'en 2027. Le Haut-Badakhchan n'est d'ailleurs pas connecté au réseau électrique principal du Tadjikistan. Pamir Energy a par exemple installé des turbines et des générateurs supplémentaires sur Pamir I, sa principale centrale hydroélectrique en termes de volume de production d'électricité, située au cœur de la vallée de Ghunt, suivie par celle de Khorog. L'entreprise s'efforce aussi de remplacer les lignes de transmission désuètes qui avaient été construites par les Soviétiques, en plus d'en installer de nouvelles² (figure 28).

Ces réhabilitations permettent d'approvisionner les populations toute l'année, et notamment de compenser le besoin en électricité en hiver, lorsque le niveau des rivières reste bas. Pamir I peut ainsi augmenter le niveau de 40 % à cette saison³. Les propres données internes de Pamir Energy indiquent que 96 % de la population du Haut-Badakhchan recevait de l'électricité toute l'année en 2019. Selon une chargée de communication de l'entreprise basée à Khorog, les 4 % restant représentent les communautés les plus reculées, soit 61 villages et environ 12 000 personnes, sur les 220 000 que compte

1. INDUSTRIAL PROMOTION SERVICES, *op. cit.*, 2019.

2. Les Soviétiques avaient mis en place de petites stations hydroélectriques jusqu'à Namadgut, dans la vallée du Wakhon, dans les années 1970.

3. Gareth PRICE et Hameed HAKIMI, *op. cit.*, 2019, p. 18.



Fig. 28 — Lignes de transmission d'électricité construite par Pamir Energy entre le Tadjikistan (premier plan) et l'Afghanistan (arrière-plan), district de Shoughnon.

Photographie : Mélanie SADOZAI (2023).

la province, qui doivent être approvisionnés d'ici 2027 grâce à un financement de la Banque mondiale¹. Il s'agit d'une amélioration spectaculaire par rapport à 2002, lorsque Pamir Energy prit le relais du gouvernement tadjikistanais : seulement 12 % de la population bénéficiait alors quotidiennement de douze heures d'électricité par intermittence. De plus, entre 2007 et 2010, le pourcentage de ménages du Haut-Badakhchan ayant accès aux communications par téléphonie mobile est passé de 15 à 70, tandis que le taux de foyers privés d'électricité en hiver est passé de 50 à 13 %².

Le mandat de l'accord de concession signé entre les gouvernements respectifs et Pamir Energy prévoit la production, la distribution et la transmission d'électricité depuis le Tadjikistan jusqu'au nord du Pakistan. En juin 2008, l'entreprise a entamé le programme transfrontalier assurant l'exportation d'électricité vers l'Afghanistan pour 500 foyers qui n'en avaient jamais bénéficié auparavant. En 2019,

1. Sara, entretien avec l'auteure, Khorog, août 2019.

2. Graham SHERBUT, Nazneen KANJI et Juanita HATCHER, *op. cit.*, 2015 p. 268.

environ 40 000 personnes recevaient de l'électricité dans les zones frontalières du Badakhchân afghan, et un accord signé le 22 juillet 2019 à Kaboul vise à atteindre une couverture de 100 % de la province.

Pamir Energy supervise la construction du réseau en Afghanistan à travers sa branche locale Badakhshan Energy¹, établie par l'accord de juillet 2019, et revend l'électricité à la compagnie nationale afghane DABS qui facture ensuite les clients afghans. Entre 2008 et 2012, la consommation en kWh a ainsi augmenté de plus de 300 %². Pamir Energy assure aussi une formation annuelle à Khorog à l'attention des employés afghans de DABS sur l'ingénierie, l'exploitation et la maintenance des équipements, et d'autres activités techniques, renforçant davantage la coopération transfrontalière. Des employés tadjikistans de Pamir Energy se rendent aussi en Afghanistan, même sous le régime taliban, dans le cadre de mutations internes de l'entreprise. Un ingénieur peut ainsi d'abord être envoyé à Mourghab pour deux ans, puis sept mois à Fayzâbâd avant de rejoindre le siège de Khorog. En outre, des bourses sont également proposées aux Afghans pour étudier l'ingénierie électrique. Ramina, responsable des partenariats pour Pamir Energy explique le fonctionnement de ce programme transfrontalier :

Il y a un fort besoin de formation car nous avons de gros projets, en ce moment, nous avons dix-neuf boursiers, dont un à Kaboul et dix-huit au Tadjikistan, à l'Université technique. Ce qui est génial c'est que les femmes étudient là-bas, et ce qui est encore plus génial c'est que quand nous avons annoncé le programme, vous n'allez pas me croire, mais dans le Badakhchân, environ deux mille personnes se sont présentées aux examens. C'était la période du Covid, donc nous avons organisé les examens dehors pour assurer la distance sociale entre deux mille personnes, mais malheureusement nous n'avions de l'argent que pour dix-neuf, donc nous avons sélectionné uniquement sur le mérite, dont des femmes. L'une d'elles est partie avec un bébé de 10 mois, son mari la soutenait pour venir étudier au Tadjikistan. Grâce à cette bourse, elle va étudier et rentrer travailler pour Badakhshan Energy. C'est comme ça qu'on prépare nos équipes³.

Du côté afghan, l'électricité a un impact significatif sur la qualité de vie. Dans les régions frontalières du Badakhchân, elle est même

1. La filiale de Pamir Energy au Pakistan s'appelle NPak Energy.

2. AKDN, *Enabling Development and Transforming Lives : A Review of Pamir Energy's Cross-Border Energy Programme in Bashor, Afghan Badakhshan*, s. l., 2014, p. 6.

3. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

moins coûteuse que dans le reste du pays où les résidents ne bénéficient pas de la transmission transfrontalière et où le secteur énergétique rencontre des obstacles techniques, financiers et institutionnels. Elle facilite les tâches ménagères quotidiennes, donne la possibilité d'utiliser des téléphones portables — l'AKDN soutient d'ailleurs le réseau de téléphonie mobile local Roshan — et permet également aux entreprises de fonctionner en hiver, alors qu'elles étaient fermées auparavant, et aux artisans de produire davantage. Dans certaines zones, la connexion Internet par téléphonie mobile *via* des cartes SIM du Tadjikistan est d'ailleurs plus simple qu'en utilisant des cartes d'opérateurs afghans. En Afghanistan, l'impact environnemental d'une telle source d'énergie est également significatif : l'absence d'électricité contraignait à utiliser du bois de chauffage si bien que 70 % des régions forestières du pays disparurent entre 1992 et 2002¹. Au Tadjikistan, les importations de diesel et de charbon ayant cessé après la chute de l'URSS, la couverture arborée du Haut-Badakhchan fut décimée également à hauteur de 70 %². Ramina raconte ainsi l'un de ses séjours dans le Badakhchân afghan :

Ils avaient l'électricité la nuit et pas le jour. [Mon hôte] me disait : « Nous payons beaucoup moins en électricité que nous ne payions avant en bois. Pour notre auberge, nous avons l'habitude d'acheter pour un camion. [...] Un camion nous coûtait 2 000 dollars. » Il disait que ça venait de loin, « mais en électricité, pour une année complète, ça ne nous coûte pas 2 000 dollars ». Les gens utilisent beaucoup de bois à chauffer des deux côtés du fleuve ; principalement les femmes et les enfants en font la collecte. Ça touche à leur santé, ils n'ont pas assez de temps pour eux, les enfants n'ont pas assez de temps pour étudier. Quand il fait noir, comment on étudie ? Maintenant, ils ont accès à l'électricité, donc ils ont accès à l'éducation³.

Il ressort de tels propos que la dynamique de genre, la qualité de vie et l'approvisionnement en énergie dans les zones frontalières reculées d'Afghanistan sont des thèmes intimement liés. Les femmes des communautés alimentées en électricité dans le district de Sheghnân en Afghanistan tendent à être plus alphabétisées que celles de communautés non reliées au réseau. Elles signalent également une incidence plus faible des maladies et de la mortalité infantile, tout en

1. Gareth PRICE et Hameed HAKIMI, *op. cit.*, 2019, p. 18.

2. Daler JUMAEV, *Case 19 Tajikistan Energy Sector Pamir Private Power Project (PPPP)*, s. l., Pamir Energy, 2016, 10 p.

3. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

ayant un meilleur accès à des opportunités économiques¹. Les écoles, les centres de santé et les marchés transfrontaliers opèrent aussi par le biais de l'électricité. En conséquence, la coopération transfrontalière en matière d'exportation d'électricité est un point de départ vers d'autres formes de relation dans le Badakhchan. Si ces affirmations peuvent paraître participer d'une certaine rhétorique de Pamir Energy, il n'en demeure pas moins qu'une simple observation de la rive afghane depuis le Tadjikistan d'une année à l'autre montre bien que des villages invisibles à la tombée de la nuit sont désormais illuminés, et qu'un nombre grandissant de paraboles apparait sur les toits auparavant nus.

Bien qu'il ne s'agisse que d'une coopération « faussement » bilatérale dans la continuité de la relation entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, l'exemple du secteur hydroélectrique témoigne de partenariats fructueux pour les acteurs impliqués et qui utilisent la frontière comme ressource. Les États tadjikistanais et afghan « sous-traitent » un secteur vital qu'ils échouent à gérer ; les entreprises issues de partenariats public-privé que sont Pamir Energy et DABS obtiennent une rente réinvestie dans la maintenance des infrastructures ; les communautés locales voient leur qualité de vie s'améliorer ; l'AKDN, via ses filiales que sont Pamir Energy et Badakhshan Energy remoteive le transnationalisme dans ces régions en partie ismaéliennes. Le réseau participe ainsi de l'intégration régionale étant donné que le nord du Pakistan doit pouvoir bénéficier de l'eau du Haut-Badakhchan par ce large réseau.

À l'échelle bien plus locale, l'eau est aussi utilisée à d'autres fins. Les guerres en Afghanistan ont affecté tout un système d'irrigation de terres arables dans un pays largement agricole. Les sécheresses récurrentes créent une pression supplémentaire. L'absence d'infrastructure d'irrigation permanente et d'intervention gouvernementale sur ces questions affectent à la fois les récoltes et les pâturages, renforçant alors la pauvreté, l'insécurité alimentaire et plus généralement le niveau de vie. La grande sécheresse de 2000 empêcha par exemple d'envoyer l'excédent de production de la province de Takhâr vers le Badakhchân, coupant ainsi une source importante d'approvisionnement en blé.

Étonnamment, pour une frontière de 1 374 km de long, il n'existe pas de traité exhaustif de partage des eaux transfrontalières entre le

1. Voir Jakub POLANSKY et Murodbek LALDJEBAEV, « Gendered Energy Relations at the Crossroads of Asia : Electrification, Empowerment, and Mixed Outcomes in Northeastern Afghanistan », *Energy Research and Social Science*, vol. 73, 2021, p. 1-16.

Tadjikistan et l'Afghanistan¹, mais simplement un accord de coopération pour « le développement et la gestion des ressources hydriques du Pyanj et de l'Amou Darya » signé entre les gouvernements tadjikistanais et afghan en 2010². Il assure un cadre légal soulignant la gouvernance partagée des eaux fluviales dans l'intérêt national des deux pays³. Toutefois, celui-ci n'a abouti jusqu'ici qu'à l'organisation de séminaires et de séjours de travail. En l'absence de traités clairs, la gestion du Pyanj repose sur les accords signés entre l'Afghanistan et l'URSS, sans cadre légal strictement défini. Il convient de noter que cette frontière n'a pas été l'objet de contentieux territoriaux entre les deux pays⁴, contrairement à d'autres frontières centrasiatiques plus volatiles. Alors que les frontières fluviales entraînent nombre de litiges entre les États titulaires⁵, il n'existe pas de disputes sur le Pyanj concernant l'allocation de l'eau ou la souveraineté de certaines portions de territoire, notamment les îles fluviales. Le traité de délimitation de la frontière entre l'URSS et l'Afghanistan datant de 1946, mentionne l'utilisation de certains cours d'eau mais pas celui de l'Amou Darya. L'un des protocoles au traité de 1958 sur la délimitation frontalière indique que les deux parties conviennent, sans plus de détails :

[...] des principes, des volumes, des conditions et autres modalités de mise en œuvre des travaux de conception et de construction visant à l'utilisation intégrée des ressources en eau du fleuve Amou Darya⁶.

1. Concernant les disputes sur la gestion des bassins hydriques transfrontaliers en Asie centrale, voir Necati POLAT, *Boundary Issues in Central Asia*, Ardsley (N.Y.), Transnational Publishers, 2002, p. 99-166.

2. Voir Boimamad ALIBAKHSHOV, *Ukreplenie sotrudnichestva v oblasti gidrologii i okruzhayushshey sredy mezhdu Tadjikistanom i Afganistanom v bassejne reki Amudar'i/Pyandzh. Strengthening Cooperation in the Field of Hydrology and Environment between Tajikistan and Afghanistan in the Basin of Amu Darya/Panj*, Khorog, 2017, 34 p.

3. Kenjayev Amirbek Alijon UGLI, Madaminova Durдона ISKANDAROVNA, Abdulloyev Khurshid NAZRULLAEVICH et Kuralbayev Almas AHMETKARIMOVICH, « Contemporary issues of transboundary water utilisation in Central Asia : political and legal analysis », *Legality : Jurnal Ilmiah Hukum*, vol. 33, n° 2, 2025, p. 501.

4. Voir Raimali Shahbozovich NURIDDINOV et Dovud Nuri MUHAMMAD, « Hamgiroi va vogiroi dar ravobiti Afghoniston va Tojikiston [Intégration et différends dans les relations entre l'Afghanistan et le Tadjikistan] », *Payomi donishgohi millii Tojikiston. Bakhshi ilmhoi ijtimoi-iqtisodi va jam'iyati*, n° 8, 2021, p. 263 (en tadjik).

5. Voir Leo J. BOUCHEZ, « The Fixing of Boundaries in International Boundary Rivers », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 12, n° 3, 1963, p. 789-817.

6. En octobre 2020, le Tadjikistan et l'Afghanistan ont signé un protocole d'entente de protection de l'environnement du bassin de l'Amou Darya qui couvre les zones transfrontalières, mais peu d'informations ont été partagées sur le contenu du texte.

Les responsables taliban sont même bien plus proactifs que leurs prédécesseurs de la République islamique. En août 2024, Abdul Latif Mansour, ministre désigné de l'Énergie et de l'Eau, a annoncé une nouvelle stratégie, bien que peu claire, concernant la délimitation de la frontière nord de l'Afghanistan et le partage des ressources avec les pays d'Asie centrale voisins, suite aux inondations dans les territoires frontaliers.

Dans les faits, l'AKDN pilote cette dimension de la relation entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. La coopération transfrontalière en matière d'irrigation des terres — consistant à utiliser l'eau du Haut-Badakhchan pour alimenter certains villages frontaliers en Afghanistan et *vice versa* — reste une composante sur laquelle l'AKDN communique peu publiquement, contrairement aux autres programmes cités jusqu'ici. Il existe pourtant un mécanisme que l'on ne peut observer qu'une fois sur place et soutenu par l'AKF Afghanistan. Selon ce projet, dix-neuf points d'entrée d'irrigation ont été identifiés entre les districts de Darwoz et d'Ichkachim le long du Pyanj pour compenser les besoins en eau de villages frontaliers. La commission en charge du projet, Joint Badakhshan Badakhshan Commission (JBBC), est composée des représentants des gouverneurs du Haut-Badakhchan et du Badakhchân afghan, du secteur privé local, des chambres de commerce respectives et des organisations de développement opérant à la frontière, mais elle ne s'inscrit pas dans un cadre institutionnel à proprement parler. Son utilité réside dans l'organisation de groupes de travail qui réfléchissent à l'amélioration de la coopération transfrontalière. À Darwoz, par exemple, suite aux propositions de la JBBC, trois conduits ont été construits, deux alimentant le côté afghan depuis le Tadjikistan et un autre assurant l'inverse. Imonbek, responsable du projet pour l'AKF Afghanistan, expliquait en 2021 le succès de l'initiative :

C'est très important pour les gens qui vivent dans les régions frontalières. D'abord parce que... ils peuvent partager l'eau *via* dix-neuf conduits. Sur l'un deux, l'eau vient de l'Afghanistan vers le Tadjikistan, c'est une zone de quarante hectares qui n'avait aucune chance d'être irriguée autrement. Maintenant, cela fait quinze ans que la communauté a de l'eau, chaque foyer a plus d'un hectare irrigué. C'est la même chose en Afghanistan. Sur deux points, l'eau va en Afghanistan. Avant, ces deux villages faisaient face à d'énormes problèmes liés à l'eau : l'irrigation des terres et le manque d'eau potable. Maintenant, ces problèmes sont résolus. Dans un village, ils utilisent aussi l'eau en hiver pour faire fonctionner une petite station d'hydroélectricité. Ils

ont construit cette station de 6 kWh et l'eau l'alimente, mais uniquement pour faire de la lumière car c'est une toute petite station¹.

Ce programme se limite à ces trois points à Darwoz et ne représente pas forcément le domaine le plus dynamique, le plus visible de la coopération transfrontalière ou touchant le plus grand nombre de résidents. Il démontre néanmoins une coopération réussie entre les praticiens de la frontière dans une Asie centrale où l'accès à l'eau reste un objet de conflit. En témoigne le cas du canal de Qosh Teppa, dont la reprise de la construction ordonnée par les Taliban inquiète l'Ouzbékistan et le Turkménistan qui se verraient privés d'une importante source d'irrigation issue de l'Amou Darya.

L'exemple de l'utilisation de petites infrastructures entre le Tadjikistan et l'Afghanistan témoigne du consensus que la question peut prendre et comment les acteurs fabriquent la ressource à la frontière. Il montre aussi, tout comme les autres activités transfrontalières, que la coopération s'épanouit lorsqu'un acteur international, l'AKDN, assure le financement et la mise en place des programmes. En son absence, les deux États n'entretiendraient pas ce type de relation à l'échelle de la frontière ; ils vont même jusqu'à ériger des obstacles pour en limiter le franchissement.

Les entraves à la traversée ou l'affirmation de la frontière politique

Malgré des activités transfrontalières que nous avons décrites dans le Badakhchan, il n'est pas question de parler d'un espace transfrontalier « intégré² », à l'instar de ce que l'on observe le long de frontières de l'Union européenne notamment. En ce cas, les deux économies nationales fusionnent, la stabilité est permanente, les populations des deux côtés de la frontière se perçoivent comme appartenant à un même système social. Pour être intégré, l'espace transfrontalier ne doit pas voir ses flux limités ; or cette intégration reste entravée à la frontière tadjikistano-afghane par des barrières à la traversée qui reposent sur des éléments aussi bien humains, qui régulent les passages, que matériels, qui les contraignent. Ce sont de tels éléments qui rappellent la fonction politique et administrative du Pyanj.

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

2. Oscar MARTINEZ, *op. cit.*, 1994, p. 7.

Entre pratiques institutionnelles arbitraires et barrières administratives

Le frein le plus important à la traversée reste encore le régime des visas affectant les Afghans souhaitant se rendre au Tadjikistan. L'Afghanistan ne fait pas partie de la liste des pays soumis à une procédure d'entrée et de sortie sans visa ou simplifiée, tandis que les citoyens de plus de 110 autres pays peuvent soumettre une simple demande par voie électronique. Avant l'arrivée des Taliban, les seules personnes autorisées à traverser sans visa étaient les détenteurs de passeports diplomatiques, les patients pris en charge par le programme de soins de l'AKHS et les Afghans installés au Tadjikistan. Les commerçants ou les étudiants disposant des documents adéquats pouvaient franchir à leur guise, en particulier pour les périodes de vacances.

Ceux qui réussissent à entrer dans le pays se répartissent en deux catégories de citoyens afghans en situation régulière : les résidents permanents qui ont une liberté de mouvement, et les réfugiés. Ces derniers ont l'obligation d'habiter près de Douchanbé, à Vahdat, et sont contraints de se déplacer uniquement dans ces deux villes et quelques autres endroits définis par le gouvernement tadjikistanais, à condition de respecter un couvre-feu. Les commerçants afghans disposent généralement d'un visa de travail de six mois pour le Tadjikistan et d'un permis spécial pour le Haut-Badakhchan. Mais les autorités tadjikistanaises demeurent imprévisibles et peuvent décider de ne plus délivrer de visa sans motif ou réclamer un montant exorbitant¹. Les Afghans restent soumis à ces décisions arbitraires, même lorsqu'il s'agit de médecins sélectionnés dans le cadre des formations dispensées par l'AKHS à Khorog. D'autres, au contraire, affirment avoir voyagé au Tadjikistan sans visa, facilité accordée car ils avouaient disposer du bon réseau au sein de l'administration et étaient tadjikophones et non pachtounophones². La catégorie des commerçants dans l'espace transfrontalier est alors particulière puisque ceux-ci font face à certains obstacles mais tirent tout de même parti de la frontière grâce à l'interaction avec le Tadjikistan.

Le régime de visa auquel sont soumis les citoyens afghans rappelle que la frontière est une institution politique et un outil de contrôle visant à filtrer les passages, qui « a pour dessein de surveiller les hommes et les biens qui la franchissent » et « cette surveillance s'accompagne

1. Voir Magnus MARSDEN, *Trading Worlds : Afghan Merchants Across Modern Frontiers*, Londres, Hurst, 2016, p. 62.

2. *Ibid.*, p. 97.

évidemment de mesures d'exclusion et d'interdiction¹ ». Les politiques à l'égard des Afghans au Tadjikistan n'échappent pas à l'imaginaire du danger : elles se fondent sur des stéréotypes les décrivant comme des « terroristes islamistes » qui représentent des menaces pour les sociétés laïques et modérées d'Asie centrale². Ces barrières essentialistes, qui s'alignent sur le discours du président Rahmon auprès d'instances internationales, limitent aujourd'hui la capacité des Afghans à tirer pleinement parti de la frontière, malgré les mécanismes transfrontaliers dont ils pourraient bénéficier.

Au regard des tensions entre le gouvernement de Douchanbé et le nouveau régime à Kaboul installé de facto depuis le 15 août 2021, les Afghans rencontrent inévitablement une nouvelle barrière à l'entrée au Tadjikistan qui est le fait de l'administration de Douchanbé. La dépendance actuelle des dynamiques transfrontalières à cette relation freine davantage l'intégration de l'espace transfrontalier. Cependant, même avant le retour des Taliban au pouvoir, une série de pratiques institutionnelles arbitraires créaient, et continuent de créer, des obstacles à la traversée.

Concernant le secteur économique, un rapport de la Banque mondiale à propos des marchés d'Asie centrale définit trois conditions de traversée de la frontière, désignées comme étant « trois libertés » (*three freedoms*³) pour assurer la prospérité du commerce transfrontalier. Les commerçants doivent pouvoir franchir :

- sans encourir les frais longs et coûteux qui découlent de l'obligation de conserver un passeport valide avec suffisamment de pages vierges ;
- sans payer un gros montant informel ou des droits tarifaires et des taxes frontalières prohibitifs ;
- avec leurs propres moyens de transport.

À celles-ci s'ajoutent l'importance d'infrastructures permettant le passage rapide, fluide et permanent. Dans le cas de l'espace transfrontalier dans le Badakhchan, ces barrières-là sont surmontées mais la classification de la Banque mondiale ne tient pas compte de l'arbitrage humain, dont font preuve douaniers et gardes-frontières qui ont le pouvoir de ralentir ou fluidifier le trafic. Les marchés transfrontaliers du Badakhchan ne requièrent pas de visa ou de passeport

1. Paul GUICHONNET et Claude RAFFESTIN, *op. cit.*, 1974, p. 51.

2. Voir Magnus MARSDEN, *op. cit.*, 2016, p. 117.

3. Bartłomiej KAMINSKI et Saumya MITRA, *Borderless Bazaars and Regional Integration in Central Asia*, Washington D.C., Banque mondiale, 2012, p. 5-6.

pour les commerçants. Ils n'exigent pas non plus de franchissement par véhicules¹, et les droits tarifaires restent raisonnables. Cependant, il existe un contrôle douanier dont la durée demeure incertaine, retardant ainsi l'ouverture effective. La présence réglementaire de l'État reste faible, car dans ces zones économiques spéciales, il choisit de ne pas appliquer les mêmes normes que sur le reste du territoire. Cela entraîne certes des avantages économiques pour les communautés locales, mais aussi une certaine flexibilité de la part des gardes-frontières qui autorisent la traversée en dehors des règles limitant la quantité des produits, en échange de pots-de-vin. Cette même souplesse laisse aussi le champ libre à d'autres acteurs, conduisant à des cas de concurrence déloyale entre commerçants afghans, ou de tentatives de monopolisation du commerce transfrontalier².

Quand l'État agit effectivement dans le cadre des réglementations, les pratiques institutionnelles à la frontière découlent de ses décisions et ont bien été documentées comme étant des obstacles au commerce transfrontalier³. Ces mesures, souvent prises unilatéralement et de manière arbitraire, se traduisent par la fermeture soudaine et injustifiée de la frontière, le changement du régime d'entrée et de sortie ou le paiement de taxes, qui créent un environnement incertain. Milal Inter, un consortium d'entrepreneurs et d'agriculteurs du Haut-Badakhchan, identifia d'autres freins, dont la tenue des marchés limitée à un jour par semaine, la réduction des heures d'ouverture et la corruption⁴. Cette dernière étant difficile à documenter, elle n'en reste pas moins le résultat d'un autre problème systémique, à savoir le bornage réglementaire encore flou pour les commerçants.

Le marché d'Ichkachim est par exemple reconnu comme étant une zone franche dans la documentation officielle (en tadjik : *mintaqahoi ozodi iqtisodii* ; en russe : *svobodnaya èkonomicheskaya zona*) créée par le décret n° 1545 du 20 janvier 2010. En réalité, la majorité des entreprises installées dans les zones franches du Tadjikistan sont rassem-

1. Certaines marchandises lourdes posent toutefois une contrainte logistique : les véhicules ne pouvant entrer sur la zone réduite du marché, les produits doivent être déchargés puis emportés sur des charrettes en bois.

2. Voir Magnus MARSDEN, *op. cit.*, 2016, p. 102-103.

3. Voir Loay SALHIEH, Metri MDANAT, Mohammed AL-SHBOUL et Ghazi SAMAWI, « Transportation Landed Cost as a Barrier to Intra-regional Trade », *Journal of Borderlands Studies*, vol. 34, n° 1, 2017, p. 89-103.

4. MILAL INTER, *Resource Centers on Assistance to Cross-border Trade. Realization of Project Financed by OSCE in Dushanbe*, s. l., 2010, 23 p.

blées dans celles de Sughd et Danghara, hors du Haut-Badakhchan¹. Les marchés transfrontaliers sont administrés par le ministère du Développement économique et du Commerce ; leur sécurité par le Comité d'État pour la Sécurité nationale ; le Service des douanes est chargé de la régulation douanière et le ministère de la Santé des aspects sanitaires ; enfin la gestion quotidienne est assurée par une organisation publique, *Tojikmatlubot*, qui rend compte au gouvernement. La diversité de ces décideurs rend l'administration générale des marchés complexe et crée un flou auprès des commerçants, qui ne savent pas vers qui se tourner en cas de conflit.

Citons aussi, sur le plan administratif, l'obligation pour les voyageurs étrangers au Tadjikistan de disposer d'un visa interne pour le Haut-Badakhchan, qui ajoute une contrainte d'accessibilité supplémentaire. La procédure fait peser une double obligation pour les touristes souhaitant se rendre en Afghanistan et devant franchir de ce fait deux frontières requérant un visa fourni par l'OVIR en ligne ou à Douchanbé. La traversée n'est pas garantie : il n'est pas rare de rencontrer des touristes attendant dans la capitale tadjikistanaise que les instances étatiques lèvent la suspension de délivrance de ces visas internes. Les exigences administratives imposées à plusieurs catégories de traversants entravent donc la libre circulation dans l'espace transfrontalier et gênent l'accès aux ressources.

L'asymétrie de l'accès à l'information

Parmi les autres pratiques empêchant la traversée, il importe de mentionner brièvement les problèmes liés à l'accès à l'information dont le secteur de l'éducation est un exemple édifiant. Des professeurs de l'UCA à Khorog citent notamment cette même institution comme un exemple de ressource offerte par la frontière pour les étudiants afghans. Pourtant, la majorité des étudiants de cette université sont originaires du Tadjikistan, souvent de Khorog. Qui plus est, une partie de la procédure d'admission se fait en ligne, ce qui pose une première barrière pour les lycéens n'ayant pas d'accès à Internet. En effet, le développement du réseau électrique par Pamir Energy ne signifie pas l'assurance d'une connexion Internet partout et à toute heure. La vallée du Wâkhân, par exemple, n'est pas correctement couverte. Dans le Sheghnân afghan, en 2017, seulement 30 % des personnes

1. MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN, *Svobodnyë èkonomicheskie zonÿ Respubliki Tadjikistan [Les zones franches de la République du Tadjikistan]*, Douchanbé, n.d., 4 p. (en russe).

interrogées par des chercheurs de l'UCA dans des zones électrifiées ont rapporté avoir un accès permanent à Internet et 53 % disaient l'utiliser de manière occasionnelle¹. Ceux qui en faisaient usage dans les zones électrifiées avaient un accès constant par le biais de leurs téléphones portables, mais qui restait freiné par le prix des téléphones et des forfaits, et parfois par la piètre qualité des connexions.

Les étudiants afghans diplômés de l'UCA suivent en fait pour la plupart un cursus dans les centres de l'université déployés du côté afghan de la frontière, à Darwâz, au Sheghnân, à Echkâchem et à l'université du Badakhchân à Fayzâbâd, et non pas au Tadjikistan. Si la frontière offre des ressources en matière d'éducation pour les Afghans, cette opportunité de traverser pour étudier demeure donc encore très limitée.

Les obstacles matériels et les aléas environnementaux

En plus des contraintes créées par les représentants de l'administration centrale, d'autres difficultés structurantes gênent l'épanouissement des projets transfrontaliers. Au Tadjikistan, le président salue les réalisations accomplies depuis l'indépendance dans le Haut-Badakhchan pour construire et rénover les infrastructures de mobilité, les installations énergétiques et industrielles et développer le tourisme, si bien qu'il qualifie la province de « porte dorée du Tadjikistan² ». La plupart de ces aménagements avaient été construits à l'époque soviétique mais leur maintenance a ensuite été délaissée voire abandonnée par la puissance publique tadjikistanaise. Les investissements chinois dans la réfection de la route du Pamir ont tout de même très nettement amélioré les conditions de mobilité. Toutefois, le trajet depuis Douchanbé vers la frontière demeure encore limité par des routes accidentées, en bord de ravin, voire coupées par les avalanches pendant les mois d'hiver et par les glissements de terrain au début du printemps sur toutes les portions qui n'ont pas encore été réhabilitées. Les vols de Khorog à Douchanbé ayant été suspendus depuis 2017, les biens et les personnes transitent donc exclusivement par voie terrestre³. Il n'existe pas de transport public géré par l'État, les voyageurs dépendant des

1. Jakub POLANSKY et Murodbek LALDJEBAEV, *op. cit.*, 2021, p. 8.

2. Emomali RAHMON, « Sukhanroni dar muloqot bo rohbaron va fa'oloni Viloyati Muhtori Kŷhistoni Badakhshon [Discours lors d'une réunion avec les responsables et les habitants de la province autonome du Haut-Badakhchan] », *president.tj*, 28 juin, 2016 : <http://president.tj/node/12331> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

3. À l'exception des personnalités officielles et de certains travailleurs humanitaires qui voyagent en hélicoptère.

véhicules privés et de l'incertitude des horaires et de la sécurité à bord. Dans les vallées les plus reculées, malgré l'existence d'un organe national d'entretien des routes — encore appelé « DEU », acronyme du terme russe *Dorozhno-Eksploatatsionnoe Upravlenie*, le Service d'entretien des routes —, les réparations et la maintenance sont souvent effectuées par les habitants, avec des moyens très limités et sans aucun salaire alloué¹. Ils réparent souvent des portions de route sans attendre un soutien extérieur ou marchent encore sur de longues distances face au manque d'options de mobilité motorisée.

L'état des infrastructures témoigne d'un abandon politique envers la périphérie, dont la relation avec le centre oscille entre « négligence » et « anxiété² », face à la frontière afghane vue comme sensible et aux violences dans le Haut-Badakhchan symbolisant l'hostilité des habitants de la province envers l'État central. Il montre que les opportunités offertes par la frontière se limitent à certaines personnes seulement, vivant proche de cette frontière ou étant suffisamment mobiles et flexibles, comme les touristes. Les populations qui vivent loin des grands axes routiers doivent naviguer entre le manque de transports publics et le mauvais état des routes. Les populations rurales des districts frontaliers qui vivent loin de la frontière elle-même souffrent du faible accès physique aux marchés transfrontaliers et aux établissements de santé. L'éloignement réputé de la région mis en avant dans les brochures et publicités à destination des touristes qui souhaitent se rendre dans le Pamir est donc aussi une lourde contrainte sur le niveau de vie des populations locales.

Dans le Badakhchân afghan aussi, malgré la prise en charge du développement d'infrastructures par l'AKDN, l'accès à la frontière pour les personnes résidant dans des villages plus éloignés des districts frontaliers représente encore une difficulté. La guerre a empêché la modernisation des routes reliant les villages et les districts entre eux, et dissuadé l'arrivée d'investisseurs internationaux qui interviennent sur les infrastructures de connectivité au Tadjikistan. Même le long de la frontière, toutes les routes ne sont pas praticables par véhicules motorisés. Aussi, l'accès aux ressources de la frontière semble se limiter aux seuls acteurs frontaliers.

Tous les obstacles pour accéder aux ressources qui ont été présentés jusqu'ici s'entremêlent. L'amélioration des infrastructures de connectivité et d'accessibilité ne suffiront pas pour garantir un accès aux ressources de la frontière. Les réglementations facilitant le

1. Voir Mélanie SADOZAI et Suzy BLONDIN, *op. cit.*, 2023.

2. Voir Jonathan GOODHAND, *op. cit.*, 2021.

commerce transfrontalier et le passage de la frontière demeurent aussi indispensables. À ceux-ci s'ajoutent l'incertitude liée à l'aspect peu contrôlable des aléas climatiques qui touchent le Badakhchan, et qui influencent la mobilité transfrontalière.

Certaines activités sont en effet affectées par des risques environnementaux récurrents à chaque saison et propres au climat de haute montagne : les avalanches, glissements de terrain, éboulements et inondations produisant des dommages sur les infrastructures et les mobilités. En 2009 déjà, un rapport de la Banque mondiale classait en premier le Tadjikistan dans la liste des pays d'Europe et d'Asie centrale vulnérables au changement climatique¹. Le Haut-Badakhchan et le Badakhchan afghan sont particulièrement sujets aux avalanches. Pendant les mois d'hiver, des deux côtés de la frontière, les routes sont partiellement ou complètement bloquées par la neige. En janvier 2022, le Comité des situations d'urgence du Tadjikistan alertait les citoyens sur la coupure de plusieurs tronçons de route dans le pays, dont la portion entre Khorog et Ichkachim, complètement fermée, et une partie de la route du Pamir dans les districts de Shoughnon et de Rouchan, c'est-à-dire quasiment tout le long de la frontière. Ces aléas contraignent le bon fonctionnement des marchés transfrontaliers. À l'hiver 2015, le marché d'Ichkachim ne s'est pas tenu pendant tout le mois de février car les voies de transport des deux côtés étaient coupées, empêchant même les trajets entre Khorog et Ichkachim, pourtant nombreux habituellement. La même configuration s'est répétée l'hiver suivant, induisant l'envoi par hélicoptère de produits de première nécessité à certaines communautés de la province entièrement recluses². En outre, en 2019, quarante-huit patients afghans n'ont pas pu accéder aux centres de santé de l'AKHS, toutes les routes ayant été fermées entre janvier et mars³.

Les conditions climatiques extrêmes bloquent aussi la production et la distribution d'électricité dans tout le Badakhchan. Les micro-générateurs hydroélectriques peuvent geler ou être inondés et connaissent alors des périodes de coupure de courant pouvant aller jusqu'à trois mois. La littérature spécialisée a aussi montré que la fonte des glaciers pose des risques sur le cycle de l'eau et le régime d'écoulement dans

1. BANQUE MONDIALE, *Adapting to Climate Change in Europe and Central Asia*, s. l., 2009, 116 p.

2. Voir Suzy BLONDIN, « Environmental migrations in Central Asia : a Multifaceted Approach to the Issue », *Central Asian Survey*, vol. 38, n° 2, 2019, p. 275-292.

3. Voir annexe 2, p. 285.

le Pamir, dont dépend l'alimentation électrique¹. Une étude de l'Académie des sciences et de l'Université nationale à Douchanbé indique que la valeur mensuelle moyenne du débit de la rivière Vanj pour la période 1986-2016 dépasse les valeurs analogues de la période 1940-1970², et tend à affirmer qu'il s'agit de la conséquence d'une dégradation de la couche glacière en amont. En 2018, d'autres scientifiques tadjikistanais alertaient sur cette fonte et sur les conséquences dans les vallées en aval : un lac s'étant formé dans les hauteurs de la vallée de Vanj, sa rupture entraînerait à terme, selon eux, des inondations et le blocage des routes dans ce district frontalier de l'Afghanistan³. Des inondations pourraient aussi être provoquées par une rupture du barrage naturel qui s'est formé autour du lac Sarez, au fond de la vallée du Bartang, en zone sismique, entraînant des dommages jusqu'à la frontière⁴. Au Tadjikistan, la fonte des glaciers du Pamir provoque donc des inondations conduisant à la suspension du trafic routier, indispensable pour atteindre la frontière afghane.

Le Tadjikistan souffre aussi paradoxalement d'un manque de précipitations en hiver qui a pour conséquence la baisse du niveau des eaux du côté occidental du massif du Pamir, ralentissant la production d'électricité. La même étude de l'Académie des Sciences et de l'Université nationale à Douchanbé de 2020 a révélé par exemple une diminution de 5 % entre 1940 et 2016 du débit de la rivière Ghunt qui rejoint le Pyanj et alimente la station hydroélectrique principale du Haut-Badakhchan, Pamir I⁵. En novembre 2020, le stress hydrique était tel qu'il a induit la suspension de l'exportation d'électricité vers

1. Voir Pierre CHEVALLIER, Bernard POUYAUD, Marie MOJAÏSKY, Mikhaïl BOLGOV, Oliver OLSSON, Melanie BAUER et Jochen FROEBRICH, « River Flow Regime and Snow Cover of the Pamir Alay (Central Asia) in a Changing Climate », *Hydrological Sciences Journal*, vol. 59, n° 8, 2014, p. 1491-1506.

2. Inom NORMATOV et Parviz NORMATOV, « Climate Change Impact on Hydrological Characteristics and Water Availability of the Mountain Pamir Rivers », *Proceedings of the International Association of Hydrological Sciences*, n° 383, 2020, p. 31-41.

3. Tohir SAFAR, « Tadjihiskie ychenye preodoleli 3 300 kilometrov, chtoby izuchit' sostoyanie lednikov [Des scientifiques tadjiks ont surmonté 3 300 kilomètres pour étudier l'état des glaciers] », *Radio Ozodi*, 27 novembre 2018 : <https://rus.ozodi.org/a/29623249.html> (en russe, consulté le 8 juillet 2025).

4. Le sud-ouest du Tadjikistan, donc la partie occidentale de la frontière afghane, subit aussi le risque de rupture du barrage de Roghun.

5. L'une des conclusions de l'étude montre que le niveau de précipitations est plus important sur la zone climatique occidentale du Pamir (climat continental chaud), où se trouve la rivière Vanj, que sur la zone orientale (climat semi-aride froid), où est située la rivière Ghunt. Cette distribution territoriale explique pourquoi la rivière Vanj, alimentée par les glaciers, provoque des inondations et que la rivière Ghunt, dont la source est le lac Yashilkul, subit une baisse du niveau hydrique.

l'Ouzbékistan et l'Afghanistan en raison de la faible tombée de neige dans les zones où celle-ci alimente les bassins hydriques. Le président Rahmon alerta même la population à ce sujet :

À l'automne et à l'hiver 2019-2020, trop peu de neige est tombée dans la zone de formation du lit des rivières Vakhch et Pyanj, qui représentaient 50 % du volume des années précédentes. C'est la première fois qu'une telle situation se produit au Tadjikistan¹.

Si à ce jour les aléas et les risques liés au changement climatique sont bien référencés, ils ne posent pas de problème immédiat ou permanent au déroulement des activités transfrontalières. La traversée n'est pas encore empêchée de manière prolongée par ces obstacles, qui demeurent saisonniers, et soumis surtout à des perspectives quantifiables mais parfois peu tangibles pour les communautés locales qui font usage de la frontière. L'espace transfrontalier reste davantage vulnérable à des troubles exogènes et des facteurs humains qui conduisent à la suspension continue des activités transfrontalières et provoquent des conséquences notables sur les acteurs, en particulier à la faveur de changements profonds et soudains de l'organisation sociopolitique.

1. Emomali RAHMON, « Obrashchenie Pravitel'stva Respubliki Tadjikistan k narodu stranĭ [Discours du Gouvernement de la République du Tadjikistan auprès du peuple du pays] », *president.tj*, 28 juillet 2020, <http://ncz.tj/content/обращение-правительства-республики-таджикистан-к-народу-страны> (en russe, consulté le 1^{er} septembre 2025).

Turbulences à la frontière

Les relations transfrontalières sous régime taliban

Six districts du Badakhchân afghan sont tombés en vingt-quatre heures. Un district tombait toutes les deux heures. Les soldats de l'armée afghane n'ont opposé aucune résistance, donc tout s'est déroulé dans le calme. C'était en pleine nuit, on s'assoupissait, et dès qu'on se réveillait, un autre district était tombé. C'était invraisemblable. Personne ne croyait qu'ils pourraient prendre le contrôle aussi rapidement¹.

Relancer le discours du danger

Dans le sillage des observations menées jusqu'ici, il nous reste désormais à aborder le quotidien de l'espace transfrontalier depuis le bouleversement politique qu'a connu l'Afghanistan à l'été 2021. À la faveur de la prise de Kaboul survenue le 15 août de cette année-là, les Taliban proclamèrent leur contrôle sur tout le territoire afghan et l'instauration, pour la seconde fois de l'histoire du pays, de l'Émirat islamique d'Afghanistan. Leur retour au pouvoir s'est accompagné de la menace d'une nouvelle prolifération de groupes terroristes sur le sol afghan, motivant le président Rahmon à fermer la frontière, tout en martelant de plus belle que des troubles planaient sur la région centrasiatique. Le régime de frontière fermée avait été initialement mis en place en février 2020 en réponse à la pandémie de Covid-19 mais la présence des Taliban dans les districts frontaliers au Badakhchân a justifié son maintien.

1. Mahdi, entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2021.



Fig. 29 — Drapeau de l'Émirat islamique d'Afghanistan sur le pont transfrontalier de Darwâz, six jours après la prise de contrôle du poste-frontière par les Taliban.

Photographie : Mélanie SADOZAI (2021).

La capture de la frontière dans le Badakhchân par les Taliban

Un régime taliban y est en effet encore nouveau. Lors du premier Émirat islamique d'Afghanistan (1996-2001), la province du Badakhchân était entièrement sous le contrôle de la résistance armée de l'Alliance du Nord. Le gouvernement central conservait une présence limitée dans ces régions frontalières éloignées, où les habitants percevaient les Taliban comme un danger lointain, uniquement entendu à la radio, leur seule source d'information à l'époque. À partir de 2018, les Taliban ont réussi à prendre le contrôle de certains villages dans les districts de Darwâz, Khwâhân et Koufâb, jusqu'à leur arrivée sans précédent dans les centres administratifs en 2021.

La capture des postes-frontières entre l'Afghanistan et le Tadjikistan s'est déroulée entre le 21 juin et le 5 juillet 2021¹. Les Taliban s'emparèrent d'abord de celui de Sher Khân Bandar jouxtant la province de Khatlon, au Tadjikistan. L'intégralité des autres districts frontaliers

1. Voir Mélanie SADOZAI, « Taliban at the Border : A New Regime Neighboring Tajikistan », *CAP Papers*, n° 267, George Washington University Central Asia Program, 2021, 14 p.

du nord de l'Afghanistan avaient déjà été conquis à l'exception de ceux du Badakhchân et de celui de Kaldâr, bordant l'Ouzbékistan, assujettis le 15 août consécutivement à la prise de Kaboul. Dans la nuit du 4 au 5 juillet, après être entrés dans les centres administratifs des districts du sud du Badakhchân, les Taliban pénétrèrent dans tous les villages frontaliers du Tadjikistan et plantèrent leur drapeau sur les postes-frontières, les ponts transfrontaliers et dans les centres administratifs des districts. Ils marquent depuis le paysage de la frontière (figure 29). Fayzâbâd, la capitale provinciale, fut acquise le 10 août, à la suite de combats qui firent entre quarante et cinquante morts.

Amir, qui traversa la frontière le 3 juillet vers le Tadjikistan où il travaillait, raconta quelques jours plus tard la stupeur des habitants face à la rapidité de l'arrivée des Taliban :

Je garderai cette date en mémoire toute ma vie. Le 5 juillet 2021 a été le premier jour de l'histoire du Sheghnân où les gens ont vu les Taliban sur leur territoire. Ils sont arrivés en une seule nuit. J'étais chez moi quand mes frères m'ont dit que les Taliban allaient arriver et que je ferais mieux de rentrer au Tadjikistan. Ils sont entrés sans violence dans les villages car personne n'opposait de résistance, on avait refusé de constituer des groupes d'autodéfense et les soldats étaient déjà partis. Pourquoi Kaboul a dit aux soldats de fuir ? On ne sait pas. Les Taliban ont ensuite organisé des réunions [*shoura*] et ont déclaré à la population et aux chefs de village qu'ils n'avaient aucun problème avec les Ismaéliens, qu'ils étaient aussi musulmans, qu'il n'y avait pas de différence entre sunnites et chiites et qu'ils devaient continuer leurs pratiques et leurs activités, mais que les femmes devaient porter le voile désormais et être accompagnées d'un homme de leur famille [*mahram*]. Nous savions qu'une attaque était probable car ils s'approchaient de la frontière et il y avait des rumeurs. Mais personne n'avait imaginé qu'ils prendraient les districts en une nuit, c'était inenvisageable¹.

Si les Taliban se sont emparé des districts frontaliers dans le Badakhchân sans encombres et sans faire de victime, leur présence a renversé le quotidien dans les villages à majorité ismaélienne. Dès les premières réunions, les nouveaux dirigeants ont assuré aux habitants qu'ils n'utiliseraient pas la force et ne perturberaient pas les programmes transfrontaliers. Cependant, ils exercent depuis d'autres formes de violence, différentes des agressions physiques observées ailleurs. Les femmes doivent maintenant porter le voile, une pratique qui n'était pas courante dans les villages ismaéliens, se déplacer

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

accompagnées d'un parent masculin, et ne peuvent pas travailler seules avec des hommes étrangers à leur famille. Dans le Sheghnân, des écoles coraniques ont aussi été construites pour convertir les garçons à l'islam sunnite.

Durant l'avancée des Taliban vers la frontière, du côté tadjikistanais, le calme régnait, comme en témoigne Sohrob :

La situation dans le Pamir... si ça avait lieu dans un autre pays, peut-être que les gens paniqueraient. Oui, ils paniqueraient. Mais ici, tout le monde s'en fiche.

Ici, au Tadjikistan ?

À Khorog. Tout le monde sait que les Taliban sont proches mais tout le monde s'en fiche, je ne sais pas pourquoi, même moi, je m'en fiche.

Pourquoi ? Pourquoi n'avez-vous pas peur ?

Je ne pense pas qu'ils viendront ici. Et le gouvernement en Afghanistan et le gouvernement au Pamir, ils vont les repousser. Même les Pamiris, ils sont prêts à les repousser. Les gens de la rue, ils disent tout le temps : « S'il se passe quelque chose, on ira se battre. »

Vous pensez que les gens se battront si les Taliban viennent ?

Bien sûr. D'abord les gens iront se battre, ensuite le gouvernement les repoussera. Bien sûr, les Pamiris vont protéger leur territoire.

Vous n'en parlez pas avec vos amis ?

On en parle mais... on n'y pense pas vraiment non plus.

Donc ce n'est pas vraiment un problème pour vous, les Taliban ?

Les Taliban, en Afghanistan, ils créent beaucoup de problèmes pour tout le monde. Mais je pense qu'ils n'ont besoin que de l'Afghanistan, ils n'ont même pas besoin de Khorog. Parce qu'ils veulent contrôler le gouvernement en Afghanistan, n'est-ce pas ? Alors pourquoi ils viendraient ici ? C'est pour ça que je m'en fiche.

Alors, vous pensez qu'ils ne traverseront pas la frontière ?

Je ne pense pas, non¹.

À Vanj, on qualifiait la situation de « calme » (*tinj*) et à Derzud, un village sur la frontière dans le district de Rouchan, les enfants jouaient toujours dans ce parc sur les rives de la frontière (figure 15, p. 131). À Qala-i Khumb, à quelques kilomètres du lieu où a été prise la photographie, on avouait que les tirs entendus de l'autre côté de la frontière n'avaient que peu d'importance dans le quotidien, comme une banalité aussi anodine que la présence du drapeau taliban. On pouvait aisément prendre des photographies de la rive afghane à quelques mètres, sous le contrôle des Taliban, les voyant se réunir, entrer et sortir de certains bâtiments. Leurs gardes-frontières sont en

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

effet bien présents, dans les uniformes hérités de ceux de l'armée afghane du précédent régime, tout comme la structure de commandement des unités qui patrouillent dans les districts frontaliers. Insignifiante pour les résidents de la frontière, la présence talibane est pourtant perçue comme une menace sérieuse pour le pouvoir tadjikistanais, qui y apporte une réponse immédiate : maintenir la frontière fermée.

Entre exagérations et réalités : quelles contraintes sécuritaires à la frontière ?

Le discours du danger avait déjà connu un regain de popularité dans la rhétorique officielle de Douchanbé énoncée auprès de ses partenaires internationaux depuis 2014 et le retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan. L'apparition publique du groupe État islamique en juin 2014 et le développement de la présence de Taliban dans le nord de l'Afghanistan à partir de 2016 alimentaient d'autant plus cette dynamique. Ces derniers étaient alors parvenus à entrer à Echkâchem et à prendre le contrôle de certains villages de Darwâz, dont ceux situés en lisière de la frontière. Depuis, les responsables tadjikistanais multiplient les alertes à la communauté internationale sur la présence de « terroristes » situés aux portes de l'Asie centrale. Ainsi, en janvier 2022, devant les chefs des États membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), le président Rahmon estimait que quarante camps d'entraînement terroristes existaient dans le nord-est de l'Afghanistan, accueillant près de six mille insurgés ; une information démentie ensuite par les Taliban. Dans ce discours prononcé en russe, Rahmon déploya son dispositif habituel de sécuritisation de la frontière et invoqua la « nécessité de créer une "ceinture de sécurité" autour de l'Afghanistan » (*nam nado sozdat' « poyas bezopasnosti » vokrug Afganistana*¹). Pour lui, le véritable danger est incarné par ces individus qui visent à s'en prendre directement à son régime, ces Tadjikistanais « dissidents », radicalisés auprès de l'État islamique soi-disant par la proximité de l'Afghanistan. Des données quantitatives fiables et des facteurs sociologiques structurels démontrent pourtant que ni la menace portée par le groupe État islamique ni le phénomène de radicalisation religieuse n'ont trouvé de corrélation avec la frontière afghane depuis 2014.

1. Emomali RAHMON, allocution à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), *csto.org*, 10 janvier 2022 : https://odkb-csto.org/news/news_odkb/10-yanvarya-v-formate-videokonferentsii-sostoitsya-zasedanie-soveta-kollektivnoy-bezopasnosti-odkb-p/#loaded (en russe, consulté le 8 juillet 2025).

Sur le plan numérique, bien que le nombre d'incidents à la frontière ait augmenté entre 2011 et 2017, passant de quatorze à trente et un, la majorité d'entre eux étaient des échauffourées liées au trafic de drogue et non la conséquence d'une volonté de groupes armés de déstabiliser le Tadjikistan¹. Ensuite, les membres du commando se réclamant de l'État islamique qui avaient commis l'une des rares attaques terroristes dans le pays le 14 juillet 2018, n'étaient pas tous originaires des régions frontalières. Aucun n'est d'ailleurs natif du Haut-Badakhchan, une lacune qui s'explique par le rejet de l'ismaélisme de toute forme de radicalisation et par la promotion par l'Aga Khan de la coexistence entre communautés. Même Gulmurod Khaliimov, ancien membre des forces spéciales tadjikistanaises, nommé « ministre de la Guerre » de l'État islamique, était originaire de Varzob, une ville à proximité de Douchanbé. Les membres centrasiatiques d'organisations terroristes proviennent en réalité de lieux identifiés (*hotspots*) en état de marginalisation politique et économique², et peuvent ainsi se situer n'importe où sur le territoire tadjikistanais.

La radicalisation ne s'opère d'ailleurs pas en Afghanistan ou dans les régions frontalières. C'est notamment le cas de tous les suspects de l'attaque de 2018. Le processus d'adhésion à un islam politisé se réalise avant tout à l'étranger en contexte de migration. Ainsi, en 2015, plus de 80 % des Tadjikistanais identifiés au sein de l'État islamique avaient été radicalisés en Russie³, tandis qu'en mars 2017, 1 450 individus recrutés en Asie centrale se trouvaient en Syrie dans les rangs de l'État islamique et 3 200 recrues avaient été envoyées de Russie, en majorité des citoyens centrasiatiques, les autres représentant des Russes musulmans⁴. À titre d'exemple, parmi eux, Anushervon Azimov, citoyen du Tadjikistan d'une vingtaine d'années, était parvenu en 2016 à convaincre cent de ses concitoyens en Russie à rejoindre l'organisation terroriste.

Le sociologue Noah Tucker montre bien la bifurcation des trajectoires de la majorité des migrants centrasiatiques partis en zones de

1. Edward LEMON, « Assessing the Terrorist Threat in and from Central Asia », *Voices on Central Asia*, 18 octobre 2018 : <https://voicesoncentralasia.org/assessing-the-terrorist-threat-in-and-from-central-asia/> (consulté le 8 juillet 2025).

2. Noah TUCKER, « Foreign Fighters, Returnees and a Resurgent Taliban. Lessons for Central Asia from the Syrian Conflict », *Security and Human Rights*, 2022, p. 8.

3. Edward LEMON, « Daesh and Tajikistan : The Regime's (In)Security Policy », *RUSI Journal*, vol. 160, n° 5, 2015, p. 71.

4. Anna MATVEEVA et Antonio GIUSTOZZI, « The Central Asian Militants : Cannon Fodder of Global Jihadism or Revolutionary Vanguard ? », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 29, n° 2, 2018, p. 194.

conflits, comme en Syrie et en Iraq. Ces derniers, qui n'étaient pas complètement radicalisés avant leur émigration, avaient souvent connu un précédent épisode de migration économique temporaire. Tucker souligne par ailleurs que le recrutement en ligne, par des applications comme Telegram ou Whatsapp, tenait un rôle important¹. Les chercheurs locaux proposent des analyses similaires. Tandis que Rustam Burnashev écrit que le lien entre les défis islamistes en Asie centrale et l'Afghanistan n'est que « secondaire² », Muzaffar Olimov conclut ainsi son enquête sociologique sur le phénomène religieux au Tadjikistan :

On s'inquiète souvent de la possible exportation du djihadisme depuis l'Afghanistan. Il convient de noter que les Taliban ou les djihadistes d'Afghanistan ne seront pas en mesure d'influencer la situation intérieure au Tadjikistan. Les canaux d'interaction entre les islamistes originaires du Tadjikistan et de l'Afghanistan fonctionnent sur la base : a) des contacts avec les réseaux internationaux et du soutien apporté par les mouvements sunnites radicaux des pays du Golfe ; et b) du narcotrafic. Le facteur afghan peut renforcer la radicalisation au Tadjikistan mais n'en est pas un élément déclencheur, seulement une circonstance aggravante³.

La violence politique au Tadjikistan qui émane de la radicalisation est surtout le résultat d'un rejet manifeste de l'État et de ses institutions et non pas de connivences avec les réseaux terroristes en Afghanistan. L'hostilité à l'égard des instances étatiques demeure une composante essentielle de la sociologie des individus identifiés comme terroristes par Douchanbé, le « défi islamiste » étant avant tout un « facteur intérieur⁴ » plutôt qu'un phénomène exogène en provenance d'Afghanistan, comme il est souvent dépeint dans les discours officiels. Par exemple, quatre attaques entre 2009 et 2015 avaient été menées par des individus incorporés au sein de l'administration centrale dans le cadre des accords de paix issus de la guerre civile, avant d'en être écartés. Le ralliement de citoyens centrasiatiques à des groupes armés se fonde en fait sur un large spectre de motivations,

1. Noah TUCKER, *op. cit.*, 2022, p. 1-14.

2. Rustam BURNASHEV, « Why Islamists are not the Most Important Regional Security Challenge for Central Asian States », dans Johan NORBERG et Erika HOLMQUIST, *ISAF's Withdrawal from Afghanistan — Central Asian Perspectives on Regional Security*, Almaty, ministère de la Défense de Suède, 2014, p. 57.

3. Muzaffar OLIMOV, « Religioznaya situatsiya v Tadjikistane : novye vyzovy [La situation religieuse au Tadjikistan : nouveaux enjeux] », *Evrasiyskiy perekrestok*, volume 7, 2017, p. 32 (en russe).

4. Rustam BURNASHEV, *op. cit.*, 2014, p. 63.

bien loin d'un quelconque islam radical : recherche d'une vie meilleure, volonté de pratiquer un islam sans discrimination de l'État ou de la société, ou encore poursuite d'un but existentiel¹. La menace terroriste au Tadjikistan ne repose donc pas sur la traversée de la frontière par des insurgés qui se seraient radicalisés en Afghanistan. Aucun afflux de masse de combattants ne s'est d'ailleurs produit à cette frontière, pourtant franchissable et peu militarisée à certains endroits. Masih, enseignant dans un lycée à Khorog confiait ainsi son anxiété, résumant les tenants de la menace terroriste au Tadjikistan :

Les islamistes ne traverseront pas la frontière, mais ils soutiendront un gouvernement islamiste au Tadjikistan. Ils ne peuvent pas traverser car le gouvernement du Tadjikistan ne les laissera jamais entrer.

Alors ils se radicalisent où ?

À Moscou² !

L'affirmation selon laquelle la menace sécuritaire au Tadjikistan serait exagérée ne signifie pourtant pas qu'elle est absente. La principale préoccupation sécuritaire de Douchanbé liée à la frontière afghane n'émane ni des Taliban ni du groupe État islamique directement mais des ressortissants d'Asie centrale qui les ont ralliés. Au premier chef se trouve le groupe Jamaat Ansarullah, affilié aux Taliban, créé en 2010 par Amriddin Tabarov — aussi connu sous le patronyme Mullah Amriddin —, fervent adversaire du gouvernement tadjikistanais depuis la guerre civile durant laquelle il combattait dans les forces de l'opposition. En 2016, il aurait été tué en Afghanistan, et deux de ses fils trouvèrent la mort en 2019. Depuis 2012, Jamaat Ansarullah est officiellement considéré comme un mouvement terroriste par le Tadjikistan, après s'être fait connaître par une attaque suicide à Khodjent en 2011.

À la fin du mois de juillet 2021, quelques jours après la prise de contrôle des postes-frontières par les Taliban, Jamaat Ansarullah se vit confier la gestion de cinq districts frontaliers en Afghanistan : Koufâb, Khwâhân, Maimai, Nisai et Shekai, tous situés dans la province du Badakhchân. Plus précisément, Mohammad Sharifov, originaire du district de Nurobod à une centaine de kilomètres de Douchanbé — ni près de la frontière afghane, ni dans le Haut-Badakhchan — aurait été à la tête de ces cinq districts, avant de disparaître près de Kaboul, probablement enlevé par des trafiquants de drogue, au courant de

1. Noah TUCKER, « Terrorism without a God : Reconsidering Radicalization and Counter-Radicalization Models in Central Asia », *CAP Papers*, n° 225, George Washington University Central Asia Program, 2019, 25 p.

2. Entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

l'année 2023. Sous son commandement, environ trois cents ressortissants tadjikistanais auraient été positionnés dans ces districts frontaliers et agiraient encore sous la direction des Taliban. En avril 2023, deux hommes avaient traversé la frontière dans le district de Vanj, puis avaient été tués dans la foulée. Cinq mois plus tard, Douchanbé accusa trois membres du groupe d'avoir traversé la frontière depuis l'Afghanistan dans le but de mener une attaque terroriste le jour de la célébration de l'indépendance du pays, le 9 septembre. Aucun de ces trois individus, éliminés par les forces tadjikistanaises, n'étaient originaire du Haut-Badakhchan. Dans la foulée, Jamaat Ansarullah publia une vidéo menaçant directement le gouvernement tadjikistanais, appelant à l'insurrection et soulignant les victoires de mouvement terroristes composites dans la région, dont les Taliban, contre les pouvoirs en place. Ces incursions n'ont pas empêché le trafic de la M41 de continuer et surtout, la réouverture des marchés transfrontaliers au début du mois de septembre 2023, qui opèrent depuis sans encombre. Si la menace terroriste existe, elle est donc le fait d'une poignée d'individus bien loin d'être en capacité de déstabiliser la « zone de l'OTSC », « de la CEI » ou de l'« Asie centrale » comme le brandit le président Rahmon, et ce malgré le retour au pouvoir des Taliban.

Parmi les autres facteurs d'instabilité, le trafic de drogue nourrit également à ravir le discours de danger, alors même que les élites au pouvoir récoltent les bénéfices de ce juteux commerce. Il est vrai que dès la chute de l'URSS, plusieurs éléments ont permis le développement de la contrebande passant par le Tadjikistan : le chaos de la guerre civile, la corruption au sein des administrations tadjikistanaise et afghane, ainsi que les guerres en Afghanistan favorisant l'absence de l'État et la fragilité économique. De plus, depuis les années 2000, l'amélioration des infrastructures routières et transfrontalières entre les deux pays a également contribué à ce phénomène. La localisation du Tadjikistan est tout aussi idéale puisque le pays jouxte le premier producteur mondial d'opium, l'Afghanistan au sud, et reste proche de l'un des premiers pays consommateurs, la Russie au nord.

La drogue circulant au Tadjikistan est devenue un problème de santé publique : la proximité avec l'Afghanistan offre en effet un produit à prix abordable qui permet d'expliquer en partie la consommation dans le pays. Elle est perçue comme une externalité néfaste par certains habitants de la frontière, comme le décrit Vardo, en évoquant son enfance à Khorog au début des années 2000 :

Non, je ne pensais pas [à la frontière], je ne pensais même pas que c'était dangereux, même en voyant les Afghans de ce côté, je ne trouvais pas cela dangereux. Peut-être le seul problème que je n'aime pas, c'est que la frontière permet aux narcotrafiquants d'apporter de la drogue au Tadjikistan parce qu'après la guerre civile, tout le monde a commencé à consommer de la drogue, à Khorog surtout. Ma mère est médecin et ça se passait dans la rue ; avec les overdoses, ils s'évanouissaient et ma mère les aidait à l'époque. Ma voisine vivait au troisième étage, nous au deuxième, et elle a perdu trois fils, ils étaient très jeunes et ils sont morts à cause de la drogue¹.

Lors de ce même entretien, la jeune fille de vingt-cinq ans raconta l'histoire d'une de ses amies kidnappée, puis envoyée en Afghanistan où elle fut mariée à un homme, sans pouvoir traverser à nouveau la frontière. Le commerce de la drogue représente une contrainte apportée par la frontière, reconnue par les habitants des régions frontalières, conduisant à faire de l'Afghanistan un refuge pour les trafiquants et les ravisseurs. Mais le phénomène des enlèvements n'ayant à ce jour été réellement étudié, il ne peut que s'appuyer sur les observations et les entretiens et faire l'objet de spéculation sur sa quantification.

De même, la contrebande étant une activité de l'ombre, les mesures numériques ne peuvent relever que d'estimations. Les données disponibles montrent qu'entre 2011 et 2015, 34 % des saisies d'opiacés en Asie centrale avaient lieu au Tadjikistan, le pourcentage le plus important des cinq pays², et on estimait à un tiers la part de cette économie dans le produit intérieur brut du Tadjikistan en 2015³. Isolés, ces chiffres dressent l'image d'une frontière poreuse, peu contrôlée et source d'instabilité, alors que le Tadjikistan reçoit un soutien international important pour sa gestion, le développement des régions avoisinantes et la coopération transfrontalière. Pourtant, plusieurs éléments permettent de nuancer ces affirmations et de confronter ces données à d'autres.

D'abord, cette économie est gérée par de petits groupes de trafiquants qui comptent seulement quelques dizaines de personnes. En 2012 entre dix et trente membres associés à une organisation de narcotrafic dans la province de Khatlon avaient été identifiés, et entre quinze et vingt-cinq individus dans le Haut-Badakhchan, des chiffres

1. Entretien avec l'auteure, Douchanbé, juillet 2019.

2. UNODC, 2012, *Opiate Flows Through Northern Afghanistan and Central Asia. A Threat Assessment*, s. l., p. 41.

3. George GAVRILIS, *op. cit.*, 2015, p. 21.

qui auraient considérablement diminué au fil des ans¹. Le trafic reste cantonné à des réseaux solides, organisés, parfois associés à l'État, et transnationaux — menés par des Tadjiks et des Pamiris mais demeurant un commerce de « petite échelle² ». Il ne s'agit pas d'un trafic de large ampleur développé sur tout le territoire, ce que confirment les données les plus récentes.

En effet, comme annoncé en introduction de cet ouvrage, le narco-traffic suit une logique spatiale. La topographie du Tadjikistan, caractérisée par un terrain montagneux et un climat hostile à la mobilité en hiver, contraint les trafiquants à emprunter les routes principales et à traverser souvent par les postes-frontières — tel qu'ils le décrivent eux-mêmes dans un rapport de l'UNODC datant de 2020³ —, les rendant plus vulnérables aux arrestations. À Ichkachim, le marché transfrontalier hebdomadaire accueille ce commerce illégal. C'est la raison pour laquelle la modernisation de ces infrastructures par l'agence japonaise JICA visait celles qui étaient les plus menacées par l'économie de la drogue.

De plus, le Haut-Badakhchan ne se situe pas sur les routes où transitent les quantités de stupéfiants les plus importantes. D'après l'Agence de contrôle de la drogue du Tadjikistan, en 2020, seulement 3 % des saisies eurent lieu dans cette province — un déclin de 12 % par rapport à l'année précédente — et 59 % dans le Khatlon, la province mitoyenne, qui à elle seule représentait 67 % du total des crimes liés à la drogue dans le pays⁴. Produits par un organe directement lié au pouvoir tadjikistanais, ces chiffres sont certes sujets à caution mais ils reflètent un écart spectaculaire entre les deux provinces frontalières de l'Afghanistan. De telles données corroborent les observations de terrains, qui confirment que les trafiquants privilégient la province de Khatlon⁵. Ceux-ci semblent préférer traverser

1. Voir Letizia PAOLI, Irina RABKOV, Victoria A. GREENFIELD et Peter REUTER, « Tajikistan : The Rise of a Narco-State », *Journal of Drug Issues*, vol. 37, n° 4, 2007, p. 951-979 ; UNODC, *op. cit.*, 2012.

2. Jonathan GOODHAND et Adam PAIN, *op. cit.*, 2021.

3. UNODC, 2020, *op. cit.*

4. AGENCE DU CONTRÔLE DE LA DROGUE DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN, *Review of the Situation on Narcotic Drugs in the Republic of Tajikistan in 2020*, 2020, p. 13-17.

5. Voir Sophie HOHMANN, « Development Practices, Insecurity, and Risks. Injectable Drug Users in Gorno-Badakhshan », dans Marlène LARUELLE, *Tajikistan on the Move : Statebuilding and Societal Transformations*, Lanham/Boulder, Lexington Books, 2018, p. 149-169 ; Shahrbanou TADJBAKHSI, Kosimsho ISKANDAROV et Abdul Ahad MOHAMMADI, « Strangers across the Amu River : Community Perceptions along the Tajik-Afghan Borders », *SIPRI-OSF Policy Brief*, octobre, 2015, 7 p.

la frontière par l'ouest, zone qui jouit d'une géographie moins ardue que celle du Haut-Badakhchan.

Les stupéfiants que les trafiquants parviennent à introduire au Tadjikistan franchissent la frontière en partie grâce aux bénéfices que les élites tirent de ce commerce. Elles ont intérêt à laisser passer une certaine quantité de drogue, ce qui, paradoxalement, contribue à la stabilité de la frontière. L'implication du gouvernement dans la circulation de la drogue au Tadjikistan et sa mainmise sur cette économie ont été largement démontrées dans la littérature et sont connues des Tadjikistanais aussi. Par exemple, les habitants de Douchanbé attribuent la rapidité de la construction des immeubles au blanchiment des profits issus du trafic de drogue par leurs dirigeants. Les revenus générés sont tellement importants que les trafiquants recherchent une protection institutionnelle pour limiter les risques liés à la présence de « gardes » internationaux, alors que les acteurs politiques retirent des gains monétaires¹. Le fait qu'aucun cartel n'ait été traduit devant la justice tadjikistanaise mais seulement des individus avec de minces quantités témoigne aussi de la complaisance des autorités. Entre juillet 2018 et juillet 2021, on pouvait ainsi recenser uniquement quatre titres dans le média indépendant *Asia Plus* indiquant la saisie de drogue, l'arrestation ou la neutralisation de trafiquants en lien avec des réseaux en Afghanistan.

Par conséquent, si le trafic de drogue en provenance d'Afghanistan demeure une réalité indéniable au Tadjikistan et dans le Haut-Badakhchan, il doit être nuancé, un effort qui n'est pas mené par les autorités tadjikistanaises. Celles-ci s'accommodent en effet d'une telle économie. Elles usent encore de la frontière afghane comme d'une ressource, à la fois économique en bénéficiant de ce trafic, et rhétorique. La lutte contre la contrebande et le terrorisme sont des moyens pour le Tadjikistan d'attirer l'intérêt d'intervenants extérieurs pour sous-traiter le secteur de la sécurité et de la défense aux frontières. Le basculement politique qui eut lieu en Afghanistan à l'été 2021 fut un argument supplémentaire pour alimenter un dispositif discursif de l'État tadjikistanais prônant l'insécurité.

Pourtant, ce discours doit affronter la réalité des mesures prises par les Taliban depuis leur retour au pouvoir. Dès avril 2022, moins d'un an après leur entrée victorieuse à Kaboul, les Taliban ont émis le décret n° 30 interdisant la cultivation du pavot mais aussi :

1. Voir Filippo DE DANIELI, « Counter-narcotics Policies in Tajikistan and their Impact on State Building », *Central Asian Survey*, vol. 30, n° 1, 2011, p. 132.

l'utilisation, le transport, la vente, le commerce, l'importation et l'exportation de tous types de drogues comme l'alcool, l'héroïne, la métamphétamine, la K [mélange d'autres stupéfiants], le hashish et tout autre type de drogue, ainsi que les plantes produites à partir de drogue¹.

Un an plus tard, en mars 2023, un nouveau décret visant la culture de cannabis et la production de hashish vint compléter la liste. En somme, toutes les ressources aisément cultivables en Afghanistan et assurant un revenu relativement sûr. À rebours des spéculations sur l'intérêt qu'auraient les Taliban à faire fructifier cette activité, il a été prouvé que ces mesures sont effectives et désormais indéniables, images satellites et observations de terrain à l'appui². Les décrets étant encore récents, les stocks des récoltes des années passées permettent toujours d'exporter des quantités importantes d'opium. Dans le Badakhchân, les agriculteurs continuent la production de cannabis pour satisfaire une demande bien présente et les Taliban sont réticents à imposer les interdictions par la force en l'absence d'un soutien populaire à leur égard. Mais il est à prévoir que cette sévère politique s'intensifie et réduise le narcotraffic vers l'Asie centrale, déconstruisant ainsi l'argumentaire du danger en provenance d'Afghanistan avancé par le président Rahmon.

La politique afghane du Tadjikistan : instrumentaliser la frontière nationale

L'idée de frontière comme ligne de discontinuité des souverainetés, héritée du modèle westphalien classique, resurgit effectivement au Tadjikistan à la faveur des changements politiques sur l'autre rive, mais s'inscrit dans une tendance mondiale de politisation des frontières et de leur instrumentalisation discursive en tant qu'élément d'aliénation³. L'interdépendance entre les notions de territoire, d'État

1. Voir la note 4 dans Jelena BJELICA et Fabrizio FOSCHINI, « Taleban bans on drugs : What is the Emirate's counter-narcotics agenda ? », *Afghanistan Analysts Network*, 15 juin 2023 : www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/taleban-bans-on-drugs-what-is-the-emirates-counter-narcotics-agenda/ (consulté le 8 juillet 2025).

2. Voir le solide rapport publié par l'organisation Alcis : David MANSFIELD, « Truly Unprecedented : The Taliban Drugs Ban v 2.0 », *Alcis*, 6 juin 2023 : www.alcis.org/post/taliban-drugs-ban (consulté le 8 juillet 2025).

3. Voir José Javier Olivás OSUNA, « Populism and Borders : Tools for Constructing "the people" and Legitimizing Exclusion », *Journal of Borderlands Studies*, vol. 39, n° 2, 2024, p. 203-226.

et de souveraineté, que l'on observe dans les discours nationalistes à travers le monde, s'enracine concrètement depuis le mois de juillet 2021 dans l'espace qui nous intéresse : non seulement à travers les mesures prises par le Tadjikistan, mais aussi par les autorités auto-proclamées des districts frontaliers en Afghanistan.

Afin de protéger le territoire national, le Tadjikistan a usé du seul moyen dont il disposait : imposer un régime de frontière fermée. Ce que l'on observe dans les régions frontalières du Badakhchân au Tadjikistan est une forme de « re-territorialisation étatique¹ », qui permet de contrôler les flux en provenance d'Afghanistan et de rappeler la présence de l'État central à la périphérie territoriale mais qui entrave le bien-être des habitants des frontières. L'État détient l'autorité exclusive sur l'ouverture et la fermeture des frontières. Il possède la possibilité coercitive d'interrompre les activités essentielles et les contacts vitaux dont dépendent les populations frontalières pour surmonter les contraintes de l'éloignement physique et politique. L'État central du Tadjikistan exerce ainsi son pouvoir exécutif ultime pour suspendre les activités bénéfiques aux communautés locales, mais n'en retire pas moins d'avantages lui-même.

L'Afghanistan, un atout pour l'ethnonationalisme tadjik

Jusqu'à la fin du mois de juillet 2021, la position du Tadjikistan à l'égard des Taliban pouvait être qualifiée de floue, les autorités restant silencieuses. Après la confirmation du contrôle total de la frontière du côté afghan par les Taliban à la fin du mois de juillet, le gouvernement tadjikistanais changea de stratégie pour condamner le nouveau régime, une prise de position à contre-courant des autres voisins centrasiatiques préférant coopérer avec eux. Les autorités tadjikistanaises ont ensuite présenté un programme plus détaillé, affirmant dans leurs déclarations officielles qu'elles ne reconnaîtraient pas les Taliban comme gouvernement tant que les femmes et les ethnies non pachtounes ne seraient pas représentées. Elles ont également soutenu officieusement la résistance auto-proclamée contre les Taliban. Celle-ci est catalysée autour du Front de Résistance nationale (FRN), mouvement fondé par Ahmad Massoud, dans la foulée de la fuite du président afghan Ashraf Ghani le 15 août 2021.

1. Steven M. RADIL, Jaime CASTAN PINOS et Thomas PTAČ, « Borders Resurgent : Towards a Post-Covid-19 Global Border Regime ? », *Space and Polity*, vol. 25, n° 1, 2021, p. 132-140.

Le premier grand signe de soutien a été donné deux semaines seulement après la prise de contrôle de Kaboul par les Taliban lorsque Douchanbé décerna l'ordre de Somoni, l'une des plus hautes distinctions au Tadjikistan, aux défunts chefs de l'Alliance du Nord, le commandant Ahmad Shâh Massoud, père de l'actuel chef du FRN, et Barhânuiddin Rabbâni¹. Ces derniers, Tadjiks d'Afghanistan, avaient combattu les Taliban dans les années 1990. Dans un discours du 22 juillet à l'armée et aux forces de l'ordre, soit deux semaines après la prise des premiers postes-frontières par les Taliban, le président Rahmon évoquait déjà le rôle de Rabbâni et de Massoud dans les années 1990, qui avaient « créé au mois d'août 1993 à Kaboul des conditions favorables à l'établissement de la paix des Tadjiks » et « servi de médiateurs pour la paix au Tadjikistan² ». « Canoniser » ces deux personnalités encore populaires chez les Tadjiks d'Afghanistan servait parfaitement la rhétorique de soutien à ces derniers dans le contexte du retour au pouvoir des Taliban.

Pour appuyer d'autant plus cette « solidarité discursive », le 23 septembre 2021, lors de la 76^e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), Rahmon insista particulièrement sur le sort des Tadjiks, en les distinguant des autres communautés : « Les Tadjiks d'Afghanistan, qui représentent plus de 46 % de la population de ce pays, ainsi que d'autres groupes ethniques [...] ont le droit d'occuper une place digne dans les affaires de l'État³. » Notons que le pourcentage de Tadjiks « ethniques » a été grossi par rapport aux données disponibles oscillant autour de 30 %⁴. Une estimation sujette à caution puisqu'il s'agit d'une catégorie qui ne correspond pas nécessairement à la manière dont les gens se définissent en

1. Ces décisions furent prises par des décrets publiés sur le site de la présidence de la République du Tadjikistan : <https://president.tj/node/26449> ; <http://president.tj/node/26448> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

2. Emomali RAHMON, « Sukhanronii Peshvoi Millat, Prezidenti Tojikiston dar nazdi khizmatjijoyi harbi Kyvvahoi Musallaj va maqomoti hifzi huquq [Discours du chef de la Nation, le président du Tadjikistan devant le personnel militaire des Forces armées et les autorités des forces de l'ordre] », *president.tj*, 22 juillet 2021 : <https://new.mfa.tj/tg/main/view/8327/sukhanronii-peshvoi-millat-prezidenti-tojikiston-dar-nazdi-khizmatchijoni-harbi-quvvahoi-musallah-va-maqomoti-hifzi-huquq> (en tadjik, consulté le 1^{er} septembre 2025).

3. *Id.*, « Sukhanroni dar mubohisaho-i umumi-i Ijlos-i 76-um-i Majma-i Umumi-i Sozmon-i Milal-i Muttahid [Discours aux débats généraux de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies] », 24 septembre 2021, *president.tj* : <http://president.tj/node/26687> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

4. Zubaidullo UBAIDULLOEV, *op. cit.*, 2014.

Afghanistan et qui nie les possibles multi-identités. N'oublions pas non plus qu'en l'absence de recensement, l'interprétation des statistiques dans le pays doit être mesurée. Toujours est-il qu'un jour avant la session de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre des Affaires étrangères du Tadjikistan, Sirojiddin Muhriddin, transmettait un message similaire à celui du président Rahmon, lors d'une réunion à huis clos, insistant plus particulièrement sur les Pandjshiris. Persanophones sunnites, s'identifiant comme tadjiks, ils vivent dans la vallée éponyme, au nord de Kaboul, dont sont originaires Ahmad Shâh Massoud et son fils Ahmad, ainsi qu'une grande partie de la résistance afghane formée après le retour au pouvoir des Taliban.

Parmi les interventions des officiels tadjikistanais concernant l'Afghanistan, les deux moments les plus emblématiques ont été le discours du président Rahmon aux forces armées le 22 juillet 2021 et la célébration des trente ans de l'indépendance du Tadjikistan au début du mois de septembre. Fait rare, les textes furent publiés à la fois en tadjik, en alphabet cyrillique, et en dari, en alphabet arabo-persan, afin d'atteindre les persanophones des deux pays. Dans ces deux discours, le président utilise son répertoire habituel reliant systématiquement le nationalisme ethnique à la mémoire de la guerre civile. Il déclare ainsi : « En ces temps tragiques [de guerre civile], nous avons presque vu l'État des Tadjiks [*davlati tojikon*] disparaître de la carte politique du monde, et la nation tadjike [*millati tojik*] se disperser¹ » ; il exprime ici clairement l'indissociable relation entre État et nation.

Quelques mois plus tard, dans le discours du 8 septembre 2021, célébrant les trente ans de l'indépendance du pays, il affirme que la plus grande tragédie de l'époque de la guerre civile — « imposée » selon lui par « les traîtres et les ennemis de la nation tadjike » — « reposait sur un danger oscillant entre la disparition du jeune État tadjik et l'éparpillement de la nation tadjike ». Il dénonce l'« indifférence » (*betafovut*) de la communauté internationale à l'égard du sort du peuple afghan, qui « n'est pas fautif » (*gunoh nadorand*) — formule d'ailleurs extraite du discours du 22 juillet. Il ajoute soutenir les efforts de rétablissement de la paix par la formation d'un gouvernement « englobant » (*farogir*) — souvent hasardeusement traduit par « inclusif » — c'est-à-dire comprenant des femmes et des représentants d'autres ethnies que les Pachtounes. Le président du Tadjikistan s'est donc saisi d'une journée chargée de symboles pour l'histoire du pays afin de réitérer sa position prônant un nationalisme ethnique

1. Emomali RAHMON, *op. cit.*, 22 juillet 2021.

tadjik, tout en consacrant pas moins de seize paragraphes à la situation en Afghanistan¹.

Le récit orienté du changement de pouvoir à Kaboul est avant tout une stratégie de politique intérieure. Le président Rahmon procède à une création du consensus auprès de la population tadjikistanaise, fondé sur le sentiment d'appartenance à une nation, ici tadjike, tout en fabriquant l'ennemi, celui qui s'oppose à cette nation et conduit à la guerre. Il se place aussi comme le gardien des Tadjiks en exacerbant le sentiment ethnonationaliste. Le récit d'une nouvelle tragédie contre les Tadjiks fonctionne bien sur l'intelligentsia au Tadjikistan, qui voit dans les Taliban un mouvement terroriste d'une part, et composé de Pachtounes d'autre part, groupe majoritaire exploitant les minorités ethniques. Ce narratif trouve aussi son public auprès de citoyens ordinaires au Tadjikistan. À la fin du mois d'août 2021, dans la province de Khatlon, du côté occidental de la frontière, un groupe composé de centaines d'hommes se proposait de combattre en Afghanistan. Ils écrivirent une lettre ouverte au président, lui demandant la permission de se joindre à la résistance afghane dans la vallée du Pandjshir². En novembre 2021, Rustam ce jeune d'Ichkachim déjà cité, confiait être lui aussi prêt à se battre si les autorités tadjikistanaises lui en donnaient l'autorisation. Quelques jours plus tard, une vidéo partagée sur Twitter/X montrait Samandar Morad, combattant de MMA représentant le Tadjikistan, criant en russe « Ahmad Massoud, patience, mon frère » (*Ahmad Masud, terpenie, brat moy*), le drapeau du Tadjikistan sur les épaules, alors que les membres de son équipe portaient des tee-shirts sur lesquels étaient imprimés les portraits d'Ahmad Shâh Massoud et de son fils³.

Le retour au pouvoir des Taliban a vivifié l'ethnonationalisme tadjik de l'autre côté de la frontière. Les autorités au Tadjikistan ont ainsi pu produire de la ressource sur la contrainte : l'outre-frontière a été utilisé comme un moyen d'alimenter la rhétorique nationaliste sur la

1. *Id.*, « Sukhanroni dar jalasai botantana va munosibati 30 — solagii istiqloli davlati [Discours à la réunion solennelle de la célébration des trente ans de l'indépendance étatique] », *president.tj*, 8 septembre 2021 : <http://president.tj/node/26483> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

2. RFE/RL'S TAJIK SERVICE, « Tajik Group offers to Fight alongside Anti-Taliban Militias in Afghanistan », *Gandhara*, 27 août 2021 : <https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-tajikistan-volunteers-anti-taliban-militia/31431732.html> (consulté le 8 juillet 2025).

3. Voir Fahim KOLABI (@ibnSamani), « Tajikistan MMA Fighter Samandar Morad with his Team return in the Ring Wearing Commander Massoud and Ahmad Massoud's Shirt, to celebrate Winning against his Russian Opponent », *Twitter*, 18 septembre 2021 [consulté le 2 juin 2022, compte Twitter supprimé au 12 novembre 2024].

base d'une identité tadjike commune et dans le cas de l'Afghanistan, de celui d'une minorité opprimée. Dans le discours du 22 juillet 2021, le président Rahmon alla jusqu'à s'insurger des migrations forcées hors d'Afghanistan, comparables à ce que le Tadjikistan vécut lors de la guerre civile :

Plus d'un million de nos compatriotes ont fui vers différents pays par peur pour leur vie, dont des centaines de milliers vers le pays voisin et ami de l'Afghanistan. C'est aussi le cas de millions d'habitants de l'Afghanistan, qui se retrouvent sans patrie, [éparpillés] dans des dizaines de pays du monde, et qui doivent recommencer leur vie loin de leur patrie et de leur foyer ancestral. Jusqu'à quand sera assassiné le peuple d'Afghanistan, dont des enfants innocents, des femmes, des personnes âgées, avec une histoire et une culture glorieuses, privés de leurs foyers, sans toit, et ne pouvant jouir du droit naturel de mener une vie paisible et calme ? Dans chaque coin du monde, y compris en Afghanistan, les peuples ont le droit moral à une vie calme, décente et digne, mais cela fait plus de quarante ans [que les Afghans] en sont privés¹.

Cette déclaration chargée d'émotion ne fut pourtant pas suivie de décisions. Si la notion de frontière politique s'efface pour alimenter le récit national tadjik en usant du sort des Tadjiks d'Afghanistan, elle réapparaît dans la position des autorités tadjikistanaises à l'égard des potentiels migrants. La figure du réfugié afghan participe en effet d'un appareil discursif, alimentant un certain récit populiste au Tadjikistan, qui promeut des marqueurs identitaires à l'exclusion d'autres, une pratique courante de la manipulation rhétorique des frontières². L'écart entre les propos du président Rahmon, qui dépeint le peuple afghan en victime, et la pratique du refus d'accueillir les requérants d'asile s'est accentué à l'été 2021, alors que l'arrivée progressive des Taliban dans les districts frontaliers poussa plusieurs centaines d'Afghans à franchir le Pyanj.

La figure du réfugié afghan : user de la frontière politique

Le 4 juillet 2021, à la veille de la prise de contrôle des postes-frontières de la province du Badakhchân, 1 037 fonctionnaires afghans traversèrent vers le Haut-Badakhchan. Après avoir été pris en charge quelques jours par les autorités locales, ils furent renvoyés dans les grandes villes d'Afghanistan, ce que confirmait Jamshed Komolov, colonel de l'armée tadjikistanaise, lors d'un entretien pour China

1. Emomali RAHMON, *op. cit.*, 22 juillet 2021.

2. José Javier Olivás OSUNA, *op. cit.*, 2024.

Global Television Network¹. Les autorités se targuaient d’avoir mis à l’abri des familles entières mais des représentants des autorités afghanes à Douchanbé et Khorog confirmaient le rapatriement de 2 300 personnes. Aucune famille n’avait en effet traversé la frontière dans le Haut-Badakhchan mais seulement des fonctionnaires, alors quasiment tous renvoyés en Afghanistan, démentant donc les affirmations du Tadjikistan. Le 13 et le 14 juillet, ce sont en revanche 345 Kirghizes du Wâkhân afghan qui traversèrent, sans que les gardes-frontières du Tadjikistan ne les en empêchent, au nom des principes « d’humanité et de bon voisinage ». Cinq jours plus tard, eux aussi étaient renvoyés.

En réalité, les réfugiés afghans pénètrent au Tadjikistan exclusivement par voie aérienne, les gardes-frontières tadjikistanais refusant l’entrée depuis la frontière terrestre. Durant les premières semaines du régime taliban, le Tadjikistan n’a servi que de pays de transit², affirmation vérifiée à l’appui d’observations sur place et d’une compilation de données en source ouverte (tableau 5). Ce rôle joué par le Tadjikistan a également été confirmé par l’ambassadeur de la République d’Afghanistan à Douchanbé, Zahir Aghbar, dans un entretien à la presse locale. Dans cet échange, Aghbar prononce les mêmes arguments que les autorités tadjikistanaises, en déclarant qu’accepter est une chose, prendre en charge en est une autre, et que « nos migrants ont les mêmes opportunités qu’un Tadjikistanais, ce qui est suffisant³. » Ainsi, au 29 août 2021, plus de 2 000 d’entre eux furent évacués par le Tadjikistan vers d’autres pays d’accueil. Le 15 août, 143 pilotes de l’armée de l’air afghane à bord de 17 avions parvinrent à atterrir à l’aéroport de Bokhtar dans le sud du Tadjikistan ; le 9 novembre, 191 Afghans dont l’intégralité des pilotes, quittèrent le Tadjikistan pour les États-Unis. En septembre 2021, le gouvernement tadjikistanais accepta de transférer un groupe de 100 personnes dans

1. Voir la vidéo de l’entretien : <https://news.cgtn.com/news/2021-09-01/A-life-of-uncertainty-along-the-Tajik-Afghan-border-13a0OCcpCQo/index.html> (en russe, consulté le 8 juillet 2025).

2. En novembre 2021, le HCR fit savoir son inquiétude face au renvoi de migrants afghans par le gouvernement tadjikistanais et aux obstacles qui existent pour les demandeurs d’asile dans le pays.

3. Mazhab JUMA et Ramziya MIRZOBKOVA, « Safiri Afghoniston : “Tolibon” omoda nestand bo tojikon sari mizi guftushonid nishinannd [Ambassadeur d’Afghanistan : les “Taliban” ne sont pas prêts à s’asseoir à la table des discussions avec les Tadjiks] », *Asia Plus*, 24 septembre 2021 : <https://asiaplustj.info/tj/news/world/20210924/safiri-afoniston-tolibon-omoda-nestand-bo-toikon-sari-mizi-guftushonid-nishinand> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

la banlieue de Douchanbé parmi 200 ayant traversé vers la province de Khatlon, dont 100 autres furent renvoyés en Afghanistan.

Comme pour faire face à ces renvois, à la fin de l'année 2021, les organisations internationales au Tadjikistan annoncèrent plusieurs mesures de prise en charge et de soutien aux éventuels réfugiés afghans. L'Union européenne s'engageait ainsi à fournir 160 000 euros d'aide pour 5 000 réfugiés qui arriveraient dans la province de Khatlon, tandis que l'ONU envisageait d'établir un programme d'admission dédié aux réfugiés afghans. En février 2022, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Douchanbé communiqua en interne la présence de 15 000 réfugiés afghans en se fondant sur les données du ministère des Affaires étrangères du Tadjikistan, et 10 886 selon le ministère de l'Intérieur, en plus des 29 familles vivant sur le territoire sans le statut de réfugié¹. En septembre 2024, le HCR annonçait ensuite publiquement que 8 500 réfugiés afghans étaient enregistrés comme tel au Tadjikistan, parmi lesquels 6 125 seraient arrivés depuis la prise du pouvoir par les Taliban². Ces chiffres n'ont toutefois pas évolué depuis décembre 2023 et contrastent avec ceux du bureau du HCR à Douchanbé qui se fonde sur les données du gouvernement tadjikistanais. Il s'agit donc d'estimations dont la fiabilité reste contestable.

Tableau 5 — Synthèse des traversées signalées de la frontière depuis l'Afghanistan vers le Tadjikistan du 22 juin 2021 au 31 décembre 2021

Nombre de personnes	Provenance (Afghanistan)	Destination (Tadjikistan)	Entrée au Tadjikistan Caractéristique de la traversée	Retour en Afghanistan Caractéristique de la traversée
> 130 soldats	Sher Khân Bandar, province de Kunduz	Province de Khatlon	22 juin 2021 <i>Franchissement terrestre</i>	7 juillet 2021 <i>Franchissement aérien</i>
27 soldats	District de Kaldâr, province de Balkh	District de Shahritus, province de Khatlon	27 juin 2021 <i>Franchissement terrestre</i>	7 juillet 2021 <i>Franchissement aérien</i>

1. Ces données ont été collectées sur place et n'apparaissent pas dans les rapports officiels.

2. UNHCR, *UNHCR Afghanistan Situation Update — 1st September 2024*, UNHCR Regional Bureau for Asia and the Pacific (RBAP), 2024, p. 4.

Nombre de personnes	Provenance (Afghanistan)	Destination (Tadjikistan)	Entrée au Tadjikistan Caractéristique de la traversée	Retour en Afghanistan Caractéristique de la traversée
300 soldats	District de Khwâhân, province du Badakhchân District de Shar-i Bozorg, province du Badakhchân	Province de Khatlon	4 juillet 2021 <i>Franchissement terrestre</i>	7 juillet 2021 <i>Franchissement aérien</i>
1 037 soldats	Non spécifiée	District de Shoughnon, Haut-Badakhchan (312) District de Darwoz, Haut-Badakhchan (296) District de Vanj, Haut-Badakhchan (173) District d'Ichkachim, Haut-Badakhchan (152) District de Sham-siddin Shohin, Khatlon (104)	Nuit du 4 au 5 juillet 2021 <i>Franchissement terrestre</i>	7 juillet 2021 <i>Franchissement aérien</i>
345 civils (et 4 000 bêtes)	District du Wâkhân, province du Badakhchân	District de Mourghab	13 et 14 juillet 2021 <i>Franchissement terrestre</i>	17 et 18 juillet 2021 <i>Franchissement terrestre</i>
143 soldats	Kaboul	Bokhtar, province de Khatlon	15 août 2021 <i>Franchissement aérien</i>	9 novembre 2021 (<i>vers les États-Unis</i>)
200 civils	Non spécifiée	Province de Khatlon	13 septembre 2021 <i>Franchissement terrestre</i>	13 septembre 2021 (100) <i>Non spécifiée</i>
TOTAL > 2 182	--	--	--	TOTAL > 2 082

Sources : compilation des données publiées ou annoncées par les autorités tadjikistanaises et afghanes et des rapports internes d'organisations internationales depuis le 22 juin 2021.

Ces déportations vers l'Afghanistan ou d'autres pays tiers illustrent la réticence des autorités tadjikistanaises à accueillir des demandeurs d'asile, et ce malgré les déclarations de bon vouloir du président Rahmon. Avant même que la frontière ne soit entièrement tombée sous le contrôle des Taliban, l'ex-gouverneur du Haut-Badakhchan Yodgor Fayzov, remplacé en novembre 2021 par Alisher Mirzonabot,

proche du régime et bien moins populaire, avait publiquement déclaré son soutien à l'accueil d'Afghans. Il se désolidarisait ainsi de l'administration centrale. Dans un entretien pour *Asia Plus*, il assura :

Si la situation de nos voisins de l'autre côté de la frontière empire, nous sommes prêts à accepter des réfugiés. Bien sûr, dans la mesure où ils en auront besoin. Autrement dit, il faut soutenir son voisin dans les moments difficiles. Pendant la guerre civile, ces gens ont accueilli nos réfugiés et aujourd'hui, nous les aidons aussi. Maintenant, avec nos possibilités économiques et politiques, nous sommes prêts à accueillir plus de 10 000 frères afghans réfugiés, et à prendre soin d'eux en lieu sûr¹.

Fayzov évoque justement le souvenir qu'ont les Tadjikistanais de l'aide apportée par les Afghans durant la guerre civile. Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui affirment qu'il serait juste qu'ils fassent désormais de même, comme l'indiquent les réponses données par des habitants de Douchanbé à des journalistes de *Radio Free Europe/Radio Liberty*, dans un reportage du 27 août 2021². Cette référence à la guerre civile revient aussi régulièrement dans les conversations. Un responsable gouvernemental d'Ichkachim confiait que le Tadjikistan avait une obligation à respecter (*majbur ast*), « parce que les Afghans nous ont aidés pendant la guerre civile³ ». À Khorog, Sohrob et Siyovosh, ces jeunes hommes qui affichaient leur opposition au régime tadjikistanais, partageaient l'avis de Saman :

Je pense que le gouvernement du Badakhchan, je ne parle pas du gouvernement du Tadjikistan mais de celui du Haut-Badakhchan, va les aider. Les gens ordinaires vont les aider, s'ils traversent. C'est évident. [...] Je pense que c'est une bonne chose de les aider parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. D'un côté il y a les Taliban, de l'autre il y a nous. Nous sommes les mêmes, nous sommes shoughnis, nous partageons la même religion, parlons la même langue, donc bien sûr que nous devons les aider. Si nous pouvons, nous les aiderons. Même notre gouvernement a déclaré être prêt à accueillir 10 000 personnes⁴.

Nous sommes tous des êtres humains. Pendant la guerre civile au Tadjikistan, ils nous ont aidés. Il y avait plus d'un million de réfugiés

1. Manzuma FIRUZ, « Yodgor Fayzov : Dar surati zarurat mo metavonem 10 hazor panohandai Afghonistonro bipazirem [Yodgor Fayzov : en cas de besoin nous pouvons accueillir dix mille réfugiés d'Afghanistan] », *Asia Plus*, 22 juin 2021 : <https://asiaplustj.info/tj/news/tajikistan/20210622/yodgor-fayzov-dar-surati-zarurat-mo-metavonem-10-azor-panoandai-af-onistonro-bipazirem> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

2. RFE/RL'S TAJIK SERVICE, *op. cit.*, 2021.

3. Saman, entretien avec l'auteure, Reyn, juillet 2021.

4. Sohrob, entretien avec l'auteure, Khorog, juin 2021.

[tadjikistanais] qui ont traversé la frontière pour aller en Afghanistan et ils les ont aidés. Ils ne venaient pas que du Haut-Badakhchan mais de tout le Tadjikistan. Les Afghans ont aidé¹.

Toutefois, ces propos reflétant une solidarité à la fois au sein de la population et de certains responsables gouvernementaux au Tadjikistan ne se traduisent pas par des traversées massives et régulières en provenance d'Afghanistan. Jusqu'en 2023, la frontière restait officiellement fermée par le côté tadjikistanais, malgré la supposée compassion du président Rahmon exprimée dans ses discours. Un reportage diffusé par le média afghan *Badakhshan Plus* le 25 septembre 2021 en témoigne. Il montre un journaliste rencontrant des Afghans dans la région d'Echkâchem qui déclarent ne pas pouvoir traverser². Le journaliste interroge ensuite les Taliban contrôlant la frontière, qui affirment laisser passer tous ceux qui disposent des bons documents. Cependant, les soldats tadjikistanais, de l'autre côté du Pyanj, ne se rendent pas visibles et refusent tout passage. En janvier 2022, un autre reportage tourné au poste-frontière de Sher Khân Bandar, en Afghanistan, raconte l'histoire d'un Afghan bloqué depuis un mois sur place. Sa femme, citoyenne du Tadjikistan, est retenue dans le village frontalier limitrophe par les autorités tadjikistanaises, qui refusent que l'un ou l'autre ne traverse. Interrogé par les journalistes, il déclare en pointant du doigt le village de l'autre côté de la frontière, visible aux téléspectateurs :

Cela fait trente jours que ma femme est bloquée de l'autre côté. Le Tadjikistan ne répond pas, ne la laisse pas traverser. [...] Avant, nous pouvions traverser, mais maintenant [les autorités du Tadjikistan] disent que c'est parce que cette année, la situation est mauvaise en Afghanistan. Nous avons fait toutes les démarches mais parce que nous n'avons pas de lettre du ministère des Affaires étrangères du Tadjikistan, on ne nous répond pas, même si j'ai envoyé toutes les autres preuves. Moi-même je ne peux pas traverser. [...] L'ambassade du Tadjikistan en Afghanistan est fermée, ils ne délivrent pas de visa. [...] Le problème ne vient pas d'ici, de l'Émirat islamique [d'Afghanistan], il vient de ce côté [au Tadjikistan³].

1. Siyovosh, entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

2. BADAQSHAN PLUS, « Gozâresh-i kâmel az marz-i Tâjkestân wa wazi'iat-i mohâjerân — Badakhshan Plus [Reportage complet sur la frontière avec le Tadjikistan et la situation des réfugiés — Badakhshan Plus] », *Youtube*, 25 septembre 2021 : www.youtube.com/watch?v=xvCj1MaGbyI (en dari, consulté le 8 juillet 2025).

3. KABUL FANS, « Norgol wa Latif dar Shirkhân Bandar wa noqta sefri Afghânestan-Tâjkestân [Norgol et Latif à Sher Khân Bandar et au point zéro Afghanistan-Tadjikistan] », *Youtube*, 27 janvier 2022 : www.youtube.com/watch?v=kmkSgbHH1TE (en dari, consulté le 8 juillet 2025).

La frontière politique, en étant fermée, redevient donc une réalité tangible. L'État tadjikistanais affirme sa souveraineté territoriale dans un contexte où l'intérêt national prévaut. Ainsi, la frontière du Tadjikistan reste fermée « physiquement » et « institutionnellement » aux Afghans par les contraintes décrites, mais aussi par le manque de possibilités d'intégration qui leur sont données au Tadjikistan, et ce, même avant l'instauration du régime de fermeture imposé depuis le mois de février 2020. Toutefois, l'impossibilité de traverser la frontière ne s'explique pas seulement par la réticence des autorités tadjikistanaises à mettre en place des mesures d'accueil. Beaucoup d'Afghans originaires des districts frontaliers ne disposent ni des moyens financiers, ni des documents adéquats pour partir et sont donc contraints de rester. À Kaboul, en septembre 2023, le prix du visa pour le Tadjikistan valait 3 000 dollars sur les marchés officiels. Pis encore, le Tadjikistan expulse les réfugiés déjà établis dans le pays, en démontre le renvoi forcé de citoyens afghans à la fin de l'année 2024, en parfaite violation des règles internationales de protection des réfugiés et demandeurs d'asile¹.

Un regard sur le traitement de ces individus souhaitant franchir le Pyanj renforce la fonction de protection sécuritaire associée à la frontière : pour le Tadjikistan, son rôle est d'empêcher le passage humain. Le spectre des réfugiés afghans au Tadjikistan a renforcé le contrôle migratoire et étatique de la frontière. Le président Rahmon ne met donc pas en application la promesse d'aider ses « frères afghans » et fait preuve de la même attitude que l'Ouzbékistan et le Turkménistan, à savoir n'autoriser aucune installation de réfugiés afghans sur le territoire national. Rahmon indexe aussi sa politique migratoire sur la volonté de la Russie de contenir toute entrée illégale en Asie centrale. La frontière demeure au centre de l'attention régionale, mais, depuis l'été 2021, le Tadjikistan est aussi parvenu à capitaliser sur sa proximité avec l'Afghanistan pour gagner encore plus en importance à l'échelle internationale.

Grâce à la frontière, la nouvelle position du Tadjikistan sur la scène internationale

Rahmon est en effet parvenu à mettre en évidence l'importance stratégique de son pays à différents niveaux et pas seulement à celui

1. UNHCR, « UNHCR calls on Tajikistan to halt forcible return of Afghan refugees and uphold international protection standards and commitments », *unhcr.org*, 7 décembre 2024 : www.unhcr.org/centralasia/en/63015-unhcr-calls-on-tajikistan-to-halt-forcible-return-of-afghan-refugees-and-uphold-international-protection-standards-and-commitments.html (consulté le 8 juillet 2025).

des nationalistes tadjiks. Sur le plan international, les déclarations régulières contre les Taliban répondent à la position de l'Occident sur le nouveau régime en Afghanistan, en particulier grâce à l'accueil des membres du FRN. Au Tadjikistan, la résistance est incarnée par Zahir Aghbar¹, qui était jusqu'au 15 août 2021 l'ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan à Douchanbé. Le régime chassé par les Taliban s'est ensuite transformé en gouvernement en exil mené par l'ancien vice-président Amrullâh Sâleh². Zahir Aghbar déclara son appartenance à ce gouvernement et son soutien ouvert au FRN. Les portraits de chefs pandjshiris couvrent d'ailleurs les murs de l'ambassade d'Afghanistan à Douchanbé, Aghbar s'identifiant lui-même comme un Tadjik du Pandjshir.

Son soutien aux résistants trouve donc un écho au Tadjikistan, où le régime nourrit une rhétorique ethnonationaliste et a fait de lui un symbole du mouvement. En affichant sa présence effective au Tadjikistan et en condamnant régulièrement les actions des Taliban dans les médias locaux ou sur sa page Facebook, Aghbar fait savoir que le Tadjikistan est un lieu sûr pour les anciens diplomates et les Afghans qui rejettent le régime taliban. Le fait que le gouvernement tadjikistanais lui permette d'émettre des déclarations publiques contre les Taliban et de soutenir ouvertement le FRN montre que le pays est devenu une zone de résistance anti talibane, tout comme dans les années 1990 lorsque le Tadjikistan soutenait l'Alliance du Nord d'Ahmad Shâh Massoud. En accueillant le plus important mouvement de résistance en exil, le Tadjikistan s'est donc positionné comme un acteur clé dans d'éventuelles négociations avec les Taliban, et potentiellement pour les acteurs internationaux réticents qui finiraient par discuter avec eux, ou qui soutiendraient le FRN. Signe de cette volonté, le 17 septembre 2021, à l'occasion de la visite du Premier ministre pakistanais Imran Khan à Douchanbé, le président Rahmon proposa de « faciliter les négociations entre les Taliban et les Tadjiks³ », alors qu'il continuait à condamner le régime autoproclamé en Afghanistan.

1. Il fut le premier diplomate de l'ancien gouvernement afghan à condamner la fuite d'Ashraf Ghani et à l'accuser d'avoir volé des millions de dollars d'argent public.

2. Dans un message publié sur Facebook en date du 18 août 2021, on pouvait ainsi voir le portrait d'Amrullâh Sâleh remplacer celui d'Ashraf Ghani : www.facebook.com/AghbarZahir (en dari, consulté le 8 juillet 2025).

3. Emomali RAHMON, « Sukhanroni dar nishasti matbuoti pas az muzokiroto bo Sarvaziri Jumhuri Islomii Pokiston Imron Khon [Discours à la conférence de presse suite à la rencontre avec le Premier ministre de la République islamique du Pakistan Imron Khan] », *president.tj*, 17 septembre 2021 : <http://president.tj/node/26546> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

À l'échelle régionale, la frontière afghane a été au premier plan des réunions multilatérales qui ont suivi le basculement du 15 août 2021. Les 16 et 17 septembre 2021, le sommet du jubilé de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) s'est tenu à Douchanbé sous la présidence du chef d'État tadjikistanais. Au même moment, les États membres de l'OTSC, dont certains appartiennent également à l'OCS, se réunissaient aussi dans la capitale du Tadjikistan. Les discussions au sein de ces deux plateformes de sécurité régionales ont été dominées par le revirement politique en Afghanistan et par la situation le long des frontières méridionales de l'Asie centrale. Le président Rahmon a relancé ses appels à une plus importante aide internationale non seulement au peuple afghan mais aussi à la sécurisation de la frontière afghane. Aucune réalisation majeure n'a toutefois été accomplie, en dehors d'accords sur de nouveaux exercices militaires et une réaffirmation de mécanismes de coopération en matière de défense¹, qui constituent l'aide dont le Tadjikistan a besoin. Dans l'ensemble, ces sommets ont servi de vitrine pour le Tadjikistan qui a mis en avant le partage « inquiétant » d'une frontière avec l'Afghanistan des Taliban.

User de la proximité avec l'Afghanistan pour alimenter une certaine image de la frontière, la « sécuritiser », n'est pas une pratique inédite, mais elle permet de justifier la présence de forces militaires étrangères sur le territoire, notamment celles de la Russie et de la Chine, et de renforcer les mesures de restriction de pratiques religieuses dans le pays ; il s'agit donc d'une stratégie tout autant de politique étrangère que de politique intérieure. Dénoncer la présence de terroristes, le développement du trafic de drogue et l'effectivité d'un gouvernement « terroriste » en Afghanistan suit parfaitement les rhétoriques russe et chinoise qui identifient le danger dans la région comme étant localisé aux périphéries des territoires nationaux — « flanc Sud » pour la Russie et région autonome du Xinjiang pour la Chine. Pourtant, la position du Tadjikistan à l'égard du régime des Taliban contraste avec celles de ces deux puissances régionales : d'abord celle de la Chine, qui soutient ouvertement le changement politique à Kaboul, puis celle de la Russie, qui dialogue déjà avec les Taliban². Cette intolérance à l'égard des Taliban permet en fait au président Rahmon d'« ouvrir les portes », de maintenir les soutiens financiers européens

1. Voir notamment un résumé des discussions tenues publié le média *ferghana.ru* : <https://ferghana.ru/news/123030/> (en russe, consulté le 8 juillet 2025).

2. En juillet 2025, la Russie est devenue le premier État à reconnaître le régime taliban comme étant le gouvernement légitime de l'Afghanistan.

et occidentaux et de compenser la dépendance envers la Chine et la Russie.

En somme, la politique afghane du gouvernement tadjikistanais est davantage motivée par « ses propres intérêts que par une véritable préoccupation pour le sort des ethnies apparentées de l'autre côté de la frontière, qu'il a notamment fermée aux réfugiés¹ ». L'autorité politique de part et d'autre du fleuve-frontière est devenue hautement territorialisée ; elle renvoie à cette vision classique de la frontière comme marqueur de la souveraineté de l'État qui a pour effet de perturber les contacts dans l'espace transfrontalier et d'affecter les résidents de la frontière au premier chef. Non seulement la frontière est fermée pour les potentiels réfugiés à la recherche d'une protection mobilisant leur proximité avec le Tadjikistan comme une ressource, mais elle l'est aussi pour les personnes qui la traversaient sans contrainte avant le retour au pouvoir des Taliban.

Maintenir les contacts sous régime de frontière fermée

En 2020, la décision du Tadjikistan de fermer la frontière pendant près de quatre ans a automatiquement suspendu la production des ressources qui avaient émané de la coopération transfrontalière, faisant de l'espace transfrontalier dans le Badakhchan une région « aliénée ». Cet état de fait des environnements transfrontaliers, théorisé par l'anthropologue Oscar Martínez, se caractérise par un climat tendu, la fermeture de la frontière, et le manque ou l'absence totale d'interaction. Or, nous dit Martínez, même dans un contexte d'aliénation, les communautés locales s'efforcent de « mener une vie normale² ». Les différentes stratégies employées par les acteurs pour s'engager dans la coopération transfrontalière malgré la fermeture de la frontière montrent que celle-ci n'est jamais totalement verrouillée et que des ressources peuvent encore être mobilisées. Elles ne sont pourtant pas celles que l'on imagine et se définissent par de nombreux éléments « immatériels ». Si l'analyse des politiques d'immigration et de restrictions en matière d'entrée ont constitué l'essentiel des travaux sur la

1. Edward LEMON, « Tajikistan Breaks From Neighbors in Policy Toward Afghanistan », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 18, n° 137, 2021 : <https://jamestown.org/program/tajikistan-breaks-from-neighbors-in-policy-toward-afghanistan/> (consulté le 8 juillet 2025).

2. Oscar MARTINEZ, *op. cit.*, 1994, p. 6.

notion de frontières fermées¹, ceux-ci ont négligé d'autres dimensions de la coopération transfrontalières, comme l'approvisionnement énergétique, les échanges clandestins ou les détournements de documents d'entrée que l'on a observés à la frontière tadjikistano-afghane de 2020 à 2023. Si la frontière demeure une ressource dans un supposé contexte d'aliénation, est-elle alors complètement fermée ?

Les incidences économiques et sociales

La décision du Tadjikistan de fermer la frontière pour des raisons sécuritaires n'était pas exceptionnelle. Entre 2015 et 2019, la présence de divers groupes insurgés à Echkhâchem et Darwâz engendrèrent la fermeture des deux marchés transfrontaliers qui s'y tenaient habituellement une fois par semaine. Les autres marchés pouvaient également ne pas ouvrir, et les postes-frontières au Tadjikistan fermaient si les routes en Afghanistan devenaient impraticables pour les marchands, que ce soit à cause des aléas climatiques ou de factions armées contrôlant et bloquant les voies de transit. Puisque ces fermetures étaient ponctuelles, elles n'affectaient pas les pratiques économiques des communautés frontalières sur le long terme, contrairement à l'interruption prolongée des relations transfrontalières de 2020 à 2023.

Sous régime de frontière fermée, les résidents du Haut-Badakhchan évoquaient la dégradation de la situation économique engendrée par la pandémie de Covid-19. Immobilisés, les migrants saisonniers qui se rendaient en Russie ne pouvaient alors plus subvenir aux besoins de leur famille. La baisse des remittances était évaluée à 25 % dans les deux premiers mois de la fermeture des frontières extérieures du pays². Selon le ministère de l'Intérieur de Russie, le nombre d'enregistrements de travailleurs tadjikistanais est passé d'environ 1,2 million en décembre 2019 à 507 000 en décembre 2020³, une baisse qui s'explique par leur retour au Tadjikistan. Ces chiffres ne permettent pas d'évaluer le nombre réel d'actifs, un individu pouvant

1. Voir Charles R. BOEHMER et Sergio PEÑA, « The Determinants of Open and Closed Borders », *Journal of Borderlands Studies*, vol. 27, n° 3, 2012, p. 273-85 ; Chandran KUKATHAS, « Expatriatism : The Theory and Practice of Open Borders », dans Rogers M. SMITH, *Citizenship, Borders, and Human Needs*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2011, p. 324-342.

2. BANQUE MONDIALE, « Tajikistan Country Economic Update Fall 2020 : Economic Slowdown Amid the Pandemic », Washington D.C., 2020, p. 18-19.

3. Les fichiers compilant les données sont disponibles sur le site du Ministère, aux adresses suivantes pour les années 2019 et 2020 respectivement : <https://xn--b1aew.xn--p1ai/dejatelnost/statistics/migracionnaya/item/19365693/> ; <https://xn--b1aew.xn--p1ai/dejatelnost/statistics/migracionnaya/item/22689602/> (en russe, consultés le 8 juillet 2025).

en effet s'enregistrer plusieurs fois¹, mais ils montrent bien une chute exceptionnelle consécutive à la fermeture des frontières. À Ichkachim, Rustam soulignait les conséquences de cette combinaison de problèmes ressentie par les habitants de la ville :

Beaucoup d'argent vient de Russie de notre côté ; depuis le coronavirus, pas de travail, pas d'argent. [...] Les personnes les plus âgées m'ont dit que pendant la guerre civile, ce n'était pas aussi difficile que maintenant parce qu'elles pouvaient traverser la frontière et échanger des choses avec l'Afghanistan et acheter de la nourriture. Mais [avec] le coronavirus, ils ne peuvent aller nulle part².

La paupérisation due à la baisse des rémittances en provenance de Russie a certes touché tout le Tadjikistan. Partageant trois frontières internationales, la province du Haut-Badakhchan a toutefois été affectée à la fois par le manque de ressources en provenance de Russie mais aussi par l'absence de trafic commercial transfrontalier dont dépend fortement la condition économique des communautés locales. La frontière afghane n'était pas la seule à voir les échanges journaliers suspendus. Même un an après le début de la pandémie, la situation à la frontière avec le Kirghizstan empêchait le retour à la fluidité des flux, consécutivement aux heurts meurtriers qui eurent lieu du 28 au 30 avril 2021³. Près de trois mois plus tard, on pouvait observer des dizaines de camions stationnés à Khorog, remplis de pastèques destinées à atteindre les marchés du Kirghizstan, et entendre commerçants et chauffeurs se plaindre de l'arrêt des contacts transfrontaliers.

Alors que le Covid-19 a justifié le régime de fermeture de la frontière et la suspension des contacts entre les personnes, provoquant un stress sur les moyens de subsistance locaux, l'arrivée des Taliban à la frontière a repoussé la réouverture. Le changement soudain de direction politique s'est produit quelques mois à peine après que les représentants de l'Afghanistan et du Tadjikistan ont signé un nouvel accord bilatéral visant à stimuler la coopération économique bilatérale. Les retombées économiques ont été observées moins de trente jours après l'arrivée des Taliban à la frontière et deux semaines avant qu'ils ne prennent le contrôle de Kaboul. Des rumeurs sur l'avancée des Taliban vers le nord se répandaient déjà dans les villages à la

1. Il existe aussi des migrations non répertoriées et illégales, qui n'apparaissent pas dans les relevés officiels.

2. Entretien avec l'auteure, Ichkachim, juin 2021.

3. Voir Charles J. SULLIVAN, « Battle at the Border : an Analysis of the 2021 Kyrgyzstan-Tajikistan Conflict », *Asian Affairs*, vol. 52, n° 3, 2021, p. 529-535.

frontière et le spectre de leur arrivée avait entraîné une suspension du trafic transfrontalier. Selon les autorités douanières du Tadjikistan, en janvier-février 2021, une cinquantaine de véhicules franchissaient quotidiennement la frontière, contre deux ou trois au mieux en juillet de la même année.

À la frontière afghane, la fermeture du pays a affecté une activité rémunératrice importante, le tourisme, que ce soit dans le Haut-Badakhchan ou du côté afghan. Bien que des données quantifiant les pertes économiques ne soient pas encore disponibles, les familles bénéficiant du tourisme partageaient leurs inquiétudes, à l'image de Gulchera, gérante d'un gîte à Langar, au cœur de la vallée du Wakhon. Interrogée sur les changements vécus depuis la pandémie, la vieille dame répondit d'emblée : « Les touristes ne viennent plus¹. »

Dans le secteur commercial, la fermeture des marchés transfrontaliers dès le mois de février 2020 a obligé les Tadjikistanais de la frontière à réorienter leurs achats au Tadjikistan et non plus sur les marchés transfrontaliers. L'effet de la pandémie a coupé les approvisionnements, limité le trafic de marchandises depuis Douchanbé, le Kirghizstan, l'Afghanistan et la Chine et engendré une automatique hausse des prix. Par exemple, au cours de l'été 2021, une bouteille d'huile de cuisson qui coûtait 20 somonis (environ 1,5 €) sur le marché transfrontalier d'Ichkachim, valait au moins 48 somonis (environ 3,70 €) dans les magasins alimentaires de la ville. Dans un tel contexte de stress économique, les communautés frontalières confiaient attendre impatiemment que les marchés transfrontaliers ouvrent à nouveau. Le discours soutenant la reprise des relations commerciales avec l'Afghanistan était unanime, quels que soient l'âge, la profession ou le lieu d'habitation des répondants le long de la frontière.

Quelques heures après la prise de contrôle du poste-frontière de Sher Khân Bandar le 21 juin 2021, il devint plus probable de voir les Taliban arriver aux autres postes-frontières du Badakhchân. Ce jour-là, Saman, responsable gouvernemental dans le district d'Ichkachim, et sa femme, tous deux originaires de villages frontaliers de l'Afghanistan, se plaignaient de la fermeture du marché transfrontalier. Celle-ci racontait s'y rendre régulièrement avant la fermeture pour acheter des fruits, de l'huile, des ustensiles de cuisine qu'elle qualifiait « de bonne qualité » en plus de déclarer avoir « un large choix » de produits. Saman, quant à lui, ne parlait que d'excuses pour justifier la fermeture du marché :

1. Entretien avec l'auteure, Langar, juin 2021.

[Les autorités au Tadjikistan] ferment parce qu'elles ne veulent pas que l'argent parte en Afghanistan. Le coronavirus est tombé au bon moment ! Le coronavirus et les Taliban ne sont que des prétextes. Le gouvernement du Tadjikistan ne veut pas que l'argent aille en Afghanistan.

Les gens ici veulent que ça rouvre ?

Mais bien sûr ! C'est le gouvernement qui laisse [le marché transfrontalier] fermé. Les prix sont bas, c'est très bien pour les gens. Maintenant que c'est fermé, ils sont obligés de dépenser au Tadjikistan, et l'argent reste donc ici¹.

Les explications de Saman témoignent de l'unique capacité administrative de l'État tadjikistanais à pouvoir fermer la frontière et les marchés². Même si la sécurisation de la frontière, la gestion et le financement des activités transfrontalières restent externalisés auprès d'intervenants extérieurs, l'État tadjikistanais dispose du pouvoir coercitif ultime de mettre fin à des activités produisant des bénéfices pour les communautés locales, dans le but suspecté de servir son propre intérêt, en utilisant la frontière politique comme instrument.

En plus de perturber l'économie locale, le régime de fermeture des frontières a provoqué des répercussions sur le secteur médical, mettant davantage en danger la vie des communautés frontalières afghanes. À partir de 2015, plusieurs patients afghans ne pouvaient pas traverser à cause de la fermeture ponctuelle due à la situation sécuritaire en Afghanistan, mais ils représentaient un faible pourcentage du total des patients afghans traités au Tadjikistan (tableau 6). D'après les données fournies par un médecin de l'AKHS³, le tableau et le graphique ci-dessous ont pu être modélisés. On peut alors observer l'influence considérable de la fermeture prolongée de la frontière, en particulier à la lumière de la chute du nombre de traversées médicales à partir de 2020 (figure 30).

Tableau 6 — Part de patients afghans n'ayant pas pu traverser la frontière sur le nombre total de patients afghans traités au Tadjikistan

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Traversées autorisées	297	308	210	338	901	129
Traversées empêchées	22	20	42	60	48	6
Pourcentage	7,41 %	6,49 %	20 %	17,75 %	5,32 %	4,65 %

Source : compilation des données issues de la documentation interne de l'AKHS, 2021.

1. Entretien avec l'auteure, Reyn, juin 2021.

2. Voir Oliver MCPHERSON-SMITH, « Leveraging Low State Capacity for Economic Development : A Case Study of Tajik–Afghan Cross-border Markets », *Central Asian Survey*, vol. 41, n° 3, 2021, p. 436-455.

3. Voir annexe 2, p. 285.

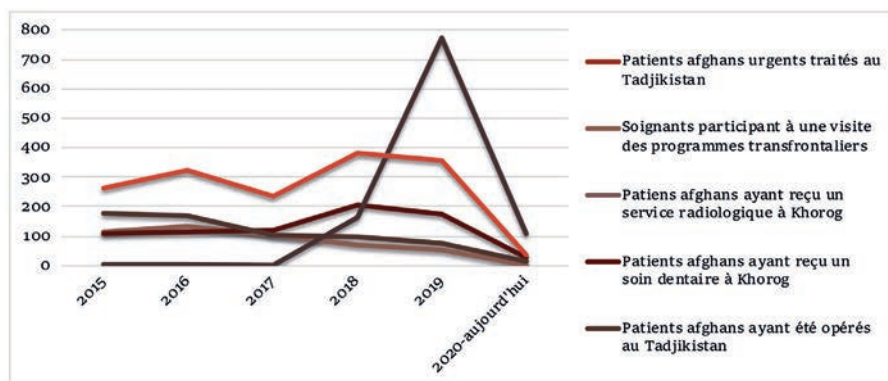


Fig. 30 — Mobilités médicales transfrontalières dans le Badakhchan (2015-2022)*.

*Les patients afghans viennent uniquement des districts frontaliers en Afghanistan. Source : compilation des données issues de la documentation interne de l'AKHS, 2021.

À titre d'exemple, entre 2020 et 2022, seules cinq femmes afghanes ont pu être acheminées au Tadjikistan pour accoucher. Selon les responsables de l'AKF Afghanistan, qui supervisent les programmes transfrontaliers de l'AKHS, ces déplacements exceptionnels résultaient d'un processus impliquant les gouvernements afghan et tadjikistanais à tous les niveaux, et que l'AKF a justifié en raison de l'état de santé critique des patientes. À la faveur des troubles internationaux, l'État tadjikistanais s'est ainsi rendu indispensable, et l'un des seuls détenteurs du pouvoir de décider la traversée. Avec l'arrivée progressive des Taliban à l'été 2021, cette manifestation de la concentration du pouvoir de l'État à la frontière s'est intensifiée. La fermeture de la frontière est bien le fait de l'affirmation de l'autorité de l'État tadjikistanais, qui affecte les pratiques commerciales, et mécaniquement les bénéfices économiques des communautés de la frontière, en les contraignant également sur le plan sanitaire.

Même s'ils semblent faire preuve de soutien à l'égard des programmes transfrontaliers et se présenter comme les nouveaux décideurs politiques, les Taliban y posent des limites qui interrogent sur l'avenir de ces programmes, en particulier concernant les effets à long terme de l'absence de femmes pouvant travailler dans les conditions qui préexistaient à l'arrivée des Taliban. Cette appréhension se ressent de l'autre côté de la frontière, au Tadjikistan, où le personnel local impliqué dans le développement de programmes transfrontaliers ne peut traverser car les femmes ne sont pas autorisées à s'y rendre

seules. Le 12 juillet 2021, lors d'un entretien avec le docteur Zolaikha, en charge du suivi et de l'évaluation des pratiques et des équipements dans les dispensaires des districts frontaliers en Afghanistan, celle-ci confia ne pas être retournée en Afghanistan depuis la fermeture de la frontière, alors qu'elle s'y rendait une fois par mois avant. Elle déclara également qu'à partir de 2020, sur les vingt et un médecins installés en Afghanistan, huit seulement n'avaient pas démissionné. Enfin, elle partagea ses craintes pour les patients afghans qui comptaient sur le personnel tadjikistanais, au regard du manque de femmes médecins en Afghanistan. Si les Taliban autorisèrent dans un premier temps les femmes salariées, qu'elles appartiennent ou non à l'AKDN, à continuer à travailler, l'obligation de devoir être accompagnée d'un parent masculin pose des problèmes logistiques. Les médecins de l'AKHS interrogés après la prise de contrôle des Taliban avouaient ne pas avoir de visibilité sur la suite des programmes sous ce nouveau régime, dont les directives affectent le déroulement des pratiques médicales.

Le cas de la fermeture des marchés transfrontaliers et de la suspension des programmes médicaux démontre les litiges entre les différents détenteurs de l'autorité à la frontière, et l'ascendant de l'État central sur l'institution non gouvernementale en charge de ces projets, l'AKDN, qui se substitue pourtant à lui dans le Haut-Badakhchan. De plus, en refusant de reconnaître les Taliban comme représentants d'une nouvelle administration de facto en Afghanistan, et donc d'admettre qu'ils détiennent la gestion des postes-frontières du côté afghan, l'État tadjikistanais se montre tout autant en capacité de décider de la nature à donner aux relations bilatérales. Alors, la possibilité de contrôler l'ouverture et la fermeture confère à l'État un avantage crucial : celui de rappeler sa présence en périphérie, face à l'émergence de nouveaux dirigeants dans l'outre-frontière. Il n'en reste pas moins que si la fermeture d'une frontière peut paralyser les économies et les sociétés des pays qui la jouxtent, elle pousse des individus ordinaires, aussi bien que les représentants de l'État ou d'organismes non gouvernementaux à recourir à des activités qui leur permettent de surmonter les difficultés du manque d'échanges transfrontaliers.

Faire avec la frontière fermée : les stratégies
de contournement et d'adaptation

Malgré un régime de frontière fermée, certaines traversées et le maintien de partenariats entre acteurs permettent encore une certaine

forme de coopération. En témoigne le mécanisme qui permettait aux étrangers d'entrer légalement au Tadjikistan alors que l'obtention de visa s'avérait pratiquement impossible à la réouverture du pays en avril 2021. L'ambassade à Paris indiquait d'ailleurs à tort que le pays était toujours fermé. Un réseau s'est alors organisé, faisant intervenir des professionnels du secteur du tourisme et du Ministère : toute personne bien informée — des diplomates étrangers en avaient connaissance — pouvait alors, moyennant le paiement d'une somme supplémentaire au prix du visa, l'obtenir en un jour. Ce réseau était d'ailleurs connu des agents de voyage dans le Pamir. Le consul du Tadjikistan à Istanbul informait même les Français désirant se rendre au Tadjikistan depuis la Turquie qu'il leur fallait trouver une personne travaillant au ministère des Affaires étrangères du Tadjikistan afin de faire valider la demande de visa effectuée en ligne. Les difficultés à entrer dans le pays a permis de rediriger des fonds supplémentaires à un seul groupe de personnes au sein du Ministère : la frontière n'était pas infranchissable.

À Khorog, la fermeture des marchés transfrontaliers donna aussi l'occasion à des échanges non institutionnalisés de se développer. On trouvait ainsi étonnamment dans les épiceries de la ville un produit qui était uniquement vendu sur le marché transfrontalier de Tem, le *mumu*, ce lait concentré parfois aromatisé. Des habitants de Khorog confirmèrent qu'un commerce souterrain s'était développé et, comme l'affirmait Saman cité précédemment, maintenir les marchés fermés « arrangeait certaines personnes ». Ces exemples isolés et anecdotiques témoignent des effets de la frontière fermée sur l'élaboration de stratégies d'enrichissement personnel. Bien que des études aussi bien quantitatives que qualitatives devraient être poursuivies pour mesurer ces changements en réponse aux troubles internationaux dans l'espace transfrontalier, des mutations s'opèrent bien au niveau individuel. Pour surmonter la frontière fermée, les acteurs transnationaux et non gouvernementaux se sont aussi saisis de leur pouvoir sur les échanges transfrontaliers.

L'AKDN figure au premier plan de ces efforts. Près d'un mois après la prise de contrôle de Kaboul par les Taliban, l'organisation a affirmé publiquement son engagement envers l'Afghanistan. Dans un communiqué de presse, elle a même exhorté la communauté internationale à « ne pas abandonner » le pays¹. Au même moment, son compte

1. Voir le communiqué du 13 septembre 2021 sur le site de l'AKDN : www.akdn.org/press-release/aga-khan-development-network-urges-international-community-not-abandon-afghanistan (consulté le 8 juillet 2025).

Twitter officiel affichait un message indiquant une série de mesures que la communauté internationale devrait tenir pour continuer à soutenir l'Afghanistan et publiait d'autres messages pour confirmer son implication dans le développement du pays. Fidèle à l'apolitisme de l'AKDN, le 27 septembre 2021, son envoyé spécial pour l'Afghanistan, Akbar Ali Pesnani, a rencontré le ministre des Affaires étrangères désigné par les Taliban, Mawlawi Amir Khan Muttaqi. Ces déclarations et manifestations publiques corroborent la position historique de l'organisation vis-à-vis de l'instabilité politique dans les pays d'intervention, en soulignant l'adhésion aux objectifs prédéfinis pour la mise en œuvre des projets de développement, indépendamment de la nature du régime en place. L'Aga Khan IV, quant à lui, n'avait pas émis de déclaration publique, maintenant une neutralité et une distance habituelles avec toute question politique.

Quelques heures après leur arrivée dans les districts frontaliers du Badakhchân, les Taliban ont organisé des réunions dans les villages frontaliers ismaéliens en rassemblant les *rais*, et les responsables de l'AKF Afghanistan. Comme dans d'autres régions du pays qu'ils contrôlaient avant 2021¹, ils se sont révélés être des administrateurs efficaces, compensant l'absence de toute forme d'autorité politique officielle, notamment par la collecte de taxes et le règlement de litiges. Le père d'Amir, cité plus haut, lui signala que les problèmes quotidiens dans son village, les délits, la consommation d'alcool ou de drogue, étaient désormais endigués par les nouvelles autorités. Pour lui, en effet, « il y [avait] maintenant une forme de gouvernance ».

Plusieurs jours après la prise de contrôle des districts frontaliers par les Taliban, un responsable de l'AKDN dans le Haut-Badakhchan assurait lors de notre rencontre que l'organisation ne fermerait pas les programmes mais s'adapterait. Les équipes se sont réunies pour déployer un plan de crise selon trois types d'activités classées en fonction de leur sensibilité au regard des Taliban. Les activités « sensibles » renvoient notamment à celles qui impliquent l'émancipation des femmes. Lors de cette réunion, il fut convenu de poursuivre les activités acceptées par les Taliban — l'enseignement aux garçons ou les soins dans les dispensaires, par exemple — puis de déployer les autres progressivement. Deux autres employés ne firent pas remarquer d'inquiétude sur la continuité des programmes transfrontaliers mais confiaient ignorer pour combien de temps ils devraient s'adapter. Interrogés à nouveau en février 2022, ils affirmèrent que la

1. Voir Adam BACZKO, *La guerre par le droit. Les tribunaux Taliban en Afghanistan*, Paris, CNRS Éditions, 2021, 384 p.

situation n'avait pas changé par rapport aux lendemains du 5 juillet 2021. Malgré la suspension des activités transfrontalières, les équipes de l'AKDN persistent à maintenir une présence tolérée par les Taliban.

Les employés de l'AKDN sembleraient presque être les seuls épargnés de la brutalité talibane. Quelques années avant la prise de pouvoir effective des Taliban, certaines zones d'opération de l'AKDN étaient déjà sous leur contrôle. Les ouvriers et ingénieurs devaient alors porter « une tenue décente et la barbe », comme ils le décrivaient. En 2019, une responsable du bureau britannique de l'AKF en mission à la frontière afghane racontait qu'un consultant avait été enlevé dans l'une de ces zones. Lorsque les Taliban ont appris qu'il travaillait pour l'AKDN, ils l'ont relâché. En 2021, un responsable de l'AKF Afghanistan faisait part quant à lui d'autres cas de séquestration par les Taliban au retournement incongru. Ces employés ont reçu un interrogatoire avant d'être emmenés auprès du chef des Taliban pour le district. Celui-ci a blâmé les miliciens les ayant arrêtés et a précisé qu'au moindre incident, n'importe quel employé de l'AKF devait saisir un responsable taliban afin que sa sécurité soit garantie.

Les Taliban composent donc désormais avec les chefs locaux et les institutions ismaéliennes. Ces autorités donnent la priorité à la sécurité des habitants, quelle que soit la personne au pouvoir, afin d'éviter toute atteinte à la population. En parallèle, les Taliban tiennent à reprendre les contacts transfrontaliers pour témoigner de leur capacité à gouverner. Ces échanges ne peuvent aboutir en l'absence d'une coopération entre acteurs étatiques, or le Tadjikistan, seule entité étatique de jure de la coopération transfrontalière depuis l'été 2021, ne considère pas les Taliban comme des interlocuteurs officiels. Malgré cette absence de reconnaissance, ces derniers s'arrogent pourtant les attributs de l'État à la frontière, même simplement en disposant du contrôle des postes-frontières, en imposant des réglementations, et en autorisant la continuité des programmes de développement de l'AKDN. La frontière en elle-même est bien la preuve de leur gouvernance effective, et ce, même si cette gouvernance empêche l'épanouissement et le développement des régions frontalières. La fermeture de la frontière due au refus du Tadjikistan de collaborer montre donc que la coopération transfrontalière dépend d'une entente entre tous les acteurs, étatiques ou non, impliqués à la frontière.

Des succès de la coopération transfrontalière sous régime taliban

À l'ouest de la frontière, hors du Badakhchan, un seul poste-frontière a continué d'opérer depuis l'arrivée des Taliban, celui de

Sher Khân Bandar. Il relie la province de Khatlon au Tadjikistan et celle de Kunduz en Afghanistan. Quelques semaines seulement après leur arrivée, les Taliban ont rouvert le point de passage et ont aboli le régime de visa pour les chauffeurs routiers tadjikistanais qui affirmaient également que le montant des pots-de-vin était réduit¹. Au Tadjikistan, paradoxalement, alors que la frontière était officiellement fermée, les Taliban et le directeur du poste-frontière de Sher Khân Bandar en Afghanistan ont déclaré que le volume des échanges commerciaux avait augmenté entre 2020 et 2021, malgré le changement de régime en Afghanistan². Du côté tadjikistanais, Zafar Mahmadiyev, chef du bureau des douanes de la province de Khatlon, dans une conférence de presse donnée le 10 février 2022, rapportait les mêmes observations, ajoutant que les gardes-frontières des deux pays continuaient à se rencontrer et que les transporteurs tadjikistanais et afghans se disaient satisfaits de la traversée de la frontière et des nouvelles procédures déployées par les Taliban³. Un reportage diffusé par un média afghan le 27 janvier 2022, déjà cité plus haut, montre effectivement que le trafic fonctionne dans les deux sens⁴.

Jusqu'à septembre 2023, Sher Khân Bandar était le seul point de passage pour les Afghans vivant au Tadjikistan souhaitant traverser. Il était ainsi impossible pour ceux habitant dans le Haut-Badakhchan de franchir la frontière dans la province et de se rendre dans leurs villages d'origine qu'ils voyaient depuis Khorog ou Porshinev et rejoignaient en moins d'une heure. Ils devaient en effet aller à Sher Khân Bandar, puis Kunduz ou Mazâr-i Sharif, Fayzâbâd et enfin vers leurs villages. En d'autres termes, il leur fallait voyager vers l'ouest du

1. Le constat est le même au poste-frontière d'Hairatan/Airatom entre l'Ouzbékistan et l'Afghanistan où les responsables du trafic transfrontalier confient travailler plus aisément avec les Taliban qu'avec les gardes-frontières du temps de la République islamique. Voir Sophie HOHMANN et Mélanie SADOZAI, « Le danger aux frontières ? Que disent les terrains entre l'Asie centrale et l'Afghanistan ? », *Esprit*, novembre, n° 11, 2023, p. XI-XXI.

2. AREZO NEWS, « Afzâyesh-i sath-i wâredât wa sâderât az Shir Khân Bandar [Augmentation du niveau des importations et des exportations à Sher Khân Bandar] », *Arezo News*, 28 décembre 2021 : <https://arezo.news/افزایش-سطح-واردات-و-صادرات-از-شیرخان-بن> / (en persan, consulté le 8 juillet 2025).

3. Sayrahmon NAZRIEV, « Gumruki Khatlon: ronandahoi tojik az kori marzbonon va kormandoni gumruki "Tolibon" roziyand [Douanes de Khatlon : les chauffeurs tadjiks sont satisfaits du travail des gardes-frontières et des douaniers "taliban"] », *Asia Plus*, 9 février 2022 : <http://asiaplustj.info/tj/news/tajikistan/20220209/gumruki-hatlon-ronandaoi-toik-az-kori-marzbonon-va-kormandoni-gumruk-olibon-roziyand> (en tadjik, consulté le 8 juillet 2025).

4. KABUL FANS, *op. cit.*, 2022.

Tadjikistan, puis retourner à l'est de l'Afghanistan une fois la frontière franchie, un itinéraire absurde et coûteux, aussi bien en temps qu'en argent : il exige quatre jours, cinq voitures, 2 000 km de route et 200 dollars. Shahruz, Ismaélien du Sheghnân, qui effectua le trajet plus d'une fois, relativisait néanmoins : « Les Taliban nous ont accueillis à bras ouverts. “Si vous avez le moindre problème,” nous ont-ils dit, “vous venez vers nous.” Ils étaient très sympas¹ ! »

Les traversées à ce point de passage témoignent d'une réalité locale en contradiction avec le régime de frontière fermée pourtant officiellement adopté par le gouvernement du Tadjikistan, tout comme le refus de reconnaître les Taliban comme entité gouvernante en Afghanistan. En cas d'interruption des négociations diplomatiques, la persistance des dynamiques transfrontalières au niveau d'un poste-frontière démontre que les tensions bilatérales peuvent être surmontées au profit de tous les acteurs impliqués, dont les intérêts sont certes variés. Une frontière fermée et un manque de relations diplomatiques, ne signifie donc pas une absence de relations transfrontalières.

L'approvisionnement en électricité des pays d'Asie centrale vers l'Afghanistan a immédiatement été perturbé par le retour au pouvoir des Taliban. DABS, la compagnie gérante en Afghanistan, n'était plus en mesure de payer dans les semaines qui ont suivi la prise de Kaboul. Ses revenus ont considérablement baissé, la majorité des particuliers afghans ne s'acquittant plus de leurs factures depuis l'année 2020 et s'étant paupérisés avec le changement de gouvernance à Kaboul. Des projets énergétiques de grande envergure impliquant les deux pays ont également fleuri ces dernières années mais leur succès remis en question. Par exemple, CASA 1 000, chantier d'un montant de 1,2 milliard de dollars, qui vise à développer la connectivité énergétique entre le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Afghanistan et le Pakistan, n'est pas encore totalement achevé. Il dépend non seulement des bailleurs de fonds internationaux mais aussi de la nature des relations entre les pays impliqués, qui demeure un élément déterminant la persévérance de la coopération énergétique transfrontalière.

Pourtant, malgré une configuration politique propice à la suspension d'électricité vers l'Afghanistan, le Tadjikistan continue d'approvisionner le réseau afghan. Les fournitures d'électricité en juillet-août 2021 ont même augmenté de 56 % par rapport à la même période

1. Conversation avec l'auteure, Khorog, avril 2023.

en 2020¹. Poursuivre la coopération transfrontalière repose sur des bénéfices économiques. La principale source de revenus provenant d'Afghanistan — dont le volume d'échanges s'élevait à 106 millions de dollars en 2020 — est dominée à 65 % par l'exportation d'électricité², tandis que l'Afghanistan importait en 2022 80 % de cette énergie, principalement du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan³. En décembre 2023, DABS et Barqi Tojik, la compagnie nationale d'électricité du Tadjikistan, ont signé le renouvellement d'un accord de 2008 assurant la distribution d'électricité pour l'année suivante. En février 2024, le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques du Tadjikistan, Daler Juma, annonça que l'Afghanistan avait remboursé la totalité de sa dette.

La continuité de la coopération énergétique symbolise la ressource économique de la frontière, au cœur d'une relation bilatérale fondée sur la dépendance, mais représente aussi un outil politique. Suspendre l'approvisionnement d'électricité couperait du réseau dix millions de personnes en Afghanistan, ajoutant une dimension critique à la situation humanitaire dégradée depuis l'arrivée au pouvoir des Taliban, provoquant de potentielles traversées de la frontière que le Tadjikistan rejette. Il s'agit là d'un moyen de contenir une menace perçue par-delà la frontière sans user de la force.

Dans le Badakhchan où Barqi Tojik n'opère pas, Pamir Energy tient aussi à maintenir ses activités, quelle que soit la configuration politique ou sécuritaire en Afghanistan. Avant l'arrivée des Taliban, en 2019, Sara, l'une des employées expliquait alors :

Je pense que la coopération [transfrontalière dans le domaine de l'énergie] met à l'épreuve beaucoup de stéréotypes autour du manque de sécurité des deux côtés [de la frontière] mais la coopération est là, et nous n'avons jamais eu de problèmes pour nos projets en termes de sécurité. L'une des raisons, c'est que nous faisons énormément participer les gens, donc nos équipes ne sont jamais en danger. [...] Quand il s'agit d'infrastructures, d'électricité, de routes, que ce soit les Taliban ou d'autres factions, ils accueillent favorablement ces projets. Ça augmente leur connectivité dans ces zones et ça leur donne une image populaire, proche des gens, parce qu'ils croient que ce qu'ils font aide

1. Payrav CHORSHANBIEV, « Tadjikistan za posledniy mesyats postavil Afganistanu produktsiyu na \$12,2 mln [Le Tadjikistan a fourni à l'Afghanistan des produits pour 12,2 millions de dollars le mois dernier] », *Asia Plus*, 27 septembre 2021 : <https://asiaplustj.info/ru/news/tajikistan/society/20210927/tadjikistan-za-poslednii-mesyats-postavil-afganistanu-produktsiyu-na-122-mln> (en russe, consulté le 8 juillet 2025).

2. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN, *op. cit.*, 2020.

3. SIGAR, *Quarterly Report to the United States Congress*, Arlington, 2022, p. 105.

les communautés, et que ce soit bien ou mal, je ne suis pas là pour juger, mais ils assurent la bonne mise en œuvre des infrastructures¹.

Au mois de juillet 2021, quelques jours après la prise de contrôle des postes-frontières par les Taliban, Ramina, une autre employée de Pamir Energy, évoquait l'avenir des projets de l'entreprise :

Nous ne savons pas vraiment, parce que nous ne connaissons pas leur stratégie. Toutefois, nous nous sommes engagés à continuer, que ce soit Pamir Energy ou Badakhshan Energy, parce que 98 % de nos équipes sont des employés locaux [...]. Nous n'avons pas arrêté notre travail, nous continuons l'électrification. Je crois qu'au début du printemps, il y a eu des incidents entre les Taliban et le gouvernement [afghan] vers Nisai, nos infrastructures ont été endommagées et notre équipe repérée par les Taliban. Ils leur ont ordonné de ne rien réparer car ils ne voulaient pas que le gouvernement [afghan] ait accès à l'électricité [...]. Mais notre équipe a quand même réparé les sous-stations et à Nisai, ils continuent d'avoir de l'électricité. Même ici, dans le Shoughnon, nous continuons à électrifier.

La présence des Taliban dans certains villages à partir de 2018 n'a pas non plus empêché les techniciens et ingénieurs de continuer à opérer, et la nouvelle gouvernance de la frontière semble peu perturber la suite des activités de Pamir Energy :

Lorsque nous avons appris que les Taliban étaient proches, nous avons rapatrié [au Tadjikistan] nos employés contractuels qui électrifiaient les villages [en Afghanistan]. Ils avaient quasiment terminé, presque 90 % du travail est fait ! Nous allons sans aucun doute trouver un moyen de les renvoyer. Nous allons assurer leur sécurité bien sûr, c'est la priorité, mais nous allons les renvoyer².

La frontière est une manifestation de la résilience des acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière. Le type de régime frontalier affecte fortement les interactions transnationales, car le fardeau de la rigidité des frontières est supporté de manière disproportionnée par les régions frontalières plutôt que par d'autres parties du pays³. Lorsque la politique officielle est de maintenir une frontière fermée, comme le note Martinez, « le mouvement d'une nation à l'autre peut aller de l'inexistant dans les cas extrêmes à léger⁴ ».

1. Entretien avec l'auteure, Khorog, août 2019.

2. Ramina, entretien avec l'auteure, Khorog, juillet 2021.

3. Omotomilola IKOTUN, Allwell AKHIGBE et Samuel OKUNADE, « Sustainability of Borders in a Post-COVID-19 World », *Politikon*, vol. 48, n° 2, 2021, p. 306.

4. Oscar MARTINEZ, *op. cit.*, 1994, p. 11.

Ces résultats exposent deux phénomènes paradoxaux qui mettent en évidence la présence d'opportunités de coopération au-delà des frontières malgré un bouleversement politique majeur. Premièrement, la persistance de la coopération transfrontalière face l'arrivée des Taliban remet en question la notion d'interactions clandestines dans le contexte d'une frontière fermée. Au lieu de cela, les individus qui maintiennent des contacts ne contournent pas toujours les normes établies ou les cadres juridiques ; ils s'adaptent aux conditions prévalentes et peuvent rester dans les limites de la légalité. De plus, les interactions transfrontalières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan révèlent une réalité quotidienne locale qui contraste fortement avec le régime de frontière fermée officiellement adopté par le gouvernement tadjikistanais. Cette observation montre qu'au niveau local, « de nombreuses interdictions et restrictions ne s'appliquent pas et sont contournées par les citoyens locaux, indiquant que la frontière est en fait perméable¹ ».

© PULM

1. Nikita L. TUROV, Mikhail I. KLYUCHNIKOV et Simon G. PAVLYUK, « Transnistria. The Everyday of a De Facto Border », dans Sabine VON LÖWIS and Beate ESCHMENT, *Post-Soviet Borders : A Kaleidoscope of Shifting Lives and Lands*, Londres/New-York, Routledge, 2023, p. 113.

Conclusion

Antinomiques par essence, les frontières sont forces d'union et objets de contestation. Souvent éloignées des centres de pouvoir, elles peuvent être perçues comme des zones périphériques ou marginales. Elles n'en constituent pas moins des lieux dynamiques et vibrants d'innovation et d'opportunités, des « espaces du possible¹ » qui remédient au délaissement de l'État. Privilégier un regard sur les lignes politiques, souvent décidées dans les cabinets impériaux, et qui découpent aujourd'hui le monde en unités territoriales et nationales, ne capture qu'une seule dimension des espaces qui bordent ces frontières. D'autres conceptions « bien plus significatives, bien plus puissantes que la simple division en États-nations² », permettent de renouveler le regard porté sur des régions frontalières, considérées comme sensibles, mais qui génèrent pourtant plusieurs types de ressources.

L'exemple du Badakhchan illustre bien la polysémie du terme « frontière ». Entendue dans son sens politique, elle sépare et délimite deux territoires nationaux. Mais une fois envisagée comme un espace d'échanges, tant dans une perspective historique que contemporaine, elle relativise l'imaginaire du danger construit sur fond de conflits en Afghanistan. Elle s'apparente davantage à un point de rencontre entre les deux rives du Pyanj et les populations qui vivent de part et d'autre de celui-ci. L'interface qu'est la frontière tadjikistano-afghane dans le Badakhchan ne se borne ni au symbole de rupture ni à la fonction administrative primaire associée à une frontière internationale, qui élude finalement les populations locales.

Le Pyanj montre que les fleuves, qui composent 23 % des frontières internationales continentales du monde³, peuvent être des passerelles plutôt que des remparts. Dans le Pamir, la frontière entre le

1. Karine BENNAFLA, *op. cit.*, 2002, p. 350.

2. James C. SCOTT, « Intellectual Diary of an Iconoclast », *Annual Review of Political Science*, vol. 27, n° 1, 2023, p. 1-7.

3. Sarah J. POPELKA et Laurence C. SMITH, « Rivers as Political Borders : a New Subnational Geospatial Dataset », *Water Policy*, vol. 22, n° 3, 2020, p. 293.

Tadjikistan et l’Afghanistan ne se définit pas en tant que telle par ses caractéristiques physiques : « une frontière ne saurait être “naturelle” en soi », elle « est toujours conventionnelle, produite par les sociétés humaines qui font d’éléments morphologiques de simples supports physiques destinés à en conserver le tracé¹. » Le Pyanj, en tant que cours d’eau idéalement situé aux marges des Empires, a été choisi, décrété et fixé par les centres de pouvoir qui en ont fait une frontière sur les cartes. Et uniquement sur les cartes. Non seulement les lignes cartographiques rigides qui gravent les frontières dans le marbre sont incapables de représenter les mouvements propres aux fleuves², mais elles peuvent encore moins traduire l’expérience qu’en ont les habitants : ils vivent la frontière, la pratiquent, la transgressent. James C. Scott n’écrivait-il pas à ce propos que « l’eau, particulièrement si elle est calme, fait se rejoindre les populations, alors que les montagnes, particulièrement si elles sont hautes et accidentées, les séparent³ » ?

Une constellation d’acteurs multiscaleaire pour saisir la frontière-ressource

Toute une variété d’acteurs s’empare de la frontière, voire l’instrumentalise : les communautés frontalières, les institutions ismaéliennes et l’État central. Après soixante-dix ans d’isolement, ce sont d’abord les habitants qui tirent parti de leur positionnement en marge de leur pays d’appartenance respectif. Loin de l’imaginaire les décrivant comme situés à l’épicentre de multiples risques, les riverains du Pyanj traversent, interagissent et se saisissent de la frontière. Sa « dangerosité » que j’ai tâché de déconstruire au fil de ces pages ne s’est manifestée jusqu’à présent que dans le discours des responsables politiques, tandis que les communautés frontalières continuent de considérer leur environnement comme une ressource plutôt qu’une contrainte. L’effervescence des activités transfrontalières dans le Badakhchan révèle que l’organisation territoriale se restructure depuis la frontière, dans une logique d’interface où l’échange avec les centres nationaux devient moins fructueux voire inopérant. Cet

1. Sylviane TABARLY et Jean-Benoît BOURON, « Frontière, frontières », *Géocofluences*, juin 2022, <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/frontieres> (consulté le 8 juillet 2025).

2. Cet argument est celui de géographes qui encouragent une « approche centrée sur le fleuve » (*river-centric approach*), en regardant les frontières fluviales depuis les fleuves en eux-mêmes. Voir Rebekka KANESU, Vanessa LAMB et Eva MCGRATH, *op. cit.*, 2025, p. 2.

3. James C. SCOTT, *op. cit.*, 2013, p. 39.

espace transfrontalier liquéfie bien le modèle d'interaction centralisé entre un noyau de pouvoir et sa périphérie. Il établit plutôt le retour à des formes d'interactions antérieures à l'établissement de la frontière d'État. Au lieu de limiter les contacts, la frontière les facilite en étant un « moteur de connectivité¹ ». La traversée par le biais des infrastructures et des programmes transfrontaliers fait des populations frontalières des « acteurs à part entière² » de la coopération transfrontalière, qui serait impossible sans le concours d'un autre agent de premier plan : l'Aga Khan.

Le Badakhchan est en effet un laboratoire d'étude de la manifestation du transnationalisme ismaélien voulu par l'Imam, comme si la frontière — constituant pourtant l'enveloppe de la souveraineté — reléguait l'État au second plan. L'espace transfrontalier est avant tout reconnecté par les flux de personnes, eux-mêmes facilités par les infrastructures. Mais il l'est également en vertu de leur « intégration idéationnelle et institutionnelle³ » dans un complexe ismaélien transnational plus large. Les organisations ismaéliennes utilisent la frontière non pas comme une limite, mais comme un élément de transgression. La marginalité plurielle des Ismaéliens du Pamir permet à l'AKDN de renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté transnationale, présente sur tous les continents, partageant des valeurs, des intérêts et des croyances communes. Ainsi, l'espace transfrontalier ne se définit pas seulement par les activités économiques soutenues dans le cadre de la coopération transfrontalière. Le rétablissement de liens entre des populations voisines a esquissé les bases d'une affinité identitaire ismaélienne, mais aussi pamir, qui, au sein du Tadjikistan, réagit aux actions d'un État tadjik centrifuge. Les investissements de l'Aga Khan pour relier les fidèles à une communauté mondiale effacent partiellement les frontières étatiques et redéfinissent les relations de pouvoir dans le Badakhchan.

Le troisième acteur clé est justement cette autorité étatique. Incarné par le président Rahmon, l'État tadjik cherche non seulement à rappeler constamment sa présence à la périphérie, mais use de la force pour anéantir toute forme d'opposition. Pour consolider son assise, les instances centrales tentent d'incorporer les régions frontalières du Haut-Badakhchan dans un projet national visant à aplanir les différences identitaires entre Tadjiks et Pamiris. Pour ce faire,

1. Chris RUMFORD, « Interventions on rethinking “the border” in border studies », *Political Geography*, vol. 30, n° 2, 2011, p. 67.

2. Dereje FEYISSA et Markus Virgil HOEHNE, *op. cit.*, 2010, p. 12.

3. Brooke BOLANDER, *op. cit.*, 2017, p. 85.

elles déploient des moyens discursifs et visibles. Mais l'intégration des Pamiris dans l'agenda national demeure compromis par un sentiment identitaire ravivé par les fréquentes incursions violentes des forces de l'ordre qui les visent. La présence accrue d'un « État visible » aboutit en réalité à une intensification des impressions de différenciation des populations habitant le long de la frontière à l'égard d'un centre hégémonique lointain sur tous les plans.

S'intéresser aux rencontres entre tous ces protagonistes demeure essentiel pour réinterpréter la frontière en question comme un espace d'opportunités et dépasser une grille d'analyse stato-centrée. Elle se présente comme un lieu de coopération entre des parties qui se disputent le pouvoir. Ces acteurs sont aussi bien locaux que nationaux, internationaux et transnationaux. Au Tadjikistan, où l'arène politique est dominée par le président et ses proches, des alternatives de gouvernance locale se sont révélées indispensables face à un pouvoir défaillant qui ne jouit pas de la loyauté des populations locales, en particulier dans les régions marginalisées et reculées. Les réseaux d'autorité locales à la frontière ont la capacité de déconnecter les régions frontalières de l'État auquel elles appartiennent et de remodeler les sentiments identitaires.

Du visible à l'invisible

Voilà donc un espace particulier au Tadjikistan. Habitant aux marges territoriales de l'espace national, les Pamiris jouissent d'un bénéfice de position qui anime les traits communs historiques, religieux et linguistiques partagés avec l'outre-frontière, contrairement au reste du pays. Leur identité se définit aujourd'hui par cette localisation cruciale au sein d'un État-nation mais aussi au contact de riverains considérés comme « proches » sur les plans géographiques et culturels. L'identité dans le Haut-Badakhchan, à la frontière afghane, s'exprime avant tout par les interactions communautaires, car « c'est à la frontière que l'on se définit face à l'autre, dans un processus toujours mouvant¹ » ; elle illustre bien la conception barthienne de ce que signifie « être pamiri ».

L'intégration dans la « communauté imaginée » transnationale, délibérément façonnée par l'Aga Khan IV, se réalise principalement par la communication avec les Ismaéliens pamirophones afghans.

1. Anne-Laure AMILHAT SZARY, *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?*, Paris, Presses universitaires de France, 2015, p. 27.

Les transformations des dynamiques transfrontalières ont permis à la géographie humaine, grâce à la mobilité, d'influencer l'identité pamir. Ainsi, les infrastructures, en tant que moyens physiques de la traversée, ont ravivé les ressentis identitaires des riverains. C'est également en se distinguant des Tadjiks que les habitants du Haut-Badakhchan s'identifient comme pamiris. Au Tadjikistan, une démarcation symbolique et invisible sépare cette province du reste du pays, coïncidant avec la frontière administrative intérieure. En revanche, la frontière politique et internationale avec l'Afghanistan perd de son sens dans la construction identitaire de ses habitants. De tels rapports transforment la perception de l'identité : le terme « pamiri » a pris le sens d'une catégorie bien identifiée au Tadjikistan, renforçant l'identité locale et les particularités socio-culturelles de ces populations.

Il s'agit donc d'une frontière ressentie qui nous montre que de nouvelles frontières apparaissent et disparaissent, se superposent ou même transgressent la limite politique, alors que celle-ci devient une ressource identitaire importante. En d'autres termes, grâce à un ancrage spatial, loin du centre, à la périphérie montagnarde, les individus de la frontière tadjikistano-afghane maintiennent « leur propre cohérence identitaire et fabrique[nt] de la continuité par-delà les séparations spatio-temporelles que leur impose le déroulement de la vie sociale et ses mobilités¹ ».

Un espace transfrontalier de résilience

Les mobilités transfrontalières étudiées dans le cas du Badakhchan prouvent en effet que les capacités d'un pays peuvent être utilisées pour répondre aux besoins de son voisin. Il devrait nous pousser à réinterpréter les frontières dites « sensibles » et ce même dans les temps sombres. Les activités et relations transfrontalières ont été frappées par le retour au pouvoir d'une nouvelle figure importante sur l'échiquier de la gouvernance de la frontière, les Taliban, sans pour autant que ce changement majeur ne fige totalement les dynamiques transfrontalières.

Le géographe Andrei Dörre écrivait que les réussites au Tadjikistan parvenaient rarement au monde extérieur, tant la perception à son égard était surtout marquée par des caractéristiques négatives :

1. Guy DI MÉO, « Le rapport identité/espace. Éléments conceptuels et épistémologiques », 2008, p. 11.

corruption, autoritarisme, violence, écarts de richesse, etc.¹ Pourtant, Dörre note également qu'il existe dans le Pamir des modèles d'approches communautaires fonctionnelles qui nous permettent de dépasser les représentations préconçues sur la région. La coopération transfrontalière avec l'Afghanistan est l'un de ces exemples. Elle continue malgré les externalités politiques, qu'elle se déroule au poste-frontière de Sher Khân Bandar, par l'approvisionnement ininterrompu d'électricité ou par la réouverture des marchés transfrontaliers en septembre 2023. Les nouvelles dynamiques dans l'espace transfrontalier du Badakhchan depuis l'été 2021 témoignent aussi d'un ordre qui se caractérise par une interdépendance des acteurs étatiques et transnationaux que catalyse la frontière. En interagissant, ces agents démontrent que la coopération transfrontalière, l'ordre et la stabilité locale, peuvent s'épanouir en l'absence de dialogue officiel entre les gouvernements et sous régime de frontière fermée. Puisqu'ils détiennent un pouvoir sur le déroulement de la coopération transfrontalière à l'échelle d'espaces nationaux mais qu'ils opèrent parfois au niveau d'un seul point de passage, ils témoignent d'une logique de collaboration plutôt que d'opposition².

Nous avons vu que, malgré la frontière fermée, les tumultes politiques ont fait disparaître certaines ressources mais aussi donné naissance à d'autres. Bien au-delà de la région, l'exemple du Badakhchan nous conduit à réfléchir aux turbulences, sinon aux désordres, qui affectent les régions frontalières lorsque le centre politique subit des modifications profondes. De l'Ukraine envahie par la Russie aux pays d'Afrique subsaharienne touchés par les coups d'état, en passant par Haïti contrôlée par des gangs, il convient de s'interroger sur la reconfiguration des relations aux frontières dans de tels contextes, mais aussi sur la manière dont les gens saisissent d'anciennes ou de nouvelles opportunités. Finalement, malgré les agitations qui frappent les pouvoirs politiques, malgré le tumulte qui affecte les sociétés dans leur ensemble, ne pourrait-on pas continuer de penser la frontière-ressource ?

Les communautés frontalières sont en effet des agents de la résilience. Des recherches sur les crises ayant affecté les régions transfrontalières de l'Union européenne, mais aussi les zones proches de

1. Andrei DÖRRE, « Water and Irrigation Arrangements in the Pamirs of Tajikistan », dans Jeanne FÉAUX DE LA CROIX et Beatrice PENATI, *Environmental Humanities in Central Asia Relations Between Extraction and Interdependence*, Londres, Routledge, 2023, p. 262.

2. James N. ROSENAU, *op. cit.*, 1990, p. 143.

la ligne de front dans le Donbass ukrainien, ont bien montré la capacité des habitants à s'adapter et à surmonter les perturbations et les violences géopolitiques¹. Là encore, un regard à l'échelle de la frontière révèle que ses riverains ne sont pas des victimes passives de ces crises, mais qu'ils tentent de les dompter. En revanche, si leur quotidien est affecté par des troubles fabriqués intentionnellement par l'État-nation, leur marge de manœuvre se restreint. Mostowlansky souligne ainsi que les régions frontalières du Pamir, héritages d'un passé colonial, se sont retrouvées dans une dynamique d'incorporation progressive et violente de ses populations dans l'orbite nationale de la Chine, de l'Afghanistan, du Pakistan et du Tadjikistan². En ce cas, c'est bien la puissance publique nationaliste qui provoque des ondes de choc à la frontière et qui limite l'agentivité de ses habitants. Dans le Haut-Badakhchan, les fermetures des frontières avec l'Afghanistan et le Kirghizstan à partir de 2020, ont participé de ce processus de centralisation, en suspendant les ressources produites par les frontières de manière prolongée. Empêcher de se tourner vers l'outre-frontière pose ainsi la question du retour à l'isolement de cette province, dont la population doit composer avec un gouvernement qui lui est hostile. La frontière en elle-même n'est ici qu'un instrument politique et non pas le symbole de la menace en elle-même. Près de vingt ans après le début de la coopération transfrontalière dans le Badakhchan, qui a transformé les régions frontalières en interface, et à la lumière des reconnections immatérielles que l'on a observées, la définition de la frontière tadjikistano-afghane ne saurait se limiter à l'imaginaire du danger.

Repenser le danger à la frontière

Qu'en est-il alors de cet imaginaire ? Le spectre du terrorisme au-delà de la frontière d'État, dans l'Afghanistan voisin, sert de justificatif au président Rahmon pour faire des Pamiris des ennemis de la nation et créer la cohésion. Il s'agit d'un élément clé du discours du danger qui manipule l'anxiété des citoyens et des partenaires

1. Voir Eeva-Kaisa PROKKOLA, « Border-Regional Resilience in EU Internal and External Border Areas in Finland », *European Planning Studies*, vol. 27, n° 8, 2019, p. 1587-1606 ; Sophie LAMBROSCHINI, « In the Borderlands of War of Eastern Ukraine. Making Borders by Mapping Needs and Social Practices », *TRAFO — Blog for Transregional Research*, 7 février 2018, DOI : 10.58079/us04.

2. Till MOSTOWLANSKY, « Dying Dreams in Tajikistan's Global Borderland », *Global History*, octobre 2022, p. 277-282.

internationaux en instrumentalisant la frontière comme source d'instabilité. Pourtant, la peur et la violence politique exercée par l'État ne rassemblent pas. Au contraire, elle divise car tous les citoyens n'ont pas la même expérience des mesures exceptionnelles prises pour affronter l'ennemi¹. Au Tadjikistan, l'instrumentalisation de la peur éloigne ainsi de jour en jour l'adhésion des Pamiris, une minorité linguistique et religieuse, au projet national.

Ces méthodes d'inspiration autoritaire soulèvent la question cruciale des conditions dans lesquelles les recherches sur ces sociétés peuvent s'accomplir. À l'heure de la publication de ce texte, la conduite de terrains ethnographiques dans le Pamir rencontre des obstacles croissants. Les chercheurs français n'obtiennent plus le soutien institutionnel pour se rendre dans ce qui est considéré comme une « zone rouge » par le ministère des Affaires étrangères, dont les « analystes du risque » ont souvent une connaissance superficielle des régions en question². La frontière tadjikistano-afghane a longtemps été étiquetée comme « formellement déconseillée » et a vu s'exercer une représentation cartographique très claire du discours du danger, mais l'absence de soutien des organismes français promouvant la recherche est désormais une norme.

Ces difficultés passées, les marges de manœuvre sur place se resserrent davantage. Non pas par l'impossibilité de se rendre sur le terrain, mais par la peur ambiante des résidents. L'accès à la province du Haut-Badakhchan ou à la frontière n'est pas plus difficile, il est même facilité par la réfection de la route M41. En revanche, rares sont désormais les résidents à parler volontiers du gouvernement ou de leur sentiment à son égard. Et lorsque cela est possible, c'est à voix basse, loin des foules et le regard constamment dirigé autour de soi, à l'affût de possibles oreilles malveillantes. Tout au long de cet ouvrage, je raconte les témoignages que mes hôtes et répondants ont partagé sans aucune auto-censure. De tels propos ne peuvent plus être recueillis aujourd'hui. Du côté afghan, on s'inquiète surtout des services de renseignement des Taliban et de leur capacité à intercepter des conversations téléphoniques. La crainte, le désespoir et l'incertitude de l'avenir ont pris la place d'une parole libre qu'on m'assurait, alors, n'entendre que dans les hautes montagnes du Pamir.

1. Patrick BOUCHERON, Corey ROBIN et Mariane Guillot (traductrice), *op. cit.*, 2015.

2. Voir Roland MARCHAL, « Une réflexion autour des terrains dangereux » dans Christelle CALMELS, Léonard COLOMBA-PETTENG, Adrien ESTÈVE et Emmanuel DREYFUS, *Enquêter en terrain sensible. Risques et défis méthodologiques dans les études internationales*, Paris, Presses du Septentrion, 2024, p. 27-33.

Si celui-ci a été dès le XI^e siècle une zone refuge, s'il a attiré tant d'explorateurs étrangers et continue à fasciner les touristes avides de l'inconnu, on cherche désormais à le fuir. Dans le Haut-Badakhchan, hommes et femmes tentent coûte que coûte d'échapper aux pratiques répressives d'un centre qui continue de nier l'identité et l'autonomie pamiries et ne résout pas les difficultés économiques. Certains vont jusqu'à essayer de traverser la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Profitant du régime sans visa dont bénéficient les porteurs d'un passeport russe¹, ce qui est le cas de nombreux Pamiris, ils commencent leur périple par un vol reliant la Russie au Mexique, avant de tenter de traverser la frontière états-unienne à pied.

L'ampleur de la violence à l'égard des communautés locales a consommé la rupture désormais nette entre la société civile du Haut-Badakhchan et l'État, même s'il reste encore de nombreux fonctionnaires d'origine pamir au sein des organes de sécurité. Signe de ce désespoir, trois personnes ont franchi la frontière afghane dans la foulée des brutalités de mai 2022 et ont pu rejoindre Fayzâbâd, préférant faire face au régime taliban. À Khorog, seulement trois semaines plus tard, un interlocuteur me confiait : « L'armée tirait sur les gens sans raison. » Et de conclure : « Le dernier chef local qui faisait le lien avec tous les autres a été neutralisé [...] C'était l'ultime obstacle pour le gouvernement. Maintenant, il peut faire ce qu'il veut. » Après avoir supprimé les chefs locaux du Haut-Badakhchan, le président Rahmon vise désormais un autre rempart de taille au contrôle de la province : les structures de l'Aga Khan.

Depuis 2022, les repères emblématiques de l'AKDN à Khorog ont été progressivement nationalisés : l'hôtel Serena, le parc municipal, l'Université d'Asie centrale et l'« hôpital de l'Aga Khan ». Les bureaux de nombreux programmes de développement, dont ceux de l'AKHS et de la First Microfinance Bank, ont été confisqués, tandis que le lycée Aga Khan a vu sa licence suspendue, le tout conduisant au limogeage de plus de 300 personnes. Bien plus visibles, les messages que les fidèles dessinaient à l'aide de pierres dans les montagnes pour témoigner leur dévotion à l'Imam disparaissent au profit de slogans nationalistes tadjiks, toujours plus nombreux. En 2021, lors d'une conversation sur le remplacement de l'autorité religieuse, un enseignant à Khorog résumait : « Les *khalifa* ne sont plus que des touristes

1. Farangis NAJIBULLAH, « Central Asian Migrants Flock to Mexico in Pursuit of "American Dream" », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 23 mai 2023 : www.rferl.org/a/central-asian-migrants-mexico-american-dream/32416006.html (consulté le 8 juillet 2025).

aujourd'hui », soulignant la désormais futilité de leur statut. Ce même enseignant confia trois ans plus tard :

Les *khalifa* pourraient revenir. Le gouvernement n'autorise pas les *mukhi* nommé par les institutions ismaéliennes. Il préfère les *khalifa*. Cette fois-ci, ils vont être nommés par le gouvernement. Comme à la période soviétique¹.

En juillet 2025, de retour à Khorog, j'assistais en effet au *nikkah*² d'un couple ismaélien, assuré par celui qui se présentait, en tadjik, comme le « khalifa officiel » de la *mahalla*. Ainsi, en plus de s'ingérer dans les activités de développement de l'Aga Khan, l'État inter-fère directement dans la sphère religieuse et intime à l'encontre des réformes voulues par l'Imam et de la réorganisation structurelle du clergé ismaélien. En définitive, un constat se fait sans équivoque : le discours du danger à la frontière afghane ricoche sur la politique intérieure dans le Haut-Badakhchan, anéantissant « l'une des sociétés civiles les plus vibrantes et les plus indépendantes d'Asie centrale³ ».

En parallèle, dans l'outre-frontière, les communautés ismaéliennes bénéficient certes à nouveau des relations transfrontalières mais sont attaquées dans leur identité. La politique étrangère des Taliban, en faveur de l'ouverture de l'Afghanistan et de la connectivité régionale, ne saurait faire l'ombre sur les obscures mesures sociales œuvrant à l'intérieur du pays. Certes, quelques écoles financées par la fondation PATRIP, qui travaille avec l'AKF, ont pu être construites dans le nord du Badakhchân depuis août 2021. Pamir Energy est aussi parvenue à installer ou rénover les infrastructures d'électricité. Mais les Taliban imposent des règles religieuses à rebours des pratiques ismaéliennes que nous avons déjà évoquées. Plus grave encore, ils construisent des mosquées gigantesques face à la frontière et organisent des déplacements de populations dans le Badakhchân, jusqu'à Echkâchem, pour établir une majorité pachtoune, méthode qui rappelle la politique de contrôle de ces mêmes territoires par le despotique émir Abdur Rahmân Khân au XIX^e siècle. Un tel ébranlement interroge les rapports de gouvernance locale dans l'espace transfrontalier et l'influence du nouveau régime sur les autres formes d'autorité, dont les institutions ismaéliennes, qui tentent de maintenir une présence.

1. Shodmon, conversation informelle avec l'auteure, Khorog, juin 2020 et échange épistolaire avec l'auteure, février 2024.

2. Mariage contractuel dans la tradition islamique.

3. Suzanne LEVI-SANCHEZ, « The Assassination that Shook the Pamir Mountains to the Core », *Open Democracy*, 3 août 2022 : www.opendemocracy.net/en/odr/gorno-badakhshan-mamadboqirov-tajikistan-pamir-mountains/ (consulté le 8 juillet 2025).

Il devient aussi de plus en plus évident que les deux gouvernements, au Tadjikistan et en Afghanistan, adoptent des mesures similaires pour effacer les traits identitaires des communautés de la frontière dans le Badakhchan¹. N'est-ce pas là la véritable menace ?

Le danger que l'on observe à la frontière est donc plus que jamais à rebours des discours prônant l'arrivée imminente d'un désordre régional. Il est davantage le fait de la politique des acteurs dominants que d'agents non étatiques. Depuis le début des années 2000, les *border studies* se sont focalisées essentiellement sur « l'étude des frontières à la frontière² ». Dans cette veine, le quotidien de l'espace transfrontalier du Badakhchan raconté ici est le plaidoyer d'un regard sur le local, plutôt qu'une généralisation visant à imposer des analyses géopolitiques éloignées des vécus. L'enjeu incontestable qui se joue aujourd'hui entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dans les confins du Pamir, relève avant tout de la survie de minorités linguistiques et religieuses menacées par des régimes prédateurs, et ce, des deux côtés de la frontière.

© PULM

1. Il conviendrait aussi de s'interroger sur les convergences, voire les influences, des pratiques exercées par le fidèle partenaire russe à l'égard des opposants potentiellement trop gênants. Moscou a placé en août 2023 l'Aga Khan IV sur une liste de personnalités sous sanction et n'a pas hésité, à la demande de Douchanbé, à renvoyer des Pamiris (binationaux ou non) vers le Tadjikistan.

2. Marco MOGIANI, « Studying Borders from the Border : Reflections on the Concept of Borders as Meeting Points », *Geopolitics*, vol. 28, n° 3, 2022, p. 1323-1341.

Bibliographie indicative

Cette bibliographie contient uniquement des titres d'ouvrages en français, en anglais et en allemand. Les références dans d'autres langues et sous d'autres formats sont indiquées en notes de bas de page au fil de l'ouvrage.

- AMILHAT SZARY Anne-Laure, *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?*, Paris, Presses universitaires de France, 2015, 160 p.
- BARTH Fredrik, *Théories de l'ethnicité*, suivi de Philippe POUTIGNAT et Jocelyne STREIFF-FENART, *Les groupes ethniques et leurs frontières*, traduit par Jacqueline Bardolph, Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, Paris, Presses universitaires de France, 1995, 270 p.
- BERGNE Paul, *The Birth of Tajikistan : National Identity and the Origins of the Republic*, Londres, IB Tauris, 2007, 207 p.
- BLEUER Christian et NOURZHANOV Kirill, *Tajikistan : A Political and Social History*, Canberra, Australian National University Press, 2013, 404 p.
- BLISS Frank, *Social and Economic Change in the Pamirs (Gorno-Badakhshan, Tajikistan)*, New-York, Routledge, 2006, 378 p.
- CANFIELD Robert Leroy, *Faction and Conversion in a Plural Society : Religious Alignments in the Hindu Kush*, Ann Arbor (Mich.), University of Michigan, 1973, 142 p.
- CHANDLER Andrea M., *Institutions of Isolation : Border Controls in the Soviet Union and its Successor States, 1917-1993*, Montréal/Londres, McGill-Queen's University Press, 1998, 205 p.
- COLLINS Kathleen, *Clan Politics and Regime Transition in Central Asia*, Cambridge/New-York/Melbourne [etc.], Cambridge University Press, 2006, 376 p.
- DAFTARY Farhad, *The Ismailis : Their History and Doctrines, Second Edition*, Cambridge/New-York/Melbourne [etc.], Cambridge University Press, 2007, 772 p.

- DAGIEV Dagikhudo et FAUCHER Carole (éd.), *Identity, History and Trans-Nationality in Central Asia. The Mountain Communities of Pamir*, Londres/New-York, Routledge, 2018, 299 p.
- DIENER Alexander C. et HAGEN Joshua, *Borders : A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2012, 152 p.
- DULLIN Sabine, *La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2014, 355 p.
- EICKELMAN Dale F., *Russia's Muslim Frontiers : New Directions in Cross-cultural Analysis*, Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 1993, 206 p.
- EPKENHANS Tim, *The Origins of the Civil War in Tajikistan : Nationalism, Islamism and Violent Conflict in Post-Soviet Space*, Lanham/Boulder/New-York/Londres, Lexington Books, 2016, 401 p.
- EWANS Martin, *Securing the Indian Frontier in Central Asia. Confrontation and Negotiation, 1865-95*, Londres/New-York, Routledge, 2010, 209 p.
- FARHANG Sediq, *Afghanistan, les cinq derniers siècles. Deuxième partie. De 1919 à 1979*, Paris, Centre d'études et de recherches documentaires sur l'Afghanistan (CEREDAF), 2014, 414 p.
- FARHANG Sediq, *Afghanistan, les cinq derniers siècles. Première partie. Du XVI^e siècle à 1919*, Paris, Centre d'études et de recherches documentaires sur l'Afghanistan (CEREDAF), 2011, 367 p.
- FEYISSA Dereje et HOEHNE Markus Virgil (éd.), *Borders and Borderlands as Resources in the Horn of Africa*, Woodbridge/Rochester, James Currey, 2010, 205 p.
- FOLTZ Richard, *A History of the Tajiks : Iranians of the East*, Londres/New-York, IB Tauris, 2019, 231 p.
- FOUCHER Michel, *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991, 691 p.
- GORSHENINA Svetlana, *Asie centrale. L'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris, CNRS Éditions, 2012, 384 p.
- GOZIEV Saidbek, *Mahalla — Traditional Institution in Tajikistan and Civil Society in the West*, New-York, Peter Lang, 2015, 186 p.
- GREVEMEYER Jan-Heeren, *Herrschaft, Raub und Gegenseitigkeit : Die politische Geschichte Badakhshans 1500-1883*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1982, 254 p.
- GUICHONNET Paul et RAFFESTIN Claude, *Géographie des frontières*, Paris, Presses universitaires de France, 1974, 223 p.

- HEATHERSHAW John, *Post-Conflict Tajikistan. The politics of Peacebuilding and the Emergence of Legitimate Order*, Londres/New-York, Routledge, 2009, 224 p.
- HOPKINS Benjamin D., *The Making of Modern Afghanistan*, New-York, Palgrave Macmillan, 2008, 258 p.
- HUNSBERGER Alice C., *Nasir Khusraw, the Ruby of Badakhshan : A Portrait of the Persian Poet, Traveller and Philosopher*, Londres/New-York, IB Tauris, 2000, 292 p.
- ILOLIEV Abdulmamad, *The Ismā'īlī-Sufī Sage of Pamir : Mubārak-i Wakhānī and the Esoteric Tradition of the Pamiri Muslims*, Amherst (N.Y.), Cambria Press, 2008, 238 p.
- JONSON Lena, *Tajikistan in the New Central Asia. Geopolitics, Great Power, Rivalry and Radical Islam*, Londres/New-York, IB Tauris, 2006, 252 p.
- KASSYMBEKOVA Botakoz, *Despites Cultures : Early Soviet Rules in Tajikistan*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2016, 272 p.
- KEOHANE Robert O. et NYE Joseph S., *Power and Interdependence*, New-York, Longman, 2012, 330 p.
- KREUTZMANN Hermann, *Wakhan Quadrangle : Exploration and Espionage during and after the Great Game*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2017, 282 p.
- KREUTZMANN Hermann, *Pamirian Crossroads*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2015, 559 p.
- KREUTZMANN Hermann, *Ethnizität im Entwicklungsprozeß. Die Wakhi in Hochasien*, Berlin, Dietrich Reimer Verlag, 1996, 488 p.
- KREUTZMANN Hermann et WATANABE Teiji (éd.), *Mapping Transition in the Pamirs. With Case Studies on the Changing Human-Environmental Landscapes*, Cham, Springer, 2016, 274 p.
- LEVI-SANCHEZ Suzanne, *The Afghan-Central Asia Borderland. The State and Local Leaders*, Londres/New-York, Routledge, 2016, 182 p.
- MARSDEN Magnus, *Trading Worlds : Afghan Merchants Across Modern Frontiers*, Londres, Hurst, 2016, 432 p.
- MASTIBEKOV Otambek, *Leadership and Authority in Central Asia. The Ismaili Community in Tajikistan*, Londres/New-York, Routledge, 2014, 185 p.
- MOSTOWLANSKY Till, *Azan on the Moon : Entangling Modernity along Tajikistan's Pamir Highway*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2017, 216 p.

- MURTAZASHVILI Jennifer Brick, *Informal Order and the State in Afghanistan*, New-York, Cambridge University Press, 2016, 325 p.
- POLAT Necati, *Boundary Issues in Central Asia*, Ardsley (N.Y), Transnational Publishers, 2002, 282 p.
- POOR Daryoush Mohammad, *Authority without Territory. The Aga Khan Development Network and the Ismaili Imamate*, New-York, Palgrave Macmillan, 2014, 258 p.
- REEVES Madeleine, *Border Work : Spatial Lives of the State in Rural Central Asia*, Ithaca (N-Y)/Londres, Cornell University Press, 2014, 292 p.
- ROSENAU James N., *Turbulence in World Politics : A Theory of Change and Continuity*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1990, 480 p.
- SHAHRANI Nazif Mohib, *The Kirghiz and Wakhi of Afghanistan : Adaptation to Closed Frontiers*, Seattle, University of Washington Press, 1979, 264 p.
- STEINBERG Jonah, *Isma'ili Modern : Globalization and Identity in a Muslim Community*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011, 234 p.
- STEPHEN-EMMRICH Manja et SCHRÖDER Philipp (éd.), *Mobilities, Boundaries and Travelling Ideas. Rethinking Translocality Beyond Central Asia and the Caucasus*, Cambridge, Open Book Publishers, 2019, 371 p.
- WHITLOCK Monica, *Beyond the Oxus : the Central Asians*, Londres, John Murray, 2002, 290 p.
- WILDE Andreas, *What is Beyond the River ? Power, Authority, and Social Order in Transoxiana 18th-19th Centuries*, vol. 1, Vienne, Académie des sciences d'Autriche, 2016, 450 p.
- WILSON Thomas M., *Borders, Boundaries, Frontiers : Anthropological Insights*, Toronto, University of Toronto Press, 2023, 153 p.
- ZARTMAN William (éd.), *Understanding Life in the Borderlands. Boundaries in Depth and in Motion*, Athens (Ga.), University of Georgia Press, 2010, 251 p.

Annexes

Annexe 1. Liste des entretiens semi-directifs

Tous les noms sont des pseudonymes, sauf suivis par un astérisque.

#	Nom Lieu, date de l'entretien	Catégorie de répondant Lieu d'origine
1	Abdalsami Khorog, 15 juillet 2021.	Employé de l'AKDN. Pakistan.
2	Amir Khorog, 10, 15 juillet 2021.	Résident de la frontière et employé de l'AKDN. Sheghnân.
3	Ashur Douchanbé, 14 août 2019.	Résident de la frontière. Shoughnon.
4	Barno et Sahba Douchanbé, 7 juillet 2021.	Résidentes de la frontière. Shoughnon.
5	Barno Entretien téléphonique, 18, 20 novembre 2020.	Résidente de la frontière. Shoughnon.
6	Bibijon Douchanbé, 30 juillet 2019.	Résidente de la frontière. Shoughnon.
7	Chamali Vanj, 19 juin 2021.	Résident de la frontière. Vanj.
8	Daria Qala-i Khumb, 30 juin 2021.	Résidente de la frontière. Darwoz.
9	Delbar et Dunio Douchanbé, juillet 2019.	Résidentes de la frontière. Shoughnon.
10	Dilnoza Khorog, 26 juin 2021.	Résidente de la frontière. Shoughnon.
11	D ^r Nizam et D ^r Kyro Khorog, 12 juillet 2021.	Médecins employés par l'AKDN. Shoughnon.
12	D ^r Nizam Khorog, 12 juillet 2021.	Médecin employé par l'AKDN. Shoughnon.
13	D ^r Zolaikha Khorog, 12 juillet 2021.	Médecin employée par l'AKDN. Shoughnon.
14	Farâmuz Douchanbé, 13 août 2019.	Diplomate de l'ambassade d'Afghanistan à Douchanbé. Kaboul.
15	Farrukh et Vakhtang Douchanbé, 30 juillet 2019.	Résidents de la frontière. Shoughnon.

#	Nom Lieu, date de l'entretien	Catégorie de répondant Lieu d'origine
16	Farzona Entretien téléphonique, 30 juillet 2019.	Résidente de la frontière. Shoughnon.
17	Gulagha Kirghizstan, 29 novembre 2019.	Résident de la frontière et <i>khalifa</i> . Shoughnon.
18	Gulchera Langar, 24 juin 2021.	Résidente de la frontière. Ichkachim.
19	Iskandar Khorog, 20 juin 2021.	Résident de la frontière. Shoughnon.
20	Iskandar et Sohrob Khorog, 20 juin 2021.	Résidents de la frontière. Shoughnon.
21	Iman Khorog, 5 août 2019.	Résident de la frontière. Shoughnon.
22	Imonbek Khorog, 13 juillet 2021.	Employé de l'AKDN. Vanj.
23	Issavi Khorog, 20 juin 2021.	Résident de la frontière. Shoughnon.
24	Kayan Vanj, 18 juin 2021.	Résident de la frontière. Vanj.
25	Keshvar Entretien téléphonique, 12 novembre 2021.	Résident de la frontière. Sheghnân.
26	Mahdi Douchanbé, 9 juillet 2021.	Conseiller de l'ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan à Douchanbé. Pandjshir.
27	Masih Khorog, 21 juin 2021.	Résident de la frontière. Shoughnon.
29	Mehmon Vanj, 19 juin 2021.	Chauffeur sur la M41, le long de la frontière. Vanj.
30	Milâd Douchanbé, 14 août 2019.	Résident de Douchanbé, afghano-tadjikistanais. Douchanbé.
31	Mohor Qala-i Khumb, 30 juin 2021.	Résidente de la frontière. Darwoz.
32	Nurgol Khorog, 26 juin 2021.	Guide touristique pour l'AKDN dans le Haut-Badakhchan. Rouchan.
33	Olim Langar, 24 juin 2021.	Résident de la frontière. Ichkachim.
34	Rustam Ichkachim, 22 juin 2021.	Résident de la frontière. Ichkachim.
35	Ramina Khorog, 12 juillet 2021.	Employée de Pamir Energy. Shoughnon.
36	Rayhon Douchanbé, 25 juillet 2019.	Employée de l'OIM. Douchanbé.
37	Sara Khorog, 6 août 2019.	Employée de Pamir Energy. Canada.

#	Nom Lieu, date de l'entretien	Catégorie de répondant Lieu d'origine
38	Saman Reyn, 22 juin et 24 juin 2021.	Résident de la frontière. Ichkachim.
39	Sitora Douchanbé, 14 août 2019.	Résidente de la frontière. Shoughnon.
40	Shahruz et Orang Khorog, 26 juin 2021.	Résidents de la frontière. Sheghnân.
41	Shamsher Khumrogi, 7 août 2019.	Commerçant sur le marché transfrontalier de Vanj. Vanj.
42	Siyovosh Khorog, 8 juillet 2021.	Résident de la frontière. Shoughnon.
43	Sohrob Khorog, 27 juin 2021.	Résident de la frontière. Shoughnon.
44	Salim Kirghizstan, 13, 29 novembre 2019.	Résident de la frontière. Shoughnon.
45	Timur Entretien épistolaire, mai 2020.	Historien du Pamir. Shoughnon.
46	Vadim Khorog, 28 juin 2021.	Résident de la frontière. Ichkachim.
47	Vardo et Almira Douchanbé, 22 juillet 2019.	Résidentes de la frontière. Shoughnon.
48	Yana Douchanbé, 2 juillet 2019.	Résidente de Douchanbé. Douchanbé.
49	Zahir Aghbar* Douchanbé, 9 juillet 2021.	Ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan à Douchanbé. Pandjshir.
50	Zhavia Douchanbé, 27 juillet 2019.	Employée de l'OIM. Douchanbé.

Annexe 2. Traversées de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan dans le Badakhchan dans le cadre du programme de mobilité médicale de l'AKHS (2015-2020)

Les patients afghans sont exclusivement originaires des districts frontaliers dans le Badakhchân.

Motif de la traversée	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	TOTAL
Professionnels de santé tadjikistanais employés dans les districts frontaliers du Badakhchân afghan	23	16	13	13	13	13	-

Motif de la traversée	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	TOTAL
Consultations dans les districts frontaliers du Badakhchân afghan par les professionnels de santé employés au Tadjikistan	2 315	3 326	3 296	4 643	3 633	432	17 645
Opérations chirurgicales dans les districts frontaliers du Badakhchân afghan par les professionnels de santé employés au Tadjikistan	264	323	235	382	355	37	1 596
Patients afghans critiques des districts frontaliers soignés dans des centres de santé au Tadjikistan	112	134	102	73	54	3	478
Patients afghans suggérés pour être traités au Tadjikistan mais n'ayant pas pu traverser SP : À cause de la situation politique en Afghanistan CC : À cause des conditions climatiques R : Refoulement par les gardes-frontières	22 SP	20 SP	42 SP	60 SP	48 SP CC	6 R	198
Professionnels de santé ayant effectué une formation transfrontalière	110	116	120	206	175	28	755
Échantillons de patients afghans analysés à Khorog (Khorog Regional Diagnostic Unit)	2 283	2 072	1 087	1 203	924	607	8 176
Patients afghans ayant reçu une radiographie, un scan, une mammographie ou une échographie à Khorog (Khorog Regional Diagnostic Unit)	178	170	106	99	75	15	643
Patients afghans ayant reçu des soins dentaires à Khorog (Khorog Dental Center)	7	4	2	166	772	111	1 062

*Jusqu'à fin mai 2020.

Source : documentation interne de l'AKHS, 2021.

Remerciements

J'adresse mon immense gratitude à toutes celles et ceux qui ont suivi ce projet de publication. L'espace et le temps que m'ont accordés mes collègues de DIMAS à l'Université de Ratisbonne ont été indispensables à l'écriture et la réflexion. Je suis particulièrement redevable à Timothy Nunan qui n'a de cesse de m'encourager dans ma recherche et de se battre contre toute externalité administrative qui m'en empêcherait. Un superviseur plus lointain de la Bavière m'avait accordé sa confiance déjà bien avant l'élaboration de ma thèse, en m'offrant les clés de mon premier bureau de recherche. Benoît de Tréglodé m'a ainsi suivie dès mon projet de thèse balbutiant rédigé en 2018 jusqu'à m'accompagner dans la publication de cet ouvrage, sept ans plus tard. Je le remercie de m'avoir encouragée à produire un livre en français sur le Pamir, peu représenté dans les sciences sociales, et de croire en mes capacités d'accomplir ce dessein. Je suis extrêmement reconnaissante à Till Mostowlansky, fin connaisseur du Pamir qui a tant inspiré mes recherches et ma conduite du terrain, de me faire l'honneur de préfacer cet ouvrage.

Mener les enquêtes qui illustrent ce travail n'aurait pas été possible sans le concours de tous mes hôtes, d'un jour ou de plusieurs semaines. La liste de toutes les personnes qui m'ont aidée sur place occuperait bien plus qu'une page et, dans le respect de leur volonté d'anonymat, je les remercie par le biais des lieux où nous nous sommes fréquentés : sur les marchés transfrontaliers, à Douchanbé, Vanj, Potov (dont est originaire ma chère amie qui se reconnaîtra), Poyi Mazor, Qala-i Khumb, Darwoz, à Khorog, le quartiers UPD et Barkharag, Niwodak, Tem, Ichkachim, Reyn, Langar, Ratm, à Roshtqala et dans de nombreux villages de la vallée du Bartang, Mourghab, Sary Tash, et sur les routes et chemins qui les relient. Je suis aussi redevable à tous les chauffeurs qui m'ont emmenée vers et hors du Pamir et qui m'ont pour beaucoup prêté main forte pour des aspects logistiques qui m'échappaient. *Qologh bisior.*

À Douchanbé et à Khorog, j'ai bénéficié du soutien des chercheurs et des étudiants de l'Université d'Asie centrale, des bibliothèques nationales, des centres culturels ismaéliens, des employés de différents

programmes du Réseau Aga Khan de Développement. Plus particulièrement, des responsables de la Fondation Aga Khan Afghanistan m'ont littéralement ouvert les portes de leurs locaux, m'offrant un cadre de travail privilégié et m'autorisant à y conduire de multiples entretiens. Sultonbek Aksakolov m'a donné accès à des sources en tadjik, en russe et en shoughni que je chercherais encore aujourd'hui sans son aide. Les diplomates et employés de l'ambassade d'Afghanistan à Douchanbé m'ont toujours accueillie comme une citoyenne afghane, même dans les temps obscurs de la prise de pouvoir des Taliban de leurs villes et villages d'origine. Il y a aussi toutes ces personnes croisées au gré du doctorat, des chercheurs et passionnés du Badakhchan à Paris aux Pamiris près du « pont de l'amitié » reliant l'Afghanistan à l'Ouzbékistan. Parmi elles je remercie infiniment Marie Hakenberg. Aux États-Unis, je suis redevable à Benjamin Hopkins et Marlène Laruelle qui m'ont fait bénéficier d'un environnement de recherche propice à l'inspiration et à l'écriture. J'exprime également ma gratitude à tous mes collègues du Centre de recherches Europes Eurasie à l'INALCO, qui ont partagé plus qu'une expérience de thèse et m'ont accordé leur appui, aussi bien scientifique et administratif, qu'amical. Parmi eux, ma directrice de thèse, Catherine Pujol, n'a cessé de m'encourager à me rendre encore et toujours sur le terrain.

Les organismes suivants ont apporté un support financier, de près ou de loin, à mon travail et ont grandement facilité mes mobilités internationales : le CREE ; l'École doctorale n° 265 ; la Fondation Delta on the Move ; la Fondation Pierre-Ledoux Jeunesse internationale sous l'égide de la Fondation de France ; l'Institut français d'Études sur l'Asie centrale (IFEAC) ; l'Institut des Hautes Études de Défense nationale (IHEDN) ; l'Institut de Recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) ; le Leibniz ScienceCampus ; la Région Île-de-France ; l'Université de Ratisbonne ; le Woodrow Wilson Center *via* le Kennan Institute.

Ce travail a enfin vu le jour grâce à l'accompagnement de mes proches. Je remercie Jules Sergei Fediunin, Anastasiia Kozyreva, Emmanuel Dreyfus, Suzy Blondin et Sophie Hohmann en particulier pour leurs relectures, leur écoute et leur disponibilité. David J. A. m'a offert la confiance que je ne trouve pas en moi-même et Zolaïkha Ali (1986-2024) m'a guidée dès mon premier séjour dans le Pamir. Chamsia, Loïc, Pachtoun, Shirine, Darya, ainsi que ma mère, Claudia, ont été d'un soutien sans faille, en particulier depuis le 25 avril 2022.

Je dédie ce livre à ma mère, Claudia, et à mon père, Hodayun (1955-2022). Lui qui m'a appris de l'Afghanistan et de l'Asie centrale bien plus que tous les ouvrages que l'on puisse lire en une existence. L'aboutissement de ce manuscrit est un hommage à notre relation, qui se passe désormais de mots, mais qui perdure, au-delà de toute frontière.

© PULM

Index

- A**
- Abdur Rahmân Khân 15, 61, 62, 63, 68, 276
- Afghanistan
- DABS 210, 212, 262, 263
 - émirat 49, 60, 61, 68
 - empire 57, 58, 59
 - guerre civile 15, 75, 164, 249
 - guerre contre l'URSS 26, 72, 73, 176, 177
 - indépendance 67
 - perception 117, 119, 120, 123, 124, 125, 126, 127, 129, 135, 151
 - république islamique 37, 96, 133, 134, 137, 186, , 204, 243, 249
 - royaume 66, 67, 69, 70, 71, 115, 200
 - territoire national 37, 38, 50, 53, 68, 69, 72, 75, 87, 98, 101, 102, 117, 118, 119, 121, 129, 133, 138, 146, 147, 151, 160, 163, 166, 167, 182, 192, 207, 210, 211, 228, 231, 232, 237, 241, 244, 252, 263, 264
 - zones frontalières 33, 44, 48, 49, 53, 54, 66, 88, 95, 118, 151, 162, 165, 166, 169, 171, 176, 192, 204, 205, 206, 211, 212, 214, 227, 229, 232, 256, 257
- Aga Khan 33, 34, 64, 76, 97, 101, 102, 108, 110, 111, 112, 144, 155, 156, 157, 158, 160, 166, 168, 206, 230, 259, 269, 270, 277
- AKDN 33, 34, 38, 102, 103, 106, 107, 108, 110, 117, 121, 151, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 168, 169, 170, 171, 186, 189, 192, 200, 201, 204, 205, 207, 208, 211, 212, 214, 215, 221, 257, 258, 259, 260, 269, 275
- AKF Afghanistan 107, 160, 164, 214, 256, 259, 260, 276
- AKHS 162, 204, 205, 206, 207, 216, 222, 255, 256, 257, 275, 285
- Amou Darya 25, 26, 35, 46, 47, 49, 55, 56, 57, 59, 60, 61, 63, 66, 67, 69, 70, 71, 72, 73, 100, 134, 192, 213, 215
- B**
- Badakhchan
- Badakhchân (Afghanistan) 9, 15, 30, 46, 48, 50, 53, 65, 85, 101, 119, 126, 137, 147, 160, 182, 184, 190, 191, 192, 195, 198, 202, 204, 205, 208, 210, 211, 214, 221, 222, 225, 226, 227, 232, 237, 238, 242, 245, 254, 259, 276, 285, 286
 - Badakhchan historique 25, 35, 38, 43, 49, 51, 52, 53, 57, 58, 63, 68, 71, 86, 119, 120, 121, 124, 148, 150
 - définition 48
 - étymologie 44, 47

- Haut-Badakhchan (Tadjikistan) 30, 36, 47, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 65, 66, 67, 74, 76, , 77, 78, 80, 81, 85, 86, 87, 88, 89, 92, 94, 95, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 129, 132, 134, 136, 137, 139, 140, 142, 144, 145, 147, 148, 149, 151, 152, 158, 159, 160, 163, 165, 169, 171, 173, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 190, 191, 197, 198, 201, 203, 206, 208, 209, 211, 218, 222, 223, 234, 235, 236, 242, 243, 245, 252, 253, 254, 257, 259, 269, 270, 271, 273, 274, 275, 276
- perception 48, 49, 55
- Barth, Fredrik 140, 146
- basmatchi 66
- Bliss, Frank 43
- BOMCA 174, 175
- BOMNAF 174, 175
- BRI 180, 181, 182, 184
- C**
- CEI 134, 157, 233
- centres de santé 121, 204, 205, 206, 212, 222, 286
- Chine 25, 37, 44, 49, 50, 52, 53, 55, 58, 64, 68, 70, 88, 115, 119, 120, 144, 146, 147, 167, 171, 179, 180, 181, 182, 183, 197, 201, 250, 254, 273
- Chitral 44, 68, 99
- commerce
- régional 35, 70, 87, 166, 179, 184, 190, 200
- transfrontalier 39, 94, 165, 167, 175, 184, 193, 195, 197, 217, 218, 221, 234, 235, 258
- connectivité
- régionale 171, 181, 262, 276
- transfrontalière 22, 31, 32, 135, 162, 164, 179, 182, 221, 263, 269
- coopération transfrontalière 31, 39, 76, 151, 160, 170, 171, 190, 193, 210, 212, 214, 215, 234, 251, 260, 263, 264, 269, 272, 273
- D**
- danger
- imaginaire du 27, 28, 29, 31, 40, 129, 131, 132, 173, 178, 217, 226, 229, 233, 237, 267, 268, 273, 274, 276
- dari 54, 191, 207, 240
- Darwaz
- Darwâz (Afghanistan) 9, 69, 133, 158, 188, 191, 220, 226, 227, 229, 252
- Darwaz historique 9, 59, 61, 121, 148, 149
- Darwoz (Tadjikistan) 9, 54, 67, 78, 85, 89, 112, 135, 142, 148, 149, 150, 151, 152, 165, 171, 181, 199, 205, 214, 215, 245
- découpe à la hâche 63
- didor 157
- Douchanbé 181
- Dourâni, Ahmad Shâh 57, 58, 59
- drogue
- consommation 82, 95, 233, 234, 259
- trafic 28, 77, 95, 134, 178, 199, 230, 233, 234, 235, 236, 237, 250
- E**
- Echkâchem 220, 229, 247, 252, 276
- F**
- farman 68, 99, 108, 168

- Fayzâbâd 50, 51, 57, 127, 147, 166, 188, 204, 206, 210, 220, 227, 261, 275
- Feyissa, Dereje 32, 115, 121
- frontière
- administrative 25, 36, 37, 38, 89, 90, 99, 115, 118, 119, 121, 134, 144, 145, 147, 170, 213
 - border studies 37, 38
 - coloniale 25, 34, 35, 43, 49, 60, 148, 151
 - contrôle 65, 66, 70, 90, 91, 92, 133, 134, 166, 173, 174, 176, 177, 182, 238, 248, 255
 - démarcation 43, 58, 59, 61, 62, 63, 65, 67, 69, 70, 93, 140, 184, 213, 214
 - fermeture 34, 70, 71, 72, 100, 108, 117, 118, 125, 126, 158, 166, 179, 218, 225, 229, 238, 247, 248, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 260, 261, 262, 264, 265, 272
 - limite 38, 39, 137, 145, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 242, 248, 251, 255
 - mentale 48, 53, 87, 90, 111, 112, 124, 139, 140, 141, 143, 148, 150, 152, 271
 - outre-frontière 39, 40, 68, 69, 76, 116, 120, 122, 123, 124, 125, 126, 129, 140, 146, 147, 241, 270
 - paysage 122, 125, 129, 131, 164, 227, 228
 - perception 27, 28, 29, 31, 34, 44, 72, 73, 89, 90, 100, 122, 124, 125, 126, 127, 131, 158, 173, 176, 178, 188, 202, 207, 221, 234
 - ressource 32, 33, 34, 66, 71, 72, 115, 116, 117, 118, 133, 158, 170, 180, 187, 191, 192, 193, 195, 200, 206, 207, 212, 215, 219, 236, 263, 268, 271, 272
 - rhétorique 175, 176
 - sécuritisation 132, 133, 134, 138, 229, 237, 250
 - symbole 36, 164, 169, 172
 - traversée 39, 55, 66, 69, 70, 71, 72, 107, 115, 116, 117, 123, 129, 136, 179, 186, , 187, 188, 189, 190, 199, 200, 202, 204, 205, 206, 207, 215, 216, 217, 218, 219, 224, 227, 233, 234, 235, 236, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 253, 254, 257, 261, 262, 263, 268, 269, 271, 275, 276, 285
 - vision classique 31, 33, 38, 237, 251
- ## G
- garde-frontière 31, 65, 70, 71, 72, 75, 77, 91, 92, 107, 133, 182, 205, 206, 217, 218, 228, 243, 261, 286
- GBAO 49, 67
- Grande-Bretagne 63, 66
- Grand Jeu 25, 26, 43, 47, 60, 62, 200
- ## H
- Haut-Badakhchan
- accessibilité 179, 181, 183, 190, 197, 216, 219, 274
 - chefs locaux 81, 93, 95, 106, 107, 108, 109, 111, 112, 275
 - création 52, 67, 87, 140
 - définition 47
 - démographie 49, 52, 53
 - géographie 49, 50, 190, 236
 - gouverneur 104, 106, 107, 245
 - guerre civile 52, 74, 76, 87, 94, 145, 157
 - organisation administrative 78, 80
 - société civile 77, 85, 111, 116, 275
- Hoehne, Markus V. 115

I

Ichkachim 54, 65, 67, 72, 77, 78,
107, 111, 112, 118, 125, 129,
135, 142, 158, 164, 165, 171,
175, 183, 188, 193, 195, 196,
199, 201, 205, 214, 218, 222,
235, 241, 245, 246, 253, 254

Imam 33, 34, 97

infrastructure
intérieure 101, 103, 131, 133,
136, 160, 172, 174, 180, 182,
191, 204, 208, 212, 220, 221,
222, 276

transfrontalière 30, 31, 34, 38, 89,
115, 116, 129, 164, 166, 167,
171, 175, 179, 190, 202, 215,
217, 233, 235, 263, 264, 269,
271

ismaélisme
autorité 95, 97, 99, 101, 103, 104,
107, 160, 187, 188, 260, 268,
269, 276

constitution 97, 102, 155, 156,
159, 168

croyant 30, 33, 34, 48, 52, 53, 55,
87, 97, 102, 122, 144, 147,
151, 155, 156, 157, 158, 159,
160, 166, 169, 227, 262, 270,
276

histoire 35, 53, 61, 63, 64, 65, 68,
86, 87, 99, 100, 148, 188

identité 141, 143, 144, 145, 146,
147, 169, 269

pratique 102, 151, 158

principe 34, 53, 72, 76, 97, 99,
101, 105, 155, 156, 157, 164,
166, 168, 169, 230

transnationalisme 33, 34, 38, 51,
99, 102, 110, 144, 155, 156,
157, 158, 159, 160, 162, 164,
166, 167, 168, 169, 207, 212,
269, 270

isolement 30, 76, 166, 190, 191,
201, 268, 273

ITREB 102, 106, 168

J

Jamat
locale 111
mondiale 111, 155, 156, 157, 164,
168, 169, 170

jamatkhana 100, 101, 102, 120, 159,
168

JICA 165, 171, 199, 235

K

Kaboul 51, 58, 75, 123, 124, 127,
185, 189, 201, 206, 210, 217,
225, 227, 232, 236, 239, 240,
241, 245, 248, 250, 253, 258,
262

Kachgar 58, 88, 179

Karakoram 44, 180

Karasu 179, 182

khalifa 68, 99, 100, 101, 102, 106,
151, 158, 275, 276

Khatlon 78, 85, 88, 162, 172, 173,
178, 181, 182, 186, 195, 226,
234, 235, 241, 244, 245, 261

Khorog 49, 65, 70, 72, 77, 85, 92,
101, 102, 106, 107, 108, 109,
110, 111, 112, 113, 116, 117,
118, 120, 125, 126, 127, 129,
133, 134, 135, 142, 145, 148,
150, 151, 152, 160, 162, 168,
179, 182, 187, 188, 189, 190,
195, 196, 197, 198, 201, 202,
204, 205, 206, 208, 210, 216,
219, 220, 222, 228, 232, 233,
234, 243, 246, 253, 258, 261,
275, 286

kirghiz
ethnonyme 47, 48, 54, 146, 149,
201, 202, 243

langue 48

Kirghizstan 37, 50, 157, 162, 177,
180, 186, 253, 254, 262, 273

Koshkaki, Mawlawi Borhân al-din
Khân 15

Kreutzmann, Hermann 22, 30, 43,
51

Kulma 179, 181

Kunduz 166, 176, 177, 185, 244,
261

L

Lal-i Badakhchan 74, 75, 76

Langar 72, 102, 129, 148, 166, 171,
180, 254

lignes de transmission électrique 33,
171, 185, 208

M

M41 178

mahalla 78, 80, 81, 95, 106, 109,
276

marché transfrontalier 116, 126,
135, 166, 171, 175, 193, 195,
196, 197, 198, 199, 200, 202,
212, 217, 219, 221, 222, 233,
235, 252, 254, 255, 257, 258,
272

marché transfrontalier

Darwoz 171, 199

Ichkachim 129, 171, 193, 195,
196, 202, 218, 222, 235, 254

Tem 195, 197, 258

Vanj 171

Martinez, Oscar 251, 264

migration

Afghanistan, vers l' 66, 68, 71, 73,
74, 75, 100, 117, 187, 188

forcée 242, 243, 244, 245, 248,
277

interne (Tadjikistan) 66

Pamir, vers le 53, 76, 86, 87

Russie, vers la 173, 230, 253

Tadjikistan, vers le 72, 118, 173

mir 59, 64, 68, 99

Mostowlansky, Till 125, 273

Mourghab 67, 69, 70, 78, 89, 92,
106, 149, 179, 180, 182, 210,
245

N

Nasir Khosraw 53, 75, 86, 87, 169

O

OIM 173

OSCE 174, 175

Ouzbékistan 25, 31, 37, 66, 67, 72,
88, 105, 215, 224, 227, 248,
261, 263

owring/âtang 191

Oxus 25, 56, 58

P

Pakistan 26, 28, 29, 31, 37, 44, 49,
50, 53, 55, 58, 100, 108, 112,
119, 120, 129, 144, 146, 147,
151, 156, 158, 160, 162, 163,
171, 180, 186, 195, 196, 197,
201, 202, 206, 209, 210, 212,
249, 262, 273

Pamir

accessibilité 151, 177, 190, 191,
201, 219

accord du 62, 65

définition 47, 48, 49

étymologie 43, 44, 47

exploration 25, 60

géographie 25, 43, 44, 46, 50, 52,
58, 123, 149, 223

glacier 223

isolement 76, 88, 190, 269

paysage 131

perception 48, 49, 55, 144, 150

question du 61, 62

tourisme 160, 200, 201, 221, 258

zone refuge 53, 76, 87, 275

Pamir Energy 160, 162, 163, 186,
208, 209, 210, 212, 219, 263,
264, 276

pamiri

catégorisation 140

définition 51, 52, 55, 141, 271

diaspora 51, 102, 108

identité 34, 50, 52, 87, 118, 121,

- 123, 139, 140, 141, 143, 145,
147, 150, 152, 269, 270, 271,
275
- langues 40, 53, 54, 78, 127, 142,
143, 145, 149
- perception 55, 126, 127, 144,
146, 148
- PECTA 160, 201, 202
- pir 68, 71, 98, 99, 100, 101, 102,
117, 187, 188
- pont 33, 71, 72, 89, 127, 135, 162,
164, 165, 166, 168, 171, 175,
185, 193, 201, 227
- Porshinev 53, 97, 98, 100, 105,
123, 169, 187, 189, 261
- poste-frontière 89, 261, 262
- poste-frontière
Haut-Badakhchan 89, 90
Tadjikistan-Afghanistan 165, 171,
175, 180, 182, 199, 201, 226,
227, 232, 235, 239, 242, 247,
252, 254, 257, 260, 261, 264,
272
Tadjikistan-Chine 179, 182
- Pyanj 25, 27, 33, 35, 36, 37, 38, 48,
50, 55, 56, 61, 62, 63, 65, 70,
76, 88, 89, 90, 93, 100, 104,
115, 116, 118, 121, 122, 125,
126, 129, 131, 146, 151, 164,
165, 166, 172, 175, 183, 201,
213, 214, 215, 223, 224, 242,
247, 248, 267, 268
- R**
- Rahmon, Emomali 74, 82, 83, 84,
85, 91, 92, 94, 104, 105, 106,
108, 111, 132, 133, 134, 135,
136, 137, 138, 151, 170, 178,
181, 185, 217, 224, 225, 229,
233, 237, 239, 240, 241, 242,
245, 247, 248, 249, 250, 269,
273
- rais 80, 81, 94, 95, 106, 259
- réfugié 28, 72, 216, 242, 243, 244,
246, 248, 251
- ressource 177, 186, 219, 221
- Roshtqala 78, 110, 152, 205
- Rouchan 62, 63, 67, 78, 106, 111,
112, 121, 125, 131, 148, 158,
165, 168, 170, 171, 181, 195,
202, 205, 208, 222, 227, 228
- route du Pamir 89, 90, 129, 180,
181, 183, 191, 220, 222
- Russie
armée 177, 178
Empire tsariste 25, 58, 60, 62, 63,
65, 69, 141
Fédération 28, 51, 168, 173, 176,
177, 178, 182, 206, 230, 233,
248, 250, 251, 252, 253, 272,
275
- S**
- Sarikol 62, 68
- Scott, James C. 192, 268
- Sher Khân Bandar 226, 244, 247,
254, 261, 272
- Shotemur, Shirinsho 105
- Shoughnan
Sheghnân (Afghanistan) 9, 66, 69,
116, 117, 119, 120, 127, 146,
187, 188, 189, 211, 219, 220,
227, 228, 262
Shoughnan historique 9, 59, 60,
61, 62, 121, 148
Shoughnon (Tadjikistan) 9, 67,
78, 97, 118, 126, 145, 148,
165, 208, 222, 245, 264
- shoughni
ethnonyme 121, 126, 146, 246
langue 9, 54, 105, 122, 123, 127,
142, 149, 191
- soviétique
armée 26, 71, 72, 73, 136, 176,
177
économie 191
période 37, 47, 50, 67, 68, 69, 81,
85, 98, 100, 113, 139, 140,
141, 142, 147, 166, 190, 203,
204, 220, 276

- recensement 140
 recherche 52, 139, 149
 régime 34, 47, 65, 66, 67, 69, 71,
 72, 75, 88, 93, 99, 100, 104,
 105, 119, 141, 187, 188, 191
 sunnisme 30, 52, 53, 54, 55, 64, 87,
 147, 148, 149, 150, 151, 188,
 227, 228, 240
- T**
- Tachkurgan 44, 58, 70, 144
 tadjik
 dialecte 54, 142, 148, 149, 150
 ethnonyme 34, 52, 53, 54, 67, 83,
 87, 113, 132, 138, 139, 140,
 141, 143, 145, 146, 148, 149,
 150, 152, 162, 235, 239, 241,
 242, 271
 ethnonyme (Afghanistan) 136,
 138, 147, 185, 239, 240, 241,
 242, 249
 langue 30, 35, 43, 47, 52, 53, 54,
 78, 82, 100, 142, 143, 145,
 148, 149, 151, 152, 240, 276
 pouvoir central 87, 109, 112, 113,
 131, 139, 152, 240, 269
 récit national 55, 105, 139, 140,
 141, 151, 152, 240, 241, 242,
 249, 269, 275
- Tadjikistan
 armée 89, 90, 91, 92, 110, 113,
 176, 177, 230, 240, 247
 Barqi Tojik 263
 citoyenneté 48, 74, 116, 124, 173,
 177, 183, 193, 195, 229, 230,
 231, 232, 233, 247
 État visible 90, 92, 112
 guerre civile 30, 52, 73, 74, 76,
 81, 84, 85, 87, 94, 102, 104,
 105, 106, 109, 136, 137, 138,
 145, 147, 157, 160, 163, 164,
 171, 185, 203, 231, 232, 233,
 234, 240, 242, 246, 253
 indépendance 36, 73, 83, 137, 233,
 240
- organisation administrative 78, 82,
 86
 PDPT 82, 84
 pouvoir central 29, 40, 55, 59,
 78, 89, 90, 94, 107, 110, 132,
 162, 164, 170, 229, 235, 236,
 238, 273
 RSS 51, 52, 67, 68, 70, 71, 72, 73,
 81, 82, 87, 88, 101, 104, 115,
 140, 142, 143, 147, 177, 179,
 191, 203
 territoire national 28, 36, 46, 49,
 50, 51, 52, 53, 54, 73, 78, 81,
 84, 86, 92, 102, 107, 110, 111,
 116, 124, 126, 132, 133, 134,
 138, 140, 143, 146, 149, 151,
 159, 173, 174, 175, 177, 179,
 180, 181, 182, 183, 186, 188,
 195, 196, 199, 202, 209, 217,
 218, 219, 220, 230, 233, 234,
 235, 236, 238, 249, 253, 270,
 271
 zones frontalières 30, 31, 33, 36,
 38, 44, 48, 49, 54, 69, 97, 98,
 100, 104, 117, 118, 119, 126,
 129, 147, 162, 164, 169, 171,
 173, 175, 178, 190, 223, 235,
 254, 256
- Taliban
 combattant 96, 126, 133, 187,
 201, 225, 226, 227, 228, 229,
 231, 232, 238, 242, 246, 253,
 254, 256, 260, 263, 264
 mouvement 75, 126, 225, 226,
 227, 228, 229, 232, 241, 255,
 259, 260, 263
 régime (1996-2001) 75, 102, 136,
 226, 239
 régime (2021-) 37, 96, 104, 135,
 138, 139, 181, 214, 215, 225,
 229, 236, 237, 238, 239, 247,
 249, 250, 256, 257, 259, 260,
 261, 262, 271, 275, 276
- terrorisme 26, 29, 31, 111, 132,
 133, 135, 178, 217, 225, 229,

230, 231, 232, 233, 236, 241,
250, 273
tourisme 121, 160, 201, 202, 219,
220, 254
transnationalisme (concept) 34, 143,
169

U

UCA 117, 162, 169, 219, 220
URSS 25, 30, 36, 37, 47, 52, 66, 67,
68, 70, 71, 72, 73, 75, 76, 88,
91, 101, 115, 117, 119, 134,
142, 157, 158, 177, 184, 187,
208, 211, 213, 233

V

Vanj 54, 67, 78, 85, 131, 135, 142,
148, 149, 150, 151, 152, 165,
170, 181, 183, 195, 223, 228,
233, 245

Van Schendel, Willem 21
VMKB 49

W

Wakhan

Wâkhân (Afghanistan) 50, 62, 69,
88, 93, 146, 181, 191, 200,
201, 202, 219, 243, 245

Wakhan historique 59, 61, 62, 64,
86, 148, 158, 202

Wakhon (Tadjikistan) 67, 102,
129, 148, 171, 208, 254

wakhi

ethnonyme 30, 48, 129, 201

langue 48, 54, 142, 146

weruya 122

X

Xinjiang, région autonome 44, 160,
179, 180, 182, 250

Table des figures

1	Terrain de recherche	15
2	L'interface territoriale du Pamir	45
3	La province autonome du Haut-Badakhchan (Tadjikistan) et la province du Badakhchân (Afghanistan)	46
4	Le Haut-Badakhchan dans son environnement régional	51
5	« La découpe à la hache » du Badakhchan (1872-1895)	64
6	Les provinces du Tadjikistan	79
7	Le système administratif territorial au Tadjikistan	79
8	Les districts du Haut-Badakhchan	80
9	Les autorités non étatiques locales à la frontière tadjikistano-afghane de la fin de la guerre civile tadjikistanaise (1997) à l'arrivée des Taliban dans les districts frontaliers afghans du Tadjikistan (2021) et la neutralisation des chefs locaux au Tadjikistan (2022)	103
10	Les interactions entre les réseaux de gouvernance dans le Badakhchan	113
11	Vue de la frontière, au troisième plan, depuis Bibi Fotema, district d'Ichkachim, Tadjikistan	128
12	Frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan depuis le village de Reyn, district d'Ichkachim, Tadjikistan	128
13	Terres agricoles au bord du Pyanj, district de Rouchan	130
14	Maisons faisant face à l'Afghanistan, sur la route entre Vanj et Khorog	130
15	Aire de jeux au bord du Pyanj près du village de Derzud, district de Rouchan	131
16	Organisation institutionnelle de l'AKDN	161
17	Les activités et les infrastructures transfrontalières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan dans le Badakhchan	163
18	Pont transfrontalier de Darwoz (entre Ruzvai au Tadjikistan, côté gauche, et Nisai en Afghanistan, côté droit)	165

19	<i>Jamatkhana</i> de Khorog	167
20	Poste-frontière de Langar, district d'Ichkachim (à gauche l'Afghanistan, à droite le Tadjikistan)	172
21	Marché transfrontalier d'Ichkachim, vendeur afghan se protégeant du soleil avec un parasol chinois	183
22	Travaux de construction assurés par des ouvriers chinois, Poyi Mazor, district de Vanj	184
23	Traversées de la frontière de la famille d'Amir des années 1930 à aujourd'hui	189
24	Marché transfrontalier de Vanj/Jumarj (côté afghan)	194
25	Marché transfrontalier d'Ichkachim	194
26	Flux régionaux des produits à destination des marchés transfrontaliers du Badakhchan	198
27	Affiche publicitaire à Khorog faisant la promotion du tourisme dans le Badakhchân afghan	203
28	Lignes de transmission d'électricité construite par Pamir Energy entre le Tadjikistan (premier plan) et l'Afghanistan (arrière-plan), district de Shoughnon	209
29	Drapeau de l'Émirat islamique d'Afghanistan sur le pont transfrontalier de Darwâz, six jours après la prise de contrôle du poste-frontière par les Taliban	226
30	Mobilités médicales transfrontalières dans le Badakhchan (2015-2022)	256

Table des matières

Note sur la translittération et la traduction	9
Note sur la méthodologie	13
Glossaire et acronymes	17
Avant-propos	19
Préface. Les frontières de la connaissance	21
Introduction	25
I Le Haut-Badakhchan dans ses frontières	
Façonner la frontière, affecter les pratiques sociales, dessiner les représentations	
Situer l'espace transfrontalier du Badakhchan	43
Les réseaux d'autorité dans le Badakhchan	77
Les frontières symboliques par-delà la frontière politique	115
II Le Haut-Badakhchan en mouvement	
Dynamiques de contact, opportunités et troubles dans l'espace transfrontalier	
L'internationalisation de l'espace transfrontalier	155
Traverser la frontière	187
Turbulences à la frontière	225
Conclusion	267
Bibliographie indicative	279
Annexes	283

Remerciements	287
Index	291
Table des figures	299

© PULM

Collection « Asies contemporaines »

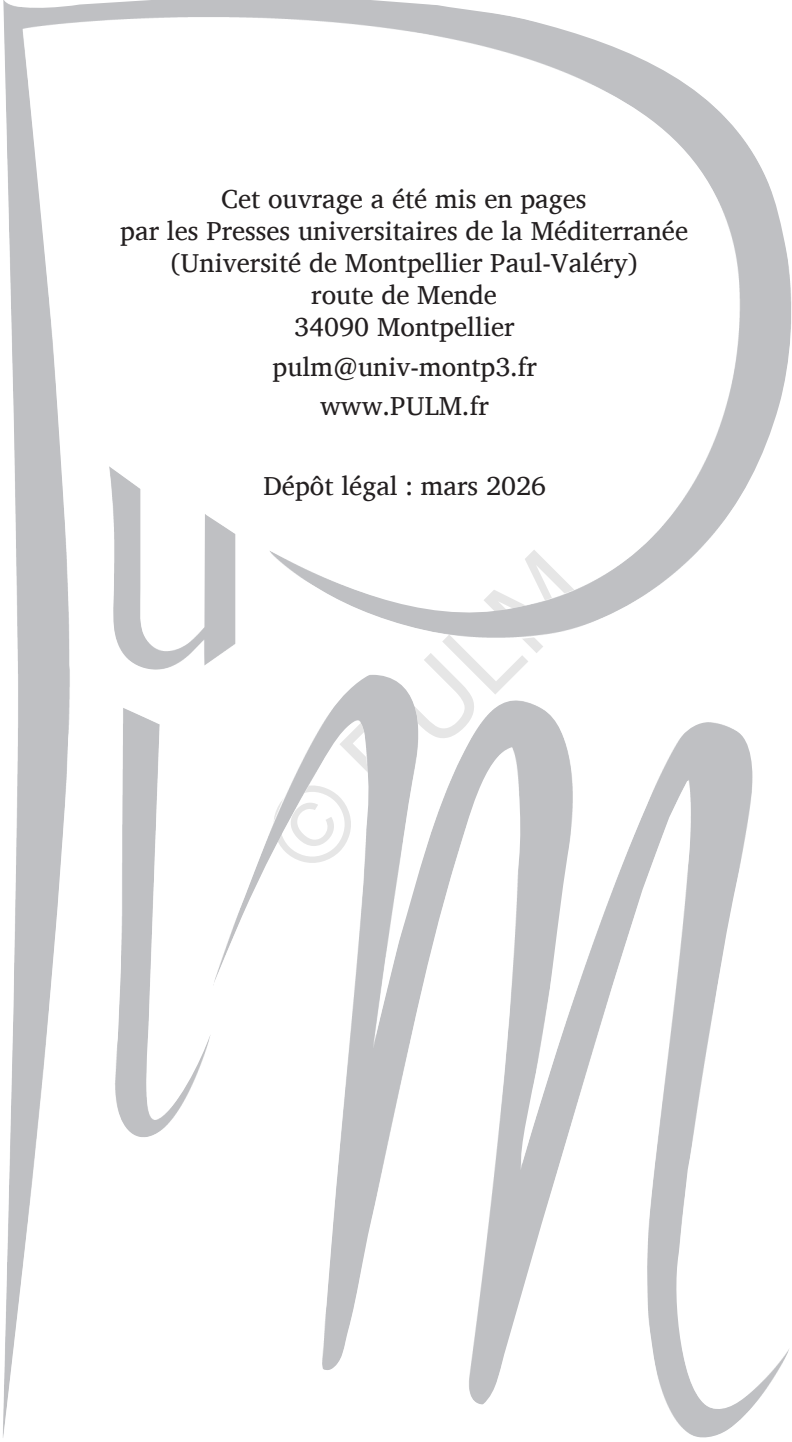
TITRES DÉJÀ PARUS DANS LA MÊME COLLECTION

L'exercice du pouvoir judiciaire par la Cour suprême du Japon, N. BÉRIDOT,
2024.

Garder la ville, D. CARRIÈRE, 2023.

Un triangle stratégique à l'épreuve, P. JOURNOUD, 2022.

© PULM



Cet ouvrage a été mis en pages
par les Presses universitaires de la Méditerranée
(Université de Montpellier Paul-Valéry)
route de Mende
34090 Montpellier
pulm@univ-montp3.fr
www.PULM.fr

Dépôt légal : mars 2026

